TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11 184 DERNIÈRE ÉDITION MERCREDI 14 JANVIER 1981

Au Salvador

LES RÉVOLUTIONNAIRES LANCENT UN ORDRE DE GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE

LIRE PAGE 4
L'ARTICLE DE FRANCIS PISANI



Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Tarif des abonnements page 2
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

La double inconstance franco-allemande

A quelques heures d'intervalle, les porte-parole de l'Elysée et du gouvernement de Bonn ont réaffirmé que M. Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt, ou, plus généralement, la France et l'Allemagne fédérale, s'entendent à merveille. L'occasion de ce commentaire était la conversation téléphonique de trois quarts d'heure que les deux hommes d'Etat avaient eue samedi 10 janvier après les vacances au soleil du chancelier et qui avait porté sur tous les sujets d'actualité : économie, Afrique, relations avec Washington et Moscou.

Tous les coups de téléphone entre « mein lieber Helmut » et « mon cher Valy » n'étant pas rendus publics, il faut chercher ailleurs ce qui a amené l'un et l'autre à cette démonstration d'amitié. L'explication réside dans les rumeurs qui se répandaient ces dernières semaines outre-Rhin selon lesquelles l'entente Giscard d'Estaing-Schmidt n'était plus ce qu'elle était. Le « New York Times » et l'« International Herald Tribune » s'en sont fait largement l'écho.

Le porte-parole du gouvernement de Bonn a même cru nécessaire de préciser que ces rumeurs étaient répandues « sciemment ». Qui aurait donc intérêt à envenimer les relations franco-allemandes ? Selon le quotidien allemand « Die Welt », les milieux officiels de Bonn et de Paris soupçonneraient une manœuvre de l'entourage de M. Reagan, le président américain désigné s'employant déjà à démolir l'« axe Bonn-Paris » pour mieux rétablir l'influence américaine en Europe.

Les relations franco-allemandes, de la guerre totale à l'embrassade télévisée de Gaulle-Adenauer, ont toujours été la source de spéculations innombrables, et leur refroidissement supposé comme les accusations portées contre les Américains dans cette affaire reposent surtout sur des présomptions.

Il est cependant un fait indiscutable : c'est la double évolution de la politique Est-Ouest de la France et de l'Allemagne fédérale. Les relations entre de Gaulle et Adenauer ne paraissaient idylliques qu'en regard du passé récent. Sur le monceau des ruines et des morts de la guerre mondiale, les vieux hommes d'Etat réussirent une réconciliation qu'ils voulaient spectaculaire. Ils n'en restaient pas moins séparés par des divergences fondamentales. Le chancelier n'approuvait ni les distances prises par le général de Gaulle avec Washington ni son flirt avec Moscou. Avec un préambule voté par le Bundestag et un accord d'armement germano-américain, il laissa d'ailleurs vider le traité franco-allemand de 1963 d'une bonne partie de sa substance.

Aujourd'hui, les temps ont changé : la défiance de Paris vis-à-vis de Moscou va croissant et le dialogue franco-soviétique est de moins en moins suivi ; la France, en revanche, tout en restant hors de l'intégration atlantique, a mieux répondu qu'aucun autre allié à l'appel américain pour le renforcement de la défense. Inversement, Bonn a cessé d'être un allié inconditionnel des Etats-Unis, et les relations de MM. Carter et Schmidt étaient détestables ; d'autre part, le chancelier fera tout pour sauver le minimum de détente qui permet d'humaniser les relations entre les deux Allemagnes et de développer avec l'Est un commerce fructueux.

Doit-on en conclure que décidément Paris et Bonn, sur ce chapitre, divergeront toujours ? Ne peut-on plutôt constater que la double évolution de la France et de l'Allemagne les amène sur une position moyenne commune entre l'Est et l'Ouest et que, en somme, l'entente franco-allemande n'a jamais été aussi complète ?

C'est ce qu'on répète au Quai d'Orsay et à l'Elysée. Il y a fort à parier que le prochain sommet franco-allemand, début février, accréditera cette affirmation, mais la querelle budgétaire européenne permettra de vérifier si cette entente existe autrement que dans les mots.

Le conflit au sein de la C.E.E.

• Paris n'entend pas modifier sa position
• Le groupe gaulliste de Strasbourg approuve Mme Veil

La nouvelle Commission européenne apparaît décidée à faire preuve de modération dans le conflit sur le budget de la Communauté, qui oppose l'Assemblée de Strasbourg au conseil des ministres des Dix. Dans son discours le 12 janvier à Strasbourg, M. Thorn, tout en qualifiant les textes budgétaires de « légaux » et « exécutoires », s'est abstenu de préciser les conséquences du refus de paiement des contributions et a lancé un appel à la mise en œuvre d'une solution politique. Toutefois, le nouveau président de la Commission a indiqué que ses premiers contacts, notamment avec Paris, n'avaient pas été très fructueux.

De son côté, M. Barre a de nouveau indiqué, à l'issue d'un entretien, le 12 janvier, avec M. Giscard d'Estaing, que l'affaire budgétaire relevait d'un « détournement de procédure ». « Je ne vois pas pourquoi, a-t-il dit, le gouvernement français modifierait sa position. M. Thorn fait les déclarations qu'il veut. Le premier ministre français exprime la position du gouvernement français. » Cependant, à Strasbourg, les parlementaires français de la majorité ont approuvé l'attitude de Mme Veil, tout en appelant de leurs vœux un compromis politique.

Discordances

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Ni la colère publique de M. Raymond Barre, ni les protestations indignées de l'état-major du R.P.R., ni la philippique de M. Debré contre le coup de force de l'Assemblée européenne n'ont trouvé, jusqu'à présent, le moindre écho fidèle parmi les élus français siégeant à Strasbourg. L'embarras de ceux-ci, en revanche, est évident. De même, au sein de la majorité, le décalage entre ce qui se dit à Paris et ce qui se fait à Strasbourg traduit, pour le moins, une certaine incohérence.

C'est chez les gaullistes que le déphasage apparaît le plus clairement. M. Christian de La Malène, sénateur R.P.R. de Paris, président des Démocrates européens de progrès, a non seulement approuvé, lundi soir 12 janvier, au nom de son groupe, l'attitude de Mme Simone Veil, qui avait été dénoncée dès le 26 décembre par M. Claude Labbé, conseiller politique du mouvement gaulliste, mais il s'est, en outre, abstenu volontairement de blâmer l'Assemblée européenne, accusée par ses amis d'outrepasser ses prérogatives. Enfin, M. de La Malène s'est aussi démarqué de M. Debré, dont il soutient la candidature à l'élection présidentielle.

Sauf à se déjuger, le groupe gaulliste pouvait difficilement se comporter différemment, dans la mesure où il avait voté, en décembre, les amendements au budget supplémentaire pour 1980 qui sont à l'origine du conflit.

M. de La Malène justifie l'attitude de ses collègues R.P.R. par le souci qu'ils auraient de dédramatiser les relations entre l'Assemblée européenne et les autres institutions de la Communauté. *« Nous avons simplement donné à Mme Veil un quitus juridique pour ne pas engager une nouvelle querelle. »*

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 42.)

Un espoir pour les otages

L'Iran et les États-Unis auraient réglé leur différend financier

L'affaire des otages de Téhéran semble désormais proche de son dénouement. En effet, les tractations financières entre l'Iran et Washington auraient fait, le lundi 12 janvier, des progrès décisifs, et, selon les déclarations au « Monde » de l'un des principaux négociateurs, les deux parties seraient parvenues à un « accord total » tant sur le contenu que sur la procédure du règlement.

Les Etats-Unis ont accepté de restituer à l'Iran tous ses avoirs « gelés » au lendemain de la prise d'otages, somme évaluée de part et d'autre à environ 9,5 milliards de dollars. Un premier versement de 7 milliards de dollars serait effectué, par l'entremise de la Banque centrale d'Algérie, avant la libération des diplomates incarcérés. Le solde — 2,5 milliards de dollars — bloqué non par le gouvernement de Washington, mais par des firmes privées, ferait l'objet d'un arbitrage. Le président Carter s'est engagé, à ce propos, à faire annuler les poursuites engagées auprès des tribunaux américains. L'Iran obtient ainsi pleine satisfaction quant à son droit de récupérer tous ses avoirs dans les banques américaines et leurs filiales en Europe.

Le gouvernement de Téhéran a, en revanche, fait trois concessions : il a renoncé au « dépôt de garantie » (de 23,4 milliards de dollars) qu'il revendiquait initialement ; il accepte le principe d'un arbitrage pour les cas litigieux ; il admet enfin la compétence des tribunaux américains quant à la saisie de la fortune du chah aux Etats-Unis, sans fixer arbitrairement la valeur de celle-ci à 10 milliards de dollars. Il semble que les intermédiaires algériens aient réussi à convaincre leurs interlocuteurs iraniens que la famille impériale a réussi à transférer la majeure partie de ses avoirs dans d'autres pays que les Etats-Unis d'Amérique.

Un projet de loi décrétant la nationalisation des biens de l'ancien chah et de ses proches, soumis lundi au Parlement de Téhéran, devrait permettre au gouvernement de M. Radjaï de demander aux tribunaux américains de procéder à leur confiscation.

La République islamique souhaiterait sceller l'accord avant le jeudi 15 janvier, date limite fixée par le président Carter, et au-delà de laquelle Téhéran devrait traiter avec l'administration de M. Ronald Reagan. Mais au moins un obstacle subsiste : l'adoption par le Parlement iranien d'un projet de loi autorisant le gouvernement à accepter un arbitrage pour les cas litigieux. L'ayatollah Rasfandjani, président du Majlis, ne doute pas que le texte sera agréé. Cependant, l'Assemblée a dû ajourner au mercredi 14 janvier sa réunion, en raison de l'absence de certains membres du Conseil constitutionnel. — E. R.

UNE NOUVELLE HORMONE DE CROISSANCE EXPÉRIMENTÉE SUR L'HOMME

(Lire page 13.)

POINT

Les postes et le monopole

Pas question de transgresser le monopole de la poste — déjà écorné, il est vrai, par quelques entreprises privées de messageries : M. Pierre Ribes, secrétaire d'Etat aux P.T.T., l'a rappelé avec force en présentant, le 12 janvier, ses vœux à la presse. Le ministre faisait écho à l'intention, annoncée récemment par un dirigeant du CID-UNATI des Bouches-du-Rhône, de créer un réseau de poste parallèle (le Monde du 30 décembre 1980). Le patronat français avait agité la même menace à l'occasion de grèves du tri postal. Et M. Pierre-Bernard Cousté, député apparenté R.P.R. du Rhône, avait paru emprunter le même chemin en septembre dernier, en demandant dans une question écrite que l'on ne confonde pas le « droit » au monopole avec un quelconque « privilège ».

Le mauvais fonctionnement du service postal n'est pas un mal spécifiquement français. La plupart des pays développés le connaissent et résolvent avec plus ou moins de bonheur la quadrature du cercle que représente la nécessité d'accroître le trafic, d'améliorer les conditions de travail des postiers et de maintenir les tarifs dans des limites raisonnables. Ailleurs, comme chez nous, des voix — souvent venues des mêmes horizons — s'élèvent pour proposer un remède radical : l'abolition du monopole.

Satisfaisante pour quelques intérêts privés, une telle mesure le serait-elle pour l'ensemble des Français ? M. Ribes a raison de rappeler que le monopole garantit l'égalité des citoyens devant le droit à la communication écrite.

Mais l'égalité ne saurait se confondre avec un nivellement dans la médiocrité. Le monopole devrait, en échange, supposer une constante amélioration du service pour laquelle seraient prévus les crédits nécessaires. Or, dès sa première année d'application, le plan triennal de réorganisation de la distribution, arrêté l'an passé, se trouve financièrement amputé de près de 20 % des investissements prévus et le budget de 1981 ne prévoit, pour la première fois depuis longtemps, aucune création d'emplois.

Pourtant l'acheminement du courrier souffre d'un manque de personnel, malgré la mécanisation, malgré un récent accroissement des effectifs.

Et les grèves que cette situation entraîne coûtent certainement plus cher à l'économie française que la satisfaction des revendications des postiers.

AU JOUR LE JOUR

Holà !

M. Michel Debré s'est donc écrié : « Un septennat, hélas ! Deux septennats, holà ! » *Il paraphrasait ainsi Boileau, qui, n'appréciant pas les dernières tragédies de Corneille, avait écrit :* « Après l'*Agésilas*, hélas ! Mais après l'*Attila*, holà ! »

*Sur sa lancée, le candidat à l'Elysée, pour traduire son ressentiment, aurait pu tout aussi bien emprunter à Valamir, personnage d'*Attila*, cette apostrophe :*

« L'empire, je l'avoue, est [encor quelque chose ;
L'empire est quelque chose [et l'empereur n'est rien. »

ANDRÉ PASSERON.

Un « droit acquis » : l'inflation

par PIERRE DROUIN

Les larmes de crocodile versées sur la plante « inflation », qui a trop bien poussé en France durant l'année 1980, n'affligent que les âmes naïves. Ce chiendent n'est pas cultivé en pot, ou en serre, dans un coin de l'économie du pays, mais il s'étale partout. Chacun trouve cette invasion irritante, mais en fait, beaucoup de ceux qui s'indignent en profitent. Il ne s'agit pas d'exonérer le gouvernement de ses responsabilités en la matière, mais il est peu de nations où le comportement des agents économiques soit aussi *naturellement* inflationniste. Lorsque autant de groupes auront intérêt à ce que la hausse des prix continue, quelle force pourra faire sérieusement baisser les courbes ?

Cinquante pour cent des Français sont propriétaires de leur logement. D'autres rêvent d'y accéder et l'Etat les y encourage. Dans son livre *Démocratie française*, M. Giscard d'Estaing souhaite que tous les citoyens aient « un certain patrimoine » et aussi « un mécanisme efficace pour la conservation de la valeur de l'épargne populaire ». Il n'a jamais vu le jour et ce n'est évidemment pas en enfilant des billets dans un bas de laine qu'on se créera un patrimoine, mais grâce au crédit. Or qui a le plus intérêt à voir se poursuivre l'inflation sinon les emprunteurs ? Ils sont légion, et une brusque diminution du coût de la vie ferait apparaître insupportable la charge des emprunts. L'ambiance inflationniste a tellement infecté l'atmosphère que les paiements à terme non seulement de biens de toute nature, mais de services, de voyages, etc... sont entrés dans les mœurs et rendent moins douloureuse la montée des prix.

Les entreprises savent, comme les particuliers, profiter des circonstances et alléger leurs « frais financiers » par l'inflation. Et quand l'endettement est moins fort, comme c'est le cas aujourd'hui du fait de la reconstitution des trésoreries et des profits, comme la langueur de l'économie porte beaucoup moins aux investissements de production, les liquidités permettent de lâcher davantage la bride aux augmentations de salaires, autre ferment inflationniste.

Les collectivités locales n'ont guère de peine également à s'accommoder de la situation et à se placer en gros emprunteurs permanents. Sans doute, bien des réalisations sont indispensables à l'amélioration de la vie quotidienne des citoyens, mais que de chapitres « gaspillage » en piscines luxueuses, en hôpitaux quatre étoiles, etc... pour ne pas faire moins bien que le voisin !

L'Etat n'est pas le dernier à pratiquer le bon usage de la maladie inflationniste. Ne parlons pas de « facilités » qu'il s'accorde (1) pour boucher les trous budgétaires, se traduisant en fait par un impôt hypocrite sur l'épargne. Indirectement l'Etat on le sait bénéficie de deux manières de la hausse des prix :

1) Il rembourse ses emprunts en monnaie dépréciée, sauf dans les cas où ils sont indexés ou bien si le taux d'intérêt dépasse pendant un assez long temps celui de l'inflation ;

2) Il perçoit des impôts plus élevés qu'il ne faudrait s'il ne rajuste pas les tranches d'imposition au rythme de l'inflation. Or cet « oubli » est, sans jeu de mots, monnaie courante.

(Lire la suite page 40.)

(1) Nous pensons notamment au rachat des bons du Trésor par la Banque de France, pratique heureusement moins en vogue aujourd'hui.

BEETHOVEN, RAMEAU ET PERGOLÈSE

L'avènement musical du Nord

Il y a encore six ans, passer un week-end dans le nord de la France, pour un critique musical, aurait pu s'apparenter à une punition. Malgré les efforts des sociétés locales ou des nombreuses écoles de musique, et une tradition de musique populaire plus forte que dans le reste du pays, le Nord ne semblait pas disposer d'institutions professionnelles à la mesure des besoins et des ressources de sa population. La preuve est faite puisque en cinq ans, grâce à l'action énergique du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais et de la ville de Lille, sous l'impulsion décisive de M. Pierre Mauroy, sont nés tout à la fois un des festivals de France les plus originaux et les plus riches, l'Orchestre philharmonique régional de Lille (devenu « national ») et l'Opéra du Nord.

Dans ces conditions, on comprend la fierté de la région à fêter aujourd'hui le cinquième anniversaire de l'orchestre régional, amené par Jean-Claude Casadesus à un niveau presque incroyable quand on a assisté à son premier concert le 3 janvier 1976.

Nous l'avons retrouvé à Hénin-Beaumont, dans le Palais des sports Verdi, où s'entassaient mille deux cent cinquante personnes (pour une ville de vingt-six mille habitants), captivées par un programme Beethoven auquel Jean-Claude Casadesus donnait une densité particulière : accent profondément méditatif et tragique de l'« Ouverture de Coriolan », héros pris en tenaille entre la vengeance et la piété filiale, discours vigoureusement charpenté de la « Cinquième Symphonie » où la grandeur oratoire ne dissimulait jamais la puissante expressivité de ces phrases souvent corrodées par un long usage.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 15.)

Le Monde

idées

LES CONTESTATAIRES DE LA C.G.T.

L'esprit d'ouverture qui avait marqué le quarantième congrès de la C.G.T., en 1978, à Grenoble, a-t-il cédé le pas à une résurgence du sectarisme, sous l'hégémonie du P.C.F. ? C'est ce que soutiennent, au sein de la commission exécutive de la confédération, quelques militants venus d'horizons politiques divers, tels que MM. Claude Germon et Pierre Feuilly, membres du P.S. (le premier en est l'un des secrétaires nationaux), et M. Raymond Charpiot, qui vient de quitter le P.C.F. auquel il avait adhéré en 1956. Le secrétariat confédéral de la C.G.T., invité à faire valoir le point de vue de la centrale, a décliné l'offre en déclarant que le débat était clos après la position prise à la quasi-unanimité par le comité confédéral de la C.G.T. et que sa participation aurait cautionné les contestataires dans une controverse qu'il est « indigne », selon lui, d'abriter dans les colonnes du « Monde ».

Se battre à l'intérieur

par CLAUDE GERMON (*)

FAUT-IL simplement cultiver son jardin syndical pour l'élection présidentielle, comme le promettait Georges Séguy il y a quelques mois ? Faut-il au contraire relayer la campagne de Georges Marchais, à partir de cette « *réalité qui fait que, dans beaucoup de domaines, il existe effectivement des convergences réelles entre la première centrale syndicale nationale et le parti communiste français* », selon la formule utilisée plus récemment par le secrétaire général de la C.G.T. ?

Cette apparente contradiction dans la formulation traduit la double nature de la C.G.T. : organisation de masse qui regroupe des travailleurs de tous horizons politiques, philosophiques ou confessionnels ; *mais aussi organisation* dont tous les rouages sont solidement contrôlés par le parti communiste.

Ainsi s'explique que la C.G.T. se porte tout à fait bien quand la gauche est unie et que les tensions y sont extrêmement vives dès lors que, selon un schéma classique, l'on tente de mettre l'« organisation de masse » au service de l'« organisation d'avant-garde » ; et l'on comprend mieux à la fois le parallélisme d'orientation entre la C.G.T. et le P.C.F., et le temps d'adaptation nécessaire à celle-ci quand il faut changer de cap. L'histoire de ces dernières années en est une bonne illustration.

Les « deux grands partis ouvriers »

La C.G.T. est profondément unitaire ; ainsi, lorsque Waldeck Rochet engage son parti vers la recherche de l'union de la gauche sur un programme commun, la C.G.T. est très à l'aise pour mener la même campagne ; quand, le nouveau parti socialiste à peine né, il signe avec le P.C.F. le programme commun de gouvernement, la C.G.T. se mobilise pour en faire connaître le contenu aux travailleurs ; bientôt, le programme commun fera presque oublier qu'il existe un programme revendicatif de la C.G.T. Et dans les rencontres syndicales internationales, la C.G.T. cherche à convaincre les partenaires des pays communistes de la justesse de ce choix ; à Gustav Husak, qui me prenait vivement à partie en me reprochant le soutien du parti socialiste aux dissidents tchécoslovaques, Georges Séguy n'hésitait pas à parler des « *deux grands partis de la classe ouvrière* ».

Lorsqu'à l'automne 1974 le P.C.F. a ouvert la polémique contre les socialistes, la C.G.T., véritablement inquiète et soucieuse de ne rien faire qui puisse aggraver la tension, s'est contentée d'entendre successivement les délégations de chacun des trois partis de gauche : ...et s'est abstenue de tout commentaire.

Mais notre confédération est ainsi faite que, la polémique se poursuivant, elle devait progressivement y rencontrer d'abord des échos, puis des relais.

Dès 1976, le rapport du bureau confédéral devant le comité confédéral national s'en prend au parti socialiste : mais la volonté unitaire est encore si forte que, même après la rupture de septembre 1977, il faut deux bons mois et l'engagement personnel de Georges Séguy pour mobiliser les cadres de la C.G.T... contre le parti socialiste. Cela a pesé lourd dans le scrutin et a *certainement valu au parti communiste de maintenir à peu près ses positions.*

Le retour de balancier a surpris par sa rapidité : avec le quarantième congrès, c'est l'ouverture qui prévaut, la recherche de l'unité syndicale, la reconnaissance des diverses sensibilités et du droit d'expression. Seule ombre au tableau, ces bonnes dispositions n'ont jamais été appliquées. Au contraire, on fait le procès perpétuel de la C.F.D.T. — en oubliant que le premier accord d'unité de 1966 avait été conclu : avec une C.F.D.T. qui ne reconnaissait pas encore *la lutte des classes ; on* ouvre la chasse aux socialistes qui ont des responsabilités syndicales ; au plan international, notre délégation télégraphie : « *Le calme règne à Kaboul* », et, au moment où les travailleurs polonais luttent pour des libertés élémentaires, la C.G.T. organise à Paris une conférence de presse avec des représentants des syndicats officiels dont l'un participait aux négociations de Gdansk du côté du... gouvernement ! Voilà bien des convergences !

Plus de cinq cent mille adhérents de la C.G.T. en ont conclu qu'ils n'y avaient plus leur place ; à ce rythme, où en serons-nous à la veille de la présidentielle ?

Et pourtant, la nécessité n'est pas *moins forte aujourd'hui d'unir* les travailleurs dans une grande organisation syndicale de masse, indépendante des partis, unitaire, démocratique, sans rien abandonner de ses positions de classe ! Ce n'est pas en quittant la C.G.T. qu'on renforcera ce combat.

L'heure n'est ni au silence ni au départ. Des voix s'élèvent dans la C.G.T., y compris au plus haut niveau, pour imposer une autre ligne ; la division par moitiés du bureau confédéral lors de l'invasion soviétique en Afghanistan en est l'exemple le plus visible, mais il est loin d'être le seul.

Ainsi, une délégation de la C.G.T. vient de se rendre en Pologne pour y rencontrer les diverses forces politiques et syndicales ; mieux vaut tard que jamais, diront certains. Mais n'est-ce pas la preuve qu'on peut faire reculer la ligne sectaire ?

La C.G.T. appartient à tous les syndiqués ; c'est à eux d'empêcher qu'elle soit dévoyée à des fins extra-syndicales, et qu'elle en soit mutilée.

Avoir le patriotisme de la C.G.T., pour reprendre une expression de Georges Séguy, c'est se battre à l'intérieur pour que, conformément aux statuts, tous les travailleurs y *aient leur place. C'est cette C.G.T.-là* que nous voulons.

(*) Membre de la commission exécutive de la C.G.T.

Qui sert le mieux les travailleurs ?

par RAYMOND CHARPIOT (*)

A Prague, la C.G.T. reçoit les représentants de la Charte des 77, rend public le résultat, hélas ! éloquent, de l'entretien et prend ses distances avec la Fédération syndicale mondiale, allant jusqu'à retirer son représentant au secrétariat général de cet organisme.

A *Grenoble, au XL*[e] *congrès*, les propos unitaires de Georges Séguy sont accueillis par une formidable ovation. Le rapport d'ouverture promet que les questions importantes feront l'objet de débats et de tribunes libres à l'intérieur de *la C.G.T.*

C'est l'ouverture.

Nous sommes en 1980.

A Paris, la direction confédérale, quelques jours après la signature des accords de Gdansk, reçoit solennellement les syndicats officiels, qui viennent d'être désavoués par dix millions de travailleurs polonais, refuse même la publication sans coupure ni censure des vingt et une revendications du syndicat Solidarité (1) et n'accepte aucun débat véritable dans la presse syndicale.

Le débat de fond nécessaire avec les autres confédérations syndicales, notamment la C.F.D.T., fait place à une polémique outrancière, puis à la rupture. La recherche de l'unité est condamnée.

Le programme adopté à Grenoble est expurgé et complété d'étrange manière pour accentuer les convergences avec le programme d' « *un des candidats de gauche* ». *La C.G.T.* refuse même de condamner la majorité, responsable de l'austérité et du chômage, afin de ne pas laisser sous-entendre qu'il pourrait exister une solution de rechange, l'opposition de la « *gauche unie* ».

C'est le retour à un lointain passé.

Trois réflexions

Démocratie ? Ce revirement a été approuvé par le récent comité confédéral national à l'unanimité moins deux voix (Fédération des finances plus Fédération des capitaines et officiers de la marine marchande). Pour être quotidiennement plongé dans la vie syndicale, je sais parfaitement qu'une fraction importante des travailleurs et militants C.G.T., ouvriers et cadres, ne sont pas d'accord. *Que sont-ils devenus ? Qui* parle en leur nom ? Mystère d'une certaine « démocratie » syndicale.

Socialisme ? Veut-on simplement élever le niveau des revendications pour paraître plus révolutionnaire que le voisin, ou veut-on un véritable changement de société : suppression de la misère et du chômage — réduction considérable de la durée du travail, — transformation radicale des conditions mêmes du travail — extension sans précédent des libertés individuelles et collectives ?

Une telle ambition suppose la disparition à terme du capital, qui est aujourd'hui maître presque absolu du pouvoir, de l'économie, de l'information et, finalement, des travailleurs eux-mêmes. Toutefois, il apparaît à l'évidence que cette condition nécessaire n'est pas suffisante pour faire le bonheur des travailleurs selon la devise de la C.G.T., « *bien-être et liberté* ».

Unité ? Les objectifs, immédiats ou plus lointains, du mouvement syndical supposent l'accord et l'action unie d'une large majorité *des travailleurs. Rien ne peut se* faire sans eux. Il est possible de rester nous-mêmes, de demeurer la centrale syndicale la plus dynamique et la plus représentative des travailleurs, de défendre avec passion des objectifs ambitieux et, dans le même temps, de pratiquer l'unité d'action sur des objectifs immédiats, de sauvegarder les chances de l'unité, indispensable à des transformations plus profondes (2). La polémique sectaire et parfois même « fabriquée » heurte profondément les aspirations unitaires des travailleurs. Le refus de l'unité mène à la division stérile et retarde l'heure des changements véritables.

Pas d'unanimité de façade

Voilà bien des réflexions critiques à l'adresse de la C.G.T., *dont je suis un militant, ni par* esprit de boutique ni pour défendre un sigle aussi prestigieux soit-il, mais par amour de l'humanité et plus simplement pour améliorer l'existence de mes camarades de travail.

Conscient de représenter un grand nombre de travailleurs, je n'ai pas l'intention de me laisser intimider par ceux qui m'accusent d'écrire dans la « *presse bourgeoise* », après avoir refusé d'ouvrir la presse syndicale au débat. Nous sommes en France, l'un des rares pays de la planète à connaître une « certaine » *liberté d'expression, conquise de* haute lutte. Nul ne me réduira au silence.

Je ne suis pas non plus disposé à écouter le chant des sirènes de ceux qui voudraient profiter de mes dissentiments clairement et publiquement affirmés pour nuire à la C.G.T.

La réflexion critique n'affaiblit pas, mais renforce la cohésion réfléchie d'une organisation syndicale. L'unanimité de façade, le conformisme imposé, éloignent bien des travailleurs de nos rangs et de l'action.

A chacun de juger qui sert le mieux la C.G.T. et les travailleurs.

(*) Capitaine au long cours, secrétaire général de la Fédération des capitaines et officiers de la marine marchande (C.G.T.).

(1) Août 1980. Au Mali, des instituteurs en grève sont arrêtés. La C.G.T. élève une vive protestation. C'est de la solidarité internationale. En Pologne, des militants sont arrêtés et passés à tabac. La C.G.T. ne dit rien. Ce serait une ingérence inadmissible dans les affaires intérieures du pays.

Du mois d'août au mois de décembre 1980, la Fédération syndicale mondiale a continué imperturbablement de faire paraître son hebdomadaire consacré aux luttes syndicales du monde entier sans dire un seul mot sur la Pologne. La Pologne, vous dites ? Connais pas.

(2) Ce ne sont pas vaines paroles. Notre fédération vient de faire paraître un volumineux ouvrage, richement illustré, tout à l'honneur du syndicalisme C.G.T., en général, et des résultats obtenus dans la marine marchande. Un officier sur quatre s'est porté acquéreur.

Depuis le 10 novembre, les marins et les officiers sont engagés dans l'unité C.G.T., C.F.D.T., C.G.C., F.O. dans un vaste mouvement pour l'application correcte de la loi des pensions maritimes. Les navires en escale effectuent quarante-huit heures de grève. A ce jour, le résultat global des 302 votes à bulletin secret intervenus sur les navires ou dans les entreprises portuaires pour 2 977 officiers donnent 2 439 « pour » la grève, 280 « contre » et 258 « nuls ».

Le désert de l'unité d'inaction

par PIERRE FEUILLY (*)

LA C.G.T. empêchant des travailleurs de Dufour de s'exprimer parce qu'ils ont le grand tort de défendre la C.F.D.T. La C.G.T. forçant à Dunkerque *des piquets de grève formés* par la C.F.D.T. et quelques adhérents C.G.T. Des responsables socialistes manifestant à Saint-Étienne avec la C.G.T. pour Manufrance et insultés par le service d'ordre cégétiste qui scande « *Marchais, président* ». « *Radio-Lorraine-Cœur d'acier* » mise au pas... Ces faits récents illustrent la dérive accélérée de la direction de la C.G.T. par rapport aux idées du quarantième congrès, « *le congrès de l'ouverture* ».

Irrésistiblement, on est tenté de rapprocher ces événements — intolérables dans le mouvement ouvrier — de la période de la guerre froide ou, plus avant encore, de la fin des années 20 et du début des années 30 où P.C.F. et C.G.T.U. appliquaient la suicidaire tactique « *classe contre classe* », qui faisait des « *réformistes* » des ennemis. Aujourd'hui, à nouveau, le « *réformisme* » des uns alimente le « *sectarisme* » des autres et réciproquement.

De telles affirmations me vaudront sans doute de la part de la direction de la C.G.T. une leçon d'histoire et une leçon d'actualité sur l'aggravation de la lutte des classes, qui a pour corollaire la réceptivité plus grande des « *réformistes* » et même de camarades cégétistes au pilonnage idéologique de la bourgeoisie — un vieux refrain — sur la C.G.T., seul syndicat de classe, sur le « *recentrage* » de la C.F.D.T., dont je ne tiendrais aucun compte, etc., et, à juste titre, les dirigeants de la C.G.T. me feront remarquer que notre syndicat anime les luttes des travailleurs.

La question centrale

Mais, si la direction de la C.G.T. se décerne ainsi un certificat de bonne conduite « *révolutionnaire* », elle ne répond cependant pas à la question qui est au centre des interrogations des travailleurs : comment mettre en *échec l'offensive antisociale* et répressive, tout particulièrement à l'encontre des militants C.G.T., du gouvernement et du patronat ? Or chaque travailleur sent bien que, sur les grands objectifs revendicatifs nationaux, *il ne sera possible d'ob*tenir des succès significatifs que dans l'unité la plus large.

Deux attitudes sont alors possibles : soit, comme le fait la C.G.T. aujourd'hui, dénoncer sans cesse les dirigeants de la C.F.D.T. *et espérer qu'un jour* leur base les fera plier, soit relancer sans cesse les autres syndicats en faisant des propositions d'action dans le désert de « *l'unité d'inaction* » que tente de perpétuer Edmond Maire et, *enfin, agir seul en cas de refus.* Certes, pas l'unité en préalable à l'action, car cela reviendrait à paralyser la C.G.T., mais pas non plus de préalable à l'unité d'action.

Pour les présidentielles, la direction de la C.G.T. feint de croire que la question décisive est celle du programme des candidats, comme si celle de l'objectif — mettre à bas la droite au pouvoir — n'était pas primordiale. Car, si la question du programme était bien la seule, Georges Séguy ne devrait pas se *contenter de souligner* les « *convergences réelles* » avec le P.C.F., il faudrait aussi énumérer les divergences : la C.G.T. lutte pour la revalorisation du pouvoir d'achat de tous, cadres compris. Georges Marchais vient de se *prononcer pour une importante* réduction de l'éventail salarial. La C.G.T. est contre la force de frappe, Marchais est pour. Or c'est à partir de la position socialiste sur ce dernier point, comme l'a révélé Georges Marchais lui-*même, que le P.C.F. a estimé que* le P.S. avait décidé de rompre avec le programme commun. Il faudrait que Georges Séguy dise encore que, sur les cinq critères programmatiques nommément cités par la C.G.T. (SMIC, *nationalisations, élargissement de la* C.E.E., fusées américaines et bombe à neutrons), les programmes d'Arlette Laguiller et d'Alain Krivine sont copies conformes de celui de la C.G.T. Mais, le camarade Séguy n'a parlé que des « *convergences réelles* » avec le P.C.F.

Un refus éclairant

Les débats du dernier C.C.N. ont montré quelles étaient les réelles préoccupations de la direction de la C.G.T. : son refus d'incorporer, dans une résolution rappelant toutes les positions de *classe de la C.G.T. ainsi que* la totalité de son programme, un amendement de deux lignes — « *fidèle à ses engagements de toujours, la C.G.T. appellera les travailleurs à sanctionner par leur vote la politique de la droite au pouvoir* » — est éclairant.

Dans ces conditions, il n'est pas possible d'attendre que le quarante et unième congrès serve, comme cela a été le cas pour le quarantième, de soupape de sûreté pour militants en désaccord avec cette orientation. C'est dès aujourd'hui qu'il faut engager la bataille pour le respect des idées du quarantième congrès. Il en va du maintien de la première centrale syndicale française comme organisation certes de classe, mais aussi de masse, prenant en compte le pluralisme historique du mouvement ouvrier de notre pays. Lutter pour cela, c'est aussi, n'en déplaise à Georges Séguy, faire preuve de « *patriotisme de la C.G.T.* », c'est aussi contribuer à une plus large mobilisation unitaire des travailleurs et donc développer des luttes plus efficaces.

(*) Syndicat des journalistes C.G.T.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	322 F	371 F	521 F	670 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	387 F	701 F	1 016 F	1 338 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	254 F	436 F	618 F	800 F
II. — SUISSE - TUNISIE	324 F	578 F	828 F	1 068 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX[e]



Commission paritaire n° 57437.

Le Monde

étranger

EUROPE

Pologne

M. Lech Walesa fait à Rome une visite de six jours

Malgré les problèmes sociaux qui persistent en Pologne, M. Lech Walesa n'a pas ajourné son voyage en Italie. Le président du syndicat indépendant Solidarité, accompagné de sa femme et de treize dirigeants syndicaux et conseillers, est arrivé, ce mardi 13 janvier, à Rome, en fin de matinée. M. Walesa fait son premier voyage à l'étranger à l'invitation de la Confédération des syndicats italiens, mais sera reçu aussi par le pape Jean-Paul II. On ignore encore quel sera exactement le programme des *six* jours que les syndicalistes vont passer en Italie.

Seul un des membres de la délégation, M. Andrzej Gwiazda, vice-président de Solidarité, a dû renoncer à se rendre à Rome à la fois pour des raisons familiales et parce qu'il a dû partir pour Nowy-Sacz (au sud de la Pologne), où la police a fait évacuer, sans incident, lundi, la mairie occupée par les militants de Solidarité. Entre-temps, les forces de l'ordre ont aussi fait évacuer la mairie de Ustrzyki-Dolne (au sud-est du pays) qui était, elle, occupée par les militants de Solidarité rurale.

A Moscou, où M. Jagielski, vice-président du conseil, est arrivé avec une délégation pour des entretiens avec le comité exécutif du COMECON (le Marché commun des pays de l'Est), la « Pravda » publie, sur quatre colonnes, un long article sur l'amitié polono-soviétique.

Hymne à l'amitié soviéto-polonaise

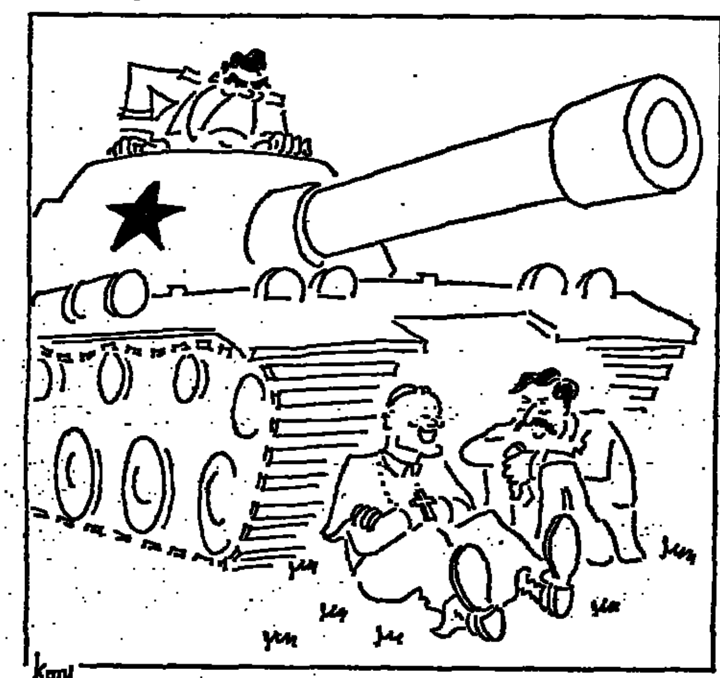
De notre correspondant

Moscou. — C'est un véritable hymne à l'amitié soviéto-polonaise que publie la *Pravda* sur quatre colonnes ce mardi 13 janvier. L'article est signé par M. Wronski, membre du comité central polonais et président de la Société d'amitié polono-soviétique. Sa thèse est on ne peut plus claire : dans la période difficile que traverse la Pologne, « *essentiellement du fait des erreurs politiques de la précédente direction* », le développement des rapports avec l'U.R.S.S., l'aide fraternelle de la communauté socialiste, sont les meilleures garanties de la réussite. « *Nous nous souvenons*, écrit M. Wronski, *que, en cas de nécessité, l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes nous ont toujours tendu une main secourable. Et aujourd'hui encore cette aide arrive sous forme de livraisons supplémentaires de marchandises, sous forme de crédits...* » L'importance du soutien soviétique vaut autant à l'intérieur qu'en politique étrangère. Les travailleurs polonais savent que « *l'avenir de la Pologne est lié au socialisme* »; au moment où « *les adversaires du socialisme cherchent à tirer profit des erreurs de la politique du parti communiste (...), les éléments antisocialistes cherchent à faire jouer un rôle politique au syndicat Solidarité créé récemment* ». Mais M. Wronski cherche à rassurer les Soviétiques : « *Le POUP*, ajoute-t-il en effet, *dépense beaucoup d'efforts pour que ce syndicat ait un caractère socialiste.* »

A l'extérieur, seule l'alliance avec l'U.R.S.S. a permis à la Pologne d'avoir des frontières sûres et de jouer un rôle dans le monde. Ces arguments sont bien connus, mais il n'est pas indifférent qu'ils soient répétés à un moment où la « *normalisation* » de la situation polonaise souhaitée par Moscou est loin d'être acquise.

« *La Pologne a besoin d'une Union soviétique puissante, comme l'U.R.S.S. a besoin d'une forte Pologne socialiste* », poursuit le président de la Société d'amitié polono-soviétique. « *Les rapports amicaux* [entre les deux Etats] *sont utiles aux intérêts de la paix en Europe, à la cause de la détente dans le monde. C'est pourquoi l'inquiétude de nos amis socialistes, en particulier de l'U.R.S.S., à propos de la situation actuelle en Pologne est compréhensible.* » D'autant que les « *centres anti-sociaux* » en Occident, qui se sont toujours intéressés vivement à la Pologne, ont intensifié leurs activités au cours des derniers mois : ils veulent, selon M. Wronski, empêcher la consolidation de la communauté socialiste, c'est pourquoi « *le règlement le plus rapide possible des problèmes intérieurs de la Pologne, sur une base socialiste, sert l'assainissement du climat international en Europe* », conclut-il avant d'énumérer toutes les manifestations d'amitié entre la Pologne et l'U.R.S.S. prévues pour les prochaines semaines...

DANIEL VERNET.



(Dessin de KONK.)

Portugal

M. PINTO BALSEMAO A COMPLÉTÉ SON GOUVERNEMENT

Lisbonne (*A.F.P.*). — Le gouvernement de M. Francisco Pinto Balsemao a été complété lundi 12 janvier par la nomination de trente-neuf secrétaires d'Etat (dont trois femmes), qui s'ajoutent aux dix-huit ministres qui ont prêté serment vendredi.

Ce gouvernement apparaît ainsi comme un des plus fournis, mais aussi un des plus jeunes de l'histoire du pays. Parmi les secrétaires d'Etat, le choix s'est davantage porté sur des techniciens que sur des politiques, bien que les exigences d'équilibre entre les trois partis de la majorité de centre-droit n'aient pas été oubliées.

Parmi les secrétaires d'Etat nommés lundi on relève les noms de MM. Leonardo Matias (ancien délégué du Portugal à l'ONU), aux affaires étrangères, Joaquim Ferreira do Amaral à l'intégration européenne, alors que Mme Maria Aguiar garde le portefeuille de l'émigration.

Pour travailler avec M. Joao Morais Leitao, ministre des finances et du plan, ont été désignés MM. Alipio Dias (budget), Mario Adegas (trésor), Silveira Godinho (finances) et Alberto Regueira (plan), tandis que MM. Walter Marques et Alcino Cardoso s'occuperont respectivement du commerce et du tourisme.

Quant à M. Luis Fontoura, 46 ans, qui a réussi à obtenir en juin la libération de pêcheurs portugais retenus par le Polisario, il reçoit la charge difficile de l'information.

Suisse

UNE AMÉRICAINE D'ORIGINE ARMÉNIENNE CONDAMNÉE A DIX-HUIT MOIS DE PRISON AVEC SURSIS

(De notre correspondante.)

Genève. — La Suisse pourrait cesser d'être une des cibles des bombes arméniennes. En effet, Mlle Masteredjian, vingt-quatre ans, Américaine d'origine arménienne, arrêtée le 3 octobre dernier et jugée à Genève pour complicité de détention illicite d'explosifs et extorsion de fonds (*le Monde* du 19 novembre 1980), a bénéficié, le mardi 13 janvier, d'un verdict de semi-clémence. Elle a été condamnée à dix-huit mois de prison avec sursis et à quinze ans d'interdiction de séjour.

Si Mlle Masteredjian a clamé bien haut son patriotisme arménien, elle n'en a pas moins affirmé avoir été embrigadée de force par un commando, comprenant notamment des Palestiniens, dans l'Armée secrète de libération de l'Arménie (ASLA) et a nié sa participation à la confection d'explosifs. Elle a cependant été convaincue d'avoir fait pression sur un Arménien de Genève jusqu'à ce qu'il envoie 25 000 francs français à l'ASLA à Beyrouth.

Le procès de M. Aka Kenekomokhian, Libanais également d'origine arménienne, arrêté en même temps que Mlle Masteredjian, a été retardé. En effet son avocat, Mᵉ Gérald Benoit, est hospitalisé à la suite d'un attentat dont il fut victime, le 4 décembre dernier. L'arrestation des deux Arméniens était à l'origine de la création du Mouvement du 3 octobre, qui a revendiqué de nombreux attentats à la bombe en Suisse et contre des établissements suisses à l'étranger.

L. V.

● *Le gouverneur de la Banque centrale de Turquie*, M. Ismaïl Hakki Aydinoglu, a démissionné, samedi 10 janvier. Cette nouvelle semble confirmer les divergences de vues entre M. Hakki Aydinoglu et le vice-premier ministre turc, M. Turgut Ozal, plus spécialement chargé, au sein du gouvernement, des affaires économiques. Dans une récente interview, M. Hakki Aydinoglu dénonçait l'inefficacité des mesures économiques prises en janvier 1980 et qui marquaient le retour à l'économie de marché. — *(A.F.P.)*

DIPLOMATIE

Le testament de Zbignew Brzezinski

Le discours prononcé, lundi matin 12 janvier, par M. Brzezinski devant l'Institut français des relations internationales (IFRI) (le Monde *du 13 janvier) constitue les adieux du conseiller de M. Carter ; comme il l'a annoncé, « Zbig » va pouvoir, à partir du 20 janvier, se consacrer de nouveau « aux charmes irrésistibles de l'érudition » et à la rédaction de ses Mémoires, Kissinger oblige !*

Ce long texte est une fois de plus dominé par les relations américano-européennes. C'est, en effet, un avertissement à l'Europe qu'a lancé « Zbig », cette Europe qu'il soupçonne très ouvertement « d'entretenir l'idée d'une détente sélective en cherchant à s'isoler sur une île où son commerce échapperait aux problèmes de l'heure et où elle jouirait d'avantages économiques alors que d'autres parties du monde, qui présentent une importance vitale pour ses intérêts fondamentaux, sont menacés par le chaos et l'instabilité ».

L'accusation n'est pas nouvelle. Mais M. Brzezinski n'a pas pris de gants, notamment pour souligner les craintes que lui inspirent la politique à l'est de la R.F.A. et le « couple », déséquilibré à ses yeux que forment M. Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt. Au cours de l'échange questions-réponses qui a clôt sa conférence, il a notamment critiqué les nations européennes pour leur passivité dans l'affaire afghane, laissant entendre que les Etats-Unis — qui s'étaient retrouvés pratiquement isolés dans le boycottage des Jeux olympiques de Moscou et dans la mise en œuvre de l'embargo commercial contre l'U.R.S.S. — accordaient une certaine aide aux rebelles. « Devrions-nous rendre publique une telle aide ? a-t-il demandé. Et si nous ne l'annonçons pas, pourquoi en tirer la conclusion qu'elle n'existe pas ? » Cette aide, selon des informations puisées aux meilleures sources, aurait permis aux résistants afghans de détruire plus de soixante-cinq hélicoptères soviétiques ainsi que de nombreux blindés.

« Mea culpa »

La principale proposition de M. Brzezinski — élargir aux affaires stratégiques l'ordre du jour des sommets des pays occidentaux industrialisés — n'avait pas encore, mardi, fait l'objet de réactions parmi les pays intéressés. Venant de « Zbig », l'un des permiers partisans de la triade Etats-Unis-Europe-Japon, l'idée n'a pas de quoi surprendre. Il est peu probable pourtant qu'elle suscite un grand enthousiasme, notamment à Paris, où, si l'on aime se plaindre des manques de coordination avec Washington, on est peu enclin à se rallier à une solution formelle de cet éternel problème. M. Brzezinski, pour éviter tout malentendu, a tenu à préciser qu'il était opposé à une extension géographique de la zone d'application de l'OTAN. De même, il s'est déclaré hostile à l'installation de bases américaines classiques dans la région du Golfe pour éviter de donner l'impression de succéder à « des forces coloniales ».

Le conseiller de M. Carter a évité de jouer les pythies en ce qui concerne la Pologne. Il n'en a pas moins laissé deviner son pessimisme, expliquant que si les Etats-Unis avaient tant insisté à la fin du mois dernier sur les préparatifs militaires soviétiques, c'était pour éviter de répéter les erreurs de l'administration Johnson dans l'affaire tchécoslovaque. Parmi les mesures de rétorsion qu'il a évoquées en cas d'intervention soviétique, M. Brzezinski a cité notamment le boycottage des avions et des navires soviétiques, et l'amélioration des rapports de l'Occident avec la Chine. Mais, là encore, il n'a pas pu s'empêcher de s'interroger sur l'attitude qu'adopterait Bonn dans cette hypothèse.

Triade

A partir de la Pologne, « Zbig » s'est livré à un étonnant mea-culpa à propos de la politique des Etats-Unis en Amérique latine et centrale. « On ne peut pas, a-t-il déclaré notamment, réclamer le droit de se syndiquer librement pour un ouvrier de Gdansk et nier, dans le même temps le droit à la terre du paysan salvadorien. » « L'Amérique latine et centrale est un peu l'Europe de l'Est des Etats-Unis », a-t-il ajouté avant de se féliciter des efforts accomplis par l'administration Carter pour favoriser les changements sociaux et politiques dans cette région, et ce en dépit de l'énorme « charge émotionnelle » de ces problèmes en politique intérieure américaine.

M. Brzezinski a encore parlé du Tchad — pour se féliciter de la préoccupation de Paris, mais aussi pour constater avec soulagement que là, au moins, les Etats-Unis ne sont pas « en première ligne », — de la future administration Reagan — laissant percer un respect certain pour le général Haig, mais un mépris non moins certain pour d'autres personnalités du cabinet, — du Proche-Orient. Le seul sujet qu'il ait refusé de traiter, c'est, en définitive, celui de l'Iran, à cause des otages, a-t-il expliqué. Ne dit-on pas que son plus grand regret est l'échec de Tabas ?

JACQUES AMALRIC.

● *M. Zhao Ziyang, premier ministre chinois*, fera sa première visite à l'étranger depuis son entrée en fonctions en septembre dernier, en se rendant le 30 janvier en Thaïlande, a-t-on appris mardi 13 janvier de source gouvernementale à Bangkok. Il fera une escale en Birmanie. Entre-temps, M. U Lay Maung, ministre birman des affaires étrangères, doit effectuer le 19 janvier une visite en Thaïlande, coupée par un séjour à Hanoï. — *(A.F.P.)*

● *Un appel de sept cents scientifiques en faveur d'André Sakharov.* — Dans un message adressé à l'Académie des sciences de l'U.R.S.S., et dont copie a été adressée au pape Jean-Paul II, sept cents scientifiques du monde entier, dont trente prix Nobel, demandent que le physicien maintenu depuis le 22 janvier 1980 en résidence forcée à Gorki retrouve tous ses droits. L'envoi de ce message a été annoncé à Florence par le physicien italien Antonio Zichichi.

Italie

Les Brigades rouges ont adressé à la presse un message manuscrit du juge D'Urso

Quelques instants avant l'expiration de leur ultimatum pour la libération ou l'exécution du juge D'Urso, ultimatum qui prenait fin le 13, à 14 heures, heure française, les Brigades rouges ont fait découvrir, par un coup de téléphone au quotidien socialiste l'« Avanti », un message manuscrit du magistrat. Ce texte, qui avait été déposé dans une poubelle à quelques mètres de la Chambre des députés, contiendrait, selon l'Agence France-Presse, des remerciements au directeur de l'« Avanti » pour avoir publié le texte dont les Brigades rouges exigeaient la diffusion et la phrase : « Si je suis tué, embrassez pour moi ma femme. »

De notre correspondant

Rome. — D'abord fixée à 17 heures, le 12 janvier, l'expiration de l'ultimatum avait été reportée tandis qu'une nouvelle condition était ajoutée pour la libération du magistrat : que soient annulées les inculpations de « complicité d'enlèvement » lancées contre les détenus de Palmi et de Trani. Ceux-ci sont l'objet d'un véritable « contre-chantage », puisque ces inculpations tendent à faire peser sur eux la responsabilité de l'éventuel assassinat de l'otage.

Le débat s'est entre-temps poursuivi et amplifié sur la publication des trois documents des prisonniers de Palmi et de Trani, exigée par les Brigades rouges en échange de la vie de l'otage. La fille de celui-ci a utilisé les quatre minutes d'antenne réservées au parti radical pour lancer un appel à la publication et pour lire des extraits de ces textes.

L'écrivain Leonardo Sciascia a fait la même démarche au cours d'une conférence de presse : « *Si aujourd'hui les Brigades rouges me demandaient d'écrire leur éloge, même en vers rimés, pour sauver M. D'Urso, je le ferais* », a déclaré M. Sciascia, s'adressant aux journaux et non au gouvernement, et dénonçant le « black-out » dont seraient victimes dans la presse ceux qui veulent avant tout sauver une vie humaine. Son appel est soutenu notamment par les veuves d'Aldo Moro et du journaliste Walter Tobagi, et par le fils de Carlo Casalegno, vice-directeur du quotidien *la Stampa*, tous trois assassinés par les Brigades rouges. En revanche, les veuves des deux magistrats milanais, Galli et Alessandrini, tous deux tombés sous les balles des terroristes, refusent de telles concessions et appellent les Brigades rouges à libérer leur otage « *sans condition* ».

Si la plupart des grands quotidiens nationaux, à l'exception de *Il Messagero*, de Rome, continuent, malgré les appels de Mme d'Urso, de refuser de céder à l'ultimatum, douze quotidiens régionaux ont d'ores et déjà annoncé qu'ils publieraient un texte des terroristes afin de sauver la vie de l'otage. Tous ces quotidiens sont plus ou moins influencés par le parti socialiste. Vingt-deux radios libres ont pris une position similaire.

Alors que tous les quotidiens italiens décrivent abondamment comme un « *brigadiste de premier plan* » M. Giovanni Senzani (le criminologue de Florence accusé d'être l'intermédiaire entre les Brigades rouges et les deux journalistes de *l'Espresso*, sinon le grand inquisiteur du « procès prolétarien » à l'otage) (*le Monde* du 13 janvier), celui-ci commence à devenir un « non-être ». L'université de Florence affirme que son contrat d'un an a expiré en décembre dernier. Le ministre de la justice précise qu'il n'a jamais eu libre accès aux prisons de la péninsule, sinon pendant huit mois, dans les instituts pour mineurs, entre 1978 et 1979, afin de réaliser une recherche. Et les ACLI (l'Association des travailleurs catholiques) nient avec la dernière énergie que M. Senzani ait jamais appartenu à leur organisation.

MARC SEMO.

Espagne

LA CONTESTATION S'AMPLIFIE AU SEIN DU PARTI GOUVERNEMENTAL

Madrid (*A.F.P.*). — La contestation s'amplifie dans les rangs du parti gouvernemental, l'U.C.D. (Union du centre démocratique) de M. Adolfo Suarez, dont l'un des principaux dirigeants a pris, le lundi 12 janvier, la tête d'un véritable mouvement de révolte larvée.

Alors que l'U.C.D., au pouvoir depuis les élections de juin 1977, prépare son congrès annuel prévu le 29 janvier prochain, plus de cinq cents des mille neuf cents délégués du pays à ce congrès ont à ce jour signé un document critiquant la politique de M. Suarez.

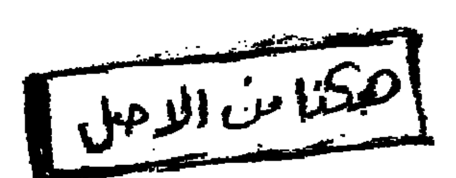
Lundi, le président du congrès des députés et chef de file de l'aile démocrate-chrétienne (droite) de l'U.C.D., M. Landelino Lavilla, en qui certains observateurs voient un successeur possible de M. Suarez à la tête du gouvernement, s'est rangé, dans une interview, aux côtés du « secteur critique », comme on l'appelle à Madrid.

M. Lavilla, qui se défend de vouloir provoquer une scission, déclare : « *Il faut que quelque chose change au sein de l'U.C.D., afin que celle-ci puisse assumer ses responsabilités face à la nation.* » Il reproche à M. Suarez de « *ne pas exercer assez* » ses pouvoirs.

Le Monde

publiera demain

- **AMÉRIQUE LATINE** : Le Salvador, Cambodge de l'Occident, par Maurice Duverger ; Le compte à rebours pour M. Reagan, par Marcel Niedergang.
- **IDÉES** : La réforme des écoles normales.
- **LES ENJEUX DE LA COMÉDIE-FRANÇAISE** : Un dossier du « Monde des arts et des spectacles ».



هكذا من الاصل

AMÉRIQUES

El Salvador

Les mouvements insurrectionnels lancent un ordre de grève générale illimitée

L'offensive générale déclenchée samedi dernier par les mouvements révolutionnaires se développe à l'intérieur du pays, cependant que la capitale, San-Salvador, connaissait un calme relatif lundi 12 janvier. Les insurgés ont lancé un ordre de grève générale illimitée à partir de ce mardi 13 janvier et s'efforcent de paralyser le trafic routier. Les autorités font état de cinq cents morts en trois jours de combats, mais les communiqués des révolutionnaires et du gouvernement sont contradictoires en ce qui concerne la situation militaire. La junte a admis cependant qu'un troisième officier supérieur avait déserté et rejoint les insurgés.

A Washington, on précise que l'aide militaire au Salvador demeure suspendue, et les parlementaires mexicains ont réclamé la rupture des relations avec le Salvador.

De notre envoyé spécial

San-Salvador. — Le Front démocratique et révolutionnaire (F.D.R.) a lancé, le lundi 12 janvier, l'appel à la grève générale qui marque le déclenchement de l'offensive finale annoncée depuis longtemps par les révolutionnaires salvadoriens. Dans une conférence de presse clandestine à San-Salvador, trois membres du comité exécutif du F.D.R. ont appelé la population à paralyser toute l'activité économique à partir de ce mardi 13 janvier pour une durée indéterminée.

« L'heure de dire : « Ça suffit » est arrivée », dit le communiqué spécial numéro un du F.D.R. *« Contribuons tous à renverser la dictature militaire, à expulser la démocratie chrétienne, à détruire un régime corrompu de bourreaux et d'assassins, à détruire une société d'exploitation et d'oppression. »* Le communiqué invite en outre les *« militaires honnêtes »* à désobéir aux ordres du haut commandement.

« Nous sommes prêts, ont déclaré les représentants de l'opposition au cours de leur conférence de presse, *la grève a été préparée depuis longtemps. »* Selon le F.D.R., la junte, contrairement à ce qu'elle affirme, ne contrôle pas la situation. *« Duarte fait comme Somoza qui, quelques jours avant de prendre la fuite, disait à qui voulait l'entendre qu'il avait les choses bien en main »*, ont-ils poursuivi. Parallèlement à la grève générale, le F.D.R. a annoncé une *« offensive politique et diplomatique à l'extérieur dans le but de préparer les gouvernements étrangers à la formation du gouvernement démocratique et révolutionnaire »*.

Le mardi 13 janvier devrait être une journée test au cours de laquelle l'opposition montrera à la fois le soutien dont elle jouit dans la population et son degré d'organisation. En annonçant au dernier moment la date exacte du début de la grève générale, le F.D.R. compte exclusivement sur les organisations de masse pour que son appel soit entendu. Il bénéficie cependant d'atouts immédiats non négligeables : les autorités sont intervenues à la radio et à la télévision pour demander aux Salvadoriens de ne pas obéir à l'ordre de grève générale. Le couvre-feu décrété dimanche a déjà contribué à ralentir la vie du pays. Enfin, les transports publics, secteur clé, risquent d'être sérieusement paralysés. L'association des entrepreneurs d'autobus salvadoriens a fait savoir, lundi, qu'elle *« accompagne le peuple en ce moment critique pour la conquête d'un futur meilleur »* et qu'elle se joint à la grève générale. Elle motive sa participation par l'incapacité de la junte à résoudre les problèmes immédiats de la corporation que sont le prix du combustible, la concurrence déloyale et la corruption.

Trois villes aux mains du Front

La situation était calme, lundi dans le centre de San-Salvador. Et l'on ne signale que des coups de feu sporadiques dans la périphérie de la capitale. La pression armée des révolutionnaires a cependant lentement augmenté dans le reste du pays. Trois villes seraient partiellement ou totalement aux mains du Front : Santa-Ana à l'ouest, Metapan au nord, Perquin à l'est. Des combats, pendant lesquels l'armée a utilisé l'artillerie, ont eu lieu dans le département de Morazan à l'est du pays.

La journée de lundi s'est caractérisée en outre par des actions menées pour bloquer les voies de communication, notamment entre le centre et l'est. Ainsi près de la ville de Zacatecoluca, non loin du volcan de San-Vicente qui est une de leurs places fortes, des guérilleros ont dressé des barrages en travers de la route par laquelle passe une partie importante du trafic routier national et international. Arrêtant autobus, camions et voitures, ils en dégonflaient les pneus au milieu de la chaussée, forçant plus d'un millier de personnes à rebrousser chemin à pied. Des témoins ont signalé qu'à cette occasion certains jeunes combattants n'avaient pas hésité à s'emparer d'une partie des biens des voyageurs.

Le F.M.L.N. affirme avoir détruit deux blindés dans la ville de Zacatecoluca. Un nouvel officier supérieur, le médecin lieutenant-colonel Navarrette, a déserté et rendu public un appel qui invite *« ses frères d'armes »* à en faire autant *« au nom des valeurs morales enseignées à l'école militaire »*.

On signale encore la disparition d'un journaliste vénézuelien, M. Nelson Arrieta, arrivé le lundi dans la journée. Des hommes en uniforme sont venus le chercher à son hôtel où il n'a pas reparu depuis.

Les autorités ont affirmé, lundi, qu'en deux jours, les forces armées avaient tué cinq cents rebelles et perdu vingt soldats et officiers. La télévision diffuse les *déclarations faites par les membres du gouvernement* qui ont appelé les Salvadoriens à travailler ce mardi et affirmé que l'offensive finale, préparée à l'étranger, était un échec total.

FRANCIS PISANI.

● *Le nombre de réfugiés salvadoriens au Nicaragua* ne cesse de croître et s'élèverait déjà à cinq mille, vient de déclarer le responsable du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés à Managua. Des milliers d'autres réfugiés seraient attendus au Nicaragua dans les prochains jours. — *(A.F.P.)*

TROIS JOURNALISTES BLESSÉS

San-Salvador (A.P.). — Trois journalistes ont été blessés le lundi 12 janvier par l'explosion d'une mine qui a sauté au passage de leur voiture sur une route, à 14 kilomètres de la capitale. Il s'agit de deux Américains, M. John Hoagland, de Newsweek, et de Mme Meiselas, de « Time », et d'un Sud-Africain, M. Ian Mates, correspondant d'une chaîne de télévision britannique. Ce dernier a été grièvement atteint à la tête.

● *Trente morts au Guatemala.* — Plus de trente personnes ont été tuées au Guatemala au cours des dernières vingt-quatre heures, apprend-on ce lundi 12 janvier. La multiplication des accrochages entre l'armée et les guérilleros pourrait être liée à l'offensive de la guérilla au Salvador voisin. Des Indiens ont affirmé, dimanche 11 janvier, que des « massacres « (au moins dix-neuf morts) avaient été commis contre la population indienne la semaine dernière. Selon les habitants de Santiago-Atitlan, au sud-ouest de la capitale, les victimes ont été criblées de balles. Ils estiment que l'activité de l'Organisation révolutionnaire du peuple en armes (ORPA) dans leur région est à l'origine de l'importante mobilisation de l'armée dont ils ont déclaré faire les frais. — *(A.F.P., Reuter.)*

Porto-Rico

UN GROUPE INDÉPENDANTISTE REVENDIQUE UN ATTENTAT CONTRE UNE BASE MILITAIRE

San-Juan *(A.F.P.)*. — Un groupe extrémiste indépendantiste a revendiqué, lundi 12 janvier, l'attentat à la bombe qui a détruit le samedi 10 janvier neuf avions de chasse sur la base aérienne des gardes nationaux à San-Juan. L'attentat n'a pas fait de victime. Le groupe avait déjà revendiqué un attentat contre un autocar de la marine, le 3 décembre 1979, qui avait fait deux morts et dix blessés.

Huit avions d'entraînement de type A-7 D Corsair et un ancien F-104 ont été détruits. Deux autres avions ont été endommagés. Le montant des pertes est évalué à 45 millions de dollars, selon un responsable de la base de Muniz, proche de l'aéroport international de San-Juan.

Selon la police, l'attentat avait été bien préparé et ses auteurs *auraient pénétré dans* la base, pourtant bien gardée, par la mer.

ASIE

Vietnam

ANCIEN MINISTRE DU G.R.P.

M. Truong Nhu Tang veut unir tous les opposants à Hanoï dans un mouvement de résistance

Après les résistances khmères et laotiennes contre la présence vietnamienne — amalgames de mouvements pro-chinois et *« réactionnaires »* — c'est désormais au tour de l'opposition vietnamienne de tenter de s'organiser pour résister au régime de Hanoï. En juillet 1979, un ancien membre du bureau politique du P.C.V., M. Hoang Van Hoan, se réfugiait en Chine, d'où il lançait à ses compatriotes des appels à la révolte ; l'an dernier, l'ancien ministre de la justice du G.R.P., M. Truong Nhu Tang, fuyait son pays et prenait la parole à Paris avant de se rendre, au cours de l'automne, à Pékin. Invité par M. Hoan et par le gouvernement chinois, il a eu des contacts au plus haut niveau, étant même la première personne invitée à déjeuner par le nouveau premier ministre, M. Zhao Ziyang ; il a visité le pays, s'entretenant avec des experts chinois des affaires vietnamiennes et avec la communauté vietnamienne de Chine. Ainsi, Pékin, dans la lutte à long terme contre l'adversaire idéologique de Hanoï, tente de placer ses pions dans les trois pays indochinois, et de coordonner leur lutte.

M. Tang, que nous avons rencontré à son retour de Chine, insiste toutefois sur le caractère d'*« indépendance souveraine »* que revêt son combat. *« Nous cherchons l'aide de tous les pays qui combattent l'hégémonisme soviétique et l'hégémonisme régional* (de Hanoï) *en Asie du Sud-Est, y compris de la Chine. Notre premier ami est la Chine, le deuxième ami de circonstance ce sont les Etats-Unis, puis il y a le Japon, l'Europe. Les Etats-Unis sont la clé pour contacter les pays de l'ASEAN* (1) *et en particulier la Thaïlande »*. C'est dans ce dernier pays que se trouvent de nombreux réfugiés et déserteurs vietnamiens que M. Tang se propose d'organiser sous la bannière de Patrie et liberté !. C'est dans ce pays, ou dans les zones de résistance du Laos ou du Cambodge, qu'il compte implanter une *« tête de pont »*. *« Je vais me rendre bientôt sur place »*, affirme-t-il, pour préparer une *« lutte psychologique et militaire »* qui prendra le relais de mouvements de résistance actuellement moribonds.

M. Tang ne se fait cependant guère d'illusions sur le succès à court terme de son opération et reconnaît la difficulté de faire face à un pouvoir aussi organisé et militarisé que celui de Hanoï. Mais, dit-il *« il faut le faire maintenant ; dans quelques années ce sera trop tard »*. C'est pourquoi, dans le comité de salut national en cours de formation (et non pas mis en place comme on l'a annoncé prématurément à Bangkok), il veut *« regrouper toutes les tendances en rupture avec le régime dictatorial de Hanoï, la porte est ouverte à tous ceux qui veulent lutter contre le totalitarisme actuel »*. L'union lui paraît possible entre tous les groupes, même ceux qui se combattaient il y a encore quelques années, car *« il ne s'agit plus d'une guerre étrangère mais d'un problème entre Vietnamiens »*. Il ne souhaite pas trop insister sur ses relations avec M. Hoan, avec lequel il se dit *« en plein accord »*, car l'image de marque de ce dernier pourrait lui aliéner l'appui des groupes les plus anticommunistes, qui se méfient déjà d'un ancien membre du G.R.P. Pour M. Tang, M. Hoan est *« très âgé »*, *« ses activités sont très réduites »*.

Une fois la résistance vietnamienne mise sur pied, une coopération avec les autres organisations indochinoises pourra être amorcée. M. Tang a de bonnes relations avec tous : le prince Sihanouk, M. Son Sann ou les Khmers rouges, les résistants laotiens de tous bords ; il est en contact avec les montagnards du FULRO, actifs sur les Hauts-Plateaux vietnamiens.

M. Tang a enfin beaucoup appris sur la stratégie chinoise. Pékin lui a offert une aide, qu'il n'a pas encore acceptée, attendant que son mouvement s'organise : *« Ils nous ont promis une aide sans conditions ; mais nous voulons compter d'abord sur nos propres forces et ne nous fierons jamais à un seul ami. »* La Chine est parfaitement au courant de ce qui se passe en Indochine grâce à un service de renseignements extrêmement efficace. *« Ils ont formé militairement et politiquement des milliers de Montagnards à la frontière vietnamienne. Ils ont tous les moyens pour organiser la résistance dans ce secteur. Mais ils ne le font pas ; ils ne veulent pas faire le jeu de Hanoï qui ne manquerait pas l'occasion d'en tirer profit pour jouer sur le patriotisme des Vietnamiens. »* Il faudra sans doute des années pour que le mouvement de M. Tang, s'il voit le jour, commence à gêner Hanoï ; mais le scénario de déstabilisation de l'Indochine prosoviétique se met progressivement en place.

PATRICE DE BEER.

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

Chine

Plusieurs dirigeants mettent l'accent sur la « stabilité et l'unité » du régime

De notre correspondant

Pékin. — Les dirigeants chinois se préoccupent des inquiétudes que leurs luttes internes et leurs divisions font naître à l'étranger. La presse japonaise, celle des Etats-Unis, les journaux de Hongkong eux-mêmes, ont clairement dit, ces derniers jours, que l'opération visant à écarter M. Hua Guofeng de la présidence du parti était de mauvais augure pour la stabilité politique du pays. Déjà échaudés par la suspension d'importants contrats, les partenaires commerciaux de la Chine ne peuvent être rendus que plus hésitants encore par l'éventualité de nouveaux risques politiques.

Avec la plus sereine assurance, M. Deng Xiaoping a donc affirmé, le lundi 12 janvier, devant une délégation de sénateurs japonais, que *« la situation politique en Chine n'avait jamais été plus stable depuis les années 60 »*.

Interrogé par ses hôtes sur la situation intérieure en Chine, M. Deng Xiaoping a qualifié de *« spéculations »* les rumeurs circulant à l'étranger sur les bouleversements internes de la direction chinoise. Citant son propre exemple — *ce qui n'est qu'à demi rassurant s'agissant de stabilité politique*, — il a estimé normal et même positif que les dirigeants connaissent *« des hauts et des bas »*, puisque, selon lui, cela va dans le sens *« de la démocratie »* et que la voie peut ainsi être ouverte aux *« hommes de talent »*.

Curieusement une partie des correspondants étrangers à Pékin avait été convoquée au même moment par le ministère des affaires étrangères pour entendre la version chinoise de deux entretiens, vieux de près de quinze jours, entre deux vice-premiers ministres, MM. Yao Yilin et Wan Li, et deux délégations australienne et américaine. Le ton était identique, assez autocritique pour reconnaître les erreurs commises depuis deux ans dans la gestion de l'économie, mais avec la même assurance que *« la stabilité et l'unité »* du régime ne sauraient être mises en cause, pas plus que ses orientations principales, *« même si un changement de direction devait intervenir »*.

Au cours d'autres conversations, les dirigeants chinois — le premier ministre, M. Zhao Ziyang en particulier — ont eux aussi évoqué récemment devant des visiteurs étrangers la possibilité de changements de personnes en assurant que ceux-ci devaient être considérés comme normaux, comme ils le sont dans d'autres pays. Pour autant qu'on sache toutefois, le cas précis de M. Hua Guofeng n'a été cité expressément ces derniers jours ni devant la délégation conduite par le premier ministre nord-coréen, ni devant les délégations parlementaires japonaises. On s'en tient aux généralités mais, au même moment, la presse chinoise, après des semaines d'un silence pesant, mentionne le *« président Hua Guofeng »*, parmi les dirigeants principaux du régime.

Les observateurs étrangers sont partagés entre deux opinions. Pour les uns, la crise est résolue et il ne reste plus qu'à en présenter l'issue sous une forme aussi rassurante qu'acceptable pour l'opinion intérieure et extérieure, M. Hua Guofeng assumant en sa qualité de président du parti le rôle de responsable principal des erreurs commises dans la direction de l'économie et s'effaçant de bonne grâce pour accepter un strapontin de cinquième vice-président du comité central. Sans doute est-ce la direction dans laquelle la faction conduite par M. Deng Xiaoping veut aller mais d'autres observateurs doutent encore que ce résultat soit tout à fait acquis.

La question fondamentale, dans cette crise dont on veut nier l'existence, est de savoir si l'élimination de M. Hua Guofeng est acceptée non seulement par ce dernier, mais également par tous ceux qui redoutent, pour des raisons diverses, d'abandonner les pleins pouvoirs, directement ou par personne interposée, à M. Deng Xiaoping. Rien ne permet de dire avec certitude, à cette date, que cette question a été tranchée.

ALAIN JACOB.

PROCHE-ORIENT

Iran

JEAN-PAUL II APPELLE A « NE PAS SE RÉSIGNER » A LA PROLONGATION DE LA GUERRE ENTRE L'IRAN ET L'IRAK

Rome (A.F.P., Reuter, A.P.). — Jean-Paul II a invité, lundi 12 janvier, la communauté internationale à « *ne pas se résigner à la prolongation d'une guerre aussi âpre que celle qui dure depuis plusieurs mois entre l'Irak et l'Iran* ». S'adressant en français aux diplomates accrédités auprès du Saint-Siège qui venaient lui présenter leurs vœux, le pape a également déclaré, à propos du conflit israélo-arabe : « *Comment peut-on penser à l'établissement d'une paix stable si on ne tient pas compte dans une mesure égale des exigences de tous les peuples intéressés, de leur existence et de leur sécurité, comme de la possibilité de poser les bases d'une collaboration future ?* »

Après avoir dénoncé les violations de la liberté religieuse, qui constituent « *le plus grand affront pour l'homme* », Jean-Paul II a déploré « *l'altération de la justice* » qui se produit « *dans le processus de certaines révolutions, lorsque, pour transformer une situation sociale jugée injuste et qui l'est effectivement souvent, on prétend imposer un régime idéologique qui est en contradiction avec les convictions religieuses et éthiques, anciennes et profondes, des peuples intéressés* ». Tout en rappelant qu'une détente effective et globale est liée « *au respect des prérogatives de tous les peuples, même s'ils sont petits et désarmés* », il a conclu : « *Je suis fils d'une nation qui a vécu les plus grandes expériences de l'histoire, que ses voisins ont condamnée à mort à plusieurs reprises, mais qui a survécu et qui est restée elle-même. Elle a conservé son identité et sa souveraineté nationales malgré les occupations étrangères.*

UNE PERSONNALITÉ DE CONFESSION BAHAIE ASSASSINÉE A TÉHÉRAN

Le professeur Manouchehr Hakim, médecin de grande notoriété en Iran, a été assassiné le lundi 12 janvier dans son cabinet à Téhéran. Un individu, qui s'est fait passer pour un patient, l'a abattu à bout portant.

Né en 1911, le professeur Hakim fit ses études de médecine à Paris et se spécialisa en gastro-entérologie. Ancien assistant du professeur Rouvière, il était agrégé d'anatomie de la faculté de médecine de Paris.

Titulaire de la chaire d'anatomie de l'université de Téhéran, il fut aussi pendant trente ans directeur de l'hôpital bahai de cette ville.

Le professeur Hakim fut aussi pendant des années président de l'Assemblée spirituelle nationale des bahais d'Iran, organe directeur de cette communauté religieuse actuellement persécutée.

Les autorités lui avaient retiré son passeport il y a un an, sans lui fournir de raisons. Samedi dernier, des hommes se présentant comme des « pasdarans » (gardiens de la révolution) l'avaient longuement interrogé sur des confrères de confession bahaie et sur ses activités antérieures de directeur de l'hôpital bahai, institution charitable ouverte à tous et où les malades payaient les frais en fonction de leurs revenus.

On ignore l'identité de son assassin. Les dirigeants iraniens continuent à observer le silence sur les persécutions que subissent les bahais, malgré les appels angoissés lancés par les dirigeants de la communauté. — E. R.

APRÈS L'ATTAQUE DE MANIFESTANTS LE 27 DÉCEMBRE

Moscou proteste contre « la violation criminelle de l'immunité diplomatique » de son ambassade

De notre correspondant

Moscou. — Soucieuse du respect des principes de la vie diplomatique, l'U.R.S.S. a certes condamné formellement la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran en novembre 1979 mais elle a au moins accordé les circonstances atténuantes aux « étudiants islamiques » en affirmant que les Etats-Unis, les premiers, avaient violé les normes du droit international en s'ingérant dans les affaires intérieures de l'Iran. Elle a même accusé Washington de se livrer à un chantage vis-à-vis de Téhéran pour obtenir la libération de ses ressortissants...

Les Soviétiques sont beaucoup plus stricts sur les principes quand leurs propres biens sont en cause. L'ambassade d'U.R.S.S. à Téhéran, qui avait déjà été plusieurs fois l'objet de menaces depuis le début de la révolution islamique, a, selon l'agence Tass, subi les assauts de jeunes manifestants le 27 décembre dernier. Pourtant elle a été de tout temps mieux gardée que l'ambassade américaine, puisque Staline avait invité Roosevelt à y séjourner en novembre 1943 pendant la conférence de Téhéran sous le prétexte que la sécurité du président américain était ainsi mieux garantie.

Aussi l'ambassadeur d'Iran à Moscou a-t-il été convoqué le lundi 12 janvier au ministère soviétique des affaires étrangères pour entendre une protestation. Dans un communiqué publié par ce ministère, l'U.R.S.S. s'élève contre « *la violation criminelle de l'immunité diplomatique* » de sa représentation. Avec un sens de l'humour sans doute involontaire les Soviétiques, si discrets sur le sort des cinquante-trois citoyens américains détenus depuis plus de quatorze mois en Iran, dénoncent une « *violation des normes consacrées par la pratique séculaire et codifiées dans les conventions internationales qui président aux relations entre les Etats, de même que la violation des notions élémentaires de convenance propres aux Etats civilisés* ».

Ils sont indignés parce que après avoir protesté déjà à Téhéran auprès du gouvernement iranien, ils s'attendaient à une ferme condamnation des « bandits » qui ont manifesté devant leur ambassade. Pas du tout : « *Les représentants officiels iraniens ont sur le fond pris la défense des bandits* », affirme le communiqué du ministère des affaires étrangères (...). « *De telles déclarations étonnent d'autant plus qu'il s'agit de la représentation diplomatique et des citoyens d'un pays ami et voisin de l'Iran qui a été le premier à saluer la révolution antimonarchique, qui accorde inlassablement un soutien moral, politique et pratique au peuple iranien dans sa lutte contre les forces qui cherchent à juguler cette révolution.* » Sous-entendu, les Iraniens peuvent se conduire ainsi avec les Américains mais pas avec nous, des amis de toujours.

Après avoir réaffirmé que l'U.R.S.S. veut avec l'Iran des relations fondées sur le bon voisinage et le respect réciproque, le gouvernement soviétique « *s'attend à être dédommagé des dégâts matériels causés par les manifestants à son ambassade de Téhéran* ».

DANIEL VERNET.

Israël

Le député des Bédouins au Parlement a été assassiné à Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. — L'un des députés arabes à la Knesset, le cheikh Hamad Abou Rabia, cinquante et un ans, chef d'une des principales tribus bédouines du Néguev, a été assassiné dans la soirée du 12 janvier, à Jérusalem. Un inconnu a tiré plusieurs coups de feu sur la voiture du parlementaire alors que celui-ci arrivait à l'hôtel où il avait l'habitude de séjourner durant la réunion de la Knesset. C'est la première fois dans l'histoire d'Israël qu'un membre du Parlement est victime d'un assassinat. Le cheikh Hamad Abou Rabia était le seul élu de la liste Arabe unie affiliée au parti travailliste. Il était le premier Bédouin élu à la Knesset (environ vingt mille Bédouins vivent en territoire israélien dans le désert du Néguev).

Une vaste opération de police a été lancée pour retrouver le meurtrier, qui était accompagné d'un ou deux complices, et que l'on a vu prendre la fuite à bord d'une jeep. La police a annoncé, ce mardi matin 13 janvier, que « *plusieurs suspects* » venaient d'être arrêtés à Djénine, en Cisjordanie, mais ces personnes, est-il précisé, ne sont pas des habitants de la ville.

Le cheikh Hamad Abou Rabia se savait menacé. Il était parfois accompagné par des gardes du corps et, au moment de sa mort, il portait un revolver. Récemment, il avait participé à de très dures négociations avec le gouvernement à propos de l'indemnisation des Bédouins expulsés de leurs terres à cause de la construction des nouvelles bases militaires destinées à remplacer celles qui ont été évacuées dans le Sinaï, en application du traité de paix avec l'Egypte.

Les enquêteurs estiment que le mobile de l'assassinat peut-être lié à cette affaire. Le repli de l'armée israélienne, dans le Néguev, perturbe considérablement la vie des Bédouins. Il est à l'origine de nombreux incidents qui s'ajoutent aux multiples conflits provoqués depuis longtemps par la politique israélienne de développement et d'aménagement du désert. A ce sujet, le cheikh Hamad Abou Rabia critiquait très vivement l'attitude du gouvernement. Les représentants bédouins modérés avaient dernièrement apprécié la manière dont il avait obtenu une augmentation sensible des indemnisations, mais d'autres, plus contestataires, et dont le nombre semble augmenter ces derniers temps, l'accusaient de « *pactiser avec les Israéliens* » et d'avoir « *bradé* » la terre des Bédouins.

D'autre part, le cheikh Hamad Abou Rabia avait eu un très vif différend avec l'un de ses colistiers, le cheikh Jaber Muadi, l'une des principales personnalités au sein de la population druze, ce qui avait provoqué une certaine tension entre les deux communautés (près de quarante mille Druzes vivent en Israël). Toutefois, les deux hommes s'étaient officiellement « *réconciliés* » lors du dernier congrès du parti travailliste, en décembre. Le cheikh Muadi devrait remplacer le cheikh Hamad Abou Rabia à la Knesset.

L'assassinat du député arabe a éclipsé quelque peu la crise politique dont le dénouement semble proche. Alors que M. Begin et la majorité des membres de son cabinet se sont prononcés pour des élections anticipées, de nombreux membres du Likoud, qui devaient être consultés ce mardi 13 janvier, paraissent moins favorables à cette solution. Certains voudraient trouver de nouveaux alliés pour essayer une dernière fois de maintenir une faible majorité pour le gouvernement. De nouveau, des négociations sont entreprises avec trois députés dissidents de la coalition. Ces hésitations de la part des membres du Likoud pourraient retarder quelque peu la décision définitive du gouvernement. Cependant, la plupart des personnalités politiques de la majorité actuelle restent convaincues que le scrutin sera anticipé.

Le ministre des finances démissionnaire, M. Ygael Horowitz, a confirmé, le 12 janvier, que lui-même et les deux autres députés du groupe Rafi quittaient la coalition.

FRANCIS CORNU.



AFRIQUE

La conférence de Genève sur l'avenir de la Namibie

L'INCERTITUDE SUBSISTE QUANT AUX INTENTIONS DE PRETORIA

(De notre envoyée spéciale.)

Genève. — A rencontrer dans la même salle, autour d'un verre, les délégués sud-africains, ceux des partis internes namibiens et ceux de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), venus, chacun à l'invitation de l'O.U.A. et du Nigéria, on constate, du moins, que la conférence *sur l'avenir* de la Namibie a, d'ores et déjà, fait bouger quelque chose, à défaut d'instaurer le véritable climat de confiance que chaque délégation appelle de ses vœux. Confiance est, en effet, le mot-clé qui revient dans toutes les conversations, chaque délégué étant prompt à accuser l'autre de « *trahison* ». L'Afrique du Sud et l'Alliance démocratique de la Turnhalle (D.T.A.) au pouvoir à Windhoek, soupçonnent l'ONU de vouloir faire triompher la SWAPO, tandis que celle-ci accuse ses ennemis de toutes les manœuvres possibles pour faire échouer le plan de l'ONU. Pourtant, on murmure que MM. Dirk Mudge, chef de la D.T.A., et Sam Nujoma, président de la SWAPO se seraient rencontrés, voulant éviter que Pretoria et Luanda ne s'entendent par-dessus leurs têtes sur l'avenir de leur pays.

Les Sud-Africains acculés à un choix

A la veille de la clôture des travaux, toujours prévue pour le mercredi 14 janvier, tous les observateurs continuent cependant de s'interroger sur ce que veulent réellement les Sud-Africains. Tout se passe, en effet, comme si ceux-ci, surpris par la modération de la SWAPO, qui, depuis le début de la conférence, *a fait le plus grand nombre de* concessions, se trouvent brusquement acculés à un choix qu'ils auraient espéré ajourner. Aucune session plénière n'a donc eu lieu lundi, et la journée a été essentiellement employée par les observateurs occidentaux du groupe de contact (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Canada, Allemagne fédérale) à convaincre les différentes composantes des partis internes namibiens et les Sud-Africains de donner des réponses claires sur le plan proposé par l'ONU. Les pressions sur Pretoria ne s'exercent d'ailleurs pas qu'à Genève, et les ambassadeurs des Cinq en Afrique du Sud ont aussi été mobilisés pour la circonstance.

L'Afrique du Sud et les partis internes namibiens réclament toujours des preuves d'impartialité de l'ONU, comme, par exemple, l'arrêt de l'aide financière accordée par l'Organisation internationale à la SWAPO et, surtout, le retrait de la résolution votée en Assemblée générale reconnaissant la SWAPO comme *seul représentant du peuple namibien*. Si l'on s'accorde à Genève pour dire que les délégués de l'ONU n'ont pas les moyens de revenir sur une résolution votée en Assemblée générale, on pense toutefois que ce problème se réglerait de lui-même une fois signé le plan d'ensemble sur l'avenir de la Namibie qui prévoit *l'organisation d'élections sous* contrôle de l'ONU. Il est évident, dit-on ici, que si des élections ont lieu, tous les partis seront reconnus sur un plan d'égalité. M. Sam Nujoma tient d'ailleurs le même langage. « *La SWAPO*, dit-il, *a été reconnue par l'O.U.A. et l'ONU comme seule représentante du peuple namibien, et nous n'accepterons jamais que l'on revienne là-dessus. Mais la SWAPO a accepté de participer à des élections justes et libres, ce qui sous-entend qu'il y aura d'autres partis et que nous lutterons avec eux.* »

La SWAPO prête à fixer la date d'un cessez-le-feu

Dans sa première conférence de presse, M. Nujoma s'est montré relativement modéré. « *Certes*, a-t-il dit, *si aucun résultat n'était obtenu à Genève, nous rentrerions dans nos bases et nous intensifierons la guerre de libération nationale. Toutefois, à nos yeux, les actions politiques, diplomatiques et militaires se complètent. Donc, dans le même temps où nous intensifierons nos opérations militaires, nous développerions nos contacts diplomatiques pour isoler le régime raciste de Pretoria.* »

M. Nujoma, qui a répété que la SWAPO était prête à signer immédiatement un texte fixant *la date d'un cessez-le-feu* et la mise en application de la résolution 435 de l'ONU, a mis au défi M. Botha de faire de même.

Une réunion plénière, sans doute décisive, est convoquée ce mardi.

FRANÇOISE CHIPAUX.

LES CONSÉQUENCES DE L'ACCORD DE TRIPOLI

Le Niger expulse le personnel diplomatique libyen

Le gouvernement nigérien a annoncé, ce mardi 13 janvier, qu'il donnait quarante-huit heures au personnel diplomatique libyen pour quitter le pays. Niamey invoque pour justifier cette décision, qui suit de peu l'accord de Tripoli par lequel la Libye et le Tchad ont décidé de s'unifier, le fait que l'ambassade de Libye « s'est transformée en bureau populaire » *sans consultation préalable et que les diplomates s'y soient livrés* « à des activités incompatibles avec leur statut ».

A N'Djamena, le président Goukouni Oueddeï a accusé mardi la France de « dresser les pays africains contre le Tchad » *et de* « tenter d'opposer les non-musulmans aux musulmans et le Sud au Nord ».

Actuellement en Angola, M. Jean François-Poncet doit prendre la parole le 22 janvier devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, au sujet du Tchad. D'autre part, le gouvernement français a enjoint à son ambassadeur à Tripoli de demander aux autorités des explications sur les menaces contre les « intérêts français » *contenues dans les tracts distribués dimanche par des jeunes gens qui ont manifesté devant l'ambassade de France.*

Enfin, on précise que la délégation française au Soudan, conduite par M. Gérard Hibon, directeur des affaires internationales au ministère de la défense, est chargée d'une mission de ventes d'armes, Khartoum cherchant notamment à acheter des avions.

La conférence de l'O.U.A. à Lomé ne semble pas disposée à condamner le colonel Kadhafi

De notre envoyé spécial

Lomé. — L'arrivée, lundi soir 12 janvier à Lomé, d'une importante délégation libyenne conduite par M. Ali Triki, ministre des affaires étrangères du colonel Kadhafi, pourrait bien achever de donner à la réunion convoquée dans la capitale togolaise, par le président en exercice de l'O.U.A., le chef de l'Etat de la Sierra-Leone, M. Sakai Stevens, pour discuter une nouvelle fois des affaires tchadiennes, un tour assez différent de celui qu'avaient prévu au départ ses initiateurs.

Dimanche encore, spéculant sur l'émotion que suscite en Afrique la décision de fusion prise à Tripoli, on paraissait escompter, à Paris et dans plusieurs capitales africaines « modérées », une condamnation aisée de la Libye par l'organisation panafricaine. Cette condamnation aurait pu, le cas échéant, préluder à une intervention des forces françaises pour le cas où le colonel Kadhafi et son allié tchadien auraient refusé d'obtempérer. Sur les douze chefs d'Etat invités à participer à la réunion — les huit membres du bureau de l'Organisation de l'unité africaine et les quatre membres de la commission *ad hoc*, — deux seulement, les présidents Kérékou, du Bénin, et Sassou Nguesso, du Congo, paraissaient susceptibles de défendre le colonel Kadhafi.

Or, pour avoir péché, semble-t-il, par manque de psychologie, les auteurs de ce scénario ont déjà dû accepter de le modifier très sensiblement. En se prêtant au jeu de Paris, de façon totalement improvisée, à l'instigation, apparemment, de la Guinée, M. Stevens, à qui son titre de président, pour un an, de l'O.U.A. ne confère pas pour autant une très grande autorité sur ses pairs, a bousculé un peu trop plusieurs de ceux-ci, qui, comme le colonel Kountché, du Niger, tout en étant bien décidés à résister fermement aux visées libyennes, en ce qui les concerne, n'entendent pas moins agir en cette affaire avec circonspection.

Surtout, bien qu'il se soit gardé de le manifester jusqu'à présent ouvertement, le général Eyadéma n'a pas apprécié du tout qu'on vienne troubler ainsi, sans même *le consulter au préalable*, semble-t-il, la fête qu'il avait organisée, en ce début de semaine, pour célébrer le quatorzième anniversaire de son accession au pouvoir, et à laquelle il avait déjà convié un certain nombre de chefs d'Etat amis. Ceux-ci n'étaient pas tous du nombre de ceux que, de son côté, M. Stevens avait couchés sur sa liste.

Irrité qu'on le traite en la circonstance avec désinvolture, alors qu'il n'a pas ménagé personnellement ses efforts, ces derniers mois, pour tenter de trouver une issue au problème tchadien, il a joué sur le fait que plusieurs des « *invités* » du président de l'O.U.A. dans sa capitale n'étaient pas en mesure de se libérer au pied levé de leurs obligations proclamées antérieurement — c'était le cas, par exemple, du président Diouf du Sénégal qui recevait, au même moment, à Dakar, le premier ministre canadien M. Trudeau, — pour obtenir tout d'abord que l'ouverture de la réunion soit reportée de quarante-huit heures.

On n'excluait pas lundi soir, à Lomé, que le président Goukouni Oueddeï n'arrive à son tour dans la capitale togolaise dans les prochaines heures, comme il y a trois semaines il l'a déjà fait, au dernier moment, à Lagos. Au demeurant, sa photo, agrandie en posters, tout comme du reste celle du chef de l'Etat libyen, figure déjà en bonne place tout le long de la route qui conduit de l'aéroport au centre de la ville, parmi celles des « *invités du président Eyadéma* ».

A Bangui et à Bouar, les parachutistes français risquent fort, en fin de compte, d'attendre *longtemps*, l'arme au pied, le feu vert de l'O.U.A.

PIERRE BIARNES.

EN DÉPIT DE SÉRIEUSES DIVERGENCES

Alger ne remet pas en cause son alliance avec Tripoli

De notre correspondant

Alger. — Le commandant Abdesselam Jalloud, « *numéro deux* » libyen, a fait, lundi 12 janvier, une visite-éclair à Alger, où il a été accueilli par le ministre de l'intérieur, M. Boualem Benhamouda. A son arrivée à l'aéroport Houari-Boumediène, il a rendu hommage à l'Algérie « *qui constitue*, a-t-il déclaré, *une réserve révolutionnaire inappréciable face aux complots qui se trament contre la nation arabe* », et il a notamment évoqué la récente tournée de M. Henry Kissinger au Proche-Orient. Mais cet écran de fumée n'a pas fait illusion : l'entretien du responsable libyen avec le président Chadli Bendjedid a porté essentiellement sur la politique de Tripoli au Tchad. Les dirigeants algériens ne cachent pas leurs préoccupations à cet égard et suivent la situation avec une certaine inquiétude.

Les relations entre Alger et Tripoli se sont dégradées depuis deux ans. Aux litiges anciens, tel celui opposant les deux pays à propos de la bande frontalière de Ghat, dans la région de Djanet, épisodiquement revendiquée par la Libye, s'ajoutent les réticences, voire les désaccords *de l'Algérie face aux initiatives de* Tripoli en Afrique. Ces sentiments se transforment en irritation lorsque le régime du colonel Kadhafi s'emploie à impliquer l'Algérie dans ses manœuvres, comme dans l'affaire de Gafsa l'an dernier. S'agissant de la fusion libyo-tchadienne, l'Algérie, qui a longtemps soutenu le Frolinat en *la personne de M Abba Siddick*, ne peut rester indifférente à une opération qui se présente comme une annexion pure et simple, et modifie de façon sensible l'équilibre de la région et la situation à ses frontières. Une telle action apparaît, de surcroît, comme dépourvue de bases légales. Les Algériens s'en tiennent pour le *moment* strictement aux accords de Lagos d'août 1979 et estiment que le problème tchadien reste de la compétence de l'O.U.A., M. Goukouni Oueddeï ne dirigeant qu'un gouvernement « de transition ».

Quelle que soit l'ampleur de ses divergences avec Tripoli, Alger, cependant, n'est pas disposé à remettre en cause son alliance avec la Libye. Le traité conclu entre les *deux pays* à Hassi-Messaoud en décembre 1975, à un moment où les deux révolutions étaient isolées et devaient faire face l'une au début du conflit saharien, l'autre à la menace d'une guerre avec l'Egypte, reste pleinement en vigueur, bien que la conjoncture ait changé.

Une crise ouverte entre Tripoli et Alger serait lourde de conséquences au sein du Front de la fermeté, comme dans le conflit du Sahara occidental, les deux capitales étant, depuis le début de la guerre, les principaux soutiens du Polisario et agissant en étroite liaison. L'alliance avec la Libye reste donc l'un des axes principaux de la diplomatie algérienne, et l'on veille, ici, à ce que les désaccords, sur lesquels on fait silence, ne tournent pas à la crise.

Cela explique la réserve des autorités, qui se sont bien gardées de prendre position sur la « *fusion* » tchado-libyenne. La presse reproduit, sans commentaires, les différents communiqués publiés à N'Djamena, Tripoli ou Paris. Les déclarations françaises sont restées de même sans écho. Mais autant l'évacuation de la garnison française de N'Djamena avait été accueillie de façon positive, autant le renforcement du dispositif militaire français en Afrique suscite des critiques, même si elles ne s'expriment pas publiquement.

DANIEL JUNQUA.

Libres opinions

Qui est dupe de qui ?

par HENRI FERETTI (*)

ECHEC de la France au Tchad ! Ceux-là même qui, naguère, condamnaient vigoureusement et vertueusement la présence de gendarmes français au Tchad ou le sauvetage de Français exposés à la mort au Zaïre, accusent aujourd'hui le gouvernement français de couardise et crient à l'échec de sa politique africaine.

Il est vrai que les apparences semblent donner une base solide à ce raisonnement. Les troupes libyennes à N'Djamena, le Tchad annexé — pardon, fusionné, — la Libye apparaissant comme la main *de l'ours soviétique*, le Niger, le Soudan menacés, Kadhafi au cœur de l'Afrique, que sais-je encore...

En réalité, qui est dupe de qui ? Sachons raison garder. Le Tchad n'est ni une victoire pour Kadhafi ni un échec pour la France.

Dans l'apparence même d'une victoire libyenne réside sa négation. N'Djamena sera le Moscou du Napoléon-Kadhafi. Tant qu'il agissait en sous-main, une propagande habile pouvait lui frayer le chemin. Maintenant qu'il apparaît sur la scène du Tchad, il est prisonnier du Tchad, c'est-à-dire de ses luttes ethniques, tribales, religieuses, familiales. Un prisonnier qui sera bientôt si ficelé qu'il ne pourra plus bouger le petit doigt.

Quant à la France, pour qu'il y ait eu échec, encore aurait-il fallu qu'il y ait eu engagement. Or, la politique africaine de la France, c'est que l'Afrique reste aux Africains. Mais, précisément à cause de cette pétition de principe, c'est aux Africains et à eux seuls qu'il appartient de juger du moment où l'aide de la France devient nécessaire.

Dans l'affaire du Tchad, la France a dit explicitement qu'elle était prête. Les Africains n'ont pas demandé son aide, parce qu'ils savent que le domino tchadien, loin d'entraîner la chute des dominos voisins, s'écroule en fait sur l'envahisseur libyen. Et ceci n'est pas simple hypothèse, car comment expliquerait-on le silence des pays voisins du Tchad concernés au premier chef par le sort du Tchad ?

Alors, de grâce, ne demandons pas à la France d'être plus africaine que les Africains !

(*) Député (U.D.F.) de la Moselle, rapporteur du budget de la coopération.

Maroc

La presse appelle à nouveau à la réconciliation avec Alger

Selon notre correspondant à Alger, le Polisario a lancé, dimanche 11 janvier, un appel « au peuple marocain » pour l'inviter « à prendre ses responsabilités afin de mettre un terme à la guerre du Sahara, le roi Hassan II étant aussi incapable de la gagner que de faire la paix ». « Le Front, précise le texte, est disposé à discuter avec n'importe quelle force au Maroc, capable de réaliser la paix, de construire un cadre naturel dans lequel naîtront et s'épanouiront les relations de respect mutuel de bon voisinage et de coopération. » Le Front Polisario confirme également les informations de Rabat selon lesquelles des combats ont eu lieu à Bou-Craa, et fait état de « lourdes pertes » du côté marocain.

De notre correspondant

Rabat. — La conférence islamique au sommet de Taïef, en Arabie Saoudite, qui s'ouvrira le 25 janvier, s'accompagnera-t-elle d'une conférence au sommet arabe ? La presse marocaine, notamment *l'Opinion*, organe de l'Istiqlal, se fait l'écho de cette possibilité. Tout indique que le *souverain, qui a présidé encore*, le 24 décembre, une conférence préparatoire islamique à Rabat, en sa qualité de président du comité Al Qods (nom arabe de Jérusalem), compte bien récolter à Taïef le fruit des efforts qu'il a déployés non seulement pour maintenir à l'ordre du jour le problème du Proche-Orient et de *Jérusalem, mais aussi pour* ressouder l'unité du monde arabe brisée à Amman.

Combats au Sahara

Le roi Hassan II profitera-t-il de la conférence islamique au sommet pour avoir une entrevue avec le président algérien ? Cette éventualité n'est pas exclue non plus à Rabat, où la presse brode de nouveau sur le thème de l'unité maghrébine. Le journal *l'Opinion* a même reproduit une information de l'hebdomadaire *Jeune Afrique* selon laquelle le Maroc et l'Algérie procéderaient bientôt à un échange de chargés d'affaires. En fait, Rabat n'a fait qu'envoyer au consulat d'Alger deux nouveaux fonctionnaires, dont l'un d'un grade assez élevé.

Mais la plupart des commentateurs rappellent que le Maroc ne saurait sacrifier son « *intégrité territoriale* » (les provinces sahariennes) à une telle réconciliation.

Or les combats se poursuivent au Sahara. Dans un communiqué plus détaillé que tous les précédents, l'agence MAP a annoncé que « *l'ennemi avait tenté vainement, les 7 et 8 janvier, de s'opposer à l'avance des unités marocaines et lancé plusieurs contre-attaques qui avaient été à chaque fois enrayées* ». Ces combats se situaient au nord-ouest de Smara, c'est-à-dire dans le même secteur qu'à la fin de l'année dernière (Ras-el-Khanfra, Ras-Lameira). « *D'autres combats*, ajoute le communiqué, *se sont déroulés dans les mêmes journées aux abords de Bou-Craa, où se trouve un important gisement phosphatier, et qui appartient au périmètre de défense lointain d'El-Aïoun.* » Le communiqué marocain a fait état de cent cinquante tués et blessés dans les rangs de l'adversaire et admet que les forces marocaines ont eu de leur côté dix-sept tués et cinquante-quatre blessés. Il précise que l'aviation marocaine a « *à chaque fois engagé des poursuites contre l'ennemi* ».

Quant au « groupe d'étude » de parlementaires français qui assure avoir parcouru 1 000 kilomètres dans les « territoires libérés » du Sahara (*le Monde* du 6 janvier), Rabat s'étonne qu'il n'ait pas souhaité compléter ses informations en se rendant dans le Sahara ex-espagnol, du côté marocain. On rappelle ici qu'un groupe de onze attachés militaires a visité dans la première semaine de décembre les zones d'El-Aïoun et de Dakhla où il avait pu constater que les forces marocaines contrôlaient parfaitement les abords de ces deux villes.

ROLAND DELCOUR.

A TRAVERS LE MONDE

Brésil

● EXTENSION DE LA CRIMINALITE A RIO. — Le développement incontrôlable de la criminalité à Rio-de-Janeiro a conduit les autorités à envisager la participation de la police militaire à des patrouilles de prévention dans les lieux les moins sûrs de la ville, a-t-on appris lundi 12 janvier à Rio. Dans la seule journée de dimanche, huit personnes ont été assassinées dans Rio et sa banlieue. Samedi, un autobus qui transportait 60 passagers a été pris d'assaut par trois mineurs armés. — *(A.F.P.)*

Espagne

● NOUVEAU PARTI POLITIQUE ANDALOU. — Un ancien ministre de la culture, M. Manuel Clavero Arevalo, a annoncé récemment, à Séville, la création d'un parti politique, Unidad andaluza (Unité andalouse). Ce parti se définit comme « *humaniste, non marxiste, démocratique, autonomiste, mais pas séparatiste* ». M. Clavero avait démissionné de son poste de ministre le 16 janvier dernier après que la coalition gouvernementale, Union du centre démocratique (U.C.D.) eut décidé de prôner l'abstention au référendum sur l'autonomie de l'Andalousie. Devant le rejet du statut d'autonomie andalou lors du référendum du 28 février dernier, il quitta les rangs de l'U.C.D. — *(A.F.P.)*

Haïti

● UN DIRIGEANT SYNDICAL ACCUSE. — 20 % seulement de l'aide financière étrangère à Haïti sont réellement distribués au peuple, a affirmé à Caracas le lundi 12 janvier le dirigeant syndical haïtien en exil Georges Fortune, président de la Confédération démocratique des travailleurs d'Haïti. M. Fortune assure que « *la Belgique, la Hollande, la Suisse, la France, l'Espagne, l'Italie, le Canada et les Etats-Unis apportent à Haïti un important soutien financier, dont le pays ne perçoit réellement que 20 %, le reste approvisionnant des comptes à l'étranger du président Jean-Claude Duvalier et des membres de son entourage* ». Le dirigeant syndical estime la fortune personnelle de M. Jean-Claude Duvalier à « *plus de 450 millions de dollars* ». — *(A.F.P.)*

Inde

● PLUS DE CENT MILLE PERSONNES sont détenues illégalement sans avoir été jugées en Inde, a affirmé *l'Indian Express*. Plus de la moitié de ces prisonniers seraient incarcérés dans les Etats d'Uttar-Pradesh et du Bihar, les plus peuplés du pays. — *(A.P.)*

Mexique

● SOIXANTE-SEPT MILLIONS D'HABITANTS. — Le Mexique compte 67 400 000 habitants, dont 33 500 000 hommes et 33 900 000 femmes. Selon le ministère de la programmation et du budget. Ces chiffres, tirés du dixième recensement général réalisé en 1980, indiquent également qu'en dix ans la population mexicaine a augmenté de dix-neuf millions d'âmes. — *(A.F.P.)*

Turquie

● LE REDACTEUR EN CHEF DU JOURNAL MODERE *HURRIYET*, M. Salim Bayar, a été arrêté le 11 janvier à Istanbul. Le quotidien avait, les 9 et 10 janvier, titré en manchette « Les nouvelles augmentations des prix » et affirmait que le conseil des ministres avait donné son accord à ces augmentations destinées à combler le déficit des entreprises étatisées afin de ne plus avoir à les subventionner. — *(A.F.P.)*

Le Centrafrique « sous perfusion »

II. — Barracuda, Père Noël

La condamnation à mort par contumace de Bokassa à Bangui aura au moins révélé l'ampleur des dégâts infligés au Centrafrique par son « règne » (« le Monde » du 13 janvier.)

De notre envoyé spécial JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

Bangui. — Plus d'un an après l'intervention française en Centrafrique avec l'accord du président Dacko, on croise encore, et de plus en plus, des camions militaires chargés de soldats blancs et des Peugeot à l'arrière desquelles sont assis des officiers supérieurs français en uniforme. Les Barracudas, comme les appellent les Centrafricains qui ont adopté le nom de code de l'opération coup de poing de septembre 1979, font partie du paysage à Bangui.

Un immeuble de l'OCAM sert de siège aux bureaux du colonel Bechu dont le titre officiel est *« commandant des éléments français stationnés en Centrafrique »*. Au moment où l'on attendait le verdict du tribunal chargé de juger Bokassa, on mettait au point les derniers détails d'une opération consistant à faire sauter, sur un stade de la capitale, un parachutiste habillé en Père Noël avec des cadeaux pour les enfants attirés par le spectacle.

Avant que Paris décide, le 9 janvier, de renforcer son dispositif militaire dans la région, pour riposter à l'annonce de la « fusion » entre le Tchad et la Libye, les soldats français en Centrafrique étaient au nombre de neuf cent cinquante, divisés en deux groupes égaux établis l'un sur la base de Bouar, au nord-ouest de Bangui, l'autre dans la capitale. Le cantonnement de Bangui est situé dans les anciennes villas construites pour les chefs d'État à l'occasion du « sacre » de Bokassa. Ce n'est pas ce qu'on pourrait croire. Tout avait été pillé à la chute du tyran. Quelques « villas témoins » ont été conservées dans l'état où les avaient trouvées l'armée : prises de courant arrachées, murs couverts d'inscriptions injurieuses, sols souillés d'étrons.

Des fleurs ont été plantées, des fosses septiques ont été installées, mais pas de climatisation...

« Nous ne sommes pas véritablement installés, nous dit le colonel Bechu. *Les accords de défense avaient été signés au temps de Bokassa. Nous sommes donc là à titre précaire ; j'ignore quand prendra fin la mission que nous a confiée le gouvernement. »* Venus de différentes unités, les « Barracudas » font un séjour de quatre mois et demi en en uniforme. Des relèves en personnel et des livraisons de matériel sont assurées toutes les trois semaines par des DC-8 en provenance de France.

La menace libyenne

En 1979, le colonel Kadhafi n'avait pas hésité à envoyer des renforts militaires à Bokassa, au moment où celui-ci était rejeté par son peuple, dans le seul but de s'implanter à Bangui. Depuis qu'il a repris le pouvoir, le président Dacko vit donc dans la hantise de la menace libyenne. Des Centrafricains ayant fui leur pays lors de la chute de l'ancien empereur se sont engagés dans la « légion islamique » du colonel Kadhafi. Depuis la victoire à N'Djamena des protégés de Tripoli, le gouvernement de Bangui craint plus que jamais des infiltrations libyennes sur son territoire. « *Nous sommes là pour faire face à toute éventualité* », nous a dit le colonel Bechu avant l'arrivée des renforts terrestres et aériens envoyés par la France.

Il semble que tous les officiers ne soient pas d'accord sur la nécessité de faire de gros travaux à Bouar. Pour le moment, cette base ne dispose pas de pistes d'atterrissage pour des appareils à hautes performances. Les Jaguar qui, en décembre, avaient été envoyés en Centrafrique pendant quelques heures, au moment où Paris paraissait prendre des mesures pour s'assurer un éventuel contrôle de la situation au Tchad, s'étaient posés à Bangui.

« Nous sommes des agents d'exécution, les « prétoriens du président » comme on nous appelle, nous ont dit des « Barracudas ». *Nous restons trop peu de temps pour nous attacher aux hommes et au pays. C'est peut-être mieux ainsi en raison des revirements politiques* ». Propos discrètement amers après les hésitations de l'Élysée sur l'attitude à adopter au Tchad...

Les « Barracudas » n'ont cependant guère le temps de cultiver des états d'âme. Leur mission comporte aussi de nombreux objectifs humanitaires. La France s'était émue des massacres d'écoliers sous Bokassa ; en septembre 1980, la mort d'une cinquantaine d'enfants dans le nord du Centrafrique en proie à la famine était passée presque inaperçue. Sans publicité, les « Barracudas » ont effectué des « opérations mil », parfois périlleuses, en octobre et novembre dans cette région. Des avions Transall ont transporté des tonnes de vivres de Bangui à Birao. Puis des hélicoptères ont franchi d'une seule traite, puisqu'il n'y avait aucune base intermédiaire, les 900 kilomètres séparant les deux villes. Arrivés à Birao, ils ont distribué les secours dans toutes les localités avoisinantes, où les avions ne pouvaient pas se poser.

A l'infirmerie du camp de Bangui, des médecins et infirmiers militaires soignent les malades centrafricains qui se présentent. Ils s'installent aussi pour quelques jours dans des villages éloignés dont les habitants n'avaient pas vu un docteur depuis des années. Des soldats sont « lâchés dans la nature » pour reconnaître l'état des pistes laissées à l'abandon sous Bokassa, puis participer à leur réouverture.

« Ce travail correspond à la mission originelle de l'armée, qui n'est pas seulement de défense. Ici, nous sommes des hommes heureux parce que nous pouvons nous exprimer totalement », nous dit le colonel Bechu. Quel que soit le rôle de « déménageurs » des archives impériales qu'on ait fait jouer aux militaires lors de la prise du « palais » de Bérengo, il est difficile, actuellement, de ne pas souscrire à ces propos.

Autre homme heureux et fort occupé, le chef de la mission française de coopération ne peut pas nous donner de rendez-vous précis parce que, *« à tout moment, il peut être appelé par un ministre »*, mais il sera à notre disposition, s'il n'est pas pris, à l'ambassade *« tous les jours à partir de 7 heures du matin »*. Il est le responsable de quatre cent quarante-sept agents, dont deux cent vingt-six enseignants et trente-cinq médecins. Les effectifs ont augmenté après la chute de Bokassa quand il a fallu remplacer les coopérants soviétiques dont le gouvernement avait soutenu l'ex-empereur aux abois, ce qui a entraîné la fermeture de l'ambassade.

En 1980, le montant global de l'aide de Paris au Centrafrique s'est élevé à 515 millions de francs français (dont 64 millions d'aide militaire), soit plus du double de ce qu'il était en 1978, dernière année du « règne ». Au coût de l'assistance en personnel s'ajoutent les concours financiers les plus divers : rallonges budgétaires, soutiens aux investissements, aide exceptionnelle pour la mise en place d'un embryon d'administration en province (projet auquel tient particulièrement le nouvel ambassadeur de France à Bangui, M. Jacques Humann), et même une avance spéciale du Trésor (100 millions de francs français) pour l'indemnisation des commerçants victimes des pillages par lesquels on fêta la chute de Bokassa...

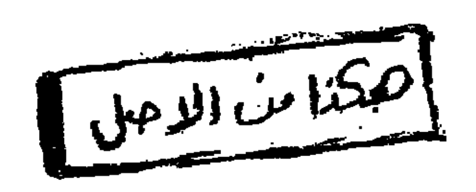
L'octroi de cette aide est lié à certaines « orientations » : rétablissement de l'équilibre budgétaire par le contrôle des dépenses de l'État et la réorganisation complète des services des douanes et de collecte des impôts, relance de l'économie par la création de grandes unités de production agricole et la réfection des voies de communication. Dirigées de façon catastrophique, certaines sociétés d'État responsables de secteurs-clefs de l'économie (transports fluviaux, distribution des hydrocarbures) conservent leur patrimoine, mais leur gestion est confiée à des sociétés mixtes avec participation du capital privé étranger.

A la demande des autorités centrafricaines, assure-t-on à l'ambassade, plusieurs Français occupent des postes très importants dans l'administration : secrétaire général à la présidence de la République, directeur du contrôle financier, directeur général adjoint du Trésor, directeur général adjoint des douanes. Il existe une certaine continuité dans cette politique d'« assistance en personnel », puisque le conseiller du président Dacko pour l'information n'est autre que l'ancien attaché de presse de M. Jacques Foccart.

Si louables que soient les objectifs actuels de la France à Bangui, la présence de tous ces hommes « en double commande » laisse pensif. Ce qui rend fascinant le Centrafrique, petit pays sans grandes ressources, c'est qu'il constitue l'archétype d'une certaine Afrique francophone. Hier, Bokassa était un cas certes paroxysmique mais néanmoins révélateur des tendances à l'absolutisme de beaucoup de ses pairs. Aujourd'hui, la mise de Bangui « sous tutelle technique », deux décennies après l'indépendance, illustre, de façon presque caricaturale, l'échec, au moins momentané, d'une politique qui visait, en principe, à assurer la relève de l'ancienne puissance coloniale.

FIN

Le réseau routier représenté en Centrafrique indique les axes principaux ; leur état actuel les rend pratiquement inutilisables.



COMMENT ILS PRÉPARENT L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Au P.C.F. : battre Giscard ou « plumer » le P.S. ?

Le comité central du P.C.F. siège, lundi 12 et mardi 13 janvier, place du Colonel-Fabien à Paris. Au cours de cette réunion, à laquelle participent également ceux des premiers secrétaires fédéraux qui ne sont pas membres de cette instance, les responsables communistes examinent les résultats de la campagne que mène M. Georges Marchais pour l'élection présidentielle. Le candidat a présenté lui-même le rapport introductif, ouvrant les débats sur cette question. Nous examinons ici, après *l'avoir fait pour* les socialistes, les giscardiens et les gaullistes (« le Monde » des 30, 31 décembre 1980, 1er, 7 et 10 janvier 1981), la situation des communistes à quatre mois de l'élection présidentielle.

La campagne du *P.C.F.* est jalonnée par des meetings auxquels participe M. Marchais et qui seront, au total, au nombre de soixante-dix. L'assistance à ces réunions a été, jusqu'à présent, à peu près conforme à l'attente des organisateurs, si l'on excepte celles qui s'étaient tenues dans la région parisienne aux mois d'octobre et de novembre et quelques ratés dus à une préparation insuffisante dans certaines villes de province. Les auditoires de M. Marchais sont, en général, nombreux. Ils sont composés de militants et de sympathisants acquis aux idées que le secrétaire général développe depuis qu'il a été désigné comme candidat par la conférence nationale d'octobre dernier : la crise, dans laquelle la politique du pouvoir enfonce le pays, appelle un « *changement* » radical, que seul le parti communiste propose ; les autres forces politiques s'accordent pour tenter de susciter un « *consensus* » autour de mesures d'austérité faisant supporter le poids de la crise aux salariés et aux petits agriculteurs ; elles s'opposent donc toutes aux solutions que préconise le P.C.F., dont elles cherchent à réduire l'influence afin de pouvoir mettre en place des combinaisons gouvernementales ou parlementaires de type centriste.

Le parti communiste appuie sa démonstration sur l'existence de relations entre le parti socialiste et le R.P.R., une « *chaîne* » reliant ces deux partis, selon lui, à l'U.D.F. Pour souligner le caractère « *politicien* » des initiatives que peut prendre le P.S., le P.C.F. rappelle les options de M. François Mitterrand sous la IVe République et cherche, en donnant du candidat socialiste l'image d'un homme du passé, à effacer le souvenir des campagnes unitaires de 1965 et 1974. Il s'efforce de montrer que les convergences entre *gaullistes* et *socialistes confirment* le retour de M. Mitterrand aux pratiques qui furent les siennes avant 1958 et son abandon de l'union de la gauche. Dans ces conditions, selon le P.C.F., une éventuelle victoire du candidat socialiste sur M. Valéry Giscard d'Estaing ne garantirait nullement un changement de politique.

Cette critique de la démarche du P.S. et de son premier secrétaire est surtout le fait de la presse communiste et, principalement, de *l'Humanité*. M. Marchais lui réserve peu de place dans ses discours, consacrés à exposer les propositions du P.C.F. Celles-ci constituent dans leur ensemble un « *plan de lutte* », *ce qui signifie qu'elles* doivent être considérées non comme un programme de gouvernement, mais comme des objectifs d'action, autour desquels le parti communiste cherche à rassembler ses partisans, notamment à l'occasion de l'élection présidentielle. Pour le P.C.F., cette élection ne peut être qu'une étape, en aucune manière décisive sur la voie du « *changement* » nécessaire. Il doit donc à la fois critiquer M. Mitterrand et ne pas trop parler de lui, afin d'éviter que le dirigeant socialiste n'apparaisse comme le protagoniste principal de la campagne, face à M. Giscard d'Estaing.

L'hypothèse Mitterrand

Les dirigeants communistes semblent estimer que M. Mitterrand est dans une position plus favorable qu'en 1974 pour l'emporter sur M. Giscard d'Estaing. D'une part, en effet, le premier secrétaire du P.S. n'a pas à répondre, devant l'électorat centriste, du comportement du P.C.F., auquel il n'est plus allié. Alors que les attaques des communistes contre lui avaient affaibli, en 1977, la position du dirigeant socialiste, elles ont plutôt pour effet, aujourd'hui, de la renforcer. D'autre part, les communistes, bien avant qu'un sondage publié la semaine dernière ne vienne confirmer cette hypothèse, évaluaient à un quart la proportion d'électeurs gaullistes d'ores et déjà disposés à reporter leur vote sur M. Mitterrand au second tour de l'élection.

Les *élections législatives* partielles de la fin novembre ont fourni une indication sur le comportement possible de l'électorat communiste le 10 mai prochain : la volonté de battre le pouvoir semble l'emporter sur le souci de faire échec à l'émergence d'une puissante formation social-démocrate. Les dirigeants du P.C.F. avaient alors choisi d'accompagner le mouvement, en faisant valoir que leur consigne de désistement en faveur du P.S. avait contribué à la défaite des candidats giscardiens. En ne manquant pas de rappeler, aujourd'hui, que son objectif est de « *battre Giscard* », M. Marchais semble s'orienter sans ambiguïté vers un désistement contre le président sortant, assorti de réserves sur la confiance que mérite le candidat socialiste. Il pourrait ménager ainsi, à la fois, le sentiment unitaire d'une partie de son électorat et l'antisocialisme qui anime ses autres partisans.

Le P.C.F. s'efforce, cependant, de minimiser l'importance de cette question et axe sa campagne sur ses thèmes propres. Lutte de classe et exaltation du progrès des pays socialistes et du socialisme dans le tiers-monde, voilà, avec *la reprise minutieuse des* revendications avancées par la C.G.T. dans les luttes sociales, l'essentiel des discours de M. Marchais. Le secrétaire général recourt en même temps aux thèmes qui avaient permis au P.C.F. de consolider son score lors de l'élection européenne, c'est-à-dire la critique de la construction européenne et de la *suprématie* de l'Allemagne de l'Ouest. Il y ajoute enfin l'expression des sentiments qui apparaissent dans les quartiers ou les communes où les travailleurs immigrés sont nombreux.

La position du P.C.F. sur ce problème comprend deux volets. L'un est la critique d'une situation qui favorise la concentration des travailleurs immigrés dans certaines communes, souvent gérées par les communistes, et dont le budget social est grevé du fait du chômage qui touche plus, en proportion, les *ouvriers* peu qualifiés. L'autre aspect de la campagne du P.C.F. est tourné vers les catégories d'électeurs les moins politisés, dont la situation sociale est la plus difficile — ceux-là mêmes que les communistes ont incités à s'inscrire sur les listes électorales, alors qu'ils omettent souvent de le faire, — et qui sont les plus sensibles à la concurrence des immigrés sur le marché du travail. Ce sont aussi ces familles-là qui, le plus souvent, côtoient des immigrés dans les immeubles et les quartiers.

Il y a là un terrain favorable à des réactions racistes, que le P.C.F. ne se fait pas faute d'exploiter. En revenant sur le vote favorable qu'ils avaient émis pour la construction d'un centre culturel islamique (*le Monde* daté 11-12 janvier), les élus communistes de Rennes ont montré que l'affaire du foyer de Vitry n'était pas une « bavure », mais procédait d'une politique délibérée.

Les dirigeants communistes prennent le risque, avec de tels choix, de soumettre leurs militants à des contradictions qui atteignent un degré de tension rarement égalé dans le passé. Des réactions se font jour dans tous les milieux, en particulier chez les intellectuels, chez les élus et chez certains permanents, comme les journalistes de *l'Humanité*, qui sont nombreux à ne pas avoir signé l'appel à voter pour M. Marchais. Certains, qui s'étaient refusés à quitter leur parti dans la période qui avait suivi les élections législatives de 1978 et qui entendaient poursuivre leur action à l'intérieur, décident à présent de le quitter.

MM. Henri Fiszbin et François Hincker, anciens membres du comité central, se sont inquiétés de cette tendance, et ils ont mis en garde les militants en désaccord avec la ligne actuelle contre les encouragements à la démission que leur donnent, parallèlement, les opposants qui estiment « *qu'il n'y a plus rien à faire dans ce parti* » et les partisans de la direction, qui affirment que ceux qui ne sont pas d'accord « *n'ont plus rien à y faire* ». MM. Fiszbin et Hincker se sont déclarés résolus, pour leur part, à assumer « *toutes les responsabilités* » qui résulteraient de leur volonté de continuer leur combat au sein du parti.

Ce langage est destiné aux intellectuels, mais aussi, et peut-être surtout, aux élus et aux cadres qui, en particulier dans le sud de la France, désespèrent de voir leur parti revenir à une politique unitaire. Ceux-là admettent que le programme commun n'était pas une bonne solution, et ils ne ménagent pas leurs critiques au parti socialiste (ils seraient, sinon, partis dès 1978 ou 1979), mais ils estiment sans issue la voie solitaire dans laquelle s'est engagé le P.C.F. Leur importance est si peu négligeable que la direction est contrainte de continuer à polémiquer avec eux, en déclarant par exemple, comme l'a fait M. Marchais le 9 janvier à Paris : « *Il faut décidément faire preuve d'une totale cécité politique pour ne pas voir* [dans la politique actuelle du P.C.F.] *la mise en œuvre audacieuse, offensive, de la stratégie que nous avons définie lors de nos vingt-deuxième et vingt-troisième congrès.* » De telles affirmations *montrent que la direction* a conscience du fait que tous les communistes ne sont pas convaincus de la justesse de son orientation.

PATRICK JARREAU.

● *M. Claude Estier*, membre (P.S.) de l'Assemblée des Communautés européennes, continuera d'assumer la direction politique et rédactionnelle de *l'Unité* qui célébrera à la fin du mois de janvier le neuvième anniversaire de sa création.

La décision définitive de lancer le quotidien *Combat socialiste* dans le courant du mois de février s'accompagne, en effet, de celle de maintenir et de développer l'hebdomadaire du P.S. qui sera vendu par les militants dès samedi et dimanche.

Libres opinions

Les enjeux de l'unité

par PIERRE BAUBY (*)

L'UNITE est plus que jamais nécessaire. Et d'abord pour résister *à l'attaque de grande envergure du gouvernement et du patronat* contre les travailleurs, leurs droits et leurs acquis. Attaque qui porte dans tous les domaines : pouvoir d'achat, licenciements, droit à la santé, *libertés*.

Cette unité d'action pour se défendre, rien ni personne ne devraient l'empêcher, car nous avons tous les mêmes intérêts. Nous sommes tous également frappés par la baisse du pouvoir d'achat et l'augmentation du chômage. Chaque travailleur est concerné par le projet Peyrefitte comme *par* les milliers de licenciements qui arrivent (et ont déjà commencé) dans l'automobile. *Par la remise en cause du* droit à la santé, comme par les atteintes aux droits syndicaux ou les expulsions de travailleurs immigrés.

Cette unité, il ne suffit pas d'en parler, il faut la conquérir, il faut *lutter pour la construire*, pour agir ensemble, C.G.T. et C.F.D.T. Lutter pour dépasser les querelles et chicanes qui nuisent à la riposte d'ensemble. Lutter pour que, dans chaque usine, dans chaque quartier, dans chaque village, les polémiques nationales n'empêchent pas l'unité d'action. Lutter pour que l'unité se réalise contre le gouvernement et le patronat qui nous oppriment chaque jour davantage. *Lutter pour* ne pas laisser faire ceux qui n'ont que le mot « unité » à la bouche et qui, en même temps, font tout pour l'empêcher par leur sectarisme ou leur refus de l'action.

Mais parler d'unité est insuffisant. Les questions qui se posent immédiatement c'est : contre qui s'unir ? Pour quoi faire ? Car la question de l'unité des travailleurs est *inséparable de son contenu*.

S'agirait-il de s'unir pour élaborer en commun avec le grand patronat les plans de restructuration, pour proposer la remise en cause d'acquis comme la loi de 1936 sur la durée hebdomadaire du travail, pour prôner un réalisme qui tourne le dos à la lutte, pour négocier, négocier encore, négocier toujours, sans agir et sans résultats ? Ce serait se faire bien des illusions sur le gouvernement Giscard-Barre et le grand patronat, sur leurs attaques et leurs buts. Seule la lutte, et non la collaboration de classes, peut nous permettre de nous défendre.

***

S'agirait-il, alors, de s'unir pour promouvoir la production française et les exportations de produits français, pour limiter les importations d'autres pays, pour renforcer la puissance industrielle française ? Ce serait inventer une communauté d'intérêts entre capitalistes et travailleurs, ce serait tourner le dos à la solidarité entre travailleurs des différents pays, ce serait se laisser entraîner dans la guerre économique que se livrent les capitalistes entre eux pour la conquête des marchés. Les travailleurs n'ont aucun intérêt commun avec leurs patrons.

Ou bien s'agirait-il de s'unir pour défendre la politique expansionniste et hégémoniste de l'U.R.S.S., pour tout miser sur le nouveau partage du monde que celle-ci essaie d'imposer par tous les moyens ? Ce serait nier que l'U.R.S.S. est une superpuissance impérialiste, comme l'a montré l'invasion de l'Afghanistan après celles de la Tchécoslovaquie, de l'Erythrée, du Cambodge. Ce serait refuser de tenir compte de l'aggravation de la situation internationale et de la montée de la guerre.

S'agirait-il, enfin, de s'unir pour reconstruire la défunte union de la gauche et son programme commun, pour vouloir mettre en place un gouvernement des *partis de gauche*, pour axer la *mobilisation* des *travailleurs* sur le désistement *au* second tour de *l'élection* présidentielle ? Ce serait nier que l'union de la gauche reposait sur des divergences profondes entre dirigeants du P.C.F. et du P.S., sur le plan tant intérieur qu'international. Ce serait oublier que ces dirigeants ont, pendant des années, entretenu des illusions parmi les travailleurs, illusions qui ont grandement facilité la tâche des Giscard-Barre et Ceyrac. Ce serait privilégier les élections alors que l'unité doit se construire dans la lutte de classes quotidienne. Ce serait faire comme si les « désistements automatiques » de 1973, 1974 et 1978 avaient permis le changement. Ce serait s'engager à nouveau dans une impasse.

Non, ces unités-là ne répondent pas aux intérêts de classe des travailleurs. Ce sont de fausses unités.

***

La *véritable unité* qu'il nous faut construire, c'est pour *l'action de classe*, classe ouvrière contre classe capitaliste et son Etat, classe ouvrière contre l'impérialisme et ses pires représentants aujourd'hui. C'est l'unité pour défendre réellement les intérêts des travailleurs contre ceux qui les menacent.

Contre Giscard-Barre évidemment, pour préparer la contre-offensive des travailleurs, nécessaire pour mettre un coup d'arrêt aux attaques répétées de la bourgeoisie.

Contre la montée de la guerre, qui provient de la rivalité des deux *superpuissances impérialistes, U.R.S.S. et Etats-Unis, pour l'hégémonie* mondiale. L'U.R.S.S., en particulier, utilise tous les moyens pour exiger un repartage du monde en sa faveur : des agressions comme en Afghanistan, en Erythrée, au Cambodge, à la course aux armements en passant par les cinquante bases qu'elle a développées en Asie, en Afrique, en Amérique latine, sans oublier la propagande sur la « détente » pour tenter d'endormir la vigilance des peuples.

Oui, l'unité qu'il faut construire, pour être conforme aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière et du peuple de notre pays, ne saurait être *qu'anticapitaliste et anti-impérialiste, contre Giscard-Barre, contre la montée de la guerre*. Il ne saurait être question d'éluder ce contenu de l'unité au profit d'un quelconque replâtrage de l'union de la gauche. Car il y a là les *véritables enjeux* d'aujourd'hui, comme du socialisme de demain.

(*) Candidat du parti communiste-léniniste à l'élection présidentielle. *L'Humanité rouge*, B.P. 201, 75926 Paris Cedex 19.

M. PONS (R.P.R.) : le président sortant est sûr d'être battu.

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a déclaré, lundi 12 janvier, au micro de Radio-Monte-Carlo : « *L'élection présidentielle de 1981 sera très ouverte. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est un sondage qui a été publié récemment : le président de la République, s'il est candidat, peut être battu. Eh bien, je vous dis aujourd'hui, au mois de janvier : un candidat soutenu par le R.P.R. peut être effectivement élu à la prochaine élection présidentielle.*

» *Le président sortant est sûr d'être battu, parce que je ne vois pas pourquoi les électeurs qui n'ont pas voté pour lui en 1974 le feraient maintenant, alors que j'en rencontre des quantités qui ne sont plus décidés à voter pour lui parce qu'ils estiment qu'ils ont de bonnes raisons de ne plus le faire. En 1974, il n'a été élu qu'avec une majorité de quatre cent mille voix. Il suffit d'un déplacement de deux cent mille voix pour que le balancier aille dans l'autre sens. Je suis convaincu que c'est ce qui va se passer.* »

● *M. Michel Jobert*, président du Mouvement des démocrates, propose, dans sa *Lettre mensuelle* de janvier, que le septennat ne soit pas renouvelable. Il écrit : « *On peut s'étonner que tant de personnages, de la droite à la gauche, crient à l'échec et n'aient pas encore découvert qu'ils avaient un moyen bien simple pour ne pas renouveler celui-ci : décider, en Chambre et Sénat, que le mandat présidentiel de sept ans est limité à un seul. C'est simple, et l'effet constitutionnel peut être immédiat.* »

LE SCRUTIN LÉGISLATIF DE L'EURE

Le P.S. et le M.R.G. demandent à leurs électeurs d'assurer la victoire de M. Larmanou (P.C.)

Après l'annonce des résultats (1) du premier tour de l'élection législative partielle de la quatrième circonscription de l'Eure (*le Monde* du 13 janvier), M. Alfred Recours, premier secrétaire de la Fédération du parti socialiste de l'Eure, a rendu publique une déclaration, qui précise notamment :

« *Dans la quatrième circonscription, les électrices et les électeurs ont porté Marcel Larmanou* [P.C.] *en tête de la gauche. Fidèle à ses orientations et à la discipline républicaine, la Fédération de l'Eure du P.S. appelle toutes celles et tous ceux qui ont voté Freddy Deschaux-Beaume* [P.S.] *à voter dimanche prochain pour Marcel Larmanou.* » (Le second tour doit avoir lieu dimanche 18 janvier.)

De son côté, le secrétariat de M. Deschaux-Beaume a indiqué : « *Le P.S. invite toutes celles et tous ceux qui ont contribué à cette victoire à faire en sorte qu'aucune des voix qui se sont portées sur Freddy Deschaux-Beaume ne manque au candidat de la gauche au second tour, respectant ainsi la discipline républicaine.* »

Enfin, la Fédération de l'Eure du Mouvement des radicaux de gauche (M.R.G.) a également précisé : « *Fidèle à sa tradition de discipline républicaine et afin d'assurer la défaite du candidat de droite, le M.R.G. demande à ses électeurs de reporter sans défaillance leurs voix sur le candidat de gauche le mieux placé au premier tour, Marcel Larmanou.* »

(1) Lors du premier tour de cette élection, qui s'est déroulé dimanche 11 janvier, M. Jacques Tailleur (R.P.R., soutien U.D.F.) a obtenu 39,82 % des suffrages exprimés, M. Marcel Larmanou (P.C.) 27,28 % et M. Freddy Deschaux-Beaume (P.S.) 26,33 %.

● M. ROLAND LEROY, membre du bureau politique du P.C.F., directeur de *l'Humanité*, écrit, mardi 13 janvier, dans le quotidien communiste, que le recul des voix de la majorité au premier tour de l'élection législative partielle de l'Eure est « *le signe de la condamnation de la politique giscardienne* ».

● PIERRE CHARPY écrit, mardi 13 janvier, dans *la Lettre de la nation*, organe du R.P.R., que les résultats de l'élection législative partielle de l'Eure « *font apparaître à l'évidence qu'une candidature unique de la majorité dessert celle-ci* ». Il explique : « *Tout le monde connaît ce vieux principe : « Au premier tour on » choisit, au second on élimine. » En vertu de ce principe, il était peu crédible que des électeurs qui ont choisi la politique giscardienne choisissent un candidat hostile à cette politique. Si leur choix a changé, il les pousse directement vers un candidat d'opposition. S'il n'a pas changé, cela peut les conduire à écarter le candidat d'une autre politique même si cela favorise le candidat d'une autre société.* »

● L'U.D.F., dans un communiqué publié le lundi 12 janvier, « *réaffirme son total soutien à M. Tailleur, candidat unique de la majorité* », pour le second tour des élections législatives partielles de l'Eure. « *Le candidat de la majorité présidentielle, M. Tailleur, apportera, à l'Assemblée nationale, son concours à l'action de la majorité, pour le maintien des institutions de la Ve République et la défense de l'indépendance nationale* » ajoute l'U.D.F.

● *LA LIGUE COMMUNISTE* RÉVOLUTIONNAIRE (L.C.R., trotskiste) estime que l'élection législative partielle de l'Eure « *confirme avec éclat (...) que la droite est minoritaire et que Giscard peut être battu en 1981* ». Elle ajoute, dans un communiqué publié lundi 12 janvier : « *A Gisors, dimanche prochain, pas une voix de travailleur ne doit manquer au candidat du P.C. pour lui permettre de battre la droite.* »

LA SUCCESSION DE M. MULLER

M. Joseph Klifa est élu maire de Mulhouse

De notre correspondant

Mulhouse. — Le conseil municipal de Mulhouse (Haut-Rhin) s'est réuni, lundi 12 janvier, pour procéder à l'élection du successeur du maire, M. Emile Muller, député (app. U.D.F.) du Haut-Rhin, démissionnaire depuis le 5 janvier (*le Monde* des 24 décembre 1980 et 7 janvier). L'annonce officielle de la démission de M. Muller et surtout la désignation de son « dauphin », en la personne de M. Joseph Klifa, avaient suscité de nombreuses réactions au sein du conseil municipal, comme parmi la population.

On reprochait notamment à M. Muller d'avoir pris sa décision sans concertation préalable et à M. Klifa de ne pas être né dans la région. Une campagne calomnieuse fut lancée contre M. Klifa (U.D.F.), qui est juif et originaire d'Afrique du Nord, et qui était entré au conseil municipal de Mulhouse en 1965. Cette campagne fut cependant rapidement étouffée par la majorité des conseillers municipaux et par l'intéressé, qui a *été élu lundi soir*, au premier tour, par 31 voix sur 41 votants, M. Bader (parti républicain) obtenant 7 voix. Il y a eu 3 *bulletins nuls*. Au cours de cette séance, 13 adjoints ont été également désignés, soit deux de plus que dans la municipalité sortante.

M. Bader, conseiller sortant, annonça qu'il ne pouvait postuler à nouveau un poste d'adjoint, pour lequel M. Klifa l'avait pressenti, afin de marquer son désaccord sur la manière dont s'est opérée la succession, mais aussi pour respecter le vote de ses électeurs qui, a-t-il déclaré à M. Muller, « *ne comprennent pas votre décision qui est grave pour la démocratie et pour notre ville* ». C'est pour cette raison que M. Bader se présenta, presque à titre symbolique, contre M. Klifa.

S. L.

[Né le 28 juillet 1931 à Mascara (Algérie), licencié en droit, M. Joseph Klifa est inspecteur central des télécommunications. Conseiller municipal de Mulhouse depuis 1965, il est vice-président du SIVOM et conseiller régional depuis 1973. Après avoir appartenu à la S.F.I.O. jusqu'en 1970, il fut membre-fondateur du Mouvement démocrate socialiste de France (M.D.S.F.). M. Klifa est membre du comité national du M.D.S.F. et membre du comité directeur départemental de l'U.D.F.]

Le Monde

société

CENT ANS AU SERVICE DE L'ÉTAT

Le « Journal officiel », ou le quotidien imperturbable

Une cérémonie, en présence du premier ministre, marquera, mercredi après-midi 14 janvier, à Paris, le centième anniversaire de la prise en régie du « Journal officiel » par l'Etat. C'est, en effet, le 30 décembre 1880 que le gouvernement de l'époque prit lui-même en charge la publication du « Journal officiel », jusqu'alors confiée à des sociétés privées. La structure juridique originale du « Journal officiel » mise en place il y a cent ans, qui associe une direction animée par des hauts fonctionnaires et une société coopérative de production pour la fabrication, a traversé les crises.

En 1980, la production du « Journal officiel » et de ses publications annexes a représenté deux milliards de pages imprimées.

A l'occasion de ce centenaire, qui n'en est pas un puisque la vraie naissance du « Journal officiel » date du 1er janvier 1869, une journée « portes ouvertes » aura lieu jeudi dans les locaux du 26, rue Desaix, à Paris (15e), de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures. Enfin, le « Journal officiel » du 14 janvier 1981 publiera un fac-similé de la première et de la dernière page de celui du 30 décembre 1980.

Il tombe chaque matin sur la France — sauf le lundi — avec une régularité presque inhumaine, indifférent aux secousses de l'histoire, aux guerres, aux grèves et aux révolutions, écho glacial de leurs conséquences. Serein et adaptable : *J.O.* de la République ou de l'Empire, de l'Etat français ou de la France libre, mais toujours journal et toujours officiel. Si peu journal, à vrai dire, et tellement officiel !

De son austérité grise sur papier de récupération, il se fait une fierté. Sa mission est d'être officiel, et rien d'autre. Le temps est loin où la rédaction du *J.O.* s'attachait des chroniqueurs talentueux, des critiques connus : Sainte-Beuve, Théophile Gautier, Alexandre Dumas, Octave Feuillet, Edmond About. Le temps est oublié où le romancier Paul Féval y publiait un feuilleton — *le Quai de la ferraille* — qui, comme on dirait aujourd'hui, « faisait vendre ».

Le *Journal officiel* est là pour être publié, accessoirement pour être lu. A cause de lui, nul ne peut ignorer la loi, les décrets des puissants du moment, les décisions des technocrates, les trouvailles des ministères. Les listes des nommés, promus, mutés, chargés de ci, détachés de là, retraités, décorés.

Il est, jour après jour, le témoin scrupuleux, obsessionnel, de la mise en place au-dessus de nos têtes d'un réseau tatillon composé d'arrêtés qui ne s'arrêtent jamais, de circulaires circulant d'un bureau à l'autre, de décisions irrévocables annulant les précédentes.

Dans sa partie « débats parlementaires », qui n'est quotidienne que lors des sessions, il est l'écho exhaustif des querelles du moment. Dès l'aube du lendemain, il publie jusqu'aux exclamations, onomatopées, claquements de pupitres et battements de mains des députés et sénateurs. Il déverse ainsi dans les ministères, où il est très lu, et les bibliothèques, où il est activement stocké, des déluges d'éloquence, des flots de rhétorique, où voisinent le style des politiciens et celui des administrateurs.

Porte-voix de l'Etat sous toutes ses formes, le *J.O.* se satisfait de ses soixante-dix mille exemplaires diffusés, de ses soixante-neuf mille abonnés, qui paient chacun 120 F par an ce privilège rébarbatif. Il pourrait s'amuser, s'il en était capable, d'être à la fois, à la vente au numéro, le moins cher des quotidiens français (1 F) et le moins vendu, puisqu'on ne le trouve pas dans les kiosques.

Témoin direct de l'emprise grandissante de l'administration sur la vie des gens, il enfle sans cesse, augmentant ses capacités et le nombre de ses publications annexes. Il a ainsi engendré, outre son édition quotidienne, les rapports et statistiques des administrations, les *Avis et rapports* du Conseil économique et social, plus riches d'idées que de conséquences ; le *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses*, jamais assez volumineux au gré de ceux qui n'y sont pas cités ; l'austérissime *BALO (Bulletin des annonces légales obligatoires à la charge des sociétés financières)*, au moins deux fois par semaine ; le grave *BODACC (Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales)*. Et encore le *Bulletin officiel de la concurrence et des prix*, celui des annonces des marchés publics, celui — de plus en plus fréquent à cause de l'inflation — des traitements des fonctionnaires.

Ce n'est pas tout. A ceux qui se perdent dans le maquis des règlements et des lois, le *J.O.* propose une masse de brochures récapitulant tous les textes importants sur un sujet précis. Les codes, naturellement — le civil, le pénal, celui des pensions, ceux des impôts et de la route, *etc.*, — mais aussi des recueils plus spécialisés, dont la liste occupe quatre-vingt-dix pages au catalogue de 1980.

On trouve tout au *Journal officiel* : des brochures sur *les Appareils à pression de vapeur* aussi bien que sur *la Réforme du divorce*. Un dossier sur *l'Interruption volontaire de la grossesse*, comme une *Convention bilatérale de sécurité sociale entre la France et la Tchécoslovaquie*, qui ne doit pas être un best-seller. Les rapports, tant attendus et si vite oubliés, de la Cour des comptes. Un *Recueil de textes relatifs à l'équitation*, indispensable aux amis du cheval. La liste des *Tolérances grammaticales ou orthographiques*, pour encourager les laxistes. Tout ce qu'il faut savoir sur *la Colombophilie civile*. Un mystérieux *Dictionnaire de colorimétrie théorique et technique*. Et l'état définitif de la question sur *l'Industrie du bouton*.

Parfois la lecture du catalogue des publications disponibles au *J.O.* tourne au plaisir surréaliste. Dans le domaine des marchés de l'Etat, il existe des recueils de textes sur les sujets suivants : *Cotte à bretelles* ; *Chemise de malade homme (fermée)*, *Chemise de malade homme (ouverte)* ; *Chemise col ville et col transformable* ; *Taie d'oreiller* ; *Gant de protection à pouce palmé*. Et l'inoubliable circulaire n° 77-119 « *relative au règlement de l'agrément et du contrôle en usine des adjuvants et des ajouts dans les coulis, mortiers et bétons hydrauliques* ».

Une structure originale

Pour tous ces travaux, des plus menus aux plus gigantesques, le *Journal officiel* est doté, depuis cent ans, d'une structure originale associant, dans une entreprise de plus de mille personnes, des fonctionnaires et des personnels relevant du secteur privé. Dans l'immeuble de la rue Desaix où, depuis 1959, sont regroupés tous les services, cohabitent deux organismes :

● *La direction des journaux officiels* proprement dite, rattachée aux services du premier ministre, ne compte qu'une dizaine de fonctionnaires : le directeur — un préfet nommé en conseil des ministres (actuellement M. Michel Barbier) — des secrétaires généraux et les chefs de service. Mais le reste du personnel (six cent cinquante-sept employés) travaille sous le régime des conventions collectives de la presse parisienne.

● *La Société de composition et d'impression* est une coopérative de production qui emploie plus de quatre cents employés et ouvriers d'imprimerie. Une partie d'entre eux sont actionnaires, les autres pouvant le devenir en cas de départ d'un actionnaire. Ils élisent leurs responsables. Dans trois secteurs — clicherie, rotatives et correction — les personnels sont recrutés par l'intermédiaire du Syndicat du livre C.G.T.

Le contrat qui lie la société de production et l'Etat stipule que le *Journal officiel* ne doit jamais subir d'interruption de sa publication. Ainsi, au plus fort des événements de mai-juin 1968, fut-il publié chaque jour.

Enorme entreprise de presse et d'édition, le *J.O.* fonctionne à feu continu. On travaille dans ses ateliers à toute heure du jour et de la nuit. Dernière caractéristique de ce journal qui n'en est pas un : il ne publie que ce que le gouvernement lui demande de publier. Les ministres eux-mêmes doivent faire transiter leurs textes par le secrétariat général du gouvernement. On murmure, rue Desaix, que la qualité des textes préparés par les ministères n'est plus ce qu'elle était. Mais rassurons les lecteurs du *J.O.* : il ne publie pas plus d'un rectificatif pour cent pages imprimées.

BRUNO FRAPPAT.

MODERNISATION

Le *Journal officiel* se modernise. Après avoir, en 1976, adopté une présentation plus aérée séparant nettement les textes d'intérêt général et les textes plus spécialisés, il a proposé, depuis 1979, un système de microfiches. Des abonnements peuvent être souscrits pour le *Journal officiel*, tant pour la partie « Lois et décrets » que pour les débats parlementaires. Actuellement, le nombre des abonnés aux microfiches avoisine les six cents et est en constante augmentation.

La transcription sur microfiches du *Journal officiel* est achevée pour la période 1960-1980. En principe, on devrait remonter progressivement dans le temps et mettre en microfiches la collection complète depuis 1881.

Le *Journal officiel* est, d'autre part, engagé dans une entreprise de modernisation de son imprimerie, qui va abandonner la composition en plomb pour la photocomposition.

Après l'attaque de librairies parisiennes

Deux délinquants de qualité

Deux des auteurs — le troisième, mineur, sera jugé séparément — des attentats commis, au mois d'août, contre deux librairies parisiennes, Les Reclus, dans le dixième arrondissement, et Les Mille-Feuilles, dans le quatrième (« le Monde » du 7 août 1980), ont comparu, le lundi 12 janvier, devant la quinzième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Jacques Gaulmin.

Deux jeunes gens, étudiants l'un et l'autre. Le premier, Jean-Luc Radius, vingt ans, originaire de Reims, l'autre, Fernand Pillontel, son aîné d'un an, de nationalité suisse, et fils d'un diplomate actuellement en poste en Malaisie. Ils se sont connus à l'association Les cadets de la mer, dont on aura beaucoup parlé au cours de cette audience, sans pouvoir toutefois établir précisément si elle dissimule vraiment, sous une vocation sportive et de vie au grand large, des idéologies de droite.

Ils ne nient pas les faits. Oui, ils ont brisé les vitrines et lancé parmi les livres qu'ils jugeaient tendancieux quelques litres d'essence. Pourquoi ? « *Pour prouver*, dira Jean-Luc Radius, *qu'il y a une droite comme il y a une gauche...* » Leurs goûts pour cette droite, ils ne les cachent pas. D'ailleurs, on avait trouvé dans leur véhicule une « cartelette » ornée de la croix gammée, adressée par une amie à Jean-Luc Radius pour son anniversaire, et où on pouvait lire, en allemand, des mentions significatives, telles que « *Les juifs sont notre malheur* » et « *Nous serons tristes le 30 avril. N'oublions pas !* »

Un grand nombre de personnes présentes — y compris le substitut du procureur, M. Philippe Perrin, qui avoue son ignorance — apprendront ainsi que cette date est celle de la mort d'un certain Adolf Hitler...

Mais le substitut n'a pas fini d'étonner. Dans un surprenant réquisitoire, vite entrecoupé ici de sifflets discrets, là de huées indignées, et sans cesse ponctué de ricanements, M. Perrin va s'efforcer de faire des deux prévenus un portrait presque idyllique. Ils ont fait des études sérieuses, ce sont de jeunes hommes « *cultivés, intelligents, riches de réelles qualités* », mais, « *tels des apprentis-sorciers ayant déclenché un processus maléfique qu'ils n'ont su maîtriser, ils sont devenus, par conviction, des délinquants.* » Mais qu'importe, puisqu'ils ont « *fait preuve de courage en ne s'enfuyant pas et en ne niant rien* » ? Pour le ministère public, seuls les moyens qu'ils ont utilisés sont répréhensibles, et c'est pour les avoir choisis qu'ils doivent être punis.

Perplexe — on le serait à moins ! — le tribunal s'est donné jusqu'au 26 janvier pour trancher.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

La projection du film « la Bataille d'Alger »

DEUX PERSONNES ONT ÉTÉ BLESSÉES LORS D'UN ATTENTAT CONTRE LE CINÉMA SAINT-SÉVERIN.

Deux personnes ont été légèrement blessées, lundi 12 janvier, vers 19 heures, par des jets d'engins incendiaires dans le hall du cinéma Saint-Séverin, à Paris, qui projetait en reprise le film *la Bataille d'Alger*, du réalisateur italien Gillo Pontecorvo. Un groupe d'une vingtaine de jeunes gens, casqués, masqués et armés de barres de fer, ont lancé deux cocktails Molotov, avant de se retirer à l'arrivée de la police. « *Depuis mercredi, date de la reprise du film, il y a déjà eu trois alertes à la bombe*, ont déclaré les responsables de cette salle. *Nous n'avons cependant jamais évacué le cinéma. Dans ce contexte, toutefois, nous avons pris certaines précautions, et le contrôle des suspects est très précis à l'entrée.* »

Dans la soirée de samedi, une grenade fumigène avait été lancée dans la salle du cinéma Images, place de Clichy, qui projette aussi *la Bataille d'Alger*.

La Bataille d'Alger, qui a obtenu le Lion d'or du Festival de Venise 1966 et qui évoque, sous l'angle de la résistance algérienne, les luttes et les attentats de M. Yacef Saadi et de son réseau implanté dans la Casbah en 1956 et leur répression, a toujours connu certaines difficultés en France. Réalisé en 1965, largement distribué à l'étranger, le film n'avait obtenu son visa de contrôle qu'en 1970. Par crainte de troubles, les exploitants français l'avaient cependant retiré de l'affiche de certaines salles.

JUSTICE

Le procès des autonomistes corses s'ouvre mercredi devant la Cour de sûreté de l'État

A la veille du procès des dix-sept autonomistes corses qui doivent comparaître, mercredi 14 janvier après-midi, devant la Cour de sûreté de l'Etat pour répondre des événements de Bastelica et de l'occupation de l'hôtel Fesch, à Ajaccio, au mois de janvier 1980, six inculpés détenus et six inculpés libres continuent leur grève de la faim. Deux délégations (l'une de la C.G.T., l'autre des familles des détenus) devaient se rendre, mardi 13 janvier, à la chancellerie, place Vendôme, à Paris, pour demander la libération des autonomistes détenus.

D'autre part, deux attentats par explosifs ont été commis à Ajaccio, dans la nuit du 12 au 13 janvier, contre des agences bancaires. La veille, deux attentats — non revendiqués — avaient visé l'évêché et une voiture appartenant à M. Dominique Alfonsi (et non à Mme Eliane Pierotti, ancienne propriétaire du véhicule comme nous l'avions indiqué dans « le Monde » du 13 janvier) militant nationaliste.

CORRESPONDANCE

La grève de la faim contre l'arbitraire

Cinq des avocats des détenus, Mes Jean-Pierre Cesari, François Alfonsi, Jean Maggiani, Lucien Felli et Jean-Pierre Colonna d'Istria nous ont adressé le témoignage suivant :

Les propos tenus par le chef de la hiérarchie judiciaire et relatés par la presse ne manqueront pas de susciter le scepticisme des « initiés » et l'indignation des profanes, parfaitement au fait des événements de Bastelica.

Comment qualifier de « chantage » une grève de la faim qui n'est qu'une exigence de justice et une forme de protestation face à l'opinion nationale et mondiale !

Comment peut-on équitablement juger et sanctionner les effets secondaires et ignorer la cause essentielle et déterminante qui n'a pu exister et prospérer que par le silence ou la carence de l'Etat, bien que l'on soit tenté de qualifier plus sévèrement la tolérance d'une situation illégale, notoirement connue en Corse et ailleurs.

Nous sommes nombreux, praticiens et théoriciens du droit, magistrats, professeurs, avocats, à être convaincus qu'il y a une connexité évidente et nécessaire entre la procédure pénale ouverte contre deux protagonistes des « polices parallèles », d'ailleurs libérés, et les poursuites, diligentées avec beaucoup plus de célérité et de rigueur, contre les participants à l'affaire de Bastelica, qui n'a eu pour but que de démasquer l'existence et les activités d'individus dont les pouvoirs publics ont toujours prétendu ignorer les agissements illégaux et clandestins.

Pourtant, la décision judiciaire qui a précédé l'élargissement du « grand blessé » avait reconnu que, par son action criminelle, il avait apporté « *un trouble considérable à l'ordre public* », ne faisant en cela que reprendre les réquisitions orales du ministère public.

Quelle est la définition de l'ordre public ? Quelles en sont les limites ?

L'affaire de Bastelica dont la Cour de sûreté a été saisie n'a comporté et ne pouvait comporter au surplus aucune « *atteinte à l'unité nationale* », et d'ailleurs une telle incrimination n'a jamais été retenue.

Lorsqu'un lien de connexité aussi incontestable que celui qui se retrouve en l'espèce existe, alors surtout que les faits imputés à Bertolini et à ses coauteurs ou complices relèvent de la compétence de la Cour de sûreté de l'Etat, en vertu de l'article 698 du code de procédure pénale, le ministre de la justice a l'obligation de donner des directives impératives au procureur général près la Cour de sûreté de l'Etat afin que les deux procédures puissent être évoquées devant cette juridiction, même si elle est exceptionnelle et peu appréciée des justiciables.

On a préféré diligenter l'accessoire et diriger l'essentiel sur une voie judiciaire de droit commun, dont le moins qu'on puisse dire c'est que, après une année de tentative d'information, elle se trouve paralysée. Le magistrat, pourtant compétent et courageux, est dans l'impossibilité de recueillir de nouvelles preuves, car les services spécialisés sont bien peu coopératifs.

Mais l'opinion sait, par les différents organes d'information, que celui qui passe pour principal instigateur des « polices parallèles », inculpé d'association de malfaiteurs, d'attentats par explosifs et de détention d'armes, a reconnu que le mouvement dont il était au moins l'un des dirigeants avait commis quarante-huit attentats par explosifs depuis 1975.

Quant à la « Sûreté de l'Etat », on est en droit de se demander si elle a été plus menacée par ceux qui depuis cinq ans se livraient à des actes de violence, aussi répréhensibles que tous les autres, en se substituant à l'autorité de l'Etat, ou par ceux dont l'action n'a eu pour mobile et pour conséquence que de les dénoncer à la justice.

La grève de la faim, seule arme du prisonnier politique contre l'arbitraire, n'est pas le « chantage sur la justice » que d'aucuns prétendent, mais l'expression du courage et de la dignité, jusqu'à ses extrêmes limites, malgré des contraintes médicales qui ne sont jamais acceptées volontairement, et qui sont jugées parfois comme une faute déontologique grave.

Au tribunal de Paris

« Madame Billy » et le savoir-vivre

Comment reconnaîtrait-elle encore son siècle, Mme Billy, après l'injustice qui lui est faite ? Cette grand-mère, fleurie et parfumée, aujourd'hui âgée de soixante-dix-neuf ans, toute en bagues et fourrures, venait de vendre son petit fonds de commerce après quarante ans de dur labeur et envisageait sa retraite avec sérénité.

Elle pensait à sa vie avec fierté, et un brin de nostalgie. Avec l'âge, elle n'éprouvait plus qu'attendrissement pour ses contemporains. Comme une épicière bien considérée, elle avait entretenu de bonnes relations avec le voisinage. Discrète, elle avait toujours su garder pour elle les menus secrets que des imprudents lui confiaient. Et voilà qu'au moment de passer la main à plus jeune qu'elle, elle était jetée au banc de l'infamie !

Mme Billy ressent de l'amertume. Il y avait, bien sûr, quelques raisons de l'appeler, lundi 12 janvier, devant la quatorzième chambre correctionnelle du tribunal de Paris. La chère dame, de son vrai nom Marie-Louise Roblot, veuve Soccodato, n'avait-elle pas été, de 1941 à 1978, la propriétaire influente de l'« Etoile Kléber », l'une des maisons closes les plus réputées de Paris ? Ne s'était-elle pas enrichie des débordements de quelques têtes couronnées de passage, et d'hommes politiques sous la IVe et la Ve Républiques ?

Cette charmante grand-mère, aux cheveux teints en blond, au maquillage marqué, ne nie pas l'accusation de proxénétisme hôtelier ; elle s'étonne simplement de l'heure tardive de ces poursuites. « Même après le vote de la loi Marthe Richard en 1946, *dit-elle*, je n'ai jamais eu d'ennuis. J'ai exercé mon activité au su et au vu des autorités. Je donnais des renseignements à la police. »

Photographies

A en croire le représentant du ministère public, M. François Romanetti — qui a requis une peine de prison avec sursis et 250 000 francs d'amende — la police n'aurait découvert qu'en 1978, « à la suite de renseignements confidentiels », *le genre d'activités qu'abritait l'hôtel particulier du 4 de la rue Paul-Valéry (16e arrondissement).*

Mme Billy sourit tristement. Son avocat, Me Marcel Ceccaldi, rappelle qu'en 1973, déjà, un inspecteur des impôts signalait, dans un rapport, que les « activités illicites de Mme Billy étaient notoirement connues, surveillées et guidées par les services de police ». *Sans rougir, Marie-Louise Roblot rappelle qu'elle a connu tous les chefs de la* « Mondaine », *qu'elle disposait d'un jeu de photographies et qu'elle tenait fidèlement les comptes des entrées et sorties des clients de ses protégées.*

C'est mal récompenser, selon Me Ceccaldi, tant d'années de bons et loyaux services. Est-ce là « le sort que l'Etat réserve à ses vieux serviteurs ? » *La salle d'audience éclate de rire. Le président, M. Paul Rudelle, sourit avec sympathie. Mme Billy essuie une larme. En son temps, certaines femmes, dans l'alcôve, tenaient une place en politique et recevaient considération. A une autre époque, le champagne et les caresses pansaient les désillusions des candidats malheureux aux élections. Il y a déjà bien longtemps, les policiers avaient du savoir-vivre.*

Le jugement sera rendu le 9 février.

PHILIPPE BOGGIO.

Faits et jugements

Prison avec sursis pour l'auteur de la « bavure policière » d'Orléans.

Orléans. — Tenant compte « *des circonstances exceptionnelles du dossier* » et estimant que le prévenu, le sous-brigadier de police Jean-Jacques Caillaux, qui avait comparu devant lui le 15 décembre dernier, pour blessures involontaires (*le Monde* du 17 décembre 1980), « *pouvait légitimement croire qu'il faisait une intervention dangereuse* », le tribunal correctionnel d'Orléans a condamné celui-ci, le lundi 12 janvier, à quatre mois de prison avec sursis.

Le 9 novembre 1979, M. Caillaux n'avait pas hésité à tirer, le blessant gravement en plein visage, sur M. Claude François, alors âgé de vingt ans, l'automobile à bord de laquelle il avait pris place ayant été signalée par erreur, par l'ordinateur central, comme étant un véhicule volé (*le Monde* du 13 novembre 1979), mais les responsabilités des fonctionnaires chargés du fichier des voitures volées n'ont pas été déterminées, bien que le substitut du procureur les ai retenues lors de l'audience du 15 décembre.

Lors du procès, M. Caillaux avait indiqué que le coup de feu était parti accidentellement, alors qu'il tenait en joue M. François, qu'une patrouille de nuit venait d'interpeller aux fins de contrôle. — *(Corresp.)*

● *France Roche*, journaliste chargée des questions culturelles à Antenne 2, a décidé d'intenter un procès en dommages et intérêts à cette société pour « *atteinte à sa dignité professionnelle* » et « *discrimination sexuelle* ». Elle proteste contre la nomination de Georges Begou comme chef du service culturel, refusant d'être placée « *sous les ordres d'un journaliste qui n'a pas son expérience professionnelle* ».

● *Le corps d'une sixième victime*, tuée lors de l'explosion qui a partiellement détruit un immeuble d'habitation de Marseille, dans la soirée du dimanche 11 janvier (*le Monde* du 13 janvier), a été retrouvé par les marins-pompiers, qui s'emploient toujours à déblayer et à fouiller les décombres.

● *Un engin incendiaire* a endommagé, mardi 12 janvier vers 5 h. 30, la façade de la « Librairie française », spécialisée dans les ouvrages d'extrême droite, rue de l'Abbé-Grégoire à Paris (6e). Dans un appel à l'agence France-Presse, une organisation dite Front antinazi (FAN), inconnue des services de police, a revendiqué cet attentat. La semaine dernière, une tentative d'attentat devant la même librairie, dont le gérant est M. Jean-Gilles Malliarakis, avait échoué.

UN INDÉSIRABLE

José Matos Texeira est Portugais. Il a dix-sept ans, il est lycéen et est venu rejoindre il y a cinq ans sa famille installée depuis 1968 à Bois-Colombes (Hauts-de-Seine). Comme les jeunes gens de son âge, il sera bientôt demandeur d'emploi. C'est ce qui explique sans doute l'ahurissant « refus de séjour » que vient de lui notifier la préfecture des Hauts-de-Seine : « M. José Matos Texeira (...) n'est pas autorisé à résider en France pour le motif suivant : le logement occupé par l'intéressé, ses parents et ses trois frères et sœurs n'est pas conforme aux normes requises, la superficie étant de 44 m2 au lieu des 61 m2 exigés. »

Il restait seize jours, ce mardi 13 janvier, à José Matos Texeira pour s'exécuter, ou au préfet des Hauts-de-Seine pour revenir sur sa décision.

Un colonel français en retraite est assassiné à Bruxelles.

Bruxelles. — Un colonel français en retraite, le comte Gabriel de Grancey, cinquante-trois ans, a été tué de deux balles de pistolet tirées à bout portant, dans la soirée du 10 janvier. L'assassin a réussi à prendre la fuite. Mais l'amie du colonel a pu donner le signalement du meurtrier. Celui-ci a ouvert la porte de la voiture au moment où M. de Grancey allait pénétrer dans son garage, et il a tiré. On ignore pour l'instant les mobiles de ce crime.

Le colonel de Grancey venait de terminer sa carrière à l'OTAN. Il avait participé aux guerres d'Indochine et d'Algérie et avait été grièvement blessé au cours d'un saut en parachute. Il vivait à Bruxelles depuis le mois d'août 1980 et devait être prochainement engagé par une firme américaine. — *(Corresp.)*

● *Nomination de magistrats.* — *Le Journal officiel* du 12 janvier a publié une liste de nominations de magistrats. Sont nommés conseillers à la Cour de cassation : MM. René Bonneau, premier président de la cour d'appel de Basse-Terre, Charles Petit et Robert Donnadieu, présidents de chambre à la cour d'appel de Paris. *Le Journal officiel* fait état de la nomination de trois premiers présidents : à Basse-Terre, M. Robert Jouffrault, conseiller à la cour d'appel de Paris ; à Orléans, M. Jacques Petit, président de chambre à la cour d'appel de Pau ; à Dijon, M. Marc Aveline, président du tribunal de grande instance de Nantes.

M. Pierre de Varga est transféré à l'Hôtel-Dieu.

M. Pierre de Varga, inculpé de complicité de meurtre dans l'affaire de Broglie, vient d'être transféré à la salle Cusco de l'Hôtel-Dieu à Paris, afin d'être soigné plus efficacement qu'à l'hôpital des prisons de Fresnes. La décision a été prise par la chambre d'accusation de la cour de Paris saisie du supplément d'information sur l'assassinat de Jean de Broglie. Les médecins-experts désignés le 19 décembre 1980, le professeur Fernand Plas, les docteurs Raymond Martin et Bernard Mündler, estiment en effet que l'état du prisonnier — qui souffre notamment de diabète — n'est plus compatible avec la détention dans les conditions où elle était jusqu'alors réalisée.

Le mois dernier, d'autres médecins-experts, les docteurs Jacques Jonquère, Robert Riveline et Raymond Sauvan, avaient jugé que l'état de M. de Varga était de plus en plus précaire. Au contraire, le docteur Solange Troisier, médecin-inspecteur de l'administration pénitentiaire, avait estimé que M. de Varga pouvait rester à Fresnes. La chambre d'accusation doit se prononcer prochainement — vraisemblablement le 21 janvier — sur la dernière des demandes de mise en liberté de l'inculpé.

● *Cinq objecteurs de conscience interpellés.* — Cinq militants du mouvement OP 20, quatre jeunes gens et une jeune fille, qui avaient brièvement occupé le consulat des Pays-Bas à Tours (Indre-et-Loire), le samedi 10 janvier en début d'après-midi, pour que ce pays accepte d'accorder le droit d'asile à tous les objecteurs de conscience, ont été interpellés par la police et inculpés pour « *action concertée à force ouverte* » et pour « *propagande illégale* ». Ils ont été relâchés le dimanche 11 janvier. Leur identité n'a pas été révélée.

LA POLICE IDENTIFIE LE CORPS MUTILÉ D'UNE ÉTUDIANTE DÉCOUVERT DANS UNE UNIVERSITÉ PARISIENNE.

Le corps mutilé, découvert le 30 décembre 1980 dans la salle de dissection de la faculté de médecine de la rue des Saints-Pères (6e), a été identifié. Il s'agit de celui d'une jeune femme âgée de dix-neuf ans, Carole Simon, étudiante, dont les parents avaient signalé la disparition, à partir du 23 décembre, en faisant publier à plusieurs reprises par des journaux parisiens la photographie et le signalement de leur fille.

Après la découverte du corps de Mlle Simon, l'examen du registre où sont consignées les entrées de cadavres destinés aux travaux de dissection avait permis d'établir qu'il s'agissait sans doute d'un meurtre. Le cadavre n'avait pas de tête et les empreintes digitales avaient été rendues « illisibles » par l'immersion des doigts dans une substance caustique. C'est l'examen radiographique des cicatrices que portait Mlle Simon qui a permis de l'identifier.

PRESSE

● *Un club de la presse* a été créé, lundi 12 janvier à Grenoble, à l'initiative de journalistes de la presse locale et des représentants de la presse nationale dans le département de l'Isère. Ceux-ci ont élu à la présidence du Club de la presse de Grenoble M. Marc Francioli, rédacteur en chef adjoint du *Dauphiné libéré*.

Ce club, qui est le treizième du genre créé en France, se propose d'être un point de rencontre et de dialogue, libre de toute attache politique, philosophique ou religieuse. — *(Corresp.)*

SPORTS

Aux championnats d'Europe à Thônes (Haute-Savoie)

Le « bob » prend la route

De notre correspondant

Thônes. — Organisateurs des premiers championnats d'Europe de bobsleigh sur route, les Français ont remporté, à Thônes (Haute-Savoie), la plupart des titres. En bob à deux, trois équipages français figurent en tête du classement (B. Granger-H. Sirvani, B. Creuzet-D. Barachin, L. Briffod-A. Carrara). Quant aux équipes de bob à quatre, elles ont obtenu des médailles d'or et d'argent sur la piste naturelle de Manigod.

Ces victoires assez inattendues confirment le renouveau du bobsleigh en France. La Fédération française de bob ne compte encore que deux cents membres, mais son président, M. Jacques Christand, affirme que plus d'un millier de personnes frapperaient à la porte de sa fédération si la France disposait de plusieurs pistes artificielles pour s'entraîner. Il rappelle que la construction de la piste olympique de L'Alpe-d'Huez — piste en béton — qui coûta à l'époque près de 10 millions de francs — a vu son dernier utilisateur s'élancer le jour du passage du dernier concurrent des Jeux olympiques. Depuis 1968, jamais plus elle ne fut utilisée. Sa mauvaise exposition qui faisait fondre la glace nécessita d'ailleurs l'organisation des épreuves de nuit. Mais l'installation d'un système de réfrigération aurait pu assurer un fonctionnement normal.

Privés de cet équipement, les Français durent, pendant une dizaine d'années, s'entraîner sur des pistes étrangères, notamment à Cortina-d'Ampezzo (Italie) et à Saint-Moritz (Suisse) qui disposent d'installations réputées.

C'est en réhabilitant, à partir de la saison hivernale 1977-1978, la pratique du bob sur piste naturelle — route — que les Français ont redonné une chance à cette discipline qui, jusqu'alors, ne comptait qu'une quarantaine de « fanatiques ». Les clubs, qui sommeillaient, réaménagèrent quelques-unes des anciennes « routes » jusqu'alors délaissées : Manigod-Thônes ; Macôt-La Plagne ; Briançon. « *Le bob, ce fut au départ la glissade sur route enneigée à travers la forêt ; il fallait y revenir et redonner à une pratique populaire l'ampleur qu'elle a connue à la fin du siècle dernier chez nos montagnards* », souligne le président. Les étrangers, à partir de 1978, ont d'ailleurs suivi le même « chemin » en se remettant à la pratique du bob sur route. C'est un excellent moyen d'adaptation à cette discipline exigeante, notamment sur piste artificielle, où la vitesse atteint souvent 140 kilomètres-heure, alors que, sur route, elle ne dépasse jamais 90 kilomètres-heure.

Mais la Fédération a également pris l'initiative de réaménager la piste artificielle de luge construite pour les J.O. de 1968 à Villard-de-Lans (Isère) afin de pouvoir disputer sur cette piste des compétitions de bob. Longue de 1 200 mètres, elle disposera prochainement d'un système de réfrigération de ses parois de béton. Villard-de-Lans deviendra ainsi le principal centre d'entraînement pour le bob et pour la luge. Cette dernière Fédération, qui ne compte qu'une dizaine de licenciés, va prochainement s'associer au bobsleigh et former un comité national unique bob-luge. La luge, dont la pratique est autorisée à partir de dix ans, alors qu'il faut attendre seize ans pour disputer une compétition de bob, assurera une excellente préformation des futurs bobbeurs français. Enfin, la ville de Thônes (Haute-Savoie) désire elle aussi s'équiper d'une piste artificielle de bobsleigh.

CLAUDE FRANCILLON.

TENNIS

En finale du Masters féminin TRACY AUSTIN BAT ANDREA JAEGER

Les deux Américaines finalistes du Masters disputé lundi 12 janvier à Landover, dans l'Etat du Maryland aux Etats-Unis, n'ont pas trente-quatre ans à elles deux. La gagnante, et l'aînée, Tracy Austin, dix-huit ans, a nettement battu (6-2, 6-2) en finale la cadette, Andrea Jaeger, quinze ans et demi, à qui il reste la satisfaction d'être la première joueuse au monde à avoir atteint un tel niveau à cet âge.

Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

L'ADN ne contient pas que des gènes

A quoi sert le reste ?

Le code génétique des cellules vivantes est porté par de longues molécules d'acide désoxyribonucléique (ADN). On sait aujourd'hui identifier, sur ces longues chaînes en double hélice, les gènes qui portent le message spécifique permettant la synthèse de telle ou telle protéine (en raccourci, les chercheurs parlent de gènes qui codent pour une protéine).

Depuis longtemps déjà, les biologistes ont cherché à savoir pourquoi il semble y avoir plus d'ADN que nécessaire ; pourquoi, entre les gènes proprement dits (ou, comme on le verra, entre morceaux d'un même gène), qui contiennent bien à eux seuls toute l'information nécessaire à la synthèse des protéines, se trouvent de larges zones à première vue sans signification.

A quoi servent ces zones, particulièrement nombreuses chez les organismes dont la cellule possède un noyau (eucaryotes) ? Il y a beaucoup d'hypothèses possibles, mais peu de certitudes, car les expériences qui permettraient d'en savoir plus sont souvent infaisables et toujours difficiles. Pourtant les chercheurs progressent et commencent à élucider le rôle de certaines de ces zones apparemment inutiles.

Mais on peut douter qu'ils parviennent à tout expliquer, et d'autres chercheurs ont formulé une hypothèse, surprenante au premier abord, mais cependant très défendable : l'ADN inutile est vraiment inutile. Certaines parties de la molécule sont des sortes de parasites qui n'ont pas d'autre fonction que de se reproduire, et qui, au cours de l'évolution, se sont accumulés dans l'ADN. On a qualifié d'égoïste cet ADN parasite. Le mot est peut-être mal choisi, mais il exprime bien que cet ADN ne fait qu'assurer sa propre reproduction.

Des mécanismes de contrôle

LE rôle des parties de l'ADN qui codent une protéine est clair. La vie est un ensemble de réactions chimiques complexes, et chacune d'elles est contrôlée (catalysée) par un ou plusieurs de ces assemblages d'acides aminés que sont les protéines. Fabriquer un être vivant, c'est essentiellement fabriquer en quantités *judicieuses* les protéines qui le constituent. Il faut emmagasiner quelque part l'information les concernant, et c'est le rôle de l'ADN. Cette idée simple est insuffisante puisqu'on sait, depuis quelques années, qu'une bonne partie de l'ADN — parfois la presque totalité — ne code pas pour des protéines.

A quoi sert cet ADN ? Une réponse partielle a été apportée chez les organismes inférieurs, les procaryotes, dont la cellule n'a pas de noyau. Les travaux de MM. François Jacob, Jérôme Monod et André Lwoff ont ainsi mis en évidence l'existence sur la molécule d'ADN, en amont du gène dans le sens de lecture du code, de « promoteurs », portions d'ADN qui jouent un rôle dans la manière dont l'enzyme chargée de la lecture de l'ADN reconnaît le début du gène, et qui participent à la régulation de la synthèse des molécules.

Chez les eucaryotes, organismes supérieurs qui ont un noyau, le rôle que peuvent jouer certaines séquences d'ADN apparemment « muettes » est encore très loin d'être élucidé. Mais les progrès des techniques expérimentales, qui permettent notamment le décryptage complet de séquences d'ADN, ont ouvert des voies nouvelles qui commencent à porter leurs fruits. Deux exemples le montrent bien : ils restent partiels, et on est loin d'une explication générale, mais ils semblent montrer que la situation pourrait rapidement évoluer dans les prochaines années.

La « TATA box »

Chez les procaryotes, on a clairement identifié qu'en amont des gènes existaient de courtes séquences d'ADN jouant le rôle de promoteurs. En toute logique, on pouvait penser que de telles séquences pourraient aussi exister chez les eucaryotes. C'est ce qu'ont recherché, ces deux dernières années, plusieurs équipes dans le monde, et, en particulier, en France, celle du professeur Pierre Chambon, qui dirige un laboratoire de biologie moléculaire commun au Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) et à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) à la faculté de médecine de Strasbourg.

La molécule d'ADN, rappelons-le, est constituée d'une double hélice dont les brins portent, dans un ordre qui détermine le message génétique, quatre bases : l'adénine, symbolisée par la lettre A, la guanine (G), la thymine (T) et la cytosine (C). Les deux brins de l'hélice ont leurs bases en correspondance deux à deux : en face d'un A, sur un des brins, on trouve toujours un T (et réciproquement), tandis que s'associent G et C. La suite des bases constituant un brin (par exemple ATCAG..., etc.) détermine de manière univoque l'autre brin (qui portera alors TAGTC..., etc.) ; c'est d'ailleurs cette complémentarité qui permet la duplication de la molécule d'ADN : à partir d'un seul des deux brins peut être reconstruite la molécule tout entière, qui conserve le même message génétique, la même suite de lettres prises dans ce mini-alphabet à quatre éléments. On sait aujourd'hui assez facilement et rapidement lire le message complet de grands morceaux d'ADN (en fait, on ne garde que le « texte » de l'un des deux brins, puisque l'autre s'en déduit facilement).

Les chercheurs se sont donc penchés sur le message porté par l'ADN en amont de divers gènes connus. Le premier indice a été découvert par deux chercheurs américains, qui ont montré que environ trente lettres (correspondant donc sur la double hélice à trente paires de base) avant les lettres qui marquent le début de plusieurs gènes décryptés on trouvait une suite de lettres, une « boîte » (*box* en anglais), pour utiliser la terminologie des spécialistes, très riches en A et T, et assez généralement de la forme TATA...

Cette « TATA box » semble jouer un rôle important dans la transcription du message génétique. La transcription consiste en la fabrication, à partir de la matrice que représente un brin d'ADN, d'un brin d'une chaîne d'une molécule assez voisine, l'acide ribonucléique (ARN). L'ARN est une molécule à simple brin, dont l'âme est, comme celle de l'ADN, constituée de quatre bases, dont trois (A, C, G) sont communes avec celles de l'ADN, la quatrième étant l'uracile (U), qui remplace la thymine. Grâce à l'action de protéines spécialisées, des enzymes baptisées ARN-polymérases, la molécule d'ARN est synthétisée sur le moule que constitue un brin d'ADN (par exemple l'ADN ATCAG... donnerait naissance à un ARN UAGUB...) et contient donc, à son tour, le message. C'est cette molécule d'ARN, appelée ARN-messager, qui sera ensuite utilisée comme programme d'instructions pour la synthèse des molécules.

Une « boîte » du même type avait été mise en évidence, il y a plusieurs années, chez les procaryotes : on y a, en effet, montré la présence, environ dix lettres avant le début du gène, de séquences du type TATA ou TAAA. Le résultat n'était donc pas surprenant.

La « TATA box », plusieurs expériences réalisées soutiennent *fortement* cette hypothèse, pourrait servir à indiquer aux ARN-polymérases à quel endroit, à une trentaine de paires de bases en aval, elles doivent commencer leur travail de transcription. L'équipe du professeur Chambon a, par exemple, dans une série d'expériences, montré que si l'on enlevait une partie de la « TATA box », la synthèse de la protéine semblait se dérégler, et pouvait débuter à peu près à n'importe quel point autour du début « normal » du gène.

Transcription différée

Tout semble, en fait, se passer comme si la « TATA box » servait à indiquer que le début de la transcription doit avoir lieu trente paires de base, trente lettres, en aval de sa position : pour le confirmer, les chercheurs strasbourgeois ont, par exemple, construit des ADN où la « TATA box » était plus proche, de six paires, des débuts normaux du gène : ils ont montré que la transcription avait bien lieu, mais commençait six paires de base plus loin... Si, d'autre part, on modifie la « TATA box » en remplaçant le deuxième T par un G, les molécules d'ARN-polymérases paraissent à nouveau incapables de reconnaître le début du gène.

La « TATA box » semble bien ne pas être la seule structure en amont du gène qui joue un rôle dans la reconnaissance du site d'initiation de la transcription.

XAVIER WEEGER.

(Suite page 12.)

EN TOUTE LOGIQUE

Un carré pour le compas

PROBLEME N° 190

En absence de règle, un compas seul permet de réaliser un bon nombre de constructions géométriques. Ainsi, un exploit célèbre (publié ici il y a quelques années) consiste à retrouver le centre d'un cercle déjà tracé.

Faisons plus simple aujourd'hui. Comment, à l'aide d'un compas seul, tracer un cercle et déterminer sur son pourtour les quatre sommets d'un carré ?

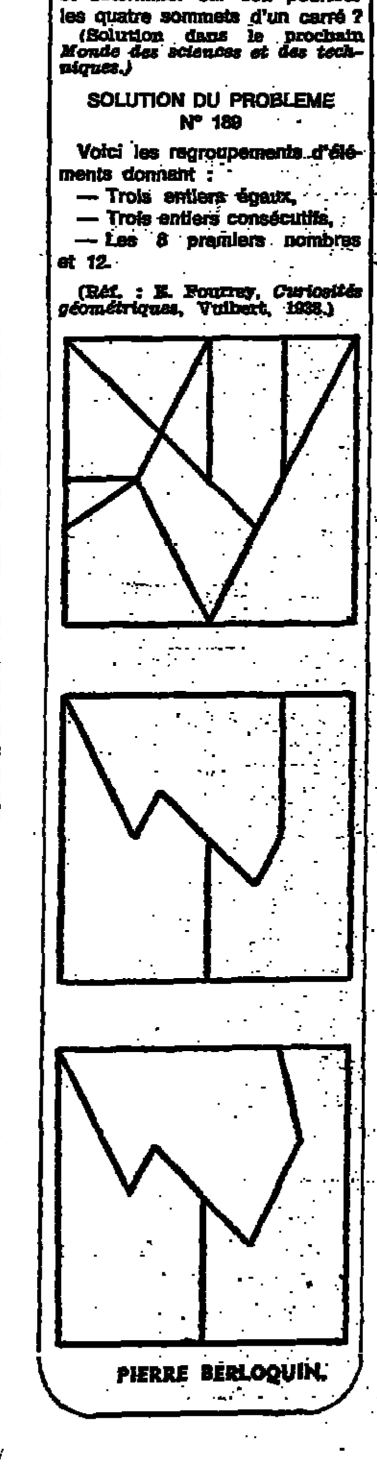
(Solution dans le prochain *Monde des sciences et des techniques*.)

SOLUTION DU PROBLEME N° 189

Voici les regroupements d'éléments donnant :

— Trois entiers égaux,
— Trois entiers consécutifs,
— Les 8 premiers nombres et 12.

(Réf. : E. Fourrey, *Curiosités géométriques*, Vuibert, 1938.)



PIERRE BERLOQUIN.

Un système égoïste

LE gène est-il « égoïste » ? L'ADN est-il « égoïste » (1) ? Les deux questions paraissent insensées au premier abord. Est-il raisonnable d'utiliser ce terme pour qualifier un agencement moléculaire ? Et n'est-il pas *contestable* d'introduire, fût-ce par le biais du vocabulaire, des notions *morales dans une science*, la biologie, qui a eu tant de mal à prendre ses distances à l'égard des religions. Pour bon nombre de gens — et pour quelques gouvernants — la Genèse reste un traité de biologie. Et l'affaire Lyssenko a montré qu'une « religion » plus récente n'avait pas moins tendance à imposer son idéologie à la science de la vie.

Pourtant ces deux questions ont été posées, et par des plumes « autorisées ». *Le Gène égoïste* est le titre d'un livre de Richard Dawkins, professeur de zoologie à Berkeley, puis à Oxford (2). « *L'ADN égoïste* » a fait la couverture d'un *numéro* de la très sérieuse *revue* britannique *Nature*, et plusieurs articles ont débattu de l'importance, de l'intérêt et éventuellement des dangers de cette notion.

Des séquences répétées

Tout est venu de la *découverte* qu'une bonne part de l'ADN des cellules eucaryotes — cellules possédant un *noyau* — ne sert pas à coder la synthèse des protéines. Cela a conduit aux *notions d'exons* et d'introns (voir l'article ci-contre). La comparaison détaillée de l'ADN contenu dans le noyau cellulaire et des ARN-messagers qui sont copiés sur lui et qui passent dans le cytoplasme — où a lieu la synthèse des protéines — montre que les copies sont partielles ; certaines parties de l'ADN, les exons, sont copiées dans l'ARN-messager. Entre les exons se trouvent des zones, les introns, qui ne sont pas copiés, et dont le rôle n'est pas connu, bien qu'on commence à *avoir quelques* informations sur ce point. Le gène, si on le définit comme l'ADN porteur d'information programmée, est donc découpé *en une suite d'exons* qui ne représente souvent qu'une faible partie de l'ADN contenue dans le noyau.

Le reste de l'ADN — qu'il s'agisse des introns, à l'intérieur des gènes, ou de régions situées entre les gènes, — n'est pas traduit en protéines et n'a donc pas d'action directe sur le phénotype (3). Cet ADN « inutile » contient fréquemment des séquences qui se *retrouvent* identiques, ou presque identiques, en plusieurs endroits. D'où l'idée que ces séquences ont pour seul « rôle » de se multiplier dans l'ADN, et donc de se *maintenir* dans les générations successives. La répétition d'une séquence à plusieurs exemplaires est, en *effet*, une bonne assurance contre sa *destruction* par les diverses mutations qui peuvent modifier l'ADN. Ces mutations modifieront l'un des exemplaires, mais *non tous*. Ces séquences « égoïstes » seraient ainsi de véritables parasites qui n'ont aucun rôle fonctionnel, *mais colonisent* l'ADN comme les parasites le font pour un organisme vivant. Cette idée est clairement *défendue* dans un article de MM. Leslie Orgel et Francis Crick, sous le titre « L'ADN égoïste : le parasite ultime ».

A l'appui de cette hypothèse, les auteurs *donnent* plusieurs arguments. Le meilleur est sans doute que les *mécanismes* de sélection ne peuvent éliminer un tel *parasite*, et qu'il n'a a donc rien d'étonnant à ce qu'il se multiplie. En effet, la sélection naturelle agit sur le phénotype, et, par le biais de celui-ci, sur le génotype ; si un exon subit une mutation, la protéine dont il dirige la synthèse sera modifiée ; le plus souvent cette modification la rend incapable de jouer le rôle qui doit être le sien, d'où un disfonctionnement de l'organisme, qui peut empêcher sa reproduction, et *donc* la transmission de la mutation aux générations *futures*. On explique ainsi la permanence des *gènes*, ou plus précisément de leurs parties « utiles » que *sont* les exons.

Des surplus

En revanche, un fragment d'ADN qui n'est pas traduit en protéine échappe à cette pression de sélection et peut se modifier *ou* se multiplier sans que ces transformations tirent à conséquence. Un allongement *inutile* de l'ADN, par répétion de fragments sans rôle fonctionnel, augmente légèrement le coût énergétique de la reproduction de cet ADN — mais ce coût est faible *par* rapport à celui de la synthèse des protéines et ne paraît pas devoir constituer un désavantage marqué. D'ailleurs, on connaît des êtres vivants, comme les salamandres, dont les cellules contiennent vingt fois plus d'ADN que les cellules humaines. Rien ne laisse supposer que l'organisme de la salamandre ait besoin de synthétiser vingt fois *plus* de protéines différentes que n'en utilise l'organisme humain. Le surplus d'ADN des salamandres est donc apparemment inutile — *en* tout cas inutile pour coder des protéines — et pourrait résulter de la prolifération de fragments « égoïstes ».

Déjà, l'ADN humain paraît d'une longueur injustifiée : en terme de lettres du code génétique, c'est un mot de trois milliards de lettres, qui dirige la synthèse d'environ quarante mille protéines. Or pour coder quatre *mille* protéines, soit dix *fois* moins, la bactérie *Esterichia Coli* n'a besoin que de quatre *millions* de lettres ; à moins que les protéines humaines ne soient en *général* beaucoup plus volumineuses que les protéines bactériennes — ce que rien ne vient corroborer — cette comparaison suggère qu'il n'y a guère que 1 % de l'ADN *humain* qui soit utilisé pour diriger la synthèse des protéines. Le reste n'a *pas de* rôle connu et, là encore, la multiplication au cours de l'évolution de fragments « égoïstes » est une hypothèse séduisante pour rendre compte de cet ADN apparemment inutile.

Il est, d'ailleurs, facile d'imaginer des mécanismes permettant cette prolifération de fragments « égoïstes » d'ADN. On connaît chez les bactéries (cellules procaryotes) des séquences « transposables » qui peuvent migrer d'une molécule d'ADN à une autre, et qui sont d'ailleurs utilisées par les chercheurs à des fins de manipulations génétiques. On impute aussi à ces « *transposons* » l'apparition de bactéries résistantes aux antibiotiques. Dans le cas des cellules *eucaryotes*, les mécanismes qui *permettraient* de déplacer un fragment d'ADN d'une partie à l'autre de la *chaîne* ne sont pas connus, mais on peut supposer qu'ils sont les analogues de ceux qui déplacent les transposons chez les bactéries.

Coût énergétique et sélection

L'idée qu'il existe dans l'ADN des fragments « égoïstes », dont la structure facilite leur propre multiplication et *qui n'ont* aucun rôle fonctionnel, est donc une idée raisonnable. Elle n'est pourtant pas unanimement acceptée.

L'un des arguments opposés au concept d'ADN égoïste est qu'il semble exister une relation entre la taille de l'ADN contenu dans le noyau et le volume de la cellule : les organismes ayant plus d'ADN ont, en général, des cellules plus grandes. Une plus grande cellule implique une plus grande synthèse protéique. Celle-ci peut être favorisée par la duplication de certains gènes, mais aussi par la présence d'ADN ne codant pour aucune *protéine*, mais qui imposerait à la molécule une forme et une disposition facilitant la « transcription » — *c'est-à-dire* la synthèse de l'ARN-messager, intermédiaire *obligé* de celle des protéines. Cette *transcription*, encore *mal élucidée*, ainsi que la traversée de la membrane nucléaire *par* les ARN-messagers, est probablement influencée par le volume et la forme de l'ADN du noyau.

On a aussi contesté que de l'ADN non fonctionnel puisse se maintenir au cours des générations successives. Même si *le* « coût » énergétique que paie la cellule pour reproduire cet excès d'ADN est faible, il doit se traduire par un léger désavantage *pour* l'organisme, et la sélection naturelle devrait le faire disparaître. Il y a des êtres vivants *dont* certaines cellules, au cours du développement, éliminent *une partie* de leur ADN — *mais* l'ADN entier est conservé dans les cellules qui participent à la reproduction. *Cela* montre que des *mécanismes* existent pour éliminer un ADN excédentaire, et suggère que si cet ADN est conservé dans la lignée germinale, c'est qu'il a *un* rôle à jouer, et n'est donc pas « égoïste ».

Une question ouverte

Des arguments différents sont avancés par des spécialistes de l'évolution. Une difficulté *majeure* a toujours été de comprendre comment des changements importants, comme l'apparition d'une nouvelle espèce, peuvent résulter d'une succession de *mutations dont* chacune n'induit qu'un changement mineur, et le plus souvent défavorable.

L'ADN en excès pourrait être un réservoir où s'accumuleraient des *mutations*, qui donneraient éventuellement naissance à un *nouvel* ensemble de gènes. Cette hypothèse est séduisante, mais sauf à doter l'organisme vivant d'une « volonté d'évoluer », à laquelle personne ne croit, elle n'explique pas pourquoi la cellule ne se débarrasse pas de cet ADN exédantaire avant qu'il n'ait trouvé un rôle.

Une hypothèse voisine est de voir dans l'ADN sans fonction un reste des *gènes* utilisés lors des étapes anciennes de l'évolution, gènes qui auraient perdu leur *rôle* fonctionnel, mais qui seraient restés présents — plus ou moins délabrés — dans la molécule d'ADN.

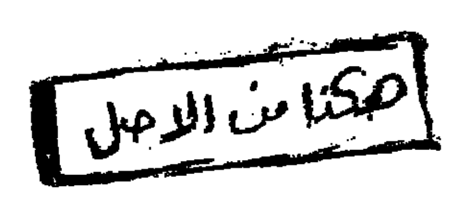
MAURICE ARVONNY.

(Suite page 12.)

(1) C'est ainsi que nous traduisons ici le mot anglais *selfish*.

(2) Une traduction française est parue aux éditions Mengès. La notion de gène égoïste, exposée par Richard Dawkins, traduit essentiellement l'idée que les êtres vivants sont des machines à perpétuer les gènes, et n'est pas directement liée au concept d'ADN égoïste.

(3) Le phénotype est l'ensemble des caractères de l'être vivant. Il est déterminé en partie par le génotype qui est le patrimoine héréditaire de l'individu, et qui, seul, est transmissible à sa descendance. Le fait que le phénotype — sur lequel porte la sélection — et le génotype — qui est transmis — soient largement indépendants l'un de l'autre est la source de nombreuses difficultés, et parfois de contresens, dans la théorie de l'évolution.



Des mécanismes de contrôle

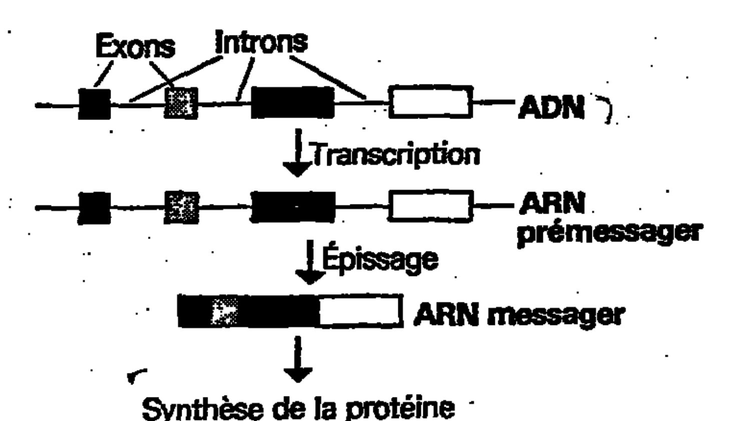
(Suite de la page 11.)

Et, apparemment, il faut dans certains cas, remonter très loin en amont du site : certaines séquences particulières, certaines suites de lettres que l'on trouve à environ cent trente paires de base en amont, paraissent elles aussi indispensables : la transcription disparaît presque totalement si on les supprime.

De nombreuses recherches seront, sans doute, encore nécessaires pour éclaircir les mécanismes complexes qui expliquent ces résultats (1). Surtout que ces derniers ne concernent, pour l'instant, qu'une certaine classe de gènes. Pour une autre classe, qui utilise un type différent d'ARN-polymérase, on a par exemple montré que l'initiation était parfois sous le contrôle de séquences se trouvant au milieu du gène, et non en amont, dans une séquence (un intron) qui ne sert pas au codage de la molécule. Il faudra sans doute, pour comprendre ce qui se passe, mieux élucider la manière dont la molécule d'ARN-polymérase, qui réalise la transcription, ou d'autres molécules capables de jouer un rôle de déclenchement (par exemple certaines hormones sous le contrôle desquelles est placée la synthèse de certaines protéines) peuvent reconnaître tel morceau d'ADN et éventuellement se fixer sur lui.

Les mosaïques

Les gènes des organismes supérieurs sont des « mosaïques », a-t-on découvert il y a trois ans ; à la différence des gènes de procaryotes d'un seul tenant, ils sont en morceaux : entre le début et la fin du gène, on trouve, en effet, chez les eucaryotes, entre les morceaux d'ADN « utiles » qui servent effectivement de programme pour la synthèse de la protéine, et que l'on a baptisés *exons*, des séquences qui ne servent pas au codage. Ces *introns*, comme on les appelle aujourd'hui, disparaissent entre la première copie de l'ADN, qui donne un « ARN-prémessager » — copie complète de l'ADN, introns compris — et le début de la synthèse, qui utilise comme programme l'ARN-messager. Celui-ci dérive directement de l'ARN-prémessager, qui, dans une étape de maturation que l'on appelle l'« épissage », perd ses introns (voir le schéma ci-dessus). Quel est le rôle des introns ? Comment se réalise l'épissage ? Plusieurs équipes travaillent activement la question.



Il y a près d'un an, dans une note remise à l'Académie des sciences (*le Monde* du 30 janvier 1980), une explication était proposée par M. Piotr Slonimski, directeur du Centre de génétique moléculaire du C.N.R.S. à Gif-sur-Yvette. Ce chercheur suggérait que les introns, ou du moins certains d'entre eux, puissent servir, dans le noyau cellulaire, au codage d'une protéine servant, à la fois, à réaliser l'épissage et à assurer le transfert de l'ARN-messager à travers la membrane du noyau, de l'intérieur de celui-ci au corps de la cellule, le cytoplasme, où se fait la synthèse protéique.

M. Slonimski, qui utilise comme modèle expérimental une levure et ses très nombreux mutants, vient de publier dans la revue américaine *Cell* un long article qui montre que, dans une sous-unité de la cellule différente du noyau (la mitochondrie), existe effectivement une protéine, codée par un exon et un intron successifs, et responsable de l'épissage de l'ARN qui code pour une protéine importante, un cytochrome.

La mitochondrie, qui joue un rôle particulier dans la respiration — sur laquelle peuvent influer certaines mutations — a un caractère un peu particulier. Le codage des protéines se fait par l'intermédiaire de « mots » de trois lettres, dont certains spécifient les acides aminés qui seront assemblés pour former la protéine (l'un pouvant « signaler » aussi le début du gène) tandis que d'autres mots (les généticiens parlent de *codons*) arrêtent la synthèse (des signaux stops) ; une dernière catégorie, enfin, n'a pas normalement de signification : ces codons sont dits « non sens ». Dans le noyau, le codon UGA est un « codon non-sens », mais pas dans la mitochondrie, où il code pour l'acide aminé tryptophane.

L'équipe du professeur Slonimski avait, avec d'autres, noté que, dans les introns de l'ADN des levures, et d'autres eucaryotes, on trouvait — en postulant que, comme dans la mitochondrie, UGA avait un sens — de très longues séquences pouvant coder des protéines ; et les calculs de probabilité montraient qu'il y avait une infime chance que ce soit le fait du hasard, que cela ne corresponde pas à une séquence réellement utilisée.

Tel est donc bien le cas dans la mitochondrie de levure. Selon les travaux de M. Slonimski et de ses collaborateurs, l'épissage de l'ARN-messager dans la mitochondrie se déroule suivant une suite de séquences du type suivant : le gène complet (7 000 à 8 000 lettres du code) est entièrement retranscrit pour donner l'ARN-prémessager. Probablement sous l'action d'une protéine provenant du noyau, le premier intron est éliminé — « excisé », disent les biologistes. L'ARN intermédiaire ainsi formé commence à être lu : les deux premiers exons, qui ont fusionné, et une partie du deuxième intron dirigent la synthèse d'une protéine, baptisée *maturase*. Celle-ci, à son tour, dirige l'épissage du deuxième intron.

On a d'ailleurs là un phénomène assez curieux, puisque cette protéine sert à éliminer de l'ARN une séquence indispensable à sa propre fabrication ! Une seule molécule de maturase pouvant fort bien servir à épisser de nombreuses molécules d'A.R.N., elle empêche que soient fabriquées d'autres molécules semblables à elle-même. Cela explique d'ailleurs, selon M. Slonimski, pourquoi il n'a pas encore été possible d'isoler, dans des mitochondries normales, cette maturase. En revanche, *souligne-t-il*, on la voit apparaître chez certains mutants : si, en effet, on postule que, du fait d'une mutation dans l'intron, c'est une maturase anormale qui est fabriquée, incapable de jouer son rôle d'épissage, la maturase va s'accumuler, puisque les molécules d'ARN vont garder l'intron ; et, effectivement, on observe chez certains mutants ce *phénomène d'accumulation*.

Le modèle que propose M. Slonimski, qui paraît bien étayé, n'est évidemment pas généralisable. Surtout que l'essentiel du travail a été fait sur ce sous-ensemble cellulaire bien particulier qu'est la mitochondrie. Mais il ne fait guère de doute que, dans cette direction, vont être développés bien des travaux qui ont toutes les chances, en approfondissant les connaissances, de montrer que bien des séquences d'ADN à première vue inutiles jouent, en fait un rôle important dans les mécanismes cellulaires de base.

XAVIER WEEGER.

(1) Nous avons d'ailleurs quelque peu simplifié les explications : les expériences, par exemple, donnent dans certains cas des résultats différents selon qu'elles sont menées sur des cellules vivantes ou, en tube à essai, sur des systèmes artificiels.

Des amphipodes qui viennent de loin

Des petits crustacés, des amphipodes, ont été pêchés vivants dans la fosse marine la plus profonde du monde, le Challenger Deep, situés dans le Pacifique, au sud des îles Mariannes. Cette capture, réalisée à la fin de 1980 par le docteur A. Aristides Yayanos de la Scripps Institution of Oceanography (université de Californie, San-Diego), est la première faite à environ 10 520 mètres de profondeur. Le précédent « record » avait été établi, en 1977, par le docteur Yayanos avec des prises d'organismes marins à environ 5 620 mètres.

Les amphipodes sont maintenant étudiés à la Scripps. Les bactéries cultivées à partir de la décomposition de ces crustacés peuvent donner naissance à une colonie capable de vivre pendant des décennies. Des études de ces bactéries, on peut espérer, curieusement, des applications dans le domaine industriel : ingénierie génétique, production d'enzymes pour accélérer les réactions chimiques sous hautes pressions et température relativement basse : à 10 520 mètres sous la surface de la mer, la pression est un peu supérieure à 1 000 atmosphères et la température est toujours aux environs de 2°C. — Y. R.

Un système égoïste

(Suite de la page 11.)

La question de l'ADN « égoïste » reste ainsi ouverte, et plus généralement celle de savoir s'il peut exister dans les organismes vivants des éléments n'ayant aucun rôle. C'est là une notion qui n'est pas aisément acceptée en raison, sans doute, d'un darwinisme inconscient et peut-être exagéré. On a tendance à penser que la sélection naturelle doit éliminer tout ce qui n'est pas utile à l'être vivant. Or, c'est oublier qu'elle agit sur le phénotype et non sur les gènes.

Lorsqu'un caractère utile dépend de l'action de plusieurs gènes — et c'est souvent le cas — il n'est pas évident que le côté avantageux du caractère implique une augmentation de la fréquence des gènes correspondants : on peut même montrer le contraire dans certains cas. C'est le phénomène de « l'auto-stop » : les gènes voisins ont tendance à être transmis ensemble au cours des générations, et un « bon » gène peut voir sa fréquence dans la population diminuer parce qu'il est proche d'un gène « mauvais » et qu'il est éliminé en même temps que lui. Il n'y a donc finalement aucune objection majeure à ce que prolifère dans l'ADN des fragments « égoïstes » et plus ou moins parasitaires, qui ne jouent aucun rôle dans la vie de l'organisme qui les abrite dans son ADN. Ce qui ne facilite pas la tâche des chercheurs en biologie moléculaire, qui doivent chercher à quoi sert cet ADN sans être même certains qu'il serve à quelque chose.

MAURICE ARVONNY.

Recherche biomédicale fondamentale et recherche clinique

Deux priorités pour l'INSERM

L'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) se porte-t-il bien ? Suffit-il de rappeler qu'il emploie à présent trois mille quatre cents personnes, qu'il coordonne un nombre croissant de recherches, que son budget croîtra, en 1981, de plus de 22 % par rapport à celui de 1980, pour conclure à sa vitalité ? M. Philippe Laudat, qui, depuis deux ans, dirige l'institution vient de dresser un bilan contrasté de ses activités et a dégagé quelques perspectives d'avenir.

L'un des points sombres, a-t-il noté d'emblée, est la persistance des cloisonnements qui inhibent, par nature, la recherche et l'innovation. Un décloisonnement réel de la recherche médicale suppose, a noté M. Laudat, une collaboration accrue entre les équipes du secteur public, celles de l'industrie et celles de l'université. Si cette coopération s'annonce favorable entre les chercheurs des grands instituts publics et l'industrie pharmaceutique, puisque des chercheurs de l'INSERM peuvent désormais passer trois ans renouvelables dans un laboratoire privé, en revanche, il n'en va pas de même avec les milieux universitaires qui, jusqu'à présent, se sont montrés réticents. « *L'INSERM*, a déclaré M. Laudat, *a créé de spostes d'accueil pour des universitaires et des médecins. Au terme de deux ans d'efforts, nous n'avons pas obtenu la réciproque de la part de l'université.* »

C'est aussi dans un esprit de décloisonnement que l'INSERM a lancé des « *programmes de recherches coordonnées* » grâce auxquels une collaboration entre des chercheurs d'obédiences diverses pourra s'instaurer, et qu'il développe des projets de coopération internationale, en liaison avec des laboratoires étrangers.

Les tentatives de décloisonnement devraient aller de pair avec un recentrage des activités de l'institution sur des domaines jugés prioritaires. « *L'époque du saupoudrage est terminée* », a déclaré M. Laudat, avant de citer quelques-uns des axes de recherche qui selon lui devraient faire l'objet d'un effort prioritaire. Ces axes sont détaillés dans un volumineux document (1) retraçant les principales activités de l'institution et les orientations jugées souhaitables.

De ce document, et de ce qu'ont déclaré M. Philippe Laudat et M. Pierre Douzou, président du conseil scientifique de l'INSERM, se dégagent notamment plusieurs jugements critiques sur la recherche médicale telle qu'elle se pratique actuellement en France, et quelques intentions de réorientation.

Des insuffisances criantes

Les critiques les plus vives portent sur « *les insuffisances criantes de la recherche clinique* ». Rappelant que cette dernière est « *l'ensemble des investigations, compatibles avec l'éthique, réalisées chez l'homme normal ou malade* », le rapport n'hésite pas à parler de son « *sous-développement* », et souligne la déplorable indifférence que lui manifeste le milieu hospitalier. Le développement de ce type de recherche « *au lit du malade* », conclut sur ce point le rapport, « *implique des modifications importantes des structures mais aussi des modifications de mentalités* ».

Un jugement sévère est, d'autre part, porté sur l'état de l'épidémiologie en France, discipline qui seule peut permettre de juger de l'état sanitaire d'une population. Certes, lit-on dans le rapport, on sait que les maladies cardio-vasculaires provoquent à elles seules 40 % des décès ; les maladies respiratoires 10 % (dont un tiers par cancer du poumon) ; que dix mille malades vivent grâce à la dialyse ou à une greffe de rein. On sait aussi que la pathologie rhumatismale fait perdre vingt millions de journées de travail par an et entraîne 16 % de retraites anticipées ; que la cirrhose du foie provoque annuellement quinze mille décès, et que l'obésité frappe 15 à 20 % de la population.

Mais toutes ces données, si impressionnantes soient-elles, restent très insuffisantes pour une connaissance fine de la morbidité, et cela notamment parce qu'il existe en France, non seulement un défaut d'instruments statistiques sur ce sujet, mais aussi une solide tradition de secret. Celle-ci se traduit, notamment, par la rédaction très défectueuse des certificats de décès. Ces défaillances, estime le rapport « *limitent considérablement bon nombre d'études de type étiologique ou pronostique* ».

En outre, « *il n'existe dans notre pays aucun enregistrement systématique de la morbidité dans son ensemble* ». D'où des lacunes considérables dans la connaissance des maladies transmissibles et des affections chroniques, par exemple.

De ces constats de carence, et de quelques autres, les responsables de l'INSERM dégagent un certain nombre de priorités. Il est impératif, disent-ils, de développer la recherche biomédicale fondamentale, et en particulier d'améliorer les connaissances en biologie cellulaire et moléculaire, elle-même pourvoyeuse de technologies nouvelles, telles que, par exemple, le génie biologique et médical. Il faut, à partir de ce développement même, donner une forte impulsion à la recherche clinique. Il convient enfin d'augmenter considérablement les connaissances relatives à la santé publique, domaine jusque-là largement sous-estimé et négligé.

Ainsi, les responsables de l'INSERM se refusent-ils à assigner des buts trop limités, circonscrits, aux équipes de recherche. « *Nous savons par exemple*, a déclaré M. Laudat, *que le cancer, les maladies cardio-vasculaires et ostéo-articulaires sont les trois causes principales de mortalité, de morbidité et d'invalidité* ». « *Je souhaite*, a-t-il poursuivi, *que ces trois domaines figurent parmi les préoccupations constantes des chercheurs de l'institution. Mais je me refuse à les voir servir de prétextes à des financements particuliers.* » « *Le cancer, par exemple*, écrit M. Douzou, *emprunte à tous les domaines de la biologie...* »

Décentralisation

M. Philippe Laudat s'est, enfin, déclaré résolu à décentraliser fortement l'activité de l'INSERM, notamment en nommant une vingtaine de secrétaires généraux dans les régions ; à simplifier les procédures administratives et budgétaires ; enfin, à aider les chercheurs à mettre en valeur leurs propres résultats au regard de la communauté scientifique, par la création, au sein de l'INSERM, d'une « *cellule de valorisation de la recherche* ».

Ce programme comblera-t-il les espérances des syndicats de l'institution ? Ceux-ci (C.G.T., F.E.N. et C.F.D.T.) distribuaient aux journalistes, devant les portes de l'INSERM, des tracts dans lesquels ils estiment notamment que « *la situation est bloquée* » et que cette politique « *sacrifie délibérément le développement harmonieux de la recherche biomédicale pour assurer la progression de quelques secteurs isolés* ».

CLAIRE BRISSET.

(1) « *Analyse des potentialités de la recherche médicale pour les dix prochaines années.* » Rapport élaboré à la demande de M. Pierre Aigrain, secrétaire d'État chargé de la recherche, à partir de documents communs à l'INSERM et au C.N.R.S.

L'HORMONE DE CROISSANCE PRODUITE PAR LES MANIPULATIONS GÉNÉTIQUES EST EXPÉRIMENTÉE CHEZ L'HOMME

Les premières expérimentations utilisant une hormone humaine de croissance — ou H.G.H. (human growth hormone) — produite à partir des techniques des recombinaisons génétiques ont été réalisées le lundi 12 janvier dans le département de pédiatrie de l'école de médecine de Palo-Alto en Californie, avec l'accord de la Food and Drug Administration. Dès février, des essais cliniques devraient être menés en Angleterre. L'H.G.H. est, après l'insuline, la seconde substance produite à partir des manipulations génétiques à être utilisée chez l'homme.

Il aura donc suffi d'un peu plus d'une année pour passer du laboratoire à l'homme. C'est en effet en octobre 1979 qu'une équipe américaine spécialisée dans les manipulations génétiques annonçait la synthèse d'hormone humaine de croissance par des bactéries au patrimoine héréditaire modifié (*le Monde* daté 28-29 octobre 1979).

A la différence des substances qui, par la suite, furent produites par le « génie génétique » (insuline, interféron, particules virales par exemple), l'hormone de croissance est une molécule particulièrement difficile à obtenir en grande quantité. Spécifique de l'espèce, elle constitue l'unique possibilité thérapeutique — remarquablement efficace — pour les enfants qui souffrent d'une forme spécifique de nanisme (nanisme hypophysaire vrai).

Tout comme pour l'insuline (*le Monde* du 11 septembre 1980), les premiers essais sont actuellement effectués chez des adultes volontaires afin de vérifier l'inocuité du produit. Il est vraisemblable que l'utilisation thérapeutique de celui-ci ne devrait pas tarder. M. Robert Swenson, président de la société Genentech — qui fabrique l'H.G.H. — a précisé que l'expérimentation actuellement en cours durerait une vingtaine de jours. Si les résultats sont concluants, cette société marquera à nouveau un point important dans la compétition où sont engagées les firmes spécialisées dans le « génie génétique ». Il est en effet déjà acquis que c'est cette même société qui, avec la firme pharmaceutique américaine Eli Lilly, commercialisera l'insuline produite à partir des manipulations génétiques. — J.-Y. N.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente Palais Justice NANTERRE. Mercredi 21 janvier 1981 - 14 h. 1 LOT
APPARTEMENT 4e étage : 3 Pièces CAVE et GARAGE
NEUILLY-SUR-SEINE (92) 9, rue DU COMMANDANT PILOT
M. à PX : 190.000 F. S'adr. Me G. BERNARD Avocat, Paris, 37, r. de Lille
A tous avocats pr. Trib Gde Inst. Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre

---

Vente Palais Justice BOBIGNY. Mardi 20 Janvier 1981 - 13 h. 30
PROPRIÉTÉ MONTFERMEIL (93) 113, rue DES FAUVETTES
M. à PX : 250.000 F. S'adr. Me G. BERNARD Avocat, Paris, 37, r. de Lille
A tous avocats pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre

---

Vente sur licitation au Palais de Justice de PARIS.
Le lundi 26 janvier 1981, à 14 heures
UN APPARTEMENT à NEUILLY-SUR-SEINE (92)
Dans le Bâtiment I au 2e étage, comprenant : hall, salon, salle à manger, 4 chambres, cuisine, dégagement, 2 salles de bains, W.-c., rangements ; w.-c. de service commun avec le lot no 63 ; au sous-sol une cave, une buanderie, un garage.
78, rue de Longchamp et 7, rue du Centre
LIBRE DE LOCATION
MISE A PRIX : 550.000 FRANCS
Pour renseignements, s'adresser à : 1) Société d'Avocats Raymond ILLOUZ et Martine GADET, PARIS 17e, 62, boulevard de Courcelles. Tél. : 763-08-11.
2) Me J.-P. SLOAN, Avocat à PARIS 8e, 83, rue de Monceau.
3) Au Greffe des Criées du Tribunal de Grande Instance de PARIS où le cahiers des charges est déposé Sur les lieux pour visiter.

Vte sur surenchère Palais Justice NANTERRE, Mercr. 28 janv. 81 à 14 h.
EN UN SEUL LOT
UNE MAISON D'HABITATION
Contenance 222 m2
CHATILLON-sous-BAGNEUX (92)
61, Avenue Clément-Perrière
MISE A PRIX : 258.500 F.
S'adresser à Me André VALENSI, Avocat à PARIS (5e), 72, rue Gay-Lussac. Tél. : 633-74-51 - Me J.-P. GUYONNET, Avocat à PARIS (8e), 20, rue de la Bienfaisance. Me Bourdayre, Avocat à PARIS (8e) 52, bd Malesherbes - Et sur les lieux pour visiter.

VENTE au Palais de Justice à PARIS, JEUDI 29 JANVIER 81, à 14 h.
EN UN LOT
UN APPARTEMENT à PARIS (13e)
65-69 et 71 à 77, RUE DUNOIS
Comprenant : entrée, cuisine, 3 pièces, salle d'eau, w.-c.
CAVE au deuxième sous-sol - PARKING au quatrième sous-sol
MISE A PRIX : 280.000 FRANCS
S'adr. pour tous renseign. à Me Marcel BRAZIER, avocat à PARIS (8e) 178, boulevard Haussmann - Tél. 562-39-03

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 29 JANVIER 1981, à 14 h.
PROPRIÉTÉ A NOTRE-DAME-DES-MONTS
VENDEE
Lieudit « Le Grand Moulin » et « Le Chemin de l'Ecolière »
22 ARES, 70 CENTIARES
LIBRE DE LOCATION et d'OCCUPATION
MISE A PRIX .... 150.000 F
S'adresser à Me Bernard de SARIAC, Avocat à PARIS, 70, avenue Marceau - Tél. : 720-82-38 - Me SAGETTE, Syndic à PARIS, 6, rue de Savoie - Me SIROT, Huissier à CHALLANS.

VENTE aux ENCHÈRES PUBLIQUES comme bien dépendant d'une Liquidation des biens, et après surenchère du dixième
Adjudication fixée au JEUDI 29 JANVIER 1981, à 10 heures
à l'audience des Criées du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MARSEILLE. Palais de Justice, place Montyon
UN IMPORTANT IMMEUBLE
à usage industriel et de bureaux, de construction récente
à AUBAGNE (13) ZONE INDUSTRIELLE LES PALUDS
Superficie cadastrale 12 839 mètres carrés.
Atelier et entrepôt 3 000 m2 environ - Bureaux 1 600 m2 environ.
MISE A PRIX : 3.366.000 FRANCS
La zone industrielle des Paluds est située à 15 km de MARSEILLE en bordure de la RN 8 et à proximité immédiate du carrefour des autoroutes A 52 et B 52.
S'adresser à Maître Jacques ROUSSET, avocat, 64, rue Montgrand à Marseille 13006 — Téléphone : 16 (91) 33-69-60

Vente sur Conversion de Saisie Immobilière en vente volontaire au Palais de Justice de NANTERRE (Hauts-de-Seine)
LE MERCREDI 28 JANVIER 1981, à 14 heures
à CLICHY-LA-GARENNE (Hauts-de-Seine)
Rue du Docteur-Calmette, numéro 5
1er lot 1er ét. **UN APPARTEMENT** 2/3 pièces principales
avec cave et emplacement de garage - Mise à Prix : 230.000 F.
2e lot 4e ét. **UN APPARTEMENT** 2 pièces principales
avec cave et emplacement de garage - Mise à Prix : 240.000 F.
3e lot **LOCAL COMMERCIAL** Rez-de-chaussée
avec cave et deux emplacements de garage - Mise à Prix : 320.000 F
S'adresser à Me RIBADEAU-DUMAS, Avocat, 17, avenue de Lamballe. 75016 PARIS - Tél. : 524-46-40 - Me Y. TOURAILLE, 48, r. Clichy. 75009

VENTE au Palais de Justice à PARIS, JEUDI 29 JANVIER 1981, à 14 h.
EN UN LOT
UN APPARTEMENT à PARIS (7e)
14, BD DE LATOUR-MAUBOURG
et 9, RUE DESGENETTES, Bât. en façade, compr. : entrée, cuis., 3 pièces, bureau, 2 débarras, au 3e ét. gauche. CAVE - UNE CHAMBRE au 6e étage
MISE A PRIX : 300.000 FRANCS
S'adr. pour renseignements à : Me Marcel BRAZIER, Avocat à PARIS (8e) 178, boulevard Haussmann - Tél. 562-39-03

Vente sur LICITATION au Palais de Justice de VERSAILLES le MERCREDI 4 FEVRIER 1981, à 10 heures
d'un IMMEUBLE DE RAPPORT
Rez-de-chaussée : 2 appartements de 2 p. à usage de bureaux - loués. 1er étage : 4 p.p., w.-c. — 2e étage : 4 p.p. et grenier perdu — garage, jardin 393 mètres carrés. — RUE LABELONYE no 1
CHATOU (Yvelines)
MISE A PRIX : 600.000 FRANCS
S'adres. Me HAVIART, avocat à VERSAILLES, 13 bis, avenue de St-Cloud. Tél. 950-03-12. — Me JEAN, avocat à VERSAILLES, 4, pl. Gambetta.

Vte. Palais Justice à EVRY, r. des Mazières. Mardi 20 Janv. 1981, à 14 h.
PAVILLON à BONDOUFLE (91), 16, square du Colonel-Romanoff
Cad. section AB no 649 pr 1 a. 17 ca. Maison type AZALEE 55, élect. en ord. continu. — Rez-de-ch. : ent., cuis., garage, séj. — 1er étage : 4 chbres, s. de bns, w.-c., rangt, dégagement. Toit en terrasse, jardin.
M. à PX : 80.000 F. S'adr. Me du CHALARD avocat à Evry. Téléphone : 077-15-57 Consignation pour enchérir

---

Vente Palais de Justice d'Evry (91) mardi 20 janvier - 14 h. en 2 LOTS
à VILLEMOISSON-SUR-ORGE (91) 39 et 37, avenue DE LA MARE-TAMBOUR
I - PAVILLON II - LOCAL à USAGE COMMERCIAL s/parcelle terre 4 a. 28
MISES A PRIX : 200.000 et 100.000 FRANCS
S'adresser S.C.P. **ELLUL - GRIMAL - NOUVELLON ROUZIES** Tél. : 077-96-19
Avocats à Evry (91) - 3, RUE DU VILLAGE

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le MARDI 27 JANVIER 1981, à 13 h. 30
EN UN SEUL LOT : UN
PAVILLON
élevé sur sous-sol comp. une cuisine et cellier - rez-de-chaussée surélevé comp. 2 chambres et w.-c. - JARDIN contenance totale de 465 m2 - sis à
BOBIGNY
(Seine-St-Denis), 39, rue René-Camier
Mise à Prix : 35.000 F.
S'adresser à Me Bernard ETIENNE, membre de la S.C.P.A. ETIENNE, DORR, WARET-ETIENNE, avocats au Barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant 11, rue du Général-Leclerc, 93110 Rosny-sous-Bois, tél. 854-90-87.

VENTE au Pal. Justice de NANTERRE le Mercredi 28 JANVIER 1981, à 14 h.
UN PAVILLON D'HABITAT,
avec jouissance exclusive du jardin qui l'entoure, le tout dépendant d'une Pté
à NANTERRE (92)
25 et 27, avenue Alexandre
MISE à PRIX : 70.000 F
S'adr. à Mes Philippe BROUSMICHE Jeune, F.-Xavier SIMONNET, Daniel PAQUET, avocats associés à PARIS-8e 11, rue de Rome. - Tél. 387-48-66

VENTE s/sais. immob. Palais Justice BOBIGNY, mardi 20 janv. 1981, 13 h 30
UNE PROPRIÉTÉ
à VERT-GALANT (93)
Comm. de TREMBLAY-LES-GONESSE 51-53, avenue de Bourgogne
MISE à PRIX : 60.000 F
S'adr. Mes BETHOUT et LEOPOLD-COUTURIER, avoc. assoc. à PARIS, 14, r. d'Anjou. Ts avoc. pr. Trib. Gde Instance de Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. - Sur lieux pour visiter.

Vente Palais de Justice de BOBIGNY LE 27 JANVIER 1981, à 13 h. 30 en un seul lot
14 PARKINGS
extérieurs sis dans un ensemble immobilier à
VILLEMOMBLE (93)
nos 10 à 18, rue Léo-Desjardins et Boulevard d'Aulnay, numéro 32.
Mise à prix 80 000 F.
S'adresser : 1) Me R. ENNEQUIN, avocat à PARIS-16e, 16, av. Pierre-Ier-de-Serbie. - Tél. 720-84-66.
2) A ts avocats près les Tribunaux de Gde Instance de BOBIGNY, PARIS, NANTERRE, CRETEIL et PONTOISE

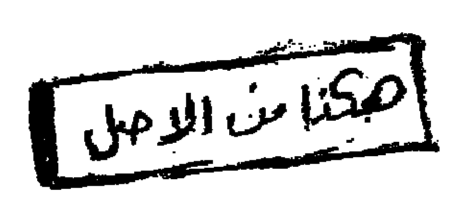
VENTE s/saisie imm. au Pal. de Just. BOBIGNY, Mardi 20 janv. 81, 13 h 30
UNE PROPRIÉTÉ
à NOISY-LE-SEC (93)
rue de la Redoute, sans numéro
MISE à PRIX : 90.000 F
S'adr. Mes BETHOUT et LEOPOLD-COUTURIER, avoc. ass. à Paris, 14, r. d'Anjou. Ts avoc pr. Trib. Gde Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur les lieux pour visiter.

Vte s/sais. Pal. Just. Pontoise (95) place N.-Flamel, 22 janvier, à 14 h.
PAVILLON D'HABIT. av. JARDIN
FOSSES (95) 7, R. de BOURGOGNE M. à Prix : 72 000 F
Pour tous renseign. **Me BUISSON** avocat PONTOISE (95). — Tél. 032-31-62

Adj. Trib COMMERCE DE PARIS Mardi 20 Janv. 81, 13 h. 45, Fds
AGENCE DE VOYAGES ET TOURISME
et 3 BURX, W.-C. TOIL., débarras Drt Bail locx compr BOUTIQUE
116, rue de Courcelles
PARIS-17e M. à Px 30.000 F (Ne P et B) Cons. 30.000 F. S'adress. à Mes DURAND et JOUVION, Not. Ass (261-56-60), 10, r D.-Casanova Me Meille. Synd 79, rue Temple

---

Vente sur surenchère du dixième, au Palais de Just. à Paris, le Jeudi 15 Janvier 1981, à 14 heures. En un lot : de Biens et Droits immob. compr. :
DOUBLE BOUTIQUE
arr. bout. sous-sol et plusieurs
APPARTEMENTS
dans un immeuble à PARIS (XIe)
160, RUE SAINT-MAUR
1, 3, rue de l'Orillon.
MISE A PRIX : 420.000 F
Pour ts renseig. s'adres. à PARIS :
1) Me Danielle BERNARD, av., 70, bd Port-Royal, 5e. Tél. 337-43-95.
2) Me LYONNET DU MOUTIER, av. 182, r. de Rivoli, 1er. Tél. 260-20-49.
3) Me GARNIER, syndic, 83, bd Saint-Germain.
4) Me GUILLEMONAT, syndic, 42, rue de Richelieu, 1er.
5) Greffe Criées Tr. Gde Inst. Paris.



صحفنا من الاهل

ÉDUCATION

Les projets de réforme des Écoles françaises de l'étranger

• LE CAIRE : plusieurs points « dangereux ou inacceptables »

De notre correspondant

Le Caire. — Les membres de la commission scientifique de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire (IFAO), présents en Egypte à l'occasion du centenaire de l'établissement (*le Monde* du 13 janvier), ont rendu public, le lundi 12 janvier, un communiqué exprimant leur mécontentement devant le projet de décret réformant les cinq grands instituts français de l'étranger. Ils notent que « *si certains points du décret* (projeté) *représentent un effort pour résoudre des problèmes réels, par exemple celui de l'affectation des anciens pensionnaires de l'IFAO dans la recherche ou dans l'enseignement (...), plusieurs autres sont dangereux ou inacceptables* ». A cet égard, ils citent « *l'extension indéfinie de la compétence de l'Institut* (qui) *ne peut que porter atteinte à la recherche fondamentale dans les disciplines orientales* » ; l'intention « *d'imposer aux chercheurs de l'IFAO des obligations d'enseignement (...) dont la préparation les détournerait inévitablement de l'acquisition de la compétence scientifique (...) qui doit leur permettre d'enrichir ensuite l'enseignement en France* » ; le plan visant à placer l'IFAO sous l'autorité directe de l'ambassadeur de France au Caire, ce qui risquerait « *d'exposer l'Institut aux vicissitudes des fluctuations diplomatiques* ».

Après avoir souligné que des instituts orientalistes polonais, tchèque, néerlandais et américain ont récemment été ouverts au Caire sur le modèle de l'IFAO, les signataires demandent que « *ce projet de décret nocif dans ses dispositions essentielles soit remis à l'étude* ». — J.-P. P.-H.

• ROME : un témoignage de M. Giulio Andreotti.

Nous avons reçu de M. Giulio Andreotti, ancien président du conseil italien, une lettre dont voici les principaux extraits :

Je ne souhaite pas, en exprimant mon avis, interférer dans une décision ministérielle de Paris, mais fournir un élément supplémentaire d'appréciation. Je voudrais porter témoignage sur l'Institut français d'archéologie orientale du Caire et sur l'Ecole française d'Athènes. De nombreux voyages en Egypte et en Grèce m'ont permis d'apprécier directement l'extrême valeur de ces deux institutions et d'en entendre parler dans les milieux les plus qualifiés. Je crois que la culture a une fonction hautement politique, et — en ce qui concerne l'Egypte — je considère que les liens maintenus par l'ancien et valeureux IFAO ont permis de dépasser des moments de grande tension (je songe à la crise de Suez). Au-delà de toute contingence intérieure et internationale, ces liens l'attachaient non seulement à la tradition culturelle égyptienne mais à celle de tout le Proche-Orient.

Mon témoignage vaut naturellement plus pour ce qui concerne la valeur de l'Ecole de Rome, qui est une des flammes les plus brillantes qui, depuis plus d'un siècle, resplendit dans la vie intellectuelle de notre ville. (...) Il me paraît dangereux d'introduire des changements, surtout s'il s'agit d'une transformation en organisme didactique. (...)

Je voudrais, enfin, me permettre un conseil. J'ai été plusieurs fois ministre, j'ai contribué à des réformes et apprécié les collègues qui les promeuvent. Mais j'ai plus encore admiré les ministres qui reconnaissent que ce n'est pas tout de réformer et qui apprécient loyalement les efforts et les réalisations positives de leurs prédécesseurs.

• *La direction de l'Ecole française d'Extrême-Orient* nous prie de préciser, à la suite des articles parus *les 27 décembre 1980 et* 7 janvier, qu'elle a son siège à Paris depuis 1956 et que celui-ci n'a jamais été situé à Phnom-Penh ou à Pondichéry. Si elle a déployé une activité importante dans la péninsule indochinoise (Angkor notamment), elle avait et conserve des implantations actives en Inde (Pondichéry et Poona), en Thaïlande (Chiang-Mai et Phuket), en Indonésie (Djakarta et Bandung) et au Japon (Kyoto). Elle compte vingt-huit membres scientifiques permanents.

• *A l'hôpital de Saint-Jean-Bonnefonds* (Loire), après vingt jours d'un conflit ayant opposé la direction à une partie du personnel infirmier, les grévistes ont décidé le lundi 12 janvier de reprendre le travail normalement le lendemain matin et de libérer les locaux administratifs qu'ils occupaient depuis le 23 décembre (*le Monde* des 31 décembre 1980 et 10 janvier). Dans le même temps devait également prendre fin la grève de la faim commencée *lundi 29 décembre par deux* des élèves de la promotion sortante des dix-huit infirmiers psychiatriques pour protester contre la radiation des cadres de l'hôpital de douze d'entre eux.

RELIGION

Un ancien membre de l'Opus Dei met en cause les pratiques et les desseins de l'institut

Le quotidien britannique « The Times » a publié, le 12 janvier, un important dossier consacré à l'Opus Dei, à partir de documents confidentiels remis au journal par un ancien membre qui a quitté l'institut en le dénonçant comme un mouvement « non orthodoxe » et « dangereux ». Cet institut séculier, puissant et secret — dont le titre officiel est la Société sacerdotale de la Sainte-Croix et de l'Opus Dei — avait défrayé en dernier lieu la chronique par ses tentatives de changer de statut afin de se soustraire à la juridiction des évêques sur le plan local (« le Monde » du 14 novembre 1979).

Le fait que l'Opus Dei jouit d'une influence toujours plus grande dans l'Eglise, notamment à Rome dans l'entourage de Jean-Paul II, qui ne cache pas ses sympathies pour l'institut, rend d'autant plus intéressantes les révélations du « Times ».

Un responsable britannique de l'Opus Dei a qualifié ce mardi 13 janvier « d'accusations haineuses » les informations publiées par le « Times ». Il a démenti que son organisation cherche « à créer une Eglise dans l'Eglise et à œuvrer pour ses propres fins politiques ». « Notre fidélité à l'Eglise et aux évêques, a-t-il ajouté, est bien connue. »

Selon les informations recueillies par le *Times* auprès du docteur John Roche, professeur à l'université d'Oxford qui, à l'Opus Dei, avait le rang de « directeur », le poste le plus important pour un laïc, l'Opus Dei poursuit deux objectifs : obtenir la « *canonisation de son fondateur, Mgr Escriva, mort en 1975, qui s'affirmait directement inspiré par Dieu* », et la reconnaissance « *d'un statut unique dans l'Eglise en tant qu'organisation laïque qui serait indépendante des évêques et des hiérarchies nationales* ».

Pour le docteur John Roche, « *l'Opus Dei est une Eglise dans l'Eglise qui, en dernier ressort, n'est loyale qu'à elle-même, et psychologiquement dangereuse pour ses propres membres* ». Certains d'entre eux, affirme le docteur Roche, « *sont devenus les ombres d'eux-mêmes, et d'autres sont sérieusement perturbés* ».

Les mortifications consistent « *à porter, deux heures par jour, généralement sur la cuisse, une bande de métal aux pointes tournées vers l'intérieur, et à se flageller les fesses une fois par semaine avec un martinet pendant la durée de la prière* Salve Regina ».

Les exemplaires de *Cronica* affirment clairement que « *l'Eglise catholique s'est écartée de son chemin originel, et que le devoir de l'Opus Dei est de s'étendre dans le monde par tous les moyens. Il n'existe pas d'autres voies de salut* ».

La revue met l'accent, « *à plusieurs reprises, sur la doctrine de la filiation divine, en vertu de laquelle, par la volonté directe de Dieu, Mgr Escriva est devenu le véritable père sur terre de tous les membres de l'Opus Dei* ». *Cronica*, ajoute le *Times* « *n'a pas honte d'interpréter des passages bibliques comme des prophéties du destin de l'Opus Dei* ».

C'est ainsi que la revue applique à Mgr Escriva une phrase de l'Ecclésiastique, qui se réfère en fait à Abraham : « *Au jour de l'épreuve, il fut trouvé fidèle. C'est pourquoi Dieu lui promit par serment de bénir toutes les nations en sa descendance* », et lui donne les titres bibliques de « *Père* » et de « *Berger* », alors que l'Opus Dei est qualifié de « *sans péché* », de « *parfait* » et de « *corps mystique du Christ* ».

A propos de l'Eglise, à laquelle cette dernière définition est donnée par la tradition chrétienne, Mgr Escriva écrivait dans *Cronica* : « *On y trouve une véritable pourriture et, par moments, on dirait que le corps mystique du Christ est un cadavre en décomposition qui pue.* »

L'Opus Dei, en revanche, est « *saint, immuable, éternel* ». Il contient tout ce qui est nécessaire au salut, et sa loi interne ne sera jamais réformée. Pour ce qui est du concile Vatican II, *Cronica* déclare que l'Opus Dei n'a pas besoin d'être guidé par ses décrets, puisque Mgr Escriva avait anticipé le concile en créant l'Opus Dei.

Outre l'Espagne, écrit le *Times*, où l'ordre a été fondé en 1928 et dispose d'importants appuis politiques et financiers, l'Opus Dei a de nombreux disciples en Amérique latine et en Italie. L'institut affirme regrouper soixante-quinze mille membres dans quatre-vingts pays. « *L'appartenance à l'Opus Dei*, poursuit le *Times*, *ne se fait que sur invitation et ne doit pas être révélée, même aux proches.* »

Paul VI, conclut le *Times*, faisait montre d'une certaine méfiance à l'égard de l'Opus Dei, mais Jean-Paul II y est beaucoup plus favorable. Au Vatican, affirme le journal, l'organisation a l'appui des cardinaux Baggio, Oddi et Palazzini. L'un d'entre eux, le cardinal Oddi, « *a une position-clé en tant que chef de la Congrégation des prêtres, où il a été nommé par le pape actuel* ».

Une secte ?

Les révélations sur l'Opus Dei publiées par The Times sont graves. Pour la première fois, des documents internes de cette organisation secrète et très controversée sont rendus publics. Selon un évêque et un théologien anglais, auxquels le quotidien britannique a montré les documents, la doctrine prêchée par l'Opus Dei est « malsaine » et nocive d'un point de vue psychologique et spirituel.

Le parallèle est frappant entre l'Opus Dei et les nouvelles sectes qui envahissent l'Occident : moyens financiers importants, puissance politique occulte, influence prêtée à un leader spirituel illuminé. Pour ce qui est des deux premiers points, l'histoire récente de l'Espagne montre à quel point l'Opus Dei a réussi. Si son pouvoir politique a été affaibli par le changement de régime, son influence économique demeure. La plus grande multinationale à capitaux espagnols, Ruiz-Mateos Sociedad Anonima (RUMASA), qui contrôle plus de trois cents entreprises, dont vingt et une banques, a été baptisée « Octopus Dei », car elle est contrôlée par un membre de l'Opus Dei.

Non moins étonnante est la position prêtée au fondateur de l'Opus, feu Mgr José Maria Escriva de Balaguer y Albas. D'après les documents publiés par The Times, son rôle de « père » et de « berger » est présenté par ses disciples de manière aussi ambiguë que celui de M. Moon, par exemple. Les adeptes du pseudo-messie coréen lancent des appels au secours au « père » dans leurs prières, qui s'adressent autant à Moon qu'à Dieu. De même, fait remarquer The Times, les références au « père » dans la revue Cronica de l'Opus Dei s'appliquent tantôt à Mgr Escriva, tantôt à Dieu.

Tout ceci ne manquera pas, peut-on supposer, d'être examiné lors de l'instruction du procès de canonisation de Mgr Escriva, actuellement en cours, avec, dit-on, la bénédiction de Jean-Paul II.

ALAIN WOODROW.

CARNET

Réceptions

— L'ambassadeur de Belgique et la baronne Paternotte de la Vallée ont donné un cocktail lundi en l'honneur de Mme Marguerite Yourcenar.

Naissances

— Le docteur Etienne LABEYRIE et Mme, née Hélène Humbert, partagent avec Sabine et Hadrien la joie d'annoncer la naissance de

Marc-Antoine,

le 11 janvier 1981.
25, rue Saint-Dominique,
75007 Paris.

— Sylvie et Pierre MOULS ont la joie d'annoncer la naissance de

Mathieu,

le 9 janvier 1981.
60, rue Saint-André-des-Arts,
75006 Paris.

Décès

LE GÉNÉRAL JEAN GANEVAL

Mme Jean Ganeval,
M. et Mme Philippe Ganeval,
Le général et Mme Albéric Vaillant et leurs enfants,
Mme H. Brillat-Savarin,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean GANEVAL,
général de corps d'armée (C.R.),
ancien sénateur de la Seine,
grand-croix
de la Légion d'honneur,
rosette de la Résistance,
croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945,
survenu à son domicile le 12 janvier 1981.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 15 janvier, à 8 h. 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 92 bis, boulevard du Montparnasse.
Ni fleurs ni couronnes.
129, boulevard Raspail, 75006 Paris.

[Né le 24 décembre 1894 à Brest, ancien *saint-cyrien et fils du général Gabriel* Ganeval, tué en 1915 aux Dardanelles, Jean Ganeval, engagé volontaire dès le 3 août 1914, termine la première guerre mondiale comme capitaine d'infanterie. *Mission militaire de Berlin* jusqu'en 1920, campagne du Levant, séjour dans les pays baltes et en Finlande comme attaché militaire à Helsinki en 1939, le début de la seconde guerre mondiale le trouve lieutenant-colonel.

Depuis Toulouse où il est affecté, il est un résistant actif, notamment dans les réseaux Combat et Mithridate. Arrêté à Lyon par les autorités de Vichy, en octobre 1943, il est emprisonné à Montluc, puis déporté par les Allemands à Buchenwald, où il est libéré par les Américains en 1945.

Nommé général de brigade au lendemain de la libération, Jean Ganeval est désigné pour commander les troupes françaises de *Berlin*, où sa fermeté s'affirmera lors de la crise de 1948-1949 déclenchée par le blocus des quartiers ouest par les Soviétiques. En 1950, avec le grade de général de division, il représente la France à l'Office militaire de sécurité allié de Coblence, chargé de *conseiller le gouvernement de Bonn sur* les questions de sécurité intérieure.

Le général Ganeval devient, à partir de 1951, chef de l'état-major particulier de MM. Georges Bidault et René Pleven au ministère de la défense nationale, jusqu'à l'élection à la présidence de la République de René Coty, dont il sera le chef de la maison militaire, de 1954 à 1959, avec le rang de général de corps d'armée.

A ce titre il facilite, en mai 1958, les contacts entre le président de la République et le général de Gaulle qui devait être appelé en juin, par René Coty, à former comme président du Conseil le dernier gouvernement de la quatrième République.

Au Sénat, de 1959 à 1968, il représentera le département de la Seine (aujourd'hui Paris) d'abord au groupe U.N.R. (gaulliste), puis au groupe républicain *indépendant. Il sera en effet exclu du* groupe U.N.R. pour être favorable aux thèses de l'Algérie française et avoir refusé de s'associer au message de sympathie adressé au général de Gaulle, alors président de la République, lors du putsch militaire de 1961.]

— Nous apprenons le décès, survenu le samedi 10 janvier à Paris, du

général (C.R.) Georges de BOISSIEU,

dont les obsèques religieuses et l'inhumation auront lieu le jeudi 15 janvier, à 15 heures, à Ambérieu (Ain).

[Cousin du général Alain de Boissieu, gendre du général de Gaulle, et qui est aujourd'hui grand chancelier de l'ordre de la Légion d'honneur, le général (cadre de réserve) Georges de Boissieu fut le chef d'état-major du général Maurice Challe lorsque celui-ci commandait en chef les forces françaises en Algérie.

Lors du putsch militaire d'avril 1961, Georges de Boissieu, appelé à Alger, déconseilla à son ancien chef de persister dans sa tentative. Le général Challe le chargeant alors de faire connaître au gouvernement son intention de se livrer, Georges de Boissieu fut mal accueilli à Paris et mis aux arrêts pour une longue période. Devant les tribunaux militaires, il vint ultérieurement, à plusieurs reprises, témoigner en faveur de son ancien chef et des militaires inculpés.]

— Mme veuve Yves Bejarano, sa belle-fille,
Mlles Francine Bejarano et Corinne Tarrès, *ses petites-filles*,
M. et Mme Rudy Levy,
Mme Gisèle Domenichini,
ses sœurs et beau-frère,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Angelo BEJARANO,

survenu à son domicile le 11 janvier 1981.

Les obsèques auront lieu le jeudi 15 janvier, à 11 heures, au cimetière du Père-Lachaise.

— M. et Mme Jacques Goergel,
M. et Mme Yvon Botrel,
M. et Mme Jean-François Botrel,
M. et Mme Pierre Gravot,
ses enfants,
Marc et Anne-Marie Goergel,
Thierry, Eric et Erwan Botrel,
Ronan et Anne-Héloïse Botrel,
Frédérique, Catherine et Julien Gravot,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Raymond BOTREL,
née Marcelle Auffret.

Les obsèques ont eu lieu à Rennes le 12 janvier 1981.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Ses amis et anciens collègues du service transport de la direction Production et Transport du Gaz de France ont la tristesse de faire part du décès de

M. Georges DEMIGUEL,
ingénieur des Arts et Manufactures,
ancien chef du département
mesures et télétransmissions.

Les obsèques auront lieu en l'église de Claye-Souilly (77), le mercredi *14 janvier, à 16 heures.*

— **Le Père René, M.-Alain FAUVARQUE, O.P.,**

a été rappelé à Dieu le 10 janvier 1981, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Ses funérailles seront célébrées mercredi 14 janvier, à 10 h. 30, en l'église conventuelle de l'Annonciation (222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8e).

De la part du Père Provincial des dominicains de la Province de France, du Père *Prieur et des religieux* du couvent de l'Annonciation et de sa famille.

— Mlle Anne-Lise Baumann, à Landecy,
M. et Mme Paul-Louis Daubresse, *Sophie et Eric à Arzier*,
Mlle Pauline Baumann à Frieswil,
Mme Paul Béguin à Saint-Loup,
Mlle Magdeleine Renaud à Neuchâtel,
M. et Mme Etienne Buchsenschutz à Saint-Mandrier, et leurs enfants,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Edouard Auguste FRICK,
chevalier de la Légion d'honneur,
président d'honneur
du Stade Français,

le 8 janvier 1981 à Neuchâtel, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.
2000 Neuchâtel.
Champreveyres (C.H.).

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme André GONIN,
née Simone Santter,

dans sa quatre-vingt-douzième année.
De la part de :
Mme Henri Zuber,
M. et Mme Jean Vaucher,
Mme Georges Bardon,
Le pasteur et Mme François Gonin,
Mme Michel Gonin,
Et de ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale en l'église réformée de l'Etoile, le jeudi 8 janvier 1981.
7, rue Soyer,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— MM., Mmes Louis et Eugène Handschuh,
Mme Marie Zitoun,
Les familles Zalcker, Handschuh, Zitoun et leurs amis,
ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Oscar HANDSCHUH,
président-directeur général
de la S.A. Scacioul,

dans sa quatre-vingt-quatrième année.

L'inhumation aura lieu le mercredi 14 janvier 1981, à 15 h. 45.
Réunion ancien cimetière de Boulogne, rue de l'Ouest, entrée principale.
Cette annonce tient lieu de faire-part.

— Châteauroux (36).
M. et Mme Jacques Lafarge,
Mme Pierre Lejeune,
ses enfants,
M. et Mme Jean-Philippe Lacour et leurs enfants,
M. et Mme Claude Lacour et leurs enfants,
M. et Mme Olivier Lacour et leurs enfants,
M. et Mme Didier Lacour et leurs enfants,
M. et Mme Francis Carratié et leurs enfants,
M. et Mme Jean Lafarge et leurs enfants,
M. et Mme Claude Villechange et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Marie Duthoit et leurs enfants,
M. et Mme Dominique *Lejeune*,
M. et Mme Bertrand Caillerez,
M. et Mme Gérard Bellemon et leur fils,
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Les familles Cayron, Martin et Baye, ses neveux,
Et toute la famille,
Sa fidèle Renée Naudet,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme Victor HELIN,
née Madeleine Cayron,

le 11 janvier 1981, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le mercredi 14 janvier 1981, à 14 h. 30, en l'église Notre-Dame.
Cet avis tient lieu de faire-part.
7, rue Condorcet,
36000 Châteauroux.

— **Jacques MONYS LEVY**

est mort le 25 décembre 1980 à Paris. Comme il avait fait don de son corps à la science, il n'y a pas eu d'obsèques.

Que ceux et celles qui l'ont connu et apprécié aient une pensée pour lui.

— Mme Georges Noguier,
M. et Mme Jacques Ameye,
M. et Mme Jean-Marc Tartar,
Mireille, Cécile et Delphine,
Mme Jean Ameye et Anne-Laure,
ont la douleur de faire part du décès, à quatre-vingt-huit ans, de

M. Georges NOGUIER,
instituteur honoraire, félibre,
ancien combattant,
ancien résistant,
croix de guerre,
palmes académiques,

leur époux, père, grand-père, arrière-grand-père, et rappellent le souvenir de son petit-fils,

Jean AMEYE,
ingénieur à l'E.D.F.,

enlevé à son affection, à vingt-six ans, le 1er mai 1977.

« Aimez-vous les uns les autres. »
Jean, XV, 12.

« J'ai combattu le bon combat, j'ai achevé ma course, j'ai gardé la foi. »
Tim, IV, 7.

Les obsèques ont eu lieu le 28 décembre, au temple de Quissac (Gard).
17, rue de l'Imprimerie,
Montpellier.

— Les familles Carpentier, Le Nestic, Philippart et Vaster ont la tristesse de faire part du décès de

Mme veuve Daniel RENON,
née *Germaine Carpentier*,

le 9 janvier 1981.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame des Blancs-Manteaux, 12, rue des Blancs-Manteaux, Paris (4e), le jeudi 15 janvier, à 13 h. 45.

Remerciements

— Mme Henri-Edouard Brissaud et sa famille expriment leurs sincères remerciements à toutes les personnes qui leur ont marqué leur sympathie lors du décès du

professeur
Henri-Edouard **BRISSAUD,**
médecin de l'hôpital Trousseau.

— Mme Paul Gérard,
Mlle Françoise Gérard,
M. et Mme Jean Gérard,
M. et Mme Guy Gevrey,
Et toute la famille,
remerciant toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil lors du décès de

M. Paul GÉRARD,

et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

Anniversaires

— Il y a deux ans, le 16 janvier 1979,

Elisabeth MARUANI

décédait tragiquement.
Nous n'avons pas su la sauver de son désespoir.
Que tous ceux qui l'ont connue dans les mois qui ont précédé sa disparition aient une pensée pour elle en union avec ceux qui demeurent fidèles à son souvenir.

Le Monde

culture

CINÉMA

AU FESTIVAL DE NEW-DELHI

L'évolution du film commercial indien

Malgré la crise économique, apparente en Inde comme partout dans le monde, malgré l'incertitude du lendemain, un fait capital se dégage en ce début 1981 : la confiance presque inconditionnelle en l'avenir du cinéma indien. Cette confiance, elle émane aussi bien de la longue analyse publiée à San-Francisco par l'ami de Satyajit Ray, Chidananda das Gupta, dans la revue *Film Quarterly*, que, sur place, d'un certain nombre de cinéastes. Elle se retrouve dans tout un climat général qui entoure cette année le Festival de New-Delhi (*le Monde* du 17 janvier).

Nous avons parlé du film *Simhasan* qui, sur un sujet très audacieux, a bénéficié de l'indulgence surprenante de la censure et connu un large succès auprès de toutes les couches de la population de l'Etat de Maharashtra, bien qu'il ait été tourné en noir et blanc et en langue mahrati. Nous avons vu également un autre film à succès, toujours réalisé dans l'Etat de Maharashtra (capitale Bombay), le plus important de l'Inde, mais cette fois en couleurs et dans la langue hindi, la langue de communication nationale, *Aakrosh (le Cri des blessés)*, de Givind Nihalani.

Un aborigène est accusé d'avoir tué sa femme ; il refuse de se défendre, il n'ouvre même pas la bouche pour s'expliquer avec son avocat ou répondre aux questions du tribunal. Le jeune avocat qui prend la cause en main va devoir se dresser contre son maître émérite, chargé de mener l'accusation, avant de faire éclater la vérité. Long processus où nous sont révélées progressivement et très habilement la corruption des notables, la crainte des parents du présumé coupable, la terreur ambiante à tous les niveaux de la société, et, comme un feu d'artifice, en conclusion, la lâcheté de ce super-notable qu'incarne le procureur. *Aakrosh* s'achève un peu à la manière d'un bon film américain, par un coup de poing au cœur. Il ne dépasse pas son sujet, il le traite froidement, calmement. Pour les jeunes Indiens de l'industrie, c'est une date.

La discussion devait faire rage, à un colloque sur les années 1980, entre défenseurs de l'orthodoxie du vieux cinéma indien, de ses grands spectacles et de ses histoires étranges, et adeptes d'un autre genre de films, davantage ancré dans la réalité, même au prix des simplifications que suppose toute œuvre dramatique trop fortement charpentée. Le scénariste et dramaturge — il travaille également pour le théâtre — Vijay Tendulkar assure la liaison entre *Simhasan*, *Aakrosh* et les films de Shyam Benegal, qu'il a tous écrits. On peut parler de la nouvelle école de Bombay, qui touche déjà un large public dans la classe moyenne.

La référence à Robert Bresson

Le huitième Festival de New-Delhi coïncide, outre la publication déjà mentionnée de l'étude capitale de Chidananda das Gupta, avec la parution du numéro 3 de l'excellente revue indienne *Cinema Vision*, consacré cette fois au *new cinema movement* (1). Ensemble remarquabe par la qualité de la réflexion, l'ampleur de l'analyse, la richesse de l'information, avec la participation des meilleurs critiques et cinéastes, dont Satyajit Ray, les deux metteurs en scène d'avant-garde Kumar Shahani et Mani Kaul, P.K. Nair, le directeur de la Cinémathèque de Poona, et la présentation des divers cinémas « régionaux ».

Kumar Shahani, ancien assistant de Robert Bresson, n'a pas réussi, après un silence de huit années, à mener à terme son second film *Tarang (la Vague)*, une chronique balzacienne, nous explique-t-il. Il s'est disputé avec son producteur, qui prétendait lui imposer des modifications au nom de la rentabilité (il s'agit d'un budget relativement important). Il espère que l'Etat lui permettra de terminer son film. Shahani est un peu désenchanté, sans montrer de l'amertume : on a peut-être surestimé les vertus du cinéma d'avant-garde, ses chances d'aller de pair avec la transformation radicale de la société. Mais aujourd'hui, nous explique-t-il, il veut toucher le spectateur moyen. Il se sent plus proche de la grande tradition américaine, de John Ford en particulier.

Mani Kaul, dont le nouveau film (après sept ans de silence), appelé en anglais *Rising from the Surface*, est présenté à la fois au panorama du cinéma indien et en compétition officielle (2), continue à travailler dans la pauvreté et la ferveur, avec un budget de seulement 300 000 F, assuré par le gouvernement de l'Etat de Madhya-Pradesh, mais avec la couleur et la langue hindi. En un style non linéaire, non didactique, Mani Kaul illustre l'œuvre de l'écrivain marxiste Muktibodh, mort, en 1964, dans l'extrême pauvreté. La référence, encore, reste Robert Bresson, avec ensuite, par ordre de préférence, Tarkovski, Ozu et Dreyer. Le cinéaste nous cite, avec une totale complicité, la remarque de Tarkovski : « *Chaque fois que je crée un film, je pense à Bresson. Il clarifie mon travail.* » Il se réclame avec insistance de ce qu'il appelle le « non-montage » ou plan-séquence.

Le rédacteur en chef de *Cinema Vision*, Sidharth Kak, lui-même ancien comédien, prépare un numéro 4 qui sera entièrement consacré au cinéma commercial indien, à son histoire, à ses implications politiques, sociales, esthétiques, un cinéma qui a fait aussi profondément partie de la tradition culturelle indienne que le cinéma populaire hollywoodien de la grande époque a reflété les rêves et les aspirations de millions d'immigrants venus du monde entier.

LOUIS MARCORELLES.

(1) *Cinema Vision*, 1 Geetika, S.V. Rd, Santa Cruz West, Bombay 400 054. Le numéro : 5 dollars.

(2) Gilles Jacob et le comité de sélection du Festival de Cannes l'ont déjà retenu pour participer à la section Un certain regard, en mai.

Avoriaz s'éveille et Dracula repose

Adolescents névrosés, vieilles dames indignes, malades traqués comme jadis les lépreux : on les retrouve de film en film. Leurs yeux sont clairs, mais ils portent dans leurs corps des germes capables de détruire l'humanité, leurs mémoires retiennent des images nocives qui se libèrent par à-coups, déchaînant des instincts si barbares que nul signe de croix ne peut les contraindre. Dieu a perdu du terrain sur les écrans d'Avoriaz (les histoires ont été fabriquées avant que le pape ne soit élu l'homme de l'année).

La superstition est remisée. Les couloirs sombres sont vides de fantômes, le docteur Jekyll a fermé son laboratoire, Erzebeth Bathory renonce à l'éternelle jeunesse, Dracula repose dans son cercueil capitonné, une goutte de sang noir au coin de son sourire. Les monstres fraternels ont fui. L'enfer dont ils sont nés prête à l'indulgence, comparé aux horreurs vraies, en tout cas possibles, embusquées au coin des rues, des terrains de camping, dans les circonvolutions inexplorées du cerveau. Le mal est là, dans l'impuissance irresponsable de l'être humain à maîtriser son destin. Même plus apprenti sorcier. Il est un jouet soumis aux forces aveugles de la réalité. C'est tout juste s'il traverse le temps, distraction banale bientôt.

C'est tout juste si le jury de sélection a pu goûter quelques extraits de sublimes nanars naïfs où Jésus Franco (alias Jess Franck) hante les rues piétonnes des Halles et les tours de Notre-Dame, jésuite défroqué courant la messe noire, accroché aux basques d'un éditeur luxurieux et aux mini-jupes de demoiselles robustes. Un fait divers, en somme, qui ne doit rien au surnaturel, et pas davantage la psychédélique histoire de cannibales où l'on voit des pieds coupés, des poumons roses et une déesse blonde. En revanche, le surnaturel rôde autour d'un lac (près du village dont Howard Vernon est le maire) d'où surgissent des soldats nazis tout mouillés, qui perdent en rigoles leurs fards verts de vampires, et à qui une fillette donne à boire des jattes de sang...

A Avoriaz, on ne verra pas ces productions qui remplacent les troupes errantes jouant en famille (cinq personnes, trois toiles peintes), de village en village, *la Tour de Nesles* et *le Bossu*. On ne verra pas non plus une très belle légende yougoslave, morbide et silencieuse, qui fait se rencontrer morts et vivants dans une carrière blanche. Du vrai fantastique pourtant, mais pas commercial. Avoriaz préfère les angoisses glacées du monde qui craque, et ses mythologies dégradées matraquées par les médias, le jeu de la folie meurtrière, les anomalies humaines. *l'Homme-Eléphant* aux yeux tristes, victime des curiosités et des bontés malsaines. Histoire vraie, voyage en surface de la souffrance dans la lumière intemporelle des lampes à gaz et les ombres grises de l'éternelle Albion. Le film, superbement élégant, grinçant, douloureux, est de David Lynch, le cinéaste d'*Eraserhead* (Une tête à effacer), conte surréaliste cruel... En réalité, le comte Dracula n'est pas né dans les Carpates, mais en Angleterre. David Lynch aussi.

COLETTE GODARD.

★ Festival d'Avoriaz, du 14 au 18 janvier.

MUSIQUE

L'avènement musical du Nord

(Suite de la première page.)

Car ni pour le public ni pour les jeunes instrumentistes (dont la moyenne d'âge est de trente-quatre ans), gonflés à bloc par leur chef, il ne s'agissait d'une exécution rituelle vidée de sa substance humaine.

Un homme témoignait, il est vrai, au milieu de ce concert, de la signification toujours actuelle de Beethoven : Miguel Angel Estrella reprenait contact avec l'orchestre dans le « Troisième Concerto en ut mineur ». Sans concessions au brio chevaleresque, son interprétation avait l'accent ferme, calme et viril, d'un combat grave, avec des instants de douceur d'une noblesse extrême, tandis que le « largo » s'immergeait dans une prière candide, abandonnée, poignante comme une « bénédiction dans la solitude » ; peut-être une image de cette « espérance contre toute espérance » qui ne l'a jamais abandonné.

Cent musiciens, un budget de 19 millions de francs, quatre-vingt-neuf concerts en 1980, soixante-quinze mille spectateurs, 6 000 kilomètres parcourus chaque année, soixante-quinze villes visitées, tel est le bilan significatif de l'extraordinaire instrument de diffusion musicale dont peuvent s'enorgueillir le Nord et Jean-Claude Casadesus qui, s'il s'est « marié avec la région », a aussi marié la région avec la musique.

Pygmalion et sa servante maîtresse

Le Nord a toujours été amateur de théâtre lyrique, mais dans des conditions artistiques souvent peu satisfaisantes. Un grand effort d'ouverture était nécessaire sans pour autant braquer le public traditionnel. L'opéra, à Lille, remonte la pente sous la direction d'Elie Delfosse, qui a présenté au début de la saison un « Falstaff » de qualité (« le Monde » du 19 novembre). Son Atelier lyrique, à Tourcoing (le ballet devant s'établir l'an prochain à Roubaix), après la première française du « Nez » de Chostakovitch l'an passé, vient de se signaler à nouveau par un petit spectacle aussi audacieux dans son propos que joliment réalisé.

Il s'agissait, dans cette ville surtout familière de l'opérette, d'illustrer un moment de l'histoire lyrique bien lointain, la « querelle des bouffons », les bouffons italiens victorieux qui entraîneront la disparition de l'opéra classique.

Démonstration lumineuse : devant un adorable décor (Isabel Echarri et D. Etcheverry) du Palais-Royal, peuplé de joueurs d'échecs du Café de la Régence, Diderot (l'excellent Jean-Noël Sissia) et le neveu de Rameau (J.-P. Lafont) discourent sur cette fameuse querelle, définissent avec humour les caractères et les mérites de l'opéra français et de l'opéra italien, et nous en proposent l'illustration réconciliée en mêlant « la Servante maîtresse » de Pergolèse au « Pygmalion » de Rameau, avec de menues modifications de livret : Pandolphe n'est autre que ce Pygmalion qui jadis tomba amoureux de sa statue (comme le raconte la musique de Rameau) ; mais celle-ci, venue à la vie, refusa de céder au désir du sculpteur tant que celui-ci n'accepterait pas de l'épouser ; grâce à Pergolèse, elle parvient à ses fins ; grâce à Rameau, tout s'achève par un ballet célébrant le triomphe de l'amour.

Ce mélange (à la manière d'« Ariane à Naxos » de Strauss) fait apparaître fort malicieusement la différence d'époque, de style, d'esthétique. Avec des moyens scéniques fort réduits mais charmants, le metteur en scène Jean-Paul Lucet articule très adroitement le passage de la comédie de mœurs à la fête mythologique de cour, dessinant des personnages aux gestes très justes et des scènes pleines de fraîcheur. Et l'orchestre de l'Opéra du Nord comme les jeunes chanteurs (Leslie Allison, Sophie Boulin, Gérard Garino surtout) se sont merveilleusement adaptés au style instrumental et vocal si souvent défiguré de Rameau grâce à Jean-Claude Malgoire, maître artisan de cette réussite.

Si, à la fin, les spectateurs du Café de la Régence prennent tous la direction du Théâtre des Italiens, Rameau peut certes s'en prendre à lui-même, à un art trop compassé malgré tant d'exquises musiques, mais aussi à Jean-Philippe Lafont et Lisa Levy, dont les voix savoureusement colorées et l'extraordinaire abattage font triompher la franchise et le naturel de la comédie simplette de Pergolèse. Souhaitons qu'un spectacle aussi réussi et parlant soit largement repris à travers la France.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Une plaquette illustrée, très complète, sur l'Orchestre de Lille vient de paraître avec son nouvel enregistrement (Harmonia Mundi) de la « Symphonie fantastique » sous la direction de J.-C. Casadesus (74, rue H.-Lefebvre, 59016 Lille Cedex ; 70 F.).

PHOTO

Un entretien avec Bernard Faucon

L'expérience première

Le premier livre de Bernard Faucon, *les Grandes Vacances*, vient de sortir aux Editions Herscher. Il est plein de couleurs, de cachotteries, de frissons, de mystères et boules de gomme, et il faut se dépêcher de l'ouvrir si l'on veut retrouver le goût de l'enfance. Dans les dernières photos de Bernard Faucon, réalisées cet été, des enfants rigides aux têtes de cire veillent pieusement la crucifixion d'un petit garçon vivant, au bord d'une route de campagne ; une clairière nocturne s'entrouvre pour découvrir un fils de Pan ; des trombes de lumière entrent dans les chambres et font voler les livres, les soirs d'éclipse brûlent les yeux des enfants. La neige s'enflamme. D'année en année, l'art de Bernard Faucon s'épure, se débarrasse de ses effets, pour trouver une incandescence simple de l'image, de l'imagination.

« *Je pense aux images par série*, dit Bernard Faucon. *J'ai l'intuition d'une série et à l'intérieur de ce courant des images particulières apparaissent et s'isolent. Après une phase très abstraite, je reconstruis l'image à partir de détails, d'objets, de situations. Puis je me confronte avec le lieu de la photo. La mise en place matérielle vient toujours perturber l'idée originale. C'est difficile de trouver les objets qui conviennent, de les articuler les uns aux autres. Le travail de la mise en scène revient à repousser progressivement le moment de la déception. En général, une photo est réussie quand la déception a disparu, quand l'idée a rejoint la fabrication.*

« Une certaine folie »

» *Tout est éclairé, même en extérieur, mais aucun effet n'est rajouté sur la pellicule, je n'utilise aucun filtre. Si j'ai besoin d'un flou, je ferai une légère fumée. Je photographie ce que vois, même si ça ne dure que le temps de la prise de vue, je peux penser que je l'ai vu. C'est aussi pourquoi j'ai besoin ensuite de tout faire disparaître. Si j'ai le sentiment d'avoir capturé l'image que je voulais, tout le reste n'existe plus. Je détruis immédiatement le décor, je range, ce qui me donne l'impression d'avoir vraiment photographié, d'avoir fait exister un instant qui ne se reproduira plus. Cette expérience m'a fait comprendre que ce que je faisais était proprement photographique : avant je me demandais de quelle façon j'étais relié à la peinture, ou à la photographie. Dans un tableau, les étapes du travail se survivent. Le déclenchement photographique fait disparaître tout ce qui a précédé, et transforme la mise en scène en instantané.*

» *Je nourris mes images d'une expérience de l'enfance à laquelle je reviens toujours : chaque fois que je me mets en condition de penser à une image, chaque fois que je veux la préciser, j'ai recours à une expérience primitive. Pour moi, c'est une garantie d'authenticité. Cette expérience rassemble des moments, pas très nombreux, qui se recoupent très bien, où j'ai eu conscience de vivre quelque chose d'unique, et que je me suis promis à l'époque de ne jamais oublier, avec insistance. Ces expériences ont un décor : certains paysages, certains mouvements à l'intérieur de ce paysage où je marche, où je cours, où je vole quelquefois.*

» *Je me vois sortant de ma chambre, à une heure du crépuscule, et je dois parcourir une distance qui me sépare de la maison familiale, ou de l'endroit où je vais prendre mon repas. Je sors toujours d'un endroit où je suis protégé, et je cours vers autre chose. Je passe d'un lieu intime à un lieu de mis en commun. Alors le paysage m'envahit, j'éprouve le crépuscule et les courants du vent. J'ai toujours besoin de confronter mes influences à ces sensations premières.*

» *De plus en plus, les mots qui me viennent pour parler de photo sont des termes qui font appel au surnaturel : transfiguration, miracle, éblouissement. Ça n'a pas de connotation religieuse, c'est l'idée du décrochage, du changement de plan. A partir d'un certain moment, tu ne peux pas rester lié à l'enfance sans aboutir à l'égoïsme. La seule chose qui peut te sauver d'un arrêt du temps, d'un centrement sur soi, d'une pétrification de tous les centres d'intérêt, est une certaine folie, non pas une folie destructrice, non pas une folie d'en bas, mais une folie d'en haut, une extrapolation de soi-même au lieu d'un arrêt sur soi. Comme si à un moment donné, au lieu de chercher l'enfance derrière soi, il fallait la chercher devant soi. C'est probablement pourquoi, de plus en plus, les enfants disparaissent de mes photos. Dans ma dernière photo, il n'y a plus qu'un enfant en très gros plan, et flou, comme une référence obligatoire : il est en train de disparaître du cadre. Cette disparition mettra du temps. J'imagine de nombreuses récidives...* »

Propos recueillis par HERVÉ GUIBERT.

★ *Les Grandes Vacances*, de Bernard Faucon, aux éditions Herscher (Paris-Audiovisuel / Kodak). Environ 125 F.

INSTITUT

A L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Menaces sur la philosophie

Aujourd'hui « *la philosophie se trouve menacée non pas dans telle ou telle manière d'être, mais dans son être même* », a déclaré lundi M. Etienne Borne, devant l'Académie des sciences morales et politiques.

Menacée de l'extérieur : son enseignement « *est refoulé vers des chemins perdus ou des impasses, alors que sont ouvertes à d'autres les voies royales* ». Sans doute le fameux projet, qui l'eût démantelé, de faire des terminales entièrement optionnelles, a-t-il dû battre en retraite — c'eût été la mort de la philosophie, — mais le statu quo, conservé vaille que vaille, n'est guère satisfaisant. Il ne peut que compromettre l'avenir. Et les professeurs de philosophie inclinent à croire, « *non sans quelque apparence de raison, à une entreprise délibérée, tendant à l'asphyxie de leur discipline* ».

La philosophie est-elle donc si redoutable ? Certes, les pouvoirs l'ont toujours considérée comme subversive. Ils « *n'aiment guère que les questions démystificatrices émergent à la pleine lumière* ». Seulement les contre-pouvoirs, eux aussi, la contestent, l'accusent d'avoir « *sous sa forme d'humanisme libéral, partie liée avec les forces conservatrices* ».

Elle n'est pas moins menacée de l'intérieur. « *Les sciences humaines, tentées d'impérialisme, substitueraient volontiers leurs inventaires, au surplus riches et suggestifs, à l'invention philosophique en même temps qu'une triple vulgate marxiste, nietzschéenne, freudienne, ne retient des doctrines et des idées philosophiques que des « idéologies », c'est-à-dire des expressions frauduleuses et une couverture sans innocence d'intérêts sociaux et individuels qui s'avancent masqués.* »

Qu'est-ce que l'homme ? demande essentiellement la philosophie. Or, « comment parler d'un questionnement *si pour toutes sortes de raisons anthropologiques et psychanalytiques la notion même de sujet est considérée comme une idole creuse, puisque « ça parle » et, par chance, « ça pense » dans l'inconscient ou dans le mythe sans qu'on ait besoin de personne pour parler et pour penser ?* ».

D'autre part, M. Etienne Borne dénonce les ravages causés, par exemple dans l'état de la pensée religieuse et dans celui de la pensée philosophique, par l'irrationnel, faute de normes pensées ou pensables. « *La plus redoutable des illusions serait de s'en remettre à quelque néo-scientisme technocratique et de croire que les technologies de pointe, notamment télématiques, qui imitent si bien ou si mal l'intelligence, déchargeront l'homme de cet honneur et de ce risque que les philosophes ont raison d'appeler la pensée.* »

Faut-il pour autant désespérer de son avenir ? L'orateur note des signes rassurants. Tel un retour à l'éthique : le respect des droits de l'homme « *sous tous les lieux géographiques et politiques* » implique une idée de l'homme « *forte convaincante, invulnérable à toutes les manipulations idéologiques, donc philosophiques* ». Il fait également état des références au judéo-christianisme en riposte aux défis d'un néo-paganisme ennemi de l'universel.

« *Encore faudrait-il que dans les hauts lieux on ne se contentât pas, en guise de philosophie, d'inoffensives et banales maximes sur l'ouverture de l'école à la vie ou l'adaptation de la pensée au monde comme il va — alors qu'il s'agirait d'avoir assez de foi dans l'école et son héritage de pensée pour les juger capables, cette école et cette pensée, de changer la vie et de rendre le monde moins mondain et plus humain.* »

Le débat qui a suivi cet exposé a posé le plus souvent le problème au niveau de l'enseignement et, revenant sur les menaces issues de l'intérieur, M. Ferdinand Alquié a notamment déploré que maints professeurs de philosophie n'enseignent pas la philosophie...

THÉATRE

« Le Neveu de Rameau »

Après avoir joué avec Francis Huster, au mois de décembre, « Jacques le fataliste », Jacques Weber garde Diderot et offre à ses fans « le Neveu de Rameau ». Truculent, débraillé, il emplit à lui seul le grand plateau du Théâtre du VIIIe, malgré la présence sur scène de spectateurs installés dans un décor de galerie, entre des drapés rouges et des lustres à chandelles. Le rôle du Philosophe (Philippe Bouclet) est réduit à celui de faire-valoir, de réplique dans une scène d'audition. La confrontation de l'homme de raison et du non-conformiste disparaît.

Le choix des textes se porte sur une série de portraits, qui permettent à Jacques Weber de faire parler son tempérament, de faire le monstre sacré, imitant les personnages qu'il décrit avec des bouffonneries appuyées, des grandes colères, des amertumes mélodramatiques. Avec une vigueur sans pareille. Tel que le spectacle est composé, le public y réagit comme au show d'une rock-star, sur l'instant, dans le rire et l'émotion à fleur de peau. — C. G.

★ Théâtre du VIIIe, Lyon, jusqu'au 17 janvier.

PETITES NOUVELLES

■ L'acteur américain Richard Boone est mort le 10 janvier en Floride à l'âge de soixante-trois ans.

[Peintre, écrivain, puis marin avant d'être acteur, il avait commencé sa carrière à Broadway en 1947. Spécialisé dans les rôles de « méchant » dans de nombreux westerns (notamment aux côtés de John Wayne) et films policiers, ses compositions au cinéma lui avaient valu d'obtenir la vedette de plusieurs séries télévisées, dont *Have gun, will travel*, qui l'avait rendu célèbre aux Etats-Unis.]

■ Jean-Pierre Vincent est confirmé, pour une nouvelle période de trois ans, dans son mandat de directeur du Théâtre national de Strasbourg.

■ La cantatrice Jessie Norman, contrainte, en raison de son état de santé, de renoncer pour au moins quatre semaines à toute activité, n'interprétera pas le rôle de Léonore dans « Fidelio » de Beethoven, les jeudi 15 et vendredi 16 janvier, au Palais des congrès, avec l'Orchestre de Paris. Elle sera remplacée successivement par Marita Napier et Hildegarde Behrens.

■ L'Académie des beaux-arts a constitué son bureau pour 1981 comme suit : président, M. Félix Labisse ; vice-président, M. Louis Leygue ; secrétaire perpétuel, M. Emmanuel Bondeville.

■ RECTIFICATIF. — C'est Salle Jules-Ferry, rue d'Ulm, et non à la Cinémathèque française, comme nous l'avons annoncé par erreur dans « le Monde » daté 11-12 janvier, qu'ont lieu ce mardi 13 janvier et le 14 janvier, à 20 h. 30, les projections des journées sur le monde rural finlandais, organisées par le service audiovisuel des affaires étrangères.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

SALLE GAVEAU Mardi 13 janvier à 21 heures. (Werner, p.e. Valmalète)
QUINTETTE TAFFANEL avec BRUNO **RIGUTTO**
Taffanel, Poulenc, Ligeti. MOZART : Quintette avec piano. ROUSSEL : Sextuor avec piano

INSTITUT NEERLANDAIS 121, rue de Lille. Jeudi 15 janvier à 20 h. 30. (p.e. Valmalète)
QUATUOR de **SAXOPHONES** des PAYS-BAS
Glazounov, T. Keuris, E. Bozza, Wim Petersma

SALLE GAVEAU Jeudi 15 janvier à 21 heures. (Valmalète)
SONATES par Bruno **MONSAINGEON** Violon
Daria Hovora Piano
MOZART, GRIEG, BACH, BRAHMS

GAVEAU Vendredi 16 janvier à 21 heures. (p.e. Werner)
« PIANISTES ET CONCERTS » ALICIA **de LARROCHA**
ALBENIZ : IBERIA

SALLE GAVEAU Samedi 17 janvier à 17 heures. (p.e. Kiesgen)
Amis Musique Chambre
QUATUOR LŒWENGUTH
Beethoven, Debussy, Ravel

SALLE PLEYEL Samedi 17, mardi 20, jeudi 22 et samedi 24 janvier à 20 h. 30. Loc. à la Salle Pleyel et à l'OPÉRA. (p.e. Valmalète)
Concerts MOZART Orchestre National de l'OPÉRA
Dir. Karl **MUNCHINGER**
Deux programmes différents 1) les 17 et 20 2) les 22 et 24

GAVEAU Samedi 17 janvier à 21 heures. (p.e. Kiesgen)
« Pianistes et Concerts » récital
Dominique **MERLET**
BEETHOVEN, BARTOK, DEBUSSY

SALLE PLEYEL Dimanche 18 janvier à 17 h. 45. (p.e. Valmalète)
Conc. Lamoureux
Sol. Jean **ESTOURNET** Violon
Dir. Pierre **BELLUGI**
BEETHOVEN Léonore III. MENDELSSOHN Concerto pour Violon. TCHAIKOVSKI Symp. Pathétique

INSTITUT NEERLANDAIS 121, rue de Lille. Mardi 20 janvier à 12 h. 30.
Erika WAARDENBURG Harpiste
Pescetti, Fauré, Flothuis, Jolas, Salzedo, Tournier

SALLE GAVEAU Mardi 20, samedi 24 janvier à 21 heures (Valmalète)
DEUX CONCERTS **QUATUOR AMADEUS**
Le 20 : MOZART. Le 24 : SCHUBERT (la Jeune Fille et la Mort)

SALLE GAVEAU Mercredi 21, vendredi 23 janvier à 21 heures. (p.e. Werner)
« Pianistes et Concerts » présente **BEAUX ARTS TRIO**
Le 21 : BEETHOVEN, RAVEL, BRAHMS
Le 23 : HAYDN, BEETHOVEN, SCHUBERT

SALLE PLEYEL Mercredi 28 janvier à 20 h. 30. (Valmalète)
Unique récital **Victoria de LOS ANGELES**
piano : Miguel **ZANETTI**
Granados, de Falla, F. Garcia Lorca

THEATRE DES VARIETES Mercredi 28 janvier à 21 heures. Louez : 508-42-41. (p.e. Kiesgen, Valmalète)
LES RÉCITALS DES VARIÉTÉS
Jean FONTAINE présente **I MUSICI** avec **PINA CARMIRELLI**
CORELLI - VIVALDI - BACH - LOCATELLI - BOTTESINI

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES Jeudi 29 janvier à 20 h. 30. (Kiesgen)
Claude HELFFER
BARTOK (Suites, Improv.) BEETHOVEN (Var. Diabelli)

EIC

mercredi 14 janvier 20 h 30
atelier Kurtag
direction **Sylvain Cambreling**
œuvres de György Kurtag
avec **A. Csengery** soprano, **G. et M. Kurtag** piano et le **Quatuor de l'EIC**
PALAIS DES ARTS 325 rue St-Martin - 3e loc. 272.62.98

IRCAM

du 19 au 24 janvier
deux créations mondiales
18 h 30 et 19 h
Gehlhaar / Pas à pas
avec A. Marion flûte, G. Deplus clarinette, J.-L. Chautemps saxophone, J. C. Pennetier piano
20 h 30
Cage / Roaratorio
avec J. Cage récitant, J. Heaney chant, P. et M. Mercier percussions, J. Fulleman régie son
ESPACE DE PROJECTION 31, rue St-Merri 4e loc. 278.79.95



ORCH. NATIONAL DE FRANCE
SALLE PLEYEL Jeudi 15 janvier à 20 h. 30.
Dir. : Gabriele FERRO. Sol. Welting, Murray. Maîtrise de Radio France. MENDELSSOHN - BRUCKNER

SAISON LYRIQUE
RADIO FRANCE Grand Auditorium. Vendredi 16 janvier à 20 heures.
Enesco **ŒDIPE**
N. Willis, B. Antoine, E. Laurens, Y. Bisson, L. Polgar, H. Guy, F. Pétri, V. Cortez, R. Constantin, J.-M. Frémeau, K. Tanziet, J. Bona. CHŒURS DE RADIO FRANCE
Dir. : Yves PRIN

CYCLE ACOUSMATIQUE
RADIO FRANCE Grand Auditorium. Lundi 19 janvier (Entrée libre)
20 h. 30 - Concert. Ph. MION - G. REIBEL. 22 h. 30 - Atelier. GRM/Synthétiseur avec le TRIO GRM-PLUS. Musiques mises en relief sonore par l'Acousmonium

ORCH. NATIONAL DE FRANCE
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES Mercredi 21 janvier à 20 h. 30.
Dir. : Gabriele FERRO. Sol. : D. Dorow, J. Shirley - Quirk. ZEMLINSKY - PROKOFIEV

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE
RADIO FRANCE Jeudi 22 janvier à 20 h. 30. (complet)
Dir. : E. KRIVINE. Sol. : Michaël Rudy. WEBER - BRAHMS - TCHAIKOVSKY

SAISON LYRIQUE
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES Samedi 24 janvier à 17 heures.
RAMEAU **Les Fêtes d'Hébé**
J. Gomez, J. Smith, A.M. Rodde, W. Kendall, B. Brewer, I. Caddy, D. Wilson-Johnson, Ch. Booth-Jones
Monteverdi Choir and Orchestra
Dir. : J.-E. GARDINER

MUSIQUE AU PRÉSENT
RADIO FRANCE Samedi 24 janvier à 16 h. 30. (Entrée libre)
L. de PABLO - A. SCHNITTKE - G. FINZI. Sol. : Oleg KAGAN. Ensemble instrumental du NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE. Dir. : Gilbert AMY

Loc. : RADIO FRANCE, salles et agences.

Musique THEATRE DE LA VILLE

18 h 30
une heure sans entracte du mardi au samedi 22 F
du 20 au 24 janvier
le pianiste **deszo ranki**
mardi 20 – jeudi 22 – samedi 24: Beethoven - Kurtag, Bartok - Schubert
mercredi 21 – vendredi 23: Beethoven - Schumann
tél. 274.11.24

THEATRE MUSICAL DE PARIS CHATELET
tmp
OPERAS FRANÇAIS DU XIXe SIECLE

LOUISE Charpentier / Simon / Fournet. Production du Grand Théâtre de Nancy. Du 13 au 22 Février
LE CID Massenet. VERSION CONCERT. Le 15 Février
LES PECHEURS DE PERLES Bizet / Pizzi / Kaltenbach. Production du Théâtre de Bologne. Du 4 au 13 Mars
CENDRILLON Massenet / Macdonald / Delacotte. Production du Centre National des Arts d'Ottawa. Du 20 au 29 Mars

PRIX DES PLACES 120F•90F•70F•50F•30F•20F
RESERVATIONS Par correspondance 1 mois à l'avance 2 rue Edouard Colonne. 75001 Paris
Aux caisses 14 jours à l'avance 1 place du Châtelet de 11h à 18h30

SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Comédie - Italienne (321-22-22), 21 h. : la Mort de Pantalon.
American Center (633-51-36), 21 h. : The Survivor and the Translator.
Petit Forum (297-53-47), 20 h. 30 : Michel Hermon chante.
Fontaine (874-74-40), 20 h. 30 : Steack.
Galerie - Théâtre (551-00-85), 20 h. 45 : Colporteur d'images.
Ivry, Théâtre des Quartiers (672-37-43), 20 h. 30 : Mais on doit tout oser, parce que.
Vincennes, Théâtre D.-Sorano (374-73-74), 21 h. : le Gardien, de Pinter.
Théâtre Sagor (797-03-39), 20 h. 45 : le Malade imaginaire.
Nouveautés (770-52-76), 20 h. 30 : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre.
Théâtre de Gennevilliers (793-63-12), 20 h. 45 : les Créanciers.
Petit Montparnasse (320-89-90), 20 h. 30 : Ai-je dit que je suis bossu ?

Les salles subventionnées et municipales

Comédie - Française (296-10-20), 20 h. 30 : les Caprices de Marianne; l'Epreuve.
Petit Odéon (325-70-32), 18 h. 30 : la Nuit juste avant les forêts.
T. E. P. (797-96-06), 20 h. 30 : les Serments indiscrets.
Petit T. E. P. (797-96-06), 20 h. 30 : Sur les ruines de Carthage.




ORCHESTRE COLONNE
dimanche 18 janvier à 18 h 15
IVAN FISCHER
MICHEL BEROFF piano
Brahms - Beethoven
dimanche 25 janvier 18 h 15, M. CONSTANT / A. DUMAY
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS-CHÂTELET
places de 20 F à 80 F
loc. aux caisses de 11 h à 18 h 30

PIANO ★★ - THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
STAATSKAPELLE DRESDEN les 24 et 27 janvier, 20 h. 30
POLLINI - BLOMSTEDT les 25 et 26 janvier, 20 h. 30
BOHM - RYSANEK
MOZART - BRAHMS - WAGNER - BRUCKNER
Location : Théâtre 723-47-77.

CHAILLOT
Le jeune homme
DE JEAN AUDUREAU
MISE EN SCÈNE : DOMINIQUE QUÉHEC
PRODUCTION : MAISON DE LA CULTURE D'AMIENS
« La plus grande pièce de théâtre écrite en français depuis Les Nègres de Genet ». (Alfred Simon).
SALLE GÉMIER (727.81.15)

LES 2 MEILLEURES SOIRÉES DE PARIS



Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 13 janvier

Carré Silvia Monfort (531-28-34), 22 h. 15 : la Prose du Transsibérien et de la petite Jehanne de France.
Théâtre de la Ville (274-11-24), 18 h. 30 : Djamel Allam ; 20 h. 30 : le Bonheur des dames.
Théâtre musical de Paris (261-19-83), 20 h. 30 : la Vie parisienne (Offenbach).

Les autres salles

Aire libre (322-70-78), 20 h. 15 : la Bande dessinée ; 21 h. 45 : Falligan's Visions.
Antoine (208-77-71), 20 h. 30 : Potiche.
Atelier (606-49-24), 21 h. : les Trois Jeanne.
Carrefour de l'Esprit (633-48-65), 20 h. 30 : les Dilemmes de la balance.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de la Tempête (328-36-36), 20 h. 30 : Charcuterie fine.
Cité internationale universitaire (589-67-57), Resserre, 20 h. 30 : le Personnage combattant.
Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h. : Reviens dormir à l'Elysée.
Comédie des Champs - Elysées (723-37-21), 20 h. 45 : Madame est sortie.
Comédie de Paris (281-00-11), 20 h. 15 : Les spirites se mettent à table ; 21 h. 15 : les Voyageurs de carton.
Edouard-VII (742-57-49), 21 h. : Deburau.
Essaïon (278-46-42), 21 h. : la Vie en douce. — II, 21 h. 30 : Est-ce que les fous jouent-ils ?
Gaîté - Montparnasse (322-16-18), 20 h. 15 : Le Père Noël est une ordure.
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir, 18 h. 30 : Compartiment non-fumeurs ; 20 h. 30 : Ficelles. — Théâtre rouge, 18 h. 30 : Jacques a dit ; 20 h. 30 : Jeux et Fatras ; 22 h. 15 : Molly Bloom. — Petite salle, 18 h. 15 : Parlons français.
Madeleine (265-07-09), 20 h. 45 : Siegfried.
Marais (278-03-53), 20 h. 30 : la Pique-Assiette.
Marigny (256-04-41), 21 h. : la Bonne Soupe. — Salle Gabriel (225-20-74), 21 h. : le Garçon d'appartement.
Michel (265-35-02), 21 h. 15 : On dînera au lit.
Moderne (280-09-30), 20 h. 30 : la Nuit.
Montparnasse (320-89-90), 21 h. : Exercices de style. — Petite salle, 20 h. 30 : l'Evangile selon saint Marc.
Œuvre (874-42-52), 20 h. 45 : Un habit pour l'hiver.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h. 30 : Joyeuses Pâques.
Potinière (261-44-16), 20 h. 30 : Eléphant Man.
Renaissance (208-18-50), 18 h. 30 et 21 h. 15 : les Mouches.
Studio des Champs - Elysées (723-35-10), 20 h. 45 : le Cœur sur la main.
Studio - Théâtre 14 (539-88-11), 20 h. 30 : Dérision (Jacoby, mime).
Théâtre des Cinq - Diamants (580-18-62), 20 h. 30 : les Colombes sauvages ; 21 h. 30 : Duo pour deux agents doubles.
Théâtre - en - Rond (387-88-14), 20 h. 30 : l'Homme à l'envers.
Théâtre Marie-Stuart (508-17-80), 20 h. 30 : Dominique Bailly.
Variétés (233-09-92), 20 h. 45 : l'Intoxe.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 30 : Pythie-Trésor ; 21 h. 30 : Des phantasmes dans le caviar ; 22 h. 30 : le Testament du Père Leleu.
Au Lapin agile (606-85-87), 21 h. : La bohème qui chante.
Blancs-Manteaux (887-17-84), 20 h. 15 et 21 h. 30 : Areuh = MC2 ; 22 h. 30 : l'Homme à la coque. — II, 20 h. 15 : Tribulations sexuelles à Chicago ; 21 h. 30 : Poulet frites ; 22 h. 30 : Refrains.
Café d'Edgar (320-85-11), 18 h. 30 : Katiouchka ; 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : Sueur, cravate et tricot de peau.
Café de la Gare (278-52-51), 20 h. 30 : le Grand Vide sanitaire.
Connétable (277-41-40), 20 h. 30 : Thomas ; 22 h. 30 : M. Fanon.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 21 h. 30 : le Roi des balcons.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 15 : P. Rapset ; 21 h. 15 : Ivres pour vivre ; 22 h. 45 : G. Tazartes.
Croq' Diamants (272-20-06), 18 h. 30 : Ça boum... Pascadal ? ; 20 h. 30 : la Voix humaine ; 22 h. : le Fétichiste (dernière).
Le Débarcadère (607-79-39), 21 h. 30 : A. Cuniot.
L'Ecume (542-71-16), 20 h. 30 : J.-P. Réginal ; 22 h. : Labouret et Labro.
Le Fanal (233-91-17), 20 h. : La chasse est ouverte ; 21 h. 15 : le Président.
Lucernaire (544-57-34), 22 h. 30 : B. Arnsc.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Phèdre à repasser ; 22 h. 15 et 23 h. 15 : le Concerto déconcertant. — II, 21 h. 45 : L'une mange, l'autre boit ; 22 h. 45 : Suzanne, ouvre-moi.
Pied-Bleu (285-33-16), 20 h. 30 : Une étoile dans le placard ; 21 h. 45 : Nous, on aime ; 23 h. : D. Raquillet.
Le Point-Virgule (278-67-03), 20 h. 30 : Tranches de vie ; 21 h. 30 : J.-M. Cornille ; 22 h. 45 : B. Garcin.
La Soupap (278-27-54), 20 h. : la Raison du meilleur ; 21 h. 30 : Anefrance dans la sandwich.
Sélénite (354-53-14), 20 h. 15 : Racontez-moi votre enfance ; 21 h. 30 : Two men chauds. — II, 21 h. 30 : Fico.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Un polichinelle dans le tiroir ; 21 h. 30 : Ma vie est un navet ; 22 h. 30 : M.-Th. Orain.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (320-39-69), 20 h. 30 : Madame le Président ; 21 h. 30 : Bonjour les monstres ; 22 h. 30 : l'Amour en visite.

Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 15 : Ka.
Vieille - Grille (707-60-93), 21 h. : M. Rivat.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Heureux ceux qui n'attendent rien car ils n'auront pas plus.
Deux-Anes (606-10-26), 21 h. : Quand les ânes voteront.

Comédies musicales

Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h. 30 : Cache ta joie.
Théâtre de la Porte - Saint - Martin (607-37-53), 20 h. 45 : Harlem Swing.

La danse

Centre Mandapa (589-01-60), 20 h. 45 : Indra Devi, danse du Cambodge.
Dunois (584-72-00), 21 h. : Contact.

Le music-hall

Aire libre (322-70-78), 23 h. : J.-L. Debattice.
Bobino (322-74-84), 20 h. 45 : Guy Bedos.
Gaîté - Montparnasse (322-16-18), 20 h. 15 : Imago.
Gymnase (246-79-79), 20 h. 30 : Coluche.
Olympia (742-25-49), 21 h. : Hervé Vilard.
Palais des glaces (607-49-93), 20 h. 30 : Lolo Sy Ny Tarini.
Palais des sports (828-40-48), 20 h. 45 : le Cirque de Moscou.

Les concerts

Salle Gaveau, 21 h. : Quintette à vent Taffanel, sol. B. Rigutto (Taffanel, Poulenc, Ligeti, Mozart, Roussel).
Eglise Saint-Germain de Charonne, 20 h. 30 : Trio à cordes de Paris (Bailif, Mozart, Beethoven).
Radio-France, grand auditorium, 20 h. 30 : Nouveau Quatuor de Zurich (Haydn, Beethoven, Kelterborn).
Cité internationale universitaire, 21 h. : E. Kotzia (Villa-Lobos, Albeniz, Granados, Duarte, Pampos, Magamakis).
Théâtre des Champs - Elysées, 21 h. : Compagnie Torres Limited.
Galerie Peinture-Fraîche, 20 h. 45 : Colporteurs d'images.

Jazz, rock, pop', folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h. 30 : F. Guin Swing Quartet.
Caveau de la Montagne (354-82-39), 22 h. : G. Badini Swing Machine Trio.
Gibus (700-78-88), 22 h. : Beau Leste.
Palais des arts, 20 h. : Archie Shepp et Mal Waldron.
Slow-Club (233-84-30), 21 h. 30 : Jacky Milliet Jazz Band.

Dans la région parisienne

Créteil, Maison de la culture (899-94-50), 20 h. 30 : le Désamour.
Evry, Agora (077-93-50), 21 h. : F. Martin (Weiss, Gallot, Bach, Visée, Lully).
Le Vésinet, CAL (976-32-75), 21 h. : B. Haller.
Vincennes, Théâtre Daniel - Sorano (374-73-74), 21 h. : Ph. Delettrez Quintet.

MERCREDI



THEATRE FONTAINE
création de **STEAK**
la nouvelle comédie de VICTOR HAIM
Mise en scène de René Dupuy
Horriblement drôle !
Location 874.74.40 et Agences

FM
Tous les programmes de France-Musique. Toute la musique sur France-Culture. Tous les concerts en France. Toute l'actualité musicale. Toutes les nouveautés du disque. Tous les mercredis. Chez tous les marchands de journaux.
3 F.

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans

La Cinémathèque

Chaillot (704-24-24), 15 h. : l'Homme à la barbiche, de L. Valray ; Le commissaire est bon enfant, de J. Becker ; 19 h. : Un homme marche dans la ville, de M. Pagliero ; 21 h. : Toute la ville en parle, de J. Ford.

Beaubourg (278-35-57), relâche.

Les exclusivités

AC/DC (Fr.), Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00).

LA BANQUIERE (Fr.), Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88).

BIENVENUE Mr CHANCE (A., v.o.) : Lucernaire, 5e (544-57-34).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Movies-Halles, 1er (260-43-99) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Tourelles, 20e (364-51-98) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).

LA BOUM (Fr.), Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Passy, 16e (288-62-34).

BRUXELLES TRANSIT (Belg., v. Yiddish) : Olympic, 14e (542-67-42).

BYE BYE BRESIL (Brésil, v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LA CAGE AUX FOLLES II (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

CALIGULA (It.-Ang., v.o.) (**) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).

CAUCHEMAR (Fr.) : Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

LES CHARLOTS CONTRE DRACULA (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43).

LE CHEF D'ORCHESTRE (Pol., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).

LA CIGALA (It., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LA CITE DES FEMMES (It., v.o.) (*) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

LA CONSTANTE (Pol., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).

LE COUP DU PARAPLUIE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88).

LE DERNIER METRO (Fr.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).

DON GIOVANNI (Fr.-It.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

DROLES DE COUPLES (It.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

ERASERHEAD (A., v.o.) (**) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Olympic, 14e (542-67-42).

L'ETE DE LA PEUR (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08). — V.f. : Miramar, 14e (320-89-52) ; Lumière, 9e (246-49-07).

EXTERIEUR NUIT (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90).

FAME (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Elysées Point-Show, 8e (225-67-29). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

FRAYEURS (It., v.f.) (**) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

GLORIA (A., v.o.), Saint-Germain Huchette, 5e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

GOSSES DE TOKYO (Jap., v.o.) St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic, 14e (542-67-42).

HAZAL (Turc, v.o.) : Studio de la Harpe-Huchette, 5e (633-08-40).

LES FILMS NOUVEAUX

ASPHALTE, film français de Denis Amar : Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LA FAIM DU MONDE, film français de Théo Robichet : La Clef, 5e (337-90-90).

LES FOURBERIES DE SCAPIN, film français de Roger Coggio : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

L'OR DANS LA MONTAGNE, film italien de Ermanno Olmi : (v.o.) : Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Bastille (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02). — (V.f.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).

LA TOUR EIFFEL EN OTAGE, film américain de Claudio Guzman : (v.o.) : France-Elysées, 8e (723-71-11). — (V.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Eldorado, 10e (208-18-76) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54).

SPECTACLES

IMMACOLATA E CONCETTA (It., v.o.) (**) : Epée de Bois, 5e (337-57-47). H. sp.
INSPECTEUR LA BAVURE (Fr.) : ABC, 2e (236-55-54) ; Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
JE VOUS AIME (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Fauvette, 13e (331-60-74), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14)) ; Colisée 8e (359-29-46), Nation, 12e (343-04-67) ; Parnassiens 14e (329-83-11), Gaumont-Convention 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
JUSTOCŒUR (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), h. sp.
KAGEMUSHA (Jap.), v.o. : Saint-Germain-Village 5e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Haussmann 9e (770-47-55).
MANHATTAN (A.) (v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34), en soirée.
MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Hautefeuille 6e (633-79-38).
NICK'S MOVIE (All.), v.o. : Saint-André-des-Arts 6e (326-48-18).
OUBLIER VENISE (It.) v.o. : Quintette, 5e (354-35-40), Pagode 7e (705-12-15) ; Monte-Carlo 8e (225-09-83) Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.o. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A.), v.o. : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
LE REBELLE (Fr.) : Epée-de-Bois 5e (337-57-47) ; Calypso, 17e (380-30-11), h. sp.
RENDEZ-MOI MA PEAU (Fr.) : Biarritz 8e (723-69-23).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Saint-Ambroise 11e (700-89-16) h. sp. ; Studio de l'Etoile 17e (380-19-93) h. sp.
SAUVE QUI PEUT (LA VIE) (Fr.-Suisse) (*) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
LES SEDUCTEURS (Fr.-It.), v. it. : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00).
SHINING (A.) (*), v.o. : Colisée, 8e (359-29-46) ; Studio-Raspail, 14e (320-38-98). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69).
SI JE TE CHERCHE, JE ME TROUVE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
STARDUST MEMORIES (A.), v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10). — V.f. : Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Gobelins, 13 (707-12-28)
SUPERMAN II (A.), v.o. : Saint-Germain-Studio, 5e (354-42-72) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Broadway, 16e (527-41-16). — V.f. Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Wepler, 18e (522-46-01).
TENDRES COUSINES (Fr.) (*) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ternes, 17e (380-10-41).
LA TERRASSE (It., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
THE ROSE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Palais des Arts, 3e (272-62-98).
TROIS HOMMES A ABATTRE (Fr.) (*) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18).
LE TROUPEAU (Turc, v. o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
TUSK (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90).
UN DROLE DE FLIC (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83). — V.o./V.f. : Mercury, 8e (562-75-90). — V.f. : Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
UN MAUVAIS FILS (Fr.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
WEISSE REISE (All., v. o.) : Action-République, 11e (805-51-33). H. sp.
Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

SPECTACLES POUR ENFANTS

(du 13 au 20 janvier)

LES SALLES SUBVENTIONNÉES
Carré Silvia Monfort (533-66-70), mer., 15 h. 30 ; sam. et dim., 14 h. et 16 h. 30 : Cirque Gruss à l'ancienne.

MARIONNETTES

Marionnettes du Luxembourg (326-46-47), mer., sam. et dim., 14 h. 30 et 15 h. 30 : les Métamorphoses du Prince charmant.
Théâtre d'animation, Vincennes (365-44-41), mer., sam. et dim., 14 h. 30 : Robinson Crusoé.

CIRQUE

Cirque d'Hiver-Bouglione (700-12-25), sam., 15 h. et 21 h. ; dim., 14 h. et 17 h.
Palais des sports (828-40-90), tous les jours, sauf dim. et lundi, 20 h. 45 ; mer., sam. et dim., 14 h. 45 et 17 h. 30 : le Cirque de Moscou.

THEATRE

Café d'Edgar (320-85-11), mer., 14 h. et 16 h. ; sam., 15 h. et 16 h. 30 : Est-ce que tu dors ?
Coupe-Chou (272-01-73), mer. et sam., 15 h. : Magie.
Cour des Miracles (548-85-60), mer. et sam., 15 h. 45 : Journal intime de Caroline Petans ; mer., 14 h. 30 : Henri Des.
Palais des glaces (607-49-93), mer. et sam., 14 h. 30 : Contes pour enfants pas sages.
Studio-Théâtre 14 (337-70-82) ; mer., 14 h. 30 : le Hardi Petit Tailleur.
Théâtre Astral (588-84-13), mer., 14 h. 30 et 15 h. 30 ; dim., 15 h. 30 : Nez vert.
Théâtre de la Gaîté-Montparnasse (533-42-21), mer., sam. et dim., 14 h. 30 : Mathias Ier ; mer. et sam., 17 h. 30 : l'Ecole des femmes.
Théâtre de Paris (281-48-40), tous les jours, sauf sam. et dim., 14 h. 15 : le Barbier de Séville (dernière le 16) ; le Roman de Renart (à partir du 19).
Théâtre le Point-Virgule (278-67-03), mer., 14 h. 15 ; sam., 15 h. : M. Pétoche ; mer. et dim., 15 h. 30 ; sam., 16 h. 30 : M. Pissenlit.
DANS LA REGION PARISIENNE
Choisy-le-Roi, CMAC, les 18, 19 et 20, 10 h. et 14 h. ; le 17, 10 h. : la Pomme verte.
Créteil, Maison des arts André-Malraux, le 13, 9 h. 30 et 14 h. 15 ; le 14, 14 h. 30 et 20 h. 30 : Ah !
Noisy-le-Grand, Salle Gérard-Philipe, les 15 et 16, 10 h. et 14 h. 30 : Du haut de mes trois pommes.
Saint-Quentin-en-Yvelines (062-82-81), le 21, 14 h. 30 : les Petites Lumières.
Sceaux, Centre d'action culturelle (660-05-64), les 15 et 16, 9 h. 30 et 14 h. 30 : Pilibi de bas en haut.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Prudence et bonté

Ça recommence, ou plutôt ça continue. Un foyer d'étudiants, une crèche, une école, une synagogue mitraillés ou plastiqués, et, pas plus tard que dimanche dernier, des inscriptions antisémites un peu partout à Clichy et à Rosny-sous-Bois sur plusieurs tombes situées dans la partie réservée à la communauté juive. Il tombait bien, le grand rabbin Sirat, lundi soir 12 janvier, à « Cartes sur table ». Nombre de ceux qui n'appartiennent à la communauté que par, comment dire, vocation — ils sont en majorité — s'attendaient sinon à un cri d'alarme, au moins à une mise en garde solennelle.

Pensez-vous. Rien du tout. Pas un tressaillement sur son beau visage sérieux, serein, pas un vibrato dans sa voix satinée. Il donne l'impression mêlée de bonté, de prudence et de majesté. Un fin politique à n'en pas douter avec des attitudes de prélat. C'est à peine si ses interlocuteurs ont pu l'amener à reconnaître qu'il y avait en France une résurgence du racisme. Il a préféré — il a eu cent fois raison — insister sur les grandes manifestations d'indignation populaire au lendemain de l'attentat de la rue Copernic et étendre la notion de racisme aux travailleurs immigrés.

Quand on lui a demandé s'il y aurait un vote juif aux prochaines présidentielles, il a répondu non, un non indubitable.

Cependant, poussé dans ses retranchements, pressé de dire si tel ou tel parti risquait plus que d'autres de se couper de l'électorat juif, il a laissé entendre que les incidents de Vitry, oui, peut-être, pourraient donner à réfléchir. Il ne fallait pas non plus grossir les faits.

L'arrivée en métropole de nombreux juifs d'Afrique du Nord, des juifs sépharades, comme lui, a fait bouger la communauté c'est vrai. Pas dans le sens de la violence et des représailles, non, dans la voie d'un retour aux sources, d'une redécouverte de l'identité juive. Un exemple : il y avait en 1955 quatre bouchers d'abattage cashers dans la région parisienne, on en trouvait cent vingt l'an dernier.

Tout ça baignait dans l'huile d'onction. Jusqu'au moment où on en est venu à parler de l'Etat d'Israël. Là, on a perçu une sorte de raidissement intérieur. Certes, les juifs français pouvaient réserver leur opinion sur l'action du gouvernement de M. Begin, encore que ce ne soit pas à eux, Français juifs, d'en juger.

Le problème palestinien ? Il l'a, hélas ! escamoté.

Sous les paroles d'amour, d'espoir de paix universelle, on a senti percer, en cas de danger réel pour le pays du retour, pour la terre d'asile, une inébranlable solidarité. Comment ne pas la comprendre, comment ne pas la partager en voyant, au-delà des crématoires, la situation réservée aux juifs, aujourd'hui encore, de par le monde ?

CLAUDE SARRAUTE.

Le dur bonheur d'être juif

On le disait pointilleux, voire intégriste. Or, c'est un grand rabbin expansif et chaleureux *que nous avons* vu et entendu.

« Etre juif, c'est un grand bonheur, dit-il. *Même si c'est un dur bonheur. »* Optimisme naïf ? Optimiste, René-Samuel Sirat l'est certes, mais animé d'une espérance née de la foi. Tout au long de l'émission, c'est l'homme spirituel, pétri des Ecritures, qui s'exprimait. Sa prédilection pour les *midrash* — interprétations rabbiniques de la Bible en fonction de la situation actuelle — lui permettait, d'ailleurs, d'esquiver des questions trop directes.

Sur la situation religieuse en France, il a fait preuve d'une ouverture — prudente — aux autres croyances. Selon lui, les télégrammes de condoléances qu'il a été amené à envoyer aux musulmans, aux catholiques, aux protestants, pour exprimer sa sympathie dans diverses épreuves, ne suffisent pas. Il faudrait arriver à une action concertée.

Pour ce qui est de la responsabilité catholique historique dans la propagation de l'antisémitisme, le grand rabbin refuse d'accabler les chrétiens d'aujourd'hui. Plus, il a cité par deux fois, comme un progrès important, la déclaration de l'épiscopat français de 1973 sur l'héritage judaïque de la foi chrétienne et la place d'Israël dans l'histoire sainte.

Les évêques français seraient-ils en avance dans ce domaine par rapport au Saint-Siège ? Le grand rabbin Sirat a relevé une phrase dans la dernière encyclique de Jean-Paul II sur la miséricorde divine — à propos de la loi du talion « *Œil pour œil, dent pour dent* » — qu'il avoue ne pas comprendre. « *Reprendre ce texte concernant la loi du talion*, a-t-il dit, *alors qu'on sait fort bien que le judaïsme rabbinique n'en a jamais donné une interprétation littérale, il y a là quelque chose qui fait problème pour nous.* »

Persuadé que nous vivons dans les temps pré-messianiques — il a donné comme signe les accord de Camp David ! — le grand rabbin Sira a conclu par un triple vœu adressé aux Français : l'espérance, l'amour du prochain, de l'étranger et de Dieu ; une justice exigeante. Quel beau programme !

A. W.

Mardi 13 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 45 Avis de recherche
19 h 10 Une minute pour les femmes
File-moi 10 balles ou je cogne.
19 h 20 Emissions régionales
19 h 45 Les paris de TF 1
20 h Journal
20 h 35 Le grand débat
M. Lech Walesa, président du syndicat Solidarité de Pologne, en direct de Rome, répond aux questions de quatre journalistes : Jean Daniel *(Nouvel Observateur)*, Claude Imbert *(le Point)*, Jean-François Revel *(l'Express)*, François Gault (TF 1). Débat présenté par Jean-Marie Cavada.
21 h 35 Série : Ils ont vingt ans
La poussière du temps.
Pour les enfants des années 60, la guerre d'Algérie, c'est l'histoire. Ils « ne connaissent pas ». Ce qui les intéresse ? L'avenir, leur avenir. Premier volet d'une enquête sur la génération d'après le « baby boom ».
22 h 30 L'Histoire de la bande dessinée : Trait de mémoire
Les échos du silence.
De la tapisserie de Bayeux à nos jours.
Une émission d'André Blanc. Réalisation de Claude Miller.
23 h Journal

DEUXIÈME CHAINE : A2

18 h 30 C'est la vie
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres
19 h 20 Emissions régionales
19 h 45 Top club
20 h Journal
20 h 30 D'accord, pas d'accord

20 h 40 Les dossiers de l'écran : French Connection
Film américain de W. Friedkin (1971), avec G. Hackman, F. Rey, R. Scheider, T. Lo Bianco, M. Bozzuffi, F. de Pasquale.
Deux inspecteurs de la brigade des stupéfiants de New-York sont chargés de découvrir la filière française par laquelle la drogue arrive aux Etats-Unis. L'un d'eux emploie des méthodes expéditives.
Mise en scène frénétique à effets spectaculaires. Au premier plan, le portrait un peu trop complaisant d'un flic raciste, cruel, inhumain.
22 h Débat : Les chemins de la drogue
Avec MM. F. Le Mouel, de l'Office central de répression des stupéfiants ; P.-L. Annayras, procureur de la République ; R. Marcellin, ancien ministre ; J.T. Cusak, ancien directeur pour l'Europe du Bureau américain des narcotiques ; R. Kendall, du secrétariat général d'Interpol ; H. Decker, inspecteur divisionnaire honoraire de Marseille ; F. Missan, R. Colombani et J. Derogy, journalistes.
23 h 30 Journal

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre.
Le club Perspectives et Réalités.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 *Dessin animé.*
Hashimoto : un ami loyal.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : Michel Strogoff.
Film franco-italo-yougoslave de C. Gallone (1956) ; avec C. Jurgens, G. Page, H. Nassiet, P. Fabian, J. Paredes, G. Buhr, Sylvie, S. Koscina. (Rediffusion.)
Un courrier du tsar, déguisé en marchand, doit, pour porter un message secret à Irkoutsk, en Sibérie, traverser une région de l'Empire russe envahie par les Tartares. Une illustration à grand spectacle du roman de Jules Verne.
22 h 20 Journal.

FRANCE - CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « Ballade pour Carson Mc Cullers », d'Anne Lemaitre.
19 h. 25, Jazz à l'ancienne.
19 h. 30, Sciences : La matière aujourd'hui.
20 h., Dialogues : L'économie a-t-elle pris le pouvoir ?, avec G.-H. Radkowsky et R. Renouvin.
21 h. 15, Musiques de notre temps, avec Xavier Darasse.
22 h. 30, Nuits magnétiques : Risques de turbulence.

FRANCE - MUSIQUE

18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D. Lemery ; 20 h., Premières loges Wagner.
20 h. 30, Concert (cycle de quatuors) : « Quatuor à cordes en sol majeur » (Haydn) ; « Quatuor à cordes n° 2 » (Kelterborn) ; « Quatuor à cordes n° 13 en si bémol majeur » (Beethoven), par le Nouveau Quatuor de Zurich en direct du Grand Auditorium.
23 h., Ouvert la nuit : La revue de la presse et de l'édition musicale en Allemagne.

Mercredi 14 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout
12 h 30 Midi première
13 h Journal
13 h 35 Portes ouvertes
13 h 40 Les visiteurs du mercredi
Spécial 6-10 ans ; 14 h. 15, Heidi ; 14 h. 50, Feuilleton Matt et Jenny ; 15 h. 13, Spécial 10-15 ans ; 15 h. 40, Les Poipoi ; 16 h. 28, Les infos ; 16 h. 40, La super-parade des dessins animés ; 17 h. 30, Studio 3.
18 h Auto mag
18 h 20 L'île aux enfants
18 h 45 Avis de recherche
19 h 10 Une minute pour les femmes
La captive imaginaire.
19 h 20 Emissions régionales
19 h 45 Les paris de TF 1
19 h 50 Tirage du loto
20 h Journal
20 h 35 Série : Quatre femmes, quatre vies.
La Maison bleue.
Premier épisode d'une série de quatre portraits de femme. Celui-ci est un peu décevant par son manque de réalisme.
22 h Magazine : La rage de lire
Emission de G. Suffert. L'irrésistible ascension des écrivains allemands. Avec MM. G. Grass (« Rencontre en Westphalie »), S. Hermlin (« Crépuscule »), H.-C. Buch (« Voyage au creux du désordre »).
23 h 10 Journal

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir
12 h 30 Série : La vie des autres
12 h 45 Journal
13 h 35 Emissions régionales
13 h 50 Face à vous
14 h Les mercredis d'aujourd'hui madame
15 h 15 Série : Bonanza
Une grande dame.
16 h 10 Récré A 2
La maison de Dorothée.
18 h 10 Cours d'anglais
18 h 30 C'est la vie
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres
19 h 20 Emissions régionales
19 h 45 Top club
20 h Journal
20 h 35 Variétés : Palmarès 81
Avec Chantal Goya.
21 h 50 Magazine des sports : Grand stade
22 h 45 Magazine : Zig-Zag
De T. Wehn Damisch. Lumière, lumière : les primitifs de la photographie.
L'époque héroïque de la photographie, à partir des collections du XIXe siècle de la Bibliothèque nationale.
23 h 15 Journal

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Fred Basset ; De truc en troc.
18 h 55 Tribune libre.
S.O.S. Environnement.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Hashimoto : de l'histoire ancienne.
20 h Les jeux.
20 h 35 Cinéma : l'Héritier.
Film français de P. Labro (1972) ; avec J.-P. Belmondo, C. Gravina, J. Rochefort, C. Denner, M. Kerwin. (Rediffusion.)
Un homme hérite des aciéries et du groupe de presse de son père, mort dans un accident d'avion. Il réforme les entreprises paternelles et découvre que l'avion avait été saboté.
Entre les films « noirs » américains et les films politiques de Francesco Rosi. Réalisation plus brillante que convaincante. Jean-Paul Belmondo est excellent.
22 h 10 Journal.

FRANCE - CULTURE

9 h. 7, Matinée des sciences et des techniques : Histoire des sciences.
10 h. 45, Le livre ouverture sur la vie : Table ronde sur la production littéraire « Jeunesse » de l'année 1980.
11 h. 2, Toulouse musical : Hier et aujourd'hui.
12 h. 5, Agora : Ecrire est un métier menacé.
12 h. 45, Panorama : Manchester, capitale du nord de l'Angleterre.
13 h. 30, Solistes : Okamats (Chopin), Morica (Brahms), Carbonel (Schönberg).
14 h., Sons : La vie d'un journal parisien.
14 h. 5, Un livre, des voix : « Kilroy » d'Yvonne Baby.
14 h. 47, L'école des parents et des éducateurs : Réponses à la violence.
15 h. 2, Points d'interrogation : Les grandes civilisations.
16 h. 50, Départementale à Nancy : la culture des villes, la culture des champs.
17 h. 32, Toulouse musical : hier et aujourd'hui.
18 h. 30, Feuilleton : « Ballade pour Carson Mc Cullers », d'A. Lemaitre.
19 h. 25, Jazz à l'ancienne.
19 h. 30, La science en marche : Vivre de sa science.
20 h., La musique et les hommes : Toulouse au douzième siècle.
22 h. 30, Nuits magnétiques : Risques de turbulence.

FRANCE - MUSIQUE

9 h. 2, Le Matin des musiciens : Albert Roussel, renouveau ou retour ? (Roussel, Milhaud, Honegger, Stravinski, Schoenberg, Koechlin).
12 h., Musique de table ; 12 h. 35, Jazz classique : le pianiste Willie Smith, « The Lion » ; 13 h., Les Musiciens ont la parole : Jacques Vandeville, hautboïste.
14 h., Microcosmes : Emission pour la jeunesse : 14 h. 5, Les études à l'étude ; 14 h. 20 (et 16 h., 16 h. 50) : Le Compagnon de l'après-midi ; 14 h. 30 (et 16 h. 5) : Kaléidoscope : Debussy, Boulez, Louvier, Schubert ; 15 h. (et 16 h. 55), Pêle-mêle infos ; 15 h. 15, Jeu des énigmes ; 15 h. 30, Galerie de portraits : le Burundi (chant à voix chuchotées avec accompagnement de cithare inanga, Akazéké, tambours ingoma ; 16 h. 30, Chants du village ; 17 h., Feuilleton ; 17 h. 10, Haute infidélité (Depster, Bayle).
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time (Coltrane) ; 18 h. 30, Magazine de D. Lemery ; 20 h., Equivalences (non voyants) : Chopin, Liszt, Debussy.
20 h. 30, Concert (IRCAM) : « To whom it may concern », œuvre collective de Caussé, Gerzso, Globokar, Wessel ; « Light » (Machover), par l'Ensemble Intercontemporain, dir. Peter Eotvos et V. Globokar pour l'œuvre collective.
22 h. 30, Ouvert la nuit : Les chants de la terre ; 23 h., Les mémoires de la musique : « Pour les quarante ans de Placido Domingo » (Verdi, Schumann, Bizet, Puccini, Brahms, Giordano).

TRIBUNES ET DEBATS

MARDI 13 JANVIER

— *M. Lech Walesa*, président du syndicat Solidarité de Pologne, est l'invité de l'émission « Le grand débat » de TF 1, à 20 h. 35.

— Une interview exclusive du président de la République égyptienne, *M. Anouar El Sadate*, sur les problèmes posés par les récents événements en Afrique et la crise politique en Israël, est diffusée sur Antenne 2, à 20 heures.

MERCREDI 14 JANVIER

— *MM. Roger Chinaud*, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, et *M. Gaston Defferre*, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, participent à l'émission « Le duel », sur France-Inter, à 19 h. 15.

CLAUDE SARRAUTE

juif

A. V.

CULTURE

MUSIQUE

Mirabelle

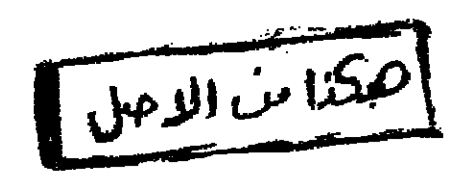
Alerte sur la télé.

Depuis plus d'un an, Télérama enquête auprès des trois chaînes, à la SFP et partout où se fait ou se défait la télévision d'aujourd'hui. Télérama publie à partir du 14 janvier 1981 tout ce qu'il a découvert : les malfaçons, les abus, les blocages, les paralysies. A la veille des élections présidentielles, Télérama tire le signal d'alarme : le service public doit saisir sa dernière chance.

Télérama
ALERTE SUR LA TÉLÉVISION

Chez votre marchand de journaux.

A partir du 14 janvier 81, une grande enquête dans Télérama.



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.	La mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

Société d'Ingénieurs Conseil intervenant à l'échelle mondiale dans le domaine pétrolier recherche

INGENIEURS ET AGENTS DE MAITRISE

Instructeurs spécialisés dans l'une des activités suivantes :
- . Forage-production.
- . Exploitation en raffinerie ou en usine pétrochimique.
- . Entretien mécanique pétrolière.
- . Entretien contrôle et instruments de mesure dans l'industrie pétrolière ou pétrochimique.
- . Dessin d'installations pétrolières.

Pour le fonctionnement de centres de formation de techniciens en Afrique du Nord.
Ces différents postes sont à créer rapidement. Certains des candidats les plus expérimentés se verront offrir des fonctions d'organisation en *plus de la diffusion des cours techniques.*

Prière envoyer C.V. et prétentions s/réf. 1152 à P. LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS cédex 02 qui transmettra.

Plate-formes Ro-Ro

L'action de la mer sur les ouvrages de main d'homme : ponts, passerelles, plate-formes offshore, les phénomènes de résonance mécanique, hydraulique qui en découlent, voilà une rare expertise à gagner pour celui qui, ingénieur des Ponts, du GM, des TP, a gardé le goût des études théoriques, à forte composante mathématique.
Serez-vous cet expert ? Notre homme-produit ? Non pas le spécialiste du «one-man show» car vous aurez toute une équipe derrière vous : de l'ingénieur d'affaires en passant par le BE, les techniciens en régulation, automatismes, mécanique, électricité, hydraulique, circuit d'air, ballastage,... Vous aurez toute l'expérience passée de notre société, spécialisée dans la résolution des problèmes de liaison côte-navire. Mais de la commande à la livraison, plus même de sa conception au suivi après mise en route, vous serez le père du produit, votre produit : toute construction flottante, ni vraiment ouvrage d'art, ni vraiment bateau, permettant le transfert des personnes et des marchandises.
Cette expertise acquise, vous aurez à rencontrer vos collègues du monde entier – en vous exprimant en anglais évidemment – qui se penchent sur ce même type de problèmes. Vous serez consulté par les directions portuaires françaises et étrangères. Votre parole sera entendue, que vous disiez «projet faisable» ou «projet impossible». Une équipe jeune, motivée et performante vous attend. Écrivez rapidement sous réf. 811 518M aux consultants du cabinet de recrutement Sirca.



Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

Un des tout premiers Groupes Commerciaux d'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE recherche

JEUNES INGENIEURS TEXTILES

(Epinal, Mulhouse, Roubaix, ITF Boulogne)
intéressés par le commerce des tissus, notamment imprimés et articles d'habillement.
Les candidats, âgés de 30/35 ans environ, justifieront d'une expérience professionnelle de plusieurs années dans la vente.
Des séjours antérieurs Outre-Mer seraient en outre appréciés.

Envoyer CV détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 6770 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.



emplois régionaux



TECHNICON

TM

Leader mondial dans les SYSTEMES ANALYTIQUES et INFORMATIQUES pour LABORATOIRES, recrute dans le cadre de l'expansion de sa

DIVISION EXPORT

ingénieur d'assistance technique

Basé à ALGER, pour prendre la responsabilité de notre centre de service AFRIQUE du NORD (Maroc, Algérie, Tunisie), le candidat bénéficiera de tous les avantages d'un statut contractuel à l'expatriation.

ingénieur service après-vente

Basé à notre centre de DOMONT (95), le candidat voyagera à raison de 50 % de son temps sur les pays du Moyen-Orient et d'Afrique Francophone

Pour ces deux postes nous recherchons de JEUNES INGENIEURS ou TECHNICIENS SUPERIEURS en ELECTRONIQUE, AUTOMATISMES, MESURES PHYSIQUES ou EQUIVALENT, ayant un sens aigu des responsabilités, de l'organisation et une bonne connaissance de la langue anglaise.

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, adressez votre candidature avec C.V. et prétentions à M. COLISTRO TECHNICON - B.P. 10 - 95330 DOMONT.

ALSTHOM ATLANTIQUE

DEPARTEMENT TRANSFORMATEURS DE DISTRIBUTION recherche pour EXPORTATION

INGENIEURS OU CADRES TECHNICO-COMMERCIAUX

avec :
- quelques annees d'expérience
- 30 ans minimum
- formation électromécanique souhaitée
- excellente pratique commerciale des langues allemande et/ ou anglaise
- disponibilite pour voyages fréquents
- esprit d'équipe

pour : développer, négocier, gérer la vente du produit fabriqué par le département ; animer le réseau commercial.

Zone d'activite : **EUROPE ou MOYEN-ORIENT.**

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à Direction Commerciale Exportation, 94, Avenue de Villiers 75017 Paris.

CHEF DE SECTION PAIE
8.500.000 C.F.A.

Compagnie minière Afrique Équatoriale

Une Compagnie minière (4.000 personnes) opérant en Afrique Équatoriale recherche un Chef de Section Paie. Sous l'autorité du Chef du Personnel, il sera directement chargé du traitement informatique de la paie du personnel d'encadrement de la compagnie et il supervisera et contrôlera par sondage l'établissement de la paie des agents d'exécution et de maîtrise. Il participera à la conception et à la mise en place de systèmes et procédures informatiques destinés à la gestion administrative du personnel. Il établira tous les états, situations et documents périodiques destinés aux organismes extérieurs (caisses de retraite, assurances, administrations...). Le candidat retenu, âgé d'au moins trente-cinq ans, de formation supérieure comptable, possédera une dizaine d'années d'expérience professionnelle en matière de gestion administrative de personnel, acquise dans une entreprise de plusieurs milliers de personnes. – Écrire s/réf. 406/M à :

G.R.H. Conseils
3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

transpac

INGENIEURS

- 1 ingénieur (ou 1 technicien supérieur, DUT option automatique ou informatique ou équivalent) ayant participé à la réalisation de systèmes temps réel, avec si possible, des connaissances sur MITRA 125. Il sera chargé de mener des campagnes de mesures sur le réseau. *Réf. 101*
- 1 ingénieur ayant travaillé en assembleur sur processeur spécialisé pour participer à des études et des réalisations, ayant pour but d'améliorer la maintenabilité des commutateurs du réseau. *Réf. 102*
- 1 ingénieur ayant de bonnes connaissances sur les matériels informatiques et de transmission de données pour assurer la gestion technique, la maîtrise et l'évolution des matériels du réseau (2 à 3 ans d'expérience souhaités). *Réf. 103*
- 1 ingénieur ayant des connaissances en téléinformatique, avec si possible, une expérience d'une ou deux années au moins sur deux des sujets suivants : *Réf. 104*
  - commutation par paquets,
  - langage évolué de type Pascal,
  - système de production de logiciel,
  - *interface homme-machine.*

Envoyer curriculum vitae détaillé à :

transpac Réseau national de transmission de données par paquets
103, av. de Crimée B.P. 2209 35022 Rennes Cédex

Directeur Général Athènes

Un important groupe électronique et informatique recherche un DIRECTEUR GENERAL, pour son réseau Grèce-Proche-Orient en charge d'activités commerciales et industrielles.

Pour ce poste basé à Athènes, la connaissance de l'anglais est nécessaire, celle du grec moderne souhaitée.

Merci d'écrire avec C.V., *photo et prétentions*, en indiquant sur l'enveloppe la référence 501-M à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées).

MEDIA PA

SORGEM

Cabinet Français en Organisation et Informatique

recherche dans le cadre de son developpement

ORGANISATEURS SENIORS (Réf. 101)

Les candidats auront une formation superieure en gestion et si possible en economie, une experience professionnelle d'environ 5 ans, etre attires par les problemes de developpement, etre capables de prendre rapidement la responsabilite d'une mission sur le terrain.
Une experience africaine est appreciee.

ORGANISATEURS JUNIORS (Réf. 102)

Les candidats auront une formation superieure en gestion (notamment en comptabilite) ainsi qu'une experience professionnelle de 2 ans.

Pour les deux postes une reelle capacite a travailler dans les milieux professionnels divers notamment en Afrique, une bonne mobilite ainsi qu'une aisance dans les relations humaines sont indispensables.

Une bonne maitrise de l'anglais, des connaissances comptables (DECS), une premiere experience en Cabinet d'Organisation ou en Cabinet d'Audit anglo-saxon, ainsi que des notions d'informatique representent un atout complementaire.

ORGANISATEURS INFORMATICIENS SENIORS (Réf. 103)

Les candidats auront au minimum 5 ans d'experience en planification P.M.E. et grande entreprise.
De bonnes connaissances en gestion sont necessaires ainsi qu'en technique d'utilisation et d'évaluation des mini-ordinateurs.

Adresser votre C.V., photo et pretentions a SORGEM 152, bd Pereire 75017 PARIS

Société de Services Informatiques filiale de l'un des premiers Groupes Financiers Francais, nous recherchons pour un poste basé en Afrique (ABIDJAN) notre

directeur général adjoint

Agé de 35 ans environ, diplômé d'une grande école scientifique ou commerciale, sa mission immédiate consistera à prendre en charge un important projet temps réel. Une expérience de plusieurs années de conduite de projets informatiques est nécessaire. La connaissance du secteur bancaire et de solides notions d'anglais seraient appréciées.

Le niveau de rémunération globale sera de l'ordre de 20.000.000 de F CFA + avantages liés à l'expatriation.

Adresser C.V. photo et salaire actuel sous référence 61.12/DA/296 à ADEQUATION. 62/64 avenue Emile Zola - 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

IMPORTANTE SOCIETE DE DISTRIBUTION EN GROS DE MATERIEL ELECTRIQUE

recrute pour ses Etablissements situés dans le Sud-Est, le Nord et le Centre Ouest

CHEFS D'AGENCE

diplômés CNAM, Bréguet, Sudria, etc ...
Age 30/40 ans environ

chargés d'animer et de gérer des unités de 20 à 60 personnes, les candidats retenus auront :
- un goût profond pour la vente et le contact humain;
- le sens de l'organisation et de la gestion;
- des connaissances technologiques approfondies en matériels électriques et d'automatisme;
- une expérience professionnelle de plusieurs années.

Envoyer CV avec photo, copies diplômes et prétentions sous référence 6771 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Groupe Français recherche pour sa filiale américaine de distribution d'équipement pétrolier :

1 TECHNICO-COMMERCIAL DÉBUTANT

Niveau DUT, célibataire, bonne santé, destiné à prendre dans le futur une part active dans le développement commercial international de la société.

Le candidat étant appelé à évoluer dans un milieu professionnel rude devra montrer des qualités de contact peu communes, être disposé à améliorer rapidement une connaissance, déjà très bonne, de la langue anglaise et à s'adapter aux conditions d'existence de EAST TEXAS.

Envoyer C.V., photo à P.G.I., 8, rue du Commandant-Schloesing, 75016 PARIS.

Société de transports internationaux

recherche pour une de ses Agences Portuaires d'Afrique Noire

1 CHEF DE SERVICE *consignation maritime*

Une expérience de 5 à 10 ans dans cette activité (lignes régulières, affrètement, notions de droit maritime), ainsi qu'une pratique satisfaisante de l'anglais sont indispensables.

Rémunération attrayante, avantages liés à l'expatriement.

Adresser C.V. détaillé et photo s/réf. 2915 à INTER P.A. - B.P. 508 - 75066 PARIS cédex 02 qui transmettra.

ALLEMAGNE : EURO-SPRACHSCHUL ORGANISATION (25 écoles en Allemagne) recherche PROFESSEURS DE FRANÇAIS à partir d'août-septembre 1981 pour contrat de 1 ou 2 ans renouvelable. Langue allemande nécessaire, langue commerciale souhaitées. C. V., phot et diplômes à Euro-Sprachschule, Herstallstr., 39 D-8750 Aschaffenburg, République fédérale d'Allemagne. Interviews Paris, mars 1981.

URGENT, rech. prof. HIST.-GEO : Lycée français à Beyrouth. Se renseigner Mission laïque française. Tél. 553-25-17.

CANAL recrute pour société inter.

1 ANALYSTE ORGANIQUE mise en place de 34 en GAP 2 expér. Parlant anglais, statut expatrié pour le NIGERIA.

1 ANALYSTE PROGRAMMEUR Connaissant IBM 34, 32, 3-12. Poste à Paris avec quelques missions en AFRIQUE. Tél. pour R.-V. 292-08-77 poste 10.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Pays de Loire
Ingénieur grande école

L'ingénieur que nous recherchons possède déjà quelques années d'expérience industrielle et est intéressé par les larges possibilités d'évolution offertes dans une société en expansion (2300 personnes - Plus de 700 MF de C.A.) exportant mondialement sa technologie.

A court terme, il est prévu de lui confier la responsabilité d'une unité de fabrication (200 personnes) avec des pouvoirs importants en gestion technique, économique et humaine.

C'est pourquoi nous attendons de lui une excellente capacité d'adaptation, le souci de l'efficacité, le sens de l'humain.

Adresser lettre de candidature et CV détaillé sous référence 462 M à A. AUPETIT.

CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

MATRA ESPACE TOULOUSE



se développe et crée des postes :

INGENIEUR MECANICIEN

Il assure la définition, la mise en place et la réalisation d'équipements d'intégration pour des systèmes de CHARGES UTILES de satellites de télécommunication (guides d'onde et coaxiaux).

Il a la responsabilité d'un petit atelier de fabrication prototypes.

Ce poste concerne un ingénieur ayant 2 à 5 ans d'expérience en réalisation prototypes RF.

Anglais indispensable. Réf. A.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

ESE – ENSI – INSA

Il est intégré dans un groupe projet et a une responsabilité de gestion et de suivi de la qualité sur des programmes spatiaux.

Une expérience de 5 ans environ dans l'industrie aéronautique ou spatiale acquise dans des services méthodes, fabrication ou contrôle est indispensable.

Anglais courant compte tenu de fréquents déplacements en Europe. Réf. B.

INGENIEUR

A et M – ENSI – ENI – UTC ...

Il assiste techniquement les équipes systèmes et groupes projets dans les actions de conception et de développement sur des programmes spatiaux.

Il a une responsabilité de coordination entre les groupes projets/systèmes, les B.E. et les services méthodes.

Ce poste concerne un ingénieur, ayant au moins 5 ans d'expérience acquise en B.E., méthodes ou fabrication.

Des connaissances larges en technologie de fabrication notamment dans les domaines de micro-mécanique, optique, cablage, sont indispensables.

Bon niveau en anglais. Réf. C.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence du poste choisi sous Nº NK 751

MATRA Monsieur le Chef du Personnel
rue des Cosmonautes Z.I. du Palays – 31400 TOULOUSE

MATRA

Développe son Centre Spatial de Toulouse (bientôt 500 p.) et recherche un

Jeune CHEF du PERSONNEL

Diplômé d'Etudes Supérieures, ce cadre à fort potentiel sera avant tout un homme de dialogue vis à vis du Personnel composé en majorité d'Ingénieurs et de Techniciens de haut niveau.

Sous l'autorité du Directeur du Centre et en liaison fonctionnelle avec la Direction des relations sociales de la Société, il développera la fonction Personnel dans tous ses aspects.

Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat ayant acquis une première expérience dans la fonction Personnel, par exemple en tant qu'adjoint dans une entreprise industrielle d'une certaine importance et fortement motivé par l'exercice de sa mission dans un secteur à technologie de pointe.

Diverses possibilités d'évolution peuvent être envisagées à l'intérieur du Groupe.

Adresser votre dossier complet
(lettre manuscrite CV-photo et salaire)
en précisant la référence RP 876 sur l'enveloppe

MATRA Boîte Postale Nº 1
78146 VELIZY
VILLACOUBLAY CEDEX

---

directeur export Extrême-Orient

200/220000 F

Filiale d'un groupe important, notre activité concerne la fabrication et la commercialisation de cognac et de liqueurs destinés essentiellement à l'exportation.

Rattaché directement au Président, vous aurez l'entière responsabilité de nos ventes et du développement de notre pénétration sur les pays de l'Extrême-Orient dans lesquels nous avons des distributeurs qu'il vous faudra animer.

Il s'agit surtout d'un poste de terrain dans lequel vous serez déchargé de tous les aspects administratifs.

Réussir dans ce poste suppose une formation commerciale de type E.S.C. ou équivalent, complétée par une solide expérience de l'exportation de produits similaires. Cependant, nous nous attacherons principalement à vos capacités de négociation, d'animation et de contact à tous les niveaux car vous serez en même temps notre ambassadeur.

Basé à Cognac, vous devrez prévoir 50 à 60% de temps en déplacements.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 4888 à Bruno DEMOINET,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS

iBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

COFIROUTE

la société des autoroutes
PARIS - POITIERS – PARIS - LE MANS
recherche pour
son district de LA FERTE BERNARD (72)

1 CHEF DE DISTRICT

âgé de 35 ans minimum, il se verra confier la responsabilité de l'exploitation d'un tronçon d'autoroute de 60km environ.

Une expérience et une aptitude confirmée dans le domaine de l'animation des hommes est indispensable.

Une formation de niveau DUT Génie Civil, conducteur de travaux ou une expérience équivalente est un atout supplémentaire de réussite.

Si vous êtes intéressé, adresser CV et prétentions au Service Recrutement sous référence CD.

L'OCÉANE – L'AQUITAINE

COFIROUTE
42, avenue Raymond Poincaré.
75116 PARIS

Un Important Groupe Industriel
recherche
pour l'une de ses usines situées en province
(Région Nord Est - 60 km de Paris) un :

INGENIEUR de PRODUCTION en ELECTRONIQUE

pour lui confier l'étude, la mise en place et à terme la responsabilité d'une unité de fabrication en micro-électronique.

Ce poste conviendrait à un ingénieur Grande Ecole (A et M – ENSI - ou équivalent) débutant à quelques années d'expérience, possédant une bonne pratique de la langue anglaise.

Déplacements fréquents à prévoir surtout dans la phase de démarrage.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo sous Nº 7812 à

PARFRANCE Annonces
4 rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

MATRA

pour son Centre de Fabrication de SALBRIS
(650 p.) implanté en Loir et Cher
à 60 km d'Orléans :

CHEF DU SERVICE GESTION

- Dépendant du directeur de l'établissement, il est le correspondant local pour les comptabilités générales et analytiques.
- Il est responsable de la comptabilité industrielle du Centre et encadre un service de 8 personnes environ.
- Il aidera les responsables à tenir les objectifs et à améliorer la rentabilité du Centre au travers d'analyses rigoureuses des chiffres.
- Ce poste convient à un cadre de formation supérieure valorisée par une expérience industrielle de 3 à 4 ans ou à un cadre confirmé ayant une solide expérience de la gestion acquise en milieu de production.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 759

MATRA Service du Personnel
B.P. 29 – 41300 SALBRIS

LYON. 60 à 70 000 F

Vous avez un tempérament gagneur.
Vous recherchez un poste évolutif.
Vous voulez vous donner à fond dans un métier où vous pouvez faire carrière.
Une importante chaine d'hypermarchés vous propose de débuter comme

RESPONSABLE COMMERCIAL

***PROFIL DU POSTE**. Jeune 23 ans minimum.*
Formation commerciale supérieure (ESC, Sciences Eco, écoles commerciales ou niveau universitaire équivalent).

QUALITÉS ESSENTIELLES POUR RÉUSSIR :

- *enthousiasme et combativité,*
- *sens commercial développé,*
- *goût des responsabilités,*
- *aptitudes à former et à animer du personnel,*
- *gestionnaire consciencieux et méthodique.*

Formation assurée. Après avoir fait leurs preuves dans cette fonction, les candidats se verront confier des responsabilités importantes.

Réelles perspectives d'avenir.
Rémunération élevée liée à l'évolution des résultats.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :

promonor
52, RUE DE DOUAI - 59000 LILLE
DISCRÉTION ABSOLUE

SUD OUEST

leader de sa spécialité

ENTREPRISE DE CONSTRUCTIONS METALLIQUES

200 PERSONNES - 50 MILLIONS DE CA

implantée à 30 km d'une ville importante et pittoresque recherche, pour être placé directement sous les ordres du Directeur Général, un

chef comptable

qui sera chargé de la comptabilité, de la paie, de la fiscalité courante et de la gestion du personnel avec un service de 6 personnes. Il travaillera en étroite liaison avec le Contrôleur de Gestion.

Traitements sur logabax et par service bureau extérieur.

Situation intéressante dans entreprise stable et bien gérée.

Envoyez C.V., photo et prétentions sous référence 2248-M à
MAMREGIES
3, rue d'Hauteville - 75010 Paris
qui transmettra.

Etre le « Patron » à Strasbourg

C'est le début d'une carrière dans notre Groupe International constructeur de biens d'équipements. Familier du milieu industriel vous coordonnerez Vente, Après-Vente et Administration, développerez notre présence sur le marché alsacien, maintiendrez un fort niveau de service à la clientèle, et veillerez à la rentabilité de cette succursale.

Homme de terrain, vous avez déjà prouvé votre capacité de manager et souhaitez être le dirigeant autonome d'une équipe de 60 personnes environ.

Au terme d'une période de formation - rémunérée - aux produits et aux méthodes de notre Société vous ajouterez à un fixe attrayant un intéressement aux résultats de votre action.

Votre CV accompagné d'une photo récente et de vos prétentions, nous sera transmis s/réf. 83675 par CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 et traité avec toute la discrétion voulue.

INGENIEUR fiabilité, qualité et développement produits

MIDI-PYRENEES

Société métallurgique, filiale de deux groupes importants, national et international, fabricant de produits à haute technicité, recherche un INGENIEUR Grande Ecole (CENTRALE, AM, ENSI ou équivalent) débutant ou avec une première expérience.

— Le titulaire, dont le poste laisse une large part à l'innovation technique, au management des hommes et à l'organisation, prendra en charge :

- dans un premier temps, le service qualité, fiabilité y compris les relations clients sur ces problèmes,
- dans un second temps, la conduite des projets de développement produits.

— Nous offrons :

- un développement continu des compétences et des niveaux d'expertise, intégré dans un plan de carrière cohérent,
- des possibilités de carrière rapide, y compris au niveau du Groupe, pour un élément brillant,
- une rémunération motivante, fonction de la performance,
- de larges facilités d'accueil, avec participation aux frais d'installation, dans une région particulièrement attrayante.

Envoyer C.V. et prétentions, sous référence 1840 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

SECIM

Constructeur de laminoirs pour ferreux et non ferreux réalisant 80 % de son chiffre d'affaires à l'exportation, recherche pour son bureau d'études «Engrenages»

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Le candidat retenu aura une formation A & M ou équivalente, une bonne maîtrise de l'anglais, éventuellement de l'allemand.

Une expérience en bureau d'études de 2 ans est souhaitée, soit en mécanique générale et bâtis soudés, soit en engrenage.

Après une période d'adaptation, il devra être apte à animer un groupe de plusieurs dessinateurs chargés de la réalisation de projets pour lesquels les impératifs de délais et de coûts sont importants.

Le poste est à pourvoir dans une des usines, située à MAUBEUGE (59).

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à : SECIM, Avenue Clemenceau - 59680 FERRIÈRE-LA-GRANDE.

HAVAS CONTACT

---

ulpac

union laitière pyrénées aquitaine charentes
CA : 1 Milliard 200 Millions de NF - 1 300 Personnes dont le Siège est à TOULOUSE Recherche un

DIRECTEUR des RELATIONS HUMAINES

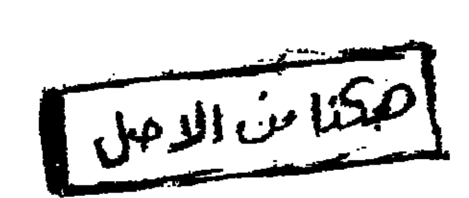
Outre les Responsabilités habituelles liées à la fonction - il conçoit propose et met en œuvre une politique de gestion des ressources humaines - et anime le Service du Personnel.

Ce poste ne peut convenir qu'à un professionnel de la fonction - qui a plus de 35 ans - et qui justifie d'une expérience similaire de plusieurs années, de préférence en secteur industriel.

Il a si possible une formation de base juridique.

Merci de faire parvenir un dossier complet sous n° 80M à :

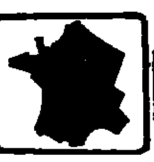
Marie Françoise LAUTREC LEPY conseil d'entreprise
22 rue Sainte Marthe 31000 TOULOUSE
qui recevra avec son Client - les personnes sélectionnées pour le premier entretien.
Discrétion absolue.



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.	La mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	23,00	32,93



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

La Quinoléine

(C.A. 1980 : > 300 M.F.)

DES HOMMES AU SERVICE DE L'AGRICULTURE sur le marché des produits phytosanitaires. C'est aussi une SOCIETE CHIMIQUE DE DIMENSION INTERNATIONALE. Pour faire face à notre développement, nous recherchons :

Chef de projet marketing

Le département international recherche, dans le cadre de la diversification de ses activités, un CHEF DE PROJET expérimenté dans les études de marchés de produits de consommation. Il prendra en charge la définition du plan stratégique et le développement français et international d'une nouvelle gamme de produits «grand public» et professionnels de traitement des bois.
(Référence 8101).



Ingénieurs marketing régionaux

Au sein d'une Direction Régionale du Département Agricole, leur mission comprend :
o l'analyse des conditions spécifiques du marché régional phytosanitaire (Grandes Cultures et viticulture notamment), en liaison avec le Département Central du Marketing.
o le conseil de la Direction Commerciale Régionale sur le couple «Marché - Produit local»,
o l'animation de la stratégie Produit nationale et régionale, auprès de l'équipe de vente, avec l'aide d'un ou plusieurs Ingénieurs conseil.
Une formation agronomique et une première expérience de la vente et de l'animation ou de l'analyse de marché sont nécessaires pour ces postes situés à MONTPELLIER (réf. 8104) et en REGION PARISIENNE (réf. 8105).

Responsable de l'administration des Ventes

Notre direction régionale «ILE DE FRANCE» recherche un (e) jeune GESTIONNAIRE pour prendre en charge l'administration des ventes et, d'une façon générale, les aspects logistiques concernant l'équipe commerciale (suivi de budgets, questions administratives et sociales notamment). Il sera en particulier associé à la mise en place d'un outil informatique de gestion et à son développement.
Une formation type DUT de Gestion ou licence et une première expérience commerciale serait une bonne préparation à ce poste situé à BURES S/YVETTE (91).
(Réf. 8107)

Ingénieurs conseils régionaux

Jeunes Ingénieurs agronomes, leur mission est d'appuyer l'équipe de vente dans la promotion de nos produits phytosanitaires auprès des distributeurs, utilisateurs et services techniques officiels.
Ces hommes d'écoute et de conseil ont la responsabilité de porter la communication technique et commerciale de nos produits sur le terrain.
Une expérience commerciale ou technique dans les produits phytosanitaires et de réelles qualités d'animateur seront leurs atouts.
Deux postes sont actuellement à pourvoir :
- région NORD-EST (REIMS) (réf. 8102)
- Région SUD-EST (LYON) (réf. 8103)

Assurées d'une discrétion absolue et d'une réponse, les candidatures (lettre manuscrite en précisant la référence du poste choisi et C.V.) sont à adresser à LA QUINOLEINE SERVICE DU PERSONNEL 43, rue de Liège - 75008 PARIS.

racg carrières

DIRECTEUR ETUDES RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

NORMANDIE

La filiale française d'un important groupe international, spécialisée dans la fabrication d'emballages techniques et leader sur ses marchés : pharmacie, cosmétologie et parfumerie, recherche son DIRECTEUR ETUDES RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT.

Par son apport créatif et sa capacité à diriger une équipe de recherche pluridisciplinaire, le candidat contribuera à maintenir l'avance technique de la Société.

Rattaché au Directeur Général et membre du Comité de Direction, il proposera et fera aboutir le programme des travaux de recherche et de développement des produits nouveaux. Ceux-ci, fabriqués en très grande série, sont essentiellement des mécanismes à base de pièces plastiques.

Le candidat idéal pour ce poste clé disposera d'une bonne formation *scientifique (école d'ingénieur ou doctorat)* et d'une solide expérience de la recherche et du développement en milieu industriel.
Il parlera l'anglais.
La rémunération élevée sera fonction de la valeur et de l'expérience du candidat.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions sous référence M 154 à Rudolph von Raesfeldt, TEG, Tour Maine Montparnasse 33 avenue du Maine, 75755 Paris cédex 15. Discrétion assurée.

The Executive Group

média-system

CISI

Filiale Ingénierie Informatique du Groupe CISI

recherche pour son département Ingénierie de Systèmes et Automation spécialisé dans la réalisation de systèmes clé en main dans le domaine industriel.

Réf. A DEUX TECHNICIENS SUPÉRIEURS

ayant 2 à 4 ans d'expérience en électronique digitale pour participer à la réalisation d'une nouvelle gamme de produits industriels.
Lieu de travail : **ORSAY.**

Réf. B UN INGÉNIEUR LOGICIEL

ayant 1 à 2 ans d'expérience en informatique industrielle.
Lieu de travail : **100 km au Sud de Paris.**

Réf. C DEUX INGÉNIEURS LOGICIEL

ayant 6 mois à 1 an d'expérience en informatique industrielle et connaissant le matériel SOLAR.
Lieu de travail : **GRENOBLE.**

Pour tous ces postes, téléphonez au **907.78.09**, postes **213-214** entre 14 et 17 heures.

ingénierie informatique

Emplois et Carrières

NUCLÉAIRE

GESTION TECHNIQUE DE FABRICATION

INGÉNIEUR

Nous vous proposons de:

— diriger une équipe d'ingénieurs et de techniciens pour:

— réaliser le suivi technique des contrats de fabrication avec nos sous-traitants (depuis les approvisionnements jusqu'à la mise à disposition des produits chez les clients).

Une expérience (minimum 3 ans) de fabrication industrielle de grande série est nécessaire.
Anglais parlé souhaité.
Poste à pourvoir à LYON.

Les dossiers de candidature, accompagnés d'un C.V. détaillé sont à adresser, sous réf. 70634 M, à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

roset

Leader français du mobilier contemporain de haut de gamme recherche

RESPONSABLE DE SECTEUR COMMERCIAL

pour région Provence-Méditerranée, Languedoc-Pyrénées

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé de l'ENSEIGNEMENT COMMERCIAL SUPERIEUR possédant les qualités d'homme de terrain et la culture lui permettant d'assumer une large mission d'animation du réseau négoce ameublement, tant en ce qui concerne les actions commerciales qu'au niveau de la mise en valeur des modèles sur le plan esthétique.

Son expérience de quelques années, acquise dans la distribution de biens de consommation, doit s'allier à un intérêt certain pour la décoration contemporaine. Sans être indispensable, une pratique du dessin sera un atout apprécié.

Rémunération élevée comprenant fixe et intéressement + véhicule.

Ecrire Cabinet GATIER, sous référence 049, 32 rue Barrême 69006 LYON.

média-system

Cabinet Gatier

Groupe agro-alimentaire - Val de Loire

500 personnes - CA 1980 : 600 Millions de Francs

recherche

Contrôleur de Gestion

Référence **112**

Il aura pour mission, sous l'autorité directe du Directeur Général et tout en dirigeant le service existant, de concevoir et de mettre en place un système plus élaboré de contrôle de gestion.

Ce poste conviendrait à un cadre de très bon niveau, 35 ans minimum, disposant d'une formation supérieure (HEC, ESC, gestion ou ingénieur). Un diplôme d'expert comptable sera particulièrement apprécié.
Il aura acquis son expérience dans un poste de mêmes responsabilités en entreprise et possédera une bonne maîtrise des techniques informatiques et comptables.

Ce poste devrait évoluer vers un poste de haut niveau dans l'équipe de direction

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) en précisant la référence à **C.K. 22, rue de l'Assomption 75016 Paris**



Chantal Kenvyn

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE

l'une des toutes premières sociétés de conseil et de services en informatique par son développement et ses résultats, recherche

Ingénieurs et Universitaires

(*minimum* 2 ans d'études après le BAC), toutes formations. Débutants ou confirmés.

Les candidats retenus recevront une Formation de plusieurs mois aux méthodes de la société (CORIG, PAC...) et aux techniques avancées de l'informatique (microprocesseurs, télématique, bases de données,...).

A l'issue de cette formation, ils s'intégreront dans des équipes opérationnelles.

Ces postes sont à pourvoir dans la région Rhône-Alpes.

Envoyer C.V. et photo, sous réf. MR/MCH à Nadia NASTORS, CGI - 84, rue de Grenelle - 75007 PARIS.

CGI

HAVAS CONTACT

Promodès

17 000 personnes en France
1er grossiste multidistributeur en Europe
C.A. 1979 : 9,125 Milliards de Francs
dans le cadre de la création de son
Centre Recrutement Formation Conseil
souhaite intégrer un

PSYCHOLOGUE D'ENTREPRISE

Lieu de résidence: **Caen.**

Ses principales fonctions le conduiront à *mener des actions de* **recrutement** de Cadres Confirmés et de Futurs Cadres de la Distribution: définition de fonction, rédaction d'annonces, choix des supports, tri de candidatures, entretiens individuels.

Ses capacités d'adaptation l'amèneront rapidement à coanimer des **séminaires** Relations Humaines.
Son temps sera alors partagé entre des actions de recrutement et de formation.

Formation Supérieure du type psychosociale ou psychologie industrielle indispensable. Expérience de 2 années minimum de recrutement de Cadres en entreprise ou en cabinet nécessaire.

Si cette proposition vous intéresse **venez vous joindre à notre petite équipe** et envoyer C.V., photo et prétentions sous Ref. M 755 à Madame F. MOULINJEUNE

Interactions
Recrutement - Formation - Conseil
groupe Promodès
Place de la Mare - 14000 CAEN.

HAVAS CONTACT

laboratoire lachartre

hégor Vicks Rogé Cavaillès Clearasil Hydrelle

recherche

jeune ingénieur ENSI, ENSAM, ou CNAM

OPTION AUTOMATISMES

(Connaissances d'informatique appréciées).

Débutant ou ayant 1 an d'expérience désireux de se développer dans une fonction opérationnelle de Management (organisation, fonctionnement, gestion de son personnel,...).

Il exercera ses fonctions dans un service Magasin et Expéditions se dotant de moyens automatisés et désirant encore les développer.

L'emploi est à pourvoir à BLOIS.

Ecrire à la Direction du Personnel
126, avenue de Vendôme - 41008 BLOIS CEDEX.



Electronicien responsable qualité produits

L'offre : la CAMIF crée pour vous la fonction de responsable qualité produit. En liaison étroite avec nos fournisseurs et notre réseau de service après vente vous aurez principalement en charge les études techniques en présélection des produits et le suivi régulier de leur fiabilité

Vous animerez une équipe de quatre techniciens et votre action fera de vous un précieux conseiller en matière de sélection des produits. Vous serez basé près de NIORT

Vous avez une formation en électronique de niveau D.U.T. ou équivalent

Vous pouvez justifier d'une expérience d'au moins trois ans d'une fonction similaire acquise chez un fabricant ou un prestataire de service

Vous aimez les contacts et vous avez du goût pour la rédaction technique

La connaissance de l'anglais sera votre atout.

Nous sommes avec 1 000 personnes et un chiffre d'affaire de près de 1,8 milliard de F la troisième société de vente par correspondance. Coopérative des adhérents de la mutuelle des instituteurs de france en créant ce poste, nous montrons encore notre volonté d'améliorer le service rendu à nos sociétaires

Merci de nous adresser votre C.V., photo récente, rémunération actuelle, sous la référence 012071 M (à mentionner sur l'enveloppe) au Département « Industrie ».
Le secret absolu des candidatures est garanti par

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06.

HAVAS CONTACT

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

La filiale française d'un des plus grands groupes américains dans le domaine de la chimie recherche un

CHEF DE GROUPE administration des ventes

Le candidat sera chargé de la réorganisation de l'administration des ventes sous la responsabilité du contrôleur de gestion.

Le poste nécessite une formation comptable supérieure (niveau DECS), une expérience professionnelle d'au moins 2 à 3 ans acquise soit dans une société, soit dans un cabinet comptable et une pratique courante de l'anglais.

Ce poste particulièrement évolutif, basé à Nice, s'adresse à un candidat motivé et dynamique, capable d'initiatives.

Le groupe très bien implanté en Europe offre des perspectives de carrière intéressante pour un candidat de valeur.

Salaire annuel : 100.000 F

Adresser C.V. et lettre manuscrite s/réf. 1153 à P. LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

---

responsable qualité département pneumatique

HUTCHINSON MAPA (15.000 personnes, C.A : 2,5 MF). recherche pour son usine de MONTARGIS un RESPONSABLE QUALITE pour son département PNEUMATIQUE.

Chargé essentiellement du suivi de la qualité des produits (en cours de fabrication et finis), il travaillera en liaison constante avec les responsables FABRICATION et DEVELOPPEMENT et en relation avec la clientèle.

En outre il aura la responsabilité de la tenue et mise à jour des gammes de fabrication.

Ce poste, évolutif au sein du groupe, s'adresse à un candidat de formation INGENIEUR MECANICIEN, ayant de solides connaissances du CONTROLE Qualité et de bonnes notions d'anglais.

Par ailleurs, goût et intérêt personnel pour le cyclotourisme lui permettront de conforter ses chances de réussite.

Assurée d'une discrétion absolue et d'une réponse, les candidatures (CV manuscrit et photo) sont à adresser sous référence 13181 à la Direction du Personnel - 2 rue Balzac - 75008 PARIS.

rég carrières

hutchinson-mapa

Importante Société Mécanique du **SUD-OUEST** recherche pour le service du Personnel de son principal établissement (2500 personnes)

Cadre fonction personnel

Diplomé de l'enseignement supérieur et ayant déjà une première expérience de la fonction en usine, c'est un homme jeune qui allie à de solides qualités d'analyse et de jugement, le sens de l'autorité et de l'organisation dans le travail.

Dépendant du Directeur du service, il devra prendre en charge la gestion administrative du Personnel et se verra confier des Etudes spécifiques à la fonction.

La rémunération sera de l'ordre de 110.000 F.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 2316 LM à **OCS** notre conseil qui garantit une totale discrétion.

OCS — Conseil en Recrutement, 37, Quai Richelieu, 33024 BORDEAUX cedex

---

assistant du responsable juridique

- à terme son successeur -

ROUEN

La filiale d'une multinationale agro-alimentaire recherche pour seconder le Responsable Juridique de son siège administratif en région rouennaise, un jeune assistant ayant une bonne formation juridique de base (maîtrise de Droit), susceptible de devenir à terme son successeur. Première expérience appréciée, pratique de l'ANGLAIS indispensable. Le service assure le conseil, l'assistance et le contrôle du point de vue juridique pour toutes les activités de la société, il est responsable des assurances, des marques et des brevets.

Merci d'adresser votre C.V. détaillé, avec photo, rémunération actuelle et prétentions sous référence 1954 à :

OP organisation et publicite — 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/DIR TRANS.

TRES IMPORTANT GROUPE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE à rayonnement national et international,

recherche pour son siège

CLERMONT-FERRAND

chef département administratif et financier

- Il aura pour mission de gérer, d'animer, de perfectionner et de contrôler l'ensemble des services (40 personnes) :
  - Comptable et Financier,
  - Juridique et Fiscal,
  - Administratif,

  avec la responsabilité de l'informatique et de l'assistance aux Sociétés du Groupe.
- Ce poste requiert une formation approfondie de type Juridico-économique et comptable : DECS, Expertise Comptable, Écoles Supérieures de Commerce, etc., s'appuyant sur une réelle expérience comptable et juridique d'au moins 5 ans en milieu industriel.

Adresser c.v. détaillé sous référence 114, à L.P.A. — JACQUES GENEVAY 11, square Jasmin, 75016 PARIS

P.R.B.

GRAND GROUPE INDUSTRIEL recherche

DIRECTEUR

POUR L'UNE DE SES FILIALES

située en province, à proximité d'une très grande ville universitaire

Ingénieur mécanicien ou électronicien d'environ 40 ans, ayant :

- large compétence dans les technologies et méthodes de production.
- spécialisation en construction de machines automatiques de production et d'assemblage.
- expérience de l'administration et de la gestion des entreprises.

Chargé de la Direction de cette filiale, il sera responsable :

- de définir la stratégie Produits-Marché.
- de diriger et animer le marketing, la vente et la partie industrielle.
- de gérer la filiale sur les plans économique et social.

Cette fonction nécessite :

- une très bonne créativité technique.
- un esprit de synthèse.
- des qualités d'animateur et de gestionnaire.
- une bonne connaissance de la langue anglaise.

Ecrire avec C.V., photo et pretentions sous No 83472, CONTESSE PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.

INGENIEUR ANALYSTE HF

Nous sommes la Direction Informatique d'un groupe industriel leader dans son domaine.

Nous recherchons un ingénieur analyste de formation INSA-ENSI ou équivalent, débutant ou avec une première expérience.

Dans le cadre d'une politique informatique, résolument tournée vers la décentralisation, il sera chargé de la mise en service de mini-ordinateurs.

Les applications de type gestion sont programmées en cobol et utilisent très largement des produits programmés.

Il travaillera en liaison directe avec les utilisateurs du groupe et sera amené à faire des déplacements.

Il bénéficiera d'une grande autonomie au sein de notre équipe et de tous les avantages d'un grand groupe.

Résidence Normandie.

Adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions s/réf. 3799 à P. LICHAU SA B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

BRASSERIE ALSACIENNE RECHERCHE

INGÉNIEUR-BRASSEUR CONFIRMÉ

pour occuper la fonction d'adjoint au directeur technique plus spécialement orienté dans l'immédiat sur le contrôle de fabrication

Le candidat devra être âgé de 30 ans environ et posséder env. 2-3 ans d'expérience en travail de brasserie

Logement de service assuré

Adresser curriculum vitae

Écrire s/nº 7893 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Réponse et discrétion assurées

SOMEFI-FABRICATIONS BP 132-GARDANNE (13) recherche pour son service commercial un

TECHNICO-COMMERCIAL

ayant l'expérience de la manutention continue des charges unitaires.

Age minimum 28 ans. Niveau B.T.S.

SOCIÉTÉ DE TRANSFORMATION MATIÈRES PLASTIQUES - PME

NOUS FABRIQUONS DES ISOLANTS

nous recherchons

1 DIRECTEUR USINE

- 30 ans minimum.
- Diplômé ingénieur ou expérience prouvée dans branche spécifique isolants.
- Capacité à diriger et à gérer.
- Connaît élaboration prix de revient.
- Bonne technicité, organisation, contrôle.
- Connaissant bien planification et délais.
- Résidence ville Eure-et-Loir.

Ce collaborateur aura la responsabilité totale de la direction de notre usine sous l'autorité du P.-D.G.

Rémunération à évaluer suivant candidat.

Adresser lettre manuscrite + C.V., photo, à Havas, s/nº 10581, B.P. 319, 72007 LE MANS CEDEX.

---

analyste financier banque régionale

Le cadre que nous recherchons aura des contacts commerciaux avec une clientèle d'entreprises et de collectivités.

Après analyse financière des sociétés, il monte les dossiers de prêts et assure le suivi des risques.

Ces fonctions seront confiées à un homme jeune justifiant :

- d'une formation Sciences Po, Sup de Co, Eco Fi etc. possédant en outre une solide formation comptable (niveau DECS),
- d'une première expérience d'analyse acquise en entreprise.

Des perspectives d'évolution à moyen terme sont prévues pour un élément de valeur.

Le poste est à pourvoir dans une ville universitaire proche de Paris.

Veuillez envoyer votre CV + photo + rémunération actuelle sous la référence 844 M à :

HORACE conseil — 97 rue de Richelieu 75002 PARIS

CSNCR — CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

NOTRE SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT

Fabrique des machines de haute technologie pour tous types d'industries

Nous souhaitons les vendre dans certains pays étrangers

et nous recherchons

1 INGÉNIEUR COMMERCIAL

- 27 ans minimum.
- Diplôme ingénieur ou expérience comm. technique prouvée.
- Disponible pour déplacements à 60 % du temps.
- Capacité à travailler seul.
- Poste à pourvoir rapidement.
- Résidence à prévoir ville SARTHE.
- Bilingue anglais.

Ce collaborateur sera chargé de commercialiser nos produits à l'étranger en alliant à son dynamisme une technicité certaine.

Rémunération à évaluer suivant candidat.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo à HAVAS nº 10.478, B.P. 319 — 72007 LE MANS Cedex.

UNE CHANCE A SAISIR

A 27 ans minimum, une réelle occasion de

PRENDRE EN CHARGE UNE PETITE ENTREPRISE ?

(C.A. = 4 M., environs DREUX - 95 km de PARIS)

Etes-vous GAGNEUR ET ENTREPRENEUR ? Accepteriez-vous une MISSION DIFFICILE ?

MISSION : redresser et développer l'entreprise.

Nous offrons :

- LA POSSIBILITÉ D'ÉVOLUER VERS UN POSTE DE DIRECTION
- Une TRÈS LARGE autonomie
- Une PARTICIPATION AUX RÉSULTATS.

Nous demandons au candidat :

- Diplôme de Commerce ou de Gestion, ou expérience équivalente,
- D'avoir déjà dirigé des HOMMES et 5 ANS d'expérience minimum,
- De pouvoir s'installer à DREUX ou environs.

Ecrire s/réf. ER à C.O.G., Poissonnière Building 11, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 PARIS.

---

la ruche méridionale

Société leader de la distribution dans le grand Sud-Ouest

connaissant une croissance exceptionnelle (+ 20% de C.A. en 1980) 2700 personnes

recherche pour son département approvisionnement

UN ACHETEUR BAZAR UN ACHETEUR TEXTILE

La politique d'achat étant centralisée, ils négocieront auprès des fournisseurs l'ensemble du potentiel d'achat des magasins de la Société.

Ces postes s'adressent à des candidats de formation de type ESC, qui justifient d'une expérience commerciale réussie (achat en centrale, ou hypermarchés) au cours de laquelle ils ont su développer leurs qualités de négociation et d'organisation

Adr. CV, photo et prét. s/ref. 83053 à Philippe WATIER La Ruche Méridionale 2 r J-Baptiste Pérès 47000 AGEN

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche

Jeune Femme

30-35 ans, pour création d'un poste

D'ASSISTANTE du DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER

Il est demandé :

- BTS secrétariat de Direction (ou équivalent)
- Connaissance vie juridique et droit des Sociétés
- Habitude des chiffres
- Une expérience dans un cabinet juridique ou d'expertise comptable serait appréciée.

Poste à pourvoir dans la région de VERNON

Adresser C.V., photo et prét. à nº 84.235 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Organisme régional à vocation économique

recherche

CHARGÉ DE MISSION EN RESTRUCTURATION INDUSTRIELLE

Mission :

- Rechercher, mettre en place et coordonner des solutions de redressement pour des entreprises industrielles en difficulté.

Profil :

- 28 ans min. Bonne connaissance des problèmes de gestion des entreprises.
- 5 années minimum d'expérience réussie, de préférence en milieu industriel ou services aux entreprises.
- Formation supérieure solide et esprit de synthèse.

Rémunération : 140.000 F +

Lieu de résidence :

- Orléans. Fréquents déplacements.

Adresser C.V., photo et prétentions à EXPANCENTRE-OUEST 12, rue Pierre-et-Marie-Curie - Z.I. d'INGRE 45140 SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE

(Réponse rapide assurée)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

Produisant des biens d'Equipements Lourds

recherche pour l'une de ses unités de production (700 personnes) Située dans région agréable à 100 km à L'OUEST de PARIS

2 TECHNICIENS

(32 ans minimum) formation souhaitée : AM - INSA - CNAM ou équivalent, pour création de 2 postes rattachés au responsable des Services Techniques.

1°) Responsable Méthodes

- Etude et aménagement des postes de travail.
- Introduction et adaptation de techniques nouvelles.

  Expérience souhaitée : méthode en construction mécanique ou/et métallique.

2°) Chef de Groupe Etudes Projets

- Etude et coordination d'une affaire.
- Animation d'un Groupe de dessinateurs.

  Expérience souhaitée en matériel ferroviaire, automobile, chaudronnerie...

Adresser lettre manuscrite, C.V. complet, photo et prét. à nº 84.239 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche pour

BOURGES - NEVERS CHATEAUROUX - MONTARGIS

- Collaborateurs confirmés
- Chefs comptables

  Situation d'avenir si capables

Adresser curriculum vitae manuscrit sous nº 14 à HAVAS BOURGES (18000), qui transm.

هكذا من الاصل



emplois régionaux



STEIN INDUSTRIE

Fabrication de gros équipements thermiques et nucléaires

recherche pour son

SERVICE CONTROLE DES FABRICATIONS

UN INGÉNIEUR

Responsable d'une équipe de techniciens chargés de l'inspection des produits en cours de fabrication, il assurera en outre l'application des règles de qualités, la gestion du personnel, et du matériel.
– Ce poste convient à un ingénieur généraliste (A.M., H.E.I., possédant obligatoirement :
– une formation complémentaire E.S.S.A.,
– une expérience professionnelle, trois ans minimum, acquise en milieu industriel.

Anglais indispensable.

Ecrire à M. Guy CANNIE,
Service des relations du travail, 1 ter, rue Jules-Guesde,
59390 LYS-LES-LANNOY.

GOOSENS S.A.
SPÉCIALISTE DE L'EMBALLAGE
recherche

AGENTS COMMERCIAUX HOMME ou FEMME

Possédant une bonne expérience de la vente dans le domaine du conditionnement alimentaire et (ou) non alimentaire.

Direction commerciale : Marcq-en-Barœul

Adresser : lettre manuscrite + curriculum vitae + photo + salaire actuel et prétentions à : GOOSENS S.A.
395, rue du Général-de-Gaulle
59702 MARCQ-EN-BARŒUL
Discrétion assurée

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche pour l'une de ses entreprises de la SOMME

COMPTABLE

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE ET ANALYTIQUE
D.E.C.S. ou éventuellement B.T.S.

– Travail d'équipe en liaison avec le centre informatique.
– *Dynamique et méthodique.*
– Logement confortable assuré.

Ecrire avec C.V., photo et prét. à nº 83.486 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

recherche
pour création poste

ANIMATEUR INFORMATIQUE
régional
en Languedoc-Roussillon
cadre 30 ans, expérience minimum 5 ans en informatique de gestion *ou de process industriel*, appliquée de préférence aux P.M.E.
Expérience exigée au niveau de responsabilité dans conception, organisation, mise en place et utilisation de systèmes informatiques
Expérience gestion P.M.E. et connaissance de la région exigées
Salaire 120.000 F
Curriculum vitae et photo à adresser avant le 31 janvier 1981
Ecrire s/nº 7694 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PAYS DE LOIRE

Unité électronique 100 p. d'une entreprise de construction électromécanique
recherche

INGÉNIEUR
Electronicien
ou électrotechnicien confirmé, intéressé par les problèmes de *l'énergie, pour développement* produits nouveaux.
3 à 5 ans d'expérience industrielle.

Envoyer C.V. détaillé, photo, prétentions, s/nº 6.714 à HAVAS, 37047 Tours Cedex.

L'INSTITUT RÉGIONAL DE FORMATION ET DE RECHERCHE

pour les

CARRIÈRES SOCIALES
1, rue Guynemer
86005 POITIERS

recrute :

DIRECTEUR (TRICE)

du département Formation d'Assistants de Service Social

(voie directe, devra être agréé (ée) par le ministère de la Santé).

CONDITION :

– être âgé (e) de 30 ans au moins ;

– être titulaire du diplôme d'Etat d'Assistant de Service Social ;

– *justifier d'une expérience professionnelle et pédagogique d'au moins 7 années* dans le domaine de l'action sociale ;

– être titulaire du diplôme supérieur en travail social ou d'un titre homologué, *ou s'engager à préparer*, dans un délai de 5 ans à partir de la date d'entrée en fonctions, le diplôme supérieur en travail social.

RÉGIME :

– Convention coll. 1966.

Les candidatures et C.V. devront être transmis à Monsieur le Président de l'ASSOCIATION du PONT-ACHARD I.R.F.R.C.S.-B.P. 215
1, rue Guynemer
86005 POITIERS

COTE D'AZUR

P.M.I. 150 personnes
filiale groupe français de 6.000 personnes, activité électronique professionnelle et militaire, recherche un

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Responsable d'une équipe d'études, le candidat ingénieur *(ESE - INPG - INSA)* aura 2 à 3 ans expérience microprocesseurs, matériel logiciel, anglais apprécié, candidatures débutants pourront être examinées.
C.V., prétentions
Ecr. HAVAS, 06072 *Nice* Cédex B.P. 346 - *Réf.* 0551.

T.I.T.N.-PROVENCE

recherche pour animer un service d'études électroniques de 10 pers. dont 5 ingénieurs

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Niveau III grande école 8 à 13 ans d'expérience en étude et réalisations d'électronique numérique et analogique et d'interfaces sur ordinateurs.
Connaissances de conceptions à partir de micro-processeurs appréciées.
Envoyer C.V., photo, prétentions à T.I.T.N.-PROVENCE,
7, rue Louis-Armand,
Z.I. AIX-EN-PROVENCE,
13769 LES MILLE Cédex.

S.N.O.M.

Entreprise de mécanique
recherche
pour son service informatique

1 ANALYSTE-PROGR.
CONFIRMÉ
(IBM 3-15 D GAP 2)
Envoyer C.V. et prétentions à : S.N.O.M. - Route de Neuilly, B.P. 75 - 52001 CHAUMONT
Téléphone : (25) 03-21-20

Fondation Saint-Jean, Mulhouse, cherche couple protestant pour dir. collect. enfants. Ecrire avec références, 6, rue Saint-Jean, 68100 Mulhouse.

Ecole de français *pour adultes étrangers* cherche PROFESSEUR, min. 30 ans, exp. méthodes CREDIF exigée. Plein temps. Poste permanent. Cadre très agr. Env. C.V. dét. à Institut de français, 06230 Villefranche-sur-Mer.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « *Monde Publicité* » ou d'une agence.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

directeur commercial
d'un groupe et
directeur général
d'une société.

C'est ce que notre groupe, l'un des premiers français de l'agro-alimentaire, offre à un dirigeant de haute volée.

Pour le groupe, il définit et propose la politique de marketing, de produits et de vente (2,5 milliards de Francs par an), qu'il met en œuvre avec sa force de vente et sa logistique dans les meilleures conditions de développement et de rentabilité.

Pour la société, il gère, administre et coordonne l'action de ses différents services : ventes, administration des ventes, gestion, finances. Il a autorité sur plusieurs filiales de distribution.

Ce directeur est obligatoirement de formation supérieure, INA, HEC, IEP, ESCP, et a fait ses preuves de directeur commercial dans des entreprises de production et de distribution de produits de grande *consommation, de préférence dans l'agro-alimentaire.*

Basé à notre Siège de Paris, il effectue des déplacements réguliers dans nos affaires régionales.

Notre consultant, G. BARDOU, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3909 LM).

ingénieur en automatismes industriels
60 km Sud de Paris

Nous sommes l'une des cinq affaires mondiales fabriquant des produits techniques de pointe faisant appel à des technologies avancées et destinés à la recherche, à l'aérospatiale, aux semi-conducteurs...

Ingénieur (X, ECP, ESE, AM...) d'au moins 30 ans, vous avez déjà conçu ou développé des équipements complexes de process-control ou d'automatisme industriel, de préférence pour la sidérurgie ou la verrerie, car nous travaillons à des températures supérieures à 2000°.

Quatre ingénieurs, sept techniciens et un *PDP11/44* vous attendent pour qu'avec eux, vous développiez nos outils car ils n'existent pas sur le marché.

Bien sûr, vous parlez l'anglais (et peut-être une autre langue), aimez les contacts et pouvez effectuer de courts voyages.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3847 LM).

responsable du département
« qualité des produits agro-alimentaires » Paris-Ouest

Organisme français réputé de contrôle de qualité, nous opérons dans le monde entier.

Les transactions internationales de produits agro-alimentaires, notamment pour ce qui concerne leur qualité, sont l'une de nos activités et nous souhaitons la développer.

Agé d'au moins 33 ans, de préférence diplômé d'une école supérieure de commerce, **vous êtes bien au fait des circuits commerciaux internationaux et de leurs procédures, ainsi que des techniques d'agréage, car vous les avez pratiquées pendant plus de cinq ans dans une affaire de contrôle, de transports internationaux (maritimes de préférence) ou de courtage.**

Homme de développement, vous êtes aussi un gestionnaire soucieux de rentabilité. *Bien sûr, vous parlez au moins l'anglais.*

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3911 LM).

chef du service achats
Lyon

Laboratoire pharmaceutique de renommée internationale, nous cherchons pour notre principal établissement de recherche et de fabrication le chef de notre service achats.

Il dirige une équipe de 20 collaborateurs (approvisionnements, réception, magasin) et gère un budget annuel de 65 MF (matériel de répartition et *de conditionnement, matières premières). Il sélectionne les fournisseurs,* négocie les prix, coordonne les approvisionnements et gère les stocks.

De formation Sup. de Co., ingénieur ou pharmacien, il a une expérience d'au moins quatre ans à un poste similaire et parle anglais.

Notre consultant, R. BEROUD, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 655 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
10, RUE DE LA RÉPUBLIQUE - 69001 LYON

MEMBRE DE SYNTEC

GROUPE INTERNATIONAL 1er PLAN
Division Agro-Alimentaire Céréales
Engineering Ensemblier Clé en Mains, recrute pour sa nouvelle filiale

directeur commercial

Motivé par l'action technico-commerciale et la négociation de contrats à l'exportation (Moyen-Orient, Afrique, Asie), attiré par un poste offrant de larges perspectives de développement, le candidat sera un homme très disponible et expérimenté dans l'exportation de biens d'équipement.
Anglais indispensable.

Adresser C.V. + photo + prétentions sous référence 2413/F à :



ADJOINT AU DIRECTEUR
D'UN CENTRE D'OPÉRATIONS SUR TITRES
130.000 F — *PARIS*

Une société française, filiale d'un groupe industriel, crée un poste d'adjoint au Directeur de son Centre d'Opérations sur Titres, nouvellement créé. Il assurera des tâches d'organisation administrative (rédaction des procédures de fonctionnement du Centre ; définition des besoins en matière de traitement informatique). *Il étudiera et analysera les nouvelles opérations financières* prévues du point de vue de leur prise en compte dans l'exploitation du Centre et de leur mode de traitement. A ce titre, il aura des relations avec les milieux financiers et bancaires. Le candidat retenu, âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure type E.S.C., possédera l'expérience de l'analyse des problèmes financiers et informatiques (rédaction de cahiers de charges...), acquise soit en Cabinet d'organisation, soit au sein d'une S.S.C.I. – Ecrire s/réf. 403/M à :

G. R. H. Conseils
3, avenue de Ségur, 75007 PARIS
Discrétion assurée



Si vous êtes intéressé par des possibilités de carrière, lisez cette annonce.

Nous recherchons :

UN CHEF DE DISTRIBUTION RÉGIONAL

VOUS AUREZ LA RESPONSABILITÉ :

- du stockage et de la distribution de nos deux gammes de produits : Surgelés : FINDUS. Crèmes glacées : GERVAIS ;
- de la gestion administrative et informatique du centre de distribution ;
- d'une équipe d'une quarantaine de collaborateurs.

SI VOUS AVEZ :

- une trentaine d'années environ ;
- un diplôme de l'enseignement supérieur ;
- une expérience réussie de la gestion et de l'animation de personnel dans un établissement similaire ;
- et si de « temps à autre » un changement d'air ne vous fait pas peur, vous nous intéressez.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions,

FRANCE GLACES FINDUS

DIRECTION DU PERSONNEL,
19, CITÉ VOLTAIRE, 75011 PARIS.

Poursuivant son expansion, LE GROUPE I.E. – société de conseil en informatique de gestion – recrute de jeunes

INGENIEURS GRANDES ECOLES

débutants, pas nécessairement formés à l'informatique, pour une activité d'ingénieurs conseils de haut niveau.
Une session de formation débutera pour eux le 2 mars 81 suivie d'une intégration à une équipe entraînée où ils seront en relation directe avec nos clients.
La progression des 3 sociétés du groupe ouvre des possibilités de carrière motivantes liées aux efforts personnels.

GROUPE
Une lettre manuscrite, accompagnée d'un C.V. et d'une photo sont à adresser, sous la réf. 457 à
INFORMATIQUE ET ENTREPRISE
Conseil en Informatique de Gestion.
Membre de syntec.
– 9, rue Alfred-de-Vigny, 75008 Paris.

HAVAS CONTACT



SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE

NUCLEAIRE - ESPACE - AUTOMATISME
Banlieue SUD-EST, recherche

CHEFS TECHNIQUES GRANDS PROJETS

(Référence A)

- Formation Grande Ecole (X - ECP - Télécomm - ESE - ENSI - Sup Aéro)
- Expérience du développement de matériels associant l'électronique, l'optique et la mécanique
- Qualités d'animateur et de gestionnaire.

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS

(Référence B)

en vue de leur confier des études qui relèvent de l'électronique analogique.
- formation Grande Ecole (ESE, ENSI, ISEP),
- la nature *des problèmes étudiés implique une participation aux études* au niveau système.

La pratique courante de la langue anglaise est indispensable.

Adresser C.V. manuscrit et photo au Service du Personnel, en précisant la référence du poste, 1, av. Descartes, 94450 LIMEIL BREVANNES.

4,rue Massenet 75016 Paris



Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Directeur général
référence PX 340 AM

SOCIÉTÉ D'ÉTUDE, FABRICATION, INSTALLATION DE BIENS D'ÉQUIPEMENT, leader sur son marché (250 personnes) recherche son **Directeur Général.**

Poste très intéressant dans une entreprise à taille humaine, qui conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école d'ingénieur (ou éventuellement d'une grande école de commerce, si solides compétences techniques) ayant minimum 15 ans d'expérience professionnelle (connaissance du secteur agro-alimentaire appréciée) et ayant déjà assumé des responsabilités de direction générale, soit comme Directeur d'une PMI, soit comme responsable d'un centre de profit autonome et à caractère industriel et commercial.

Le candidat pourra résider en Bretagne ou à Paris (son activité impliquant de fréquents déplacements dans ces deux régions).

Jeune cadre comptable haut niveau
référence KU 350 AM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ASSURANCES (4000 personnes), offre au sein d'une de ses filiales, une réelle opportunité de carrière à un Jeune Cadre Comptable.

Désireux valoriser 5 ans d'expérience en comptabilité (branche assurance appréciée mais non indispensable), il devra disposer d'une formation ESC ou DECS. Ce cadre, dans un premier temps, assurera en liaison étroite avec la direction de la société et du groupe, une réorganisation en profondeur du service comptable. Cette mission réussie (durée probable 2 ans), il bénéficiera au niveau du groupe d'importantes possibilités d'évolution de carrière.

Lieu de travail : Paris.

Cadres commerciaux fort potentiel ESSEC, ESCP
référence ED 345 CM

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN (CA supérieur à 1 milliard) offre d'intéressantes opportunités de carrière à **deux Cadres Commerciaux de formation ESSEC, ESCP,** ayant un **fort potentiel de développement et des aptitudes de négociateurs.**

Ils seront solidement formés afin de leur permettre d'assumer des **responsabilités commerciales importantes et de négocier avec une clientèle de haut niveau.**
L'un des deux candidats recherchés aura une expérience de vente de produits industriels d'au moins 5 ans. Le second aura une expérience semblable, plus courte, ou pourra être un débutant.

Postes en province - mobilité géographique à prévoir.

Ingénieur confirmé pour importantes responsabilités en usine
référence HR 347 AM

UNE SOCIÉTÉ DU SECTEUR INDUSTRIE LOURDE (rattachée à un grand groupe français) recherche un **Ingénieur Confirmé** AM ou école équivalente, ayant acquis une solide expérience entretien et/ou fabrication dans une industrie lourde à feu continu (sidérurgie, papeterie, verrerie...).

Rattaché au Directeur Général de la société, il se verra confier d'importantes responsabilités dans les domaines techniques et production.

Poste : région Rhône-Alpes.

Jeune ingénieur pour responsabilités de production
référence CM 343 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE TRANSFORMATION DE MATIÈRES PLASTIQUES, leader dans sa branche, dotée d'équipements de fabrication très modernes et automatisés, offre une intéressante opportunité de formation et de carrière, à un **Ingénieur Débutant** (ou ayant une courte expérience) AM, ENSI, INSA...

Rattaché au Directeur de Production, il aura la responsabilité d'un atelier très performant de 50 personnes et il participera à l'informatisation de la gestion de production.
Poste très intéressant pour un candidat ayant le goût de la technique et de l'action concrète, le sens des contacts et de l'organisation, au sein d'une équipe jeune et dynamique et d'une société renommée et à taille humaine (250 personnes).

Poste proximité Rambouillet - Chartres.

Deux jeunes ingénieurs AM ou équivalent
référence PZ 355 CM

LA COMPAGNIE WABCO WESTINGHOUSE, leader dans les équipements de freinage, recherche **Deux Jeunes Ingénieurs** AM ou équivalent qui devront, par des missions successives, se préparer à l'encadrement de secteurs opérationnels de production au sein de sa division ferroviaire.

- l'un aura tout d'abord, au sein du service méthodes engineering, la **responsabilité du programme d'investissements,**
- l'autre, rattaché au service ordonnancement, sera chargé des problèmes de **gestion informatisée de production.**

Postes très évolutifs pour candidats ayant le potentiel et les qualités d'animateur leur permettant d'accéder rapidement à des responsabilités opérationnelles.

Lieu de travail : Sevran (93).

Jeune directeur logistique Mines, ECP, AM... MBA ou équivalent
référence WG 306 AM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE fortement implantée, offre le poste de **Directeur Logistique** susceptible de motiver un **Jeune Cadre Supérieur** Mines, ECP, AM... MBA ou équivalent, désireux **accéder après une expérience réussie à ce poste, à des fonctions de direction.**

Directement rattaché au Directeur Général, en liaison étroite avec les directions commerciales et de fabrication, son **rôle consistera** à améliorer les systèmes d'information et de prévision :
- connaissances des marchés et de leurs évolutions
- programmation des achats
- optimisation de la production et prise en charge de son informatisation en liaison avec le service informatique.

Ce poste implique une expérience branche organisation ou production de 4 à 5 ans acquise au sein d'une entreprise fabriquant des équipements mécaniques en série (type automobile) et des qualités d'organisateur, de contact et de gestionnaire.

Poste : ville Rhône-Alpes.

Rémunération : 200.000 F

etap 4,rue Massenet 75016 Paris

4,rue Massenet 75016 Paris



Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Jeune directeur de filiale
référence AX 341 CM

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS, leader dans son domaine, poursuit une politique active de développement et étoffe ses structures.

Nous recherchons un futur "patron d'entreprise". Ce candidat, diplômé d'une grande école (d'ingénieur ou de commerce) aura 3 à 5 ans d'expérience professionnelle. Il participera aux études préalables à la création d'une filiale dont il assumera ensuite la direction (formation aux techniques du groupe assurée).
Très intéressante opportunité de carrière pour un candidat ayant les qualités d'un opérationnel : capacités de contacts marquées, animation d'équipes, négociation, gestion.

Poste à Paris puis province ou directement province.

Juriste fiscaliste confirmé
référence BL 342 AM

LE PDG D'UN GROUPE INDUSTRIEL IMPORTANT ET RENOMMÉ (plus de 10 usines) recherche pour lui être directement rattaché, un **Juriste Fiscaliste de valeur.**

Ce poste conviendrait à un candidat, de formation supérieure, ayant une solide expérience en fiscalité, droit des sociétés, etc. (la connaissance des problèmes internationaux serait appréciée), capable de jouer un rôle important d'étude et de conseil.
Connaissance de l'anglais nécessaire.

Poste à Paris.

Recherche opérationnelle X, ECP, Mines...
référence DY 354 AM

UN DES PREMIERS GROUPES BANCAIRES FRANCAIS offre deux postes d'Ingénieurs au sein de son service "Recherche Operationnelle".

Ce service, directement rattaché à la Direction Générale, comprend une petite équipe d'ingénieurs de haut niveau chargés d'élaborer les outils de décision concernant tous les domaines d'activité de la banque et d'en promouvoir la mise en œuvre.
Ces postes conviendraient à des ingénieurs diplômés de grandes écoles X, ECP, Mines... (formation complémentaire en informatique ou en gestion appréciée), débutants ou ayant une première expérience de 1 à 2 ans en RO, informatique, finances...
Ces postes requièrent des aptitudes pour des contacts à haut niveau, le goût du travail en équipe, un dynamisme certain.
Après quelques années dans ce service, de larges possibilités d'évolution leur sont ouvertes dans tous les secteurs de la banque.

Postes à Paris.

Jeunes ingénieurs métallurgistes pour liaisons technico-commerciales clientèle et services études-développement
référence DN 344 AM

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS, recherche pour sa **Direction Métallurgique** de **Jeunes Ingénieurs diplômés** pour assurer les relations techniques et technico-commerciales avec la clientèle en liaison étroite avec les services techniques des usines.

Ces postes impliquent de bonnes connaissances métallurgiques de base et si possible quelques années d'expérience dans des domaines d'application tels que **soudage - formage - fabrication - corrosion,** etc. Outre la compétence technique, un sens marqué des relations, la possibilité de déplacements France et étranger, une bonne connaissance de l'anglais sont indispensables.
Des postes Études - Développement sont également offerts au sein de la même direction ou dans les usines elles-mêmes.
Situations intéressantes et avenir.

Lieu de travail : ville Nord France, logement assuré.

Chef des services centraux études et travaux neufs
référence FP 348 AM

UNE GRANDE SOCIÉTÉ INDUSTRIE LOURDE FRANÇAISE recherche **le Responsable** à qui seront confiées les études et réalisations des installations industrielles à l'échelon du groupe.

Ce poste conviendrait à un **ingénieur de haut niveau** ECP, Mines ou grande école de niveau équivalent, ayant acquis chez constructeur dans société d'ingénierie ou dans une grande entreprise, de très solides compétences techniques dans l'industrie lourde, (sidérurgie, verrerie, cimenterie...).
Situation de premier plan pour candidat de valeur.

Poste à Paris.

Jeunes cadres financiers
référence JT 349 AM

LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DE CHAMPAGNE-ARDENNES, afin de renforcer son équipe, recherche **deux Cadres Financiers débutants** (ou ayant une courte expérience).

Ces postes peuvent convenir à des candidats grandes écoles de commerce, Sciences Po ou formation supérieure équivalente. Ils recevront une formation aux diverses techniques de financement des entreprises (prêts à long et moyen terme, prises de participation) afin d'assumer des responsabilités autonomes auprès de la clientèle.
Situations valorisantes, impliquant des qualités de rigueur et de contact.

Postes à Reims.

Chef de projet service travaux neufs
référence BL 287 CM

Ingénieur responsable industrialisation
référence CM 288 CM

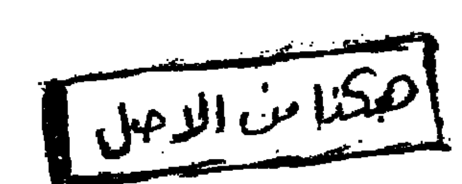
UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS réalisant des biens d'équipement, leader européen dans son domaine, étoffe ses services techniques et recherche **deux Ingénieurs AM ou école équivalente** ayant environ 3 ans d'expérience professionnelle en travaux neufs, méthodes ou fabrication dans secteur mécanique ou chaudronnerie.

- l'un assumera au niveau du groupe, la responsabilité d'investissements en équipements, depuis l'étude des besoins jusqu'à la mise à disposition des installations auprès des utilisateurs.
- l'autre, rattaché à un important département de fabrication, assumera des responsabilités d'industrialisation, amélioration des procédés, des coûts, de la qualité, études en vue de la fabrication de produits nouveaux...

Ces deux postes impliquent de bonnes connaissances en automatismes et la capacité d'initier des progrès techniques.
Réelles possibilités d'évolution de carrière au sein du groupe selon goûts et aptitudes.

Postes : ville 100 km de Paris.

etap 4,rue Massenet 75016 Paris



Des ingénieurs et des techniciens pour des secteurs de pointe !

SINTRA ALCATEL (Société Industrielle des Nouvelles Techniques Radioélectriques et de l'Electronique Française) recrute des **INGENIEURS et des TECHNICIENS** pour faire face à sa progression constante sur ses marchés.

Ingénieurs

Ingénieurs Chefs de Projets Ingénieurs d'Affaire

Ils seront chargés de la conception et de l'établissement de projets techniques, de produits électroniques spéciaux ou de systèmes informatiques temps réel pour des applications militaires.

Ils se verront également confier le suivi et la coordination technique interne et externe des études, des réalisations et des mises en oeuvre, en contact permanent avec le client et avec les laboratoires d'études et *de réalisations en cours dans un domaine.*

Outre une formation grande école, ils justifieront d'une expérience de 2 à 5 ans dans des laboratoires d'études et conception (tant matériel que logiciel). (Réf. IA-M)

Ingénieur Electronicien

Le département **TELCI** développe son service notices et recherche un Ingénieur Electronicien pour son centre de GENNEVILLIERS.

Il aura pour mission, en liaison étroite avec nos laboratoires d'études, la rédaction des notices techniques d'utilisation et de fonctionnement pour les matériels réalisés par les Activités Systèmes de Contrôle Industriel et Téléimprimeur.

Il justifiera, de préférence, d'une expérience matériel et logiciel. (Réf. IE-M)

Techniciens

Techniciens de Laboratoire

Débutants ou confirmés, ils participeront à la conception et à la réalisation de matériels dans le domaine des terminaux de télécommunications et des nouveaux services.

De niveau BTS, DUT ou équivalent, ils possèderont, outre le sens de la créativité et l'aptitude au travail en équipe des connaissances dans les domaines de la mise en oeuvre de microprocesseurs (matériel et logiciel temps réel) et des protocoles de communications. (Réf. TL-M)

Technicien Electronicien

En relation étroite avec les laboratoires d'études, ils se verront confier la *rédaction de notices techniques d'utilisation et de fonctionnement pour* les matériels réalisés pour les Activités Systèmes de Contrôle Industriel et Téléimprimeurs.

A pourvoir au centre de GENNEVILLIERS, au sein du service notices du département **TELCI**, ce poste conviendrait à un Technicien de niveau V possédant, de préférence, une expérience matériel et logiciel. (Réf. TE-M)



Merci d'adresser rapidement votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la référence correspondante à

SINTRA ALCATEL
SERVICE DU PERSONNEL
26, rue Malakoff 92600 ASNIERES.

MEDIA PA

Société Restauration collective
PARIS (25 M. C.A.)
recherche

DIRECTEUR DE FILIALE

Libre rapidement

Le candidat, d'âge indifférent, devra pouvoir prouver :
- ses qualités de patron et d'organisateur,
- une réelle aptitude à la fonction commerciale au plus haut niveau.

Expérience restauration collective non indispensable.

Envoyer votre candidature avec C.V. à M. SOYER, B.P. n° 252-16, 75766 PARIS Cedex 16.

LABORATOIRE ÉLECTR.
proche banlieue Sud PARIS
recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

pour postes responsabilités dans études et essais

Envoyer C.V. et prétentions s/n° 1.657
PUBLIFOP *29, rue Bleue, 75009 PARIS (qui transmettra).*

COMPAGNIE FRANÇAISE DES CONVOYEURS
LAGNY (77) recherche

PLUSIEURS INGÉNIEURS AUTOMATICIENS

Au niveau d'une affaire, ils se verront confier la responsabilité de l'automatisation d'installations.

ANGLAIS SOUHAITÉ.

Expérience en automatismes industriels appliqués à la manutention serait un atout.
Les candidatures de débutants seront également examinées.

Adresser C.V., photo et prétentions au Service du Personnel, 1, rue du Chariot-d'Or, 77408 LAGNY.

Paris - Nous sommes une importante société de travaux électriques (700 personnes, 150 M CA), avec une activité décentralisée auprès d'agences régionales. Le développement de notre organisation nous amène à créer la fonction "personnel" au sein de notre siège à Paris, pour ce faire nous recherchons un

RESPONSABLE DU PERSONNEL

Vous avez une formation supérieure type Droit, et au moins dix années d'expérience qui vous permettent de maîtriser l'ensemble des problèmes de la fonction "personnel". *Un passé professionnel dans une entreprise de travaux et/ou dans une* société de B/TP serait très apprécié. Vous serez, sous l'autorité du directeur financier, chargé de la mise en place de notre service du personnel et votre mission couvrira l'ensemble de la fonction : recrutement ETAM et cadres, formation, administration du personnel proprement dite. Vous devrez dans un premier temps participer activement à la centralisation (informatique) de la paye et de ses éléments annexes, et établir des procédures vous permettant à terme une véritable gestion du personnel. Votre rôle consistera aussi à être le garant de la bonne application de la réglementation et le centre de réflexion concernant l'évolution de l'entreprise, de ses besoins et des hommes qui la composent.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez sous réf. 5451 M à Roland Gardeux; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
38, RUE DE LISBONNE — 75008 PARIS
TELEPHONE : 563-03-10
MEMBRE DE SYNTEC

Plain Champs

---

technico-commerciaux

Paris **Province**

C'est à de jeunes Technico-Commerciaux que nous souhaitons confier la responsabilité de la vente de nos instruments de haute technicité destinés à la chirurgie.

Pour cela nous sommes prêts à investir, notamment en formation : 5 semaines dont 3 aux Etats-Unis (l'anglais n'est pas pour autant indispensable).

En contrepartie, nous attendons de vous une excellente présentation, une bonne élocution et une certaine aisance qui devrait vous permettre de vous imposer auprès de vos interlocuteurs.

Une formation médicale ou para-médicale serait un plus.

Enfin, pour réussir dans ce type de poste, il est bien sûr nécessaire d'éprouver un certain goût pour le domaine médical et de faire la preuve d'incontestables qualités de négociateur et de volonté de réussite.

Notre appartenance à un groupe américain important vous apportera toutes les garanties que vous attendez.

Merci d'envoyer votre CV sous réf. 4878 à

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
IBD

à qui nous avons confié cette recherche.

OSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

média-system

GROUPE SG2

SOCIETE GENERALE DE SERVICE ET DE GESTION
3000 personnes, 56 Agences en France, 16 Filiales à l'étranger.

L'un des premiers groupes européens de Services et de Conseils en informatique vous propose de participer à son expansion et recherche pour renforcer ses équipes commerciales à

PARIS, LILLE, LYON, BORDEAUX, RENNES, AIX et TOURS, ROUEN, des

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

PROFIL : Formation supérieure commerciale type DECS, ESC ou équivalent. Une première expérience de vente chez un constructeur ou une SSCI serait appréciée.

MISSION : Commercialiser :
1 - Auprès des PME/PMI les programmes généralisés du Groupe SG2 (Service-Bureau et Télégestion).
2 - Auprès des CABINETS D'EXPERT-COMPTABLES les produits de comptabilité développés par le Groupe SG2.

INTÉRÊT DU POSTE : Vous vous appuierez sur des moyens techniques puissants. Votre formation complémentaire technique et commerciale sera assurée par SG2. Vous pourrez valoriser votre expérience au sein d'une équipe, laissant place à l'initiative personnelle. Vous bénéficierez de larges perspectives d'évolution.

Adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions à :
SG2 Direction Commerciale (sur Réf. JP T)
12-14, avenue Vion-Whitcomb - 75016 PARIS.

HAVAS CONTACT

CERGY-PONTOISE **INDUSTRIE ELECTRONIQUE**

Une société américaine en très forte expansion, leader mondial sur son marché (C.A. France 200 millions de F., progression de 40% au cours du dernier exercice), recherche pour son siège social français un

cadre financier

Pour créer le poste de **COST ACCOUNTING SUPERVISOR**, avec les responsabilités suivantes :
- détermination des prix de revient par secteur d'activité et ligne de produit,
- contrôle des coûts standards et analyse des écarts,
- détermination et analyse des variances de production,
- comptabilisation des stocks,
- mise en place de procédures.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, pouvant justifier d'une expérience similaire de 2 ans minimum réalisée de préférence dans une société anglo-saxonne ou un cabinet d'audit.

Possibilités de développement de carrière importantes, tant en France qu'à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 252RT, à

SCOTI 33 rue de Miromesnil 75008 Paris. Discrétion assurée.

média-system

Pour licenciés économiques, sous le régime de l'indemnité de formation,
TROIS STAGES DISCONTINUS étalés sur un an.

- *GESTION de PRODUCTION* - Cadres
39 jours étalés du 19 février au 23 décembre 1981.
- ACHATS et GESTION des STOCKS - Cadres
32 jours étalés du 18 février au 24 novembre 1981.
- ACHETEURS-APPROVISIONNEURS - Non-cadres
32 jours étalés du 18 février au 24 novembre 1981.

Tél. : AFRAMP 874-70-87 ou 285-58-51.

CORT *Consultants*
recherche

ingénieur d'entretien ou de production

ECP - SUPELEC - AM ± 35 ans
pour exercer la profession de

consultant de haut niveau

Organisation - Gestion - Informatique
Formation assurée
Possibilité de rémunération très élevée
Evolution rapide de situation et de responsabilités.

Excellente présentation - Personnalité
Animateur - Conférencier - Négociateur
Anglais indispensable.

Ecrire avec CV, photo et prétentions s/réf. 2720M
85, Av. Kléber 75116 Paris



MEMBRE DE SYNTEC



COMPAGNIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES

associée à un groupe mondial, leader dans les techniques de pointe en télécommunications et consacrant 11,5 % de son C.A. en Europe pour ses recherches et développement,

recrute pour sa DIVISION TELEPHONIE PUBLIQUE

INGENIEURS INFORMATICIENS

Pour s'intégrer dans une équipe de très haut niveau et participer à la conception et à la programmation d'automatismes en temps réel.

A des candidats confirmés ou même débutants, nous offrons des opportunités exceptionnelles de carrière, dans des domaines en constante évolution : commutation avec intégration de services nouveaux, Télématique, etc....

Ecrire avec CV et rémunération souhaitée au Service du Personnel
251, rue de Vaugirard
75740 PARIS CEDEX 15.

SONOTRON S.A.

DIFFUSANT MATERIEL MEDICAL DE POINTE pour OBSTETRIQUE, RADIOLOGIE, CARDIOLOGIE, recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX

140 / 180.000 F. PARIS-LILLE

qui assureront sur leur région, et sur un marché porteur (croissance 35%) la responsabilité de la prospection de produits :

HITACHI — VARIAN — I.C.R.

Une première expérience réussie sur le terrain (même dans un autre secteur) est souhaitée.

Fixe important + commissions + voiture + frais

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo, sous référ. S.5 à : C.I.S., 44 avenue du Président Wilson 75116 PARIS. *Discrétion assurée.*

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

CFM
COMPAGNIE FRANÇAISE DU MEUBLE
recherche pour sa
division meubles rustiques et de style
(C.A. H.T. : 70 MF)
proche POITIERS
un

directeur commercial

Dépendant hiérarchiquement du DIRECTEUR GÉNÉRAL de la DIVISION, il rapportera au PRÉSIDENT du DIRECTOIRE de la C.F.M. et fera partie du COMITÉ de GESTION de celle-ci.
Ce poste de très bon niveau englobe la responsabilité totale des VENTES et du MARKETING dans le cadre des budgets annuels définis pour la Division.

Ce poste conviendrait à un MANAGER CONFIRMÉ, âgé de 35 ans minimum, ayant une expérience approfondie de la commercialisation de Biens de Consommation durables (équipement de la maison). Cette fonction est évolutive dans le cadre du groupe. ANGLAIS et ALLEMAND appréciés. Rémunération ouverte.

Les dossiers de candidatures (C.V. + photo) – sous réf. 2102 à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

T.M.G.
Technique - Méthode - Gestion
CENTRALE DE SERVICES INDUSTRIELS (C.A. : 100 MF)
FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE DU SECTEUR TERTIAIRE
conferait
LA RESPONSABILITÉ DE L'EXPLOITATION DE SON CENTRE REGIONAL DE L'OUEST
BASE A NANTES

– apportant aux Industries de la Région des prestations personnalisées dans les domaines les plus divers (manutention, conditionnement, montage...) et s'engageant contractuellement vis-à-vis de ses clients à une obligation de résultats –

à un ingénieur ou technicien

âgé de 32 ans minimum. Il possèdera une expérience diversifiée, acquise dans les services methodes, industrialisation, prix de revient... d'usines fabriquant de préférence des petites ou moyennes séries ou sur des chantiers. Il devra être capable de prendre en charge rapidement et d'une manière autonome une triple responsabilité COMMERCIALE, TECHNIQUE et de GESTION, tout en bénéficiant de l'appui humain et technique des services specialisés du Siège. Des postes similaires sont à pourvoir à POITIERS et RENNES.

Les dossiers de candidatures – sous ref. 2087 M – seront traites confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

L'ÉDITEUR
de
L'Expansion
recherche un

jeune adjoint

L'Éditeur de plusieurs publications du Groupe : L'EXPANSION, LA LETTRE DE L'EXPANSION, HARVARD-L'EXPANSION - recherche un jeune collaborateur pour l'assister dans ses différentes fonctions.

Il participera à la promotion des différents titres auprès des lecteurs et des entreprises, à leur diffusion et au recrutement de nouveaux abonnés (mailing, encarts publicitaires...), enfin à la définition du budget et à sa mise en application.

Ce poste ne peut convenir qu'à un DIPLÔMÉ d'ÉTUDES SUPÉRIEURES COMMERCIALES, ayant 2 à 3 ans d'expérience acquise soit dans le domaine de la communication, soit dans la branche commerciale (promotion, publicité).

Les dossiers de candidatures (C.V. + photo) – sous réf. 2098 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

CFM
COMPAGNIE FRANÇAISE DU MEUBLE
L'un des tout premiers GROUPES FRANÇAIS DE L'AMEUBLEMENT
renforce ses structures industrielles et recherche pour ses UNITÉS de
ST-PIERRE-DES-CORPS (37), LUSSAC (86) et PESSAC (33)

3 directeurs de production

Dépendant du DIRECTEUR GÉNÉRAL de la DIVISION pour les unités de LUSSAC et PESSAC et du DIRECTEUR des Établissements pour la DIVISION ST-PIERRE-DES-CORPS, ils seront responsables de toute la partie productive de ces usines (450 personnes, 280 p. et 100 p.) et travailleront dans le cadre des budgets annuels définis pour les divisions auxquelles ils appartiendront.

Ces postes conviendraient à de JEUNES INGÉNIEURS DIPLÔMÉS A & M, ICAM, ÉCOLE SUPÉRIEURE du BOIS ou équivalent, âgés de 30 ans minimum et possédant une expérience affirmée en production dans les domaines AMEUBLEMENT, ELECTROMÉNAGER, AUTOMOBILE, APPAREILLAGE ÉLECTROMÉCANIQUE, TEXTILE ...

Ces fonctions doivent déboucher, après une période probatoire, sur la DIRECTION des UNITÉS de PRODUCTION concernées. Rémunération ouverte.

Les dossiers de candidature (C.V. + photo) – sous réf. 2101 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Teroson

Société du groupe W.R. GRACE,
N° 1 européen dans son secteur d'activité
collage - étanchéité - anticorrosion
pour l'Industrie, l'Automobile et le Bâtiment recherche un

ingénieur commercial

Responsable du développement des ventes d'une gamme de produits industriels, il assurera les contacts techniques et commerciaux à tous niveaux avec la clientèle industrielle qui lui sera confiée et participera à la définition des nouveaux produits avec le Laboratoire de Recherches.

Ce poste conviendrait à un JEUNE INGÉNIEUR, âgé de 28 ans minimum, possédant déjà une expérience de la vente.
L'anglais courant est nécessaire dans le cadre des relations avec les autres sociétés du groupe en Europe. La forte expansion prévue nécessite de la part du candidat la capacité d'accéder à des responsabilités plus étendues.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2108 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

personnel manager

Une SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE AVANCÉE (1300 personnes dont 300 Ingénieurs et Cadres), FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE AMÉRICAIN, recherche le N° 1 de LA FONCTION PERSONNEL.

Il participera à l'élaboration des politiques et sera lui-même en charge du Recrutement et de la Gestion des Cadres, du développement et de la mise en place des outils de gestion du Personnel (évaluation des performances, développement de carrières, politique salariale, études de cas individuels...). Il animera les équipes Administration (5 personnes) et Gestion (2 personnes) du Personnel.

Ce poste conviendrait à un Responsable du Personnel, âgé de 35 ans minimum, ayant acquis dans une entreprise utilisant des systèmes de gestion du personnel évolués une expérience diversifiée impliquant de réelles responsabilités.

Ce poste – basé à Paris – devra évoluer, dans les 3 prochaines années, vers la responsabilité globale de la fonction.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2089 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

HOTEL MERIDIEN PARIS
recherche son

directeur des ventes

Dépendant de la Direction Générale, il sera chargé de l'élaboration du plan d'action commerciale et de sa mise en œuvre, avec le concours d'une équipe spécialisée.

Ce poste conviendrait à HEC, SUP de CO ou équivalent, âgé de 32 ans minimum, possédant une expérience de l'Industrie du TOURISME.

Les dossiers de candidatures (C.V., photo et rémunération souhaitée) – sous réf. 2094 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

ingénieur de recherche
chimie thérapeutique

Dans le cadre du développement de son Centre de Recherches, un LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS crée au sein de son SERVICE CHIMIE une NOUVELLE UNITÉ DE RECHERCHE.
Le responsable de cette équipe participera au choix et à l'orientation de nouveaux axes thérapeutiques et sera chargé de leur réalisation.
Ce poste peut convenir à INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE ou DOCTEUR ÈS SCIENCES, ayant une expérience d'au moins cinq années dans des laboratoires de recherche, publics ou privés, en France ou à l'étranger.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2090 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Valeo
Le nouveau nom de FERODO
C.A. 6 milliards - Effectif 31 000 personnes
recherche
dans le cadre de sa politique de développement

INGENIEURS DEBUTANTS

diplômés grandes écoles et à fort potentiel d'évolution

- **Etudes et Développement de Produits**

1. A.M., E.N.S.E.M., E.N.S.E.A., E.N.S.M. Nantes, ... ayant de solides connaissances en automatismes. Vous participerez, au sein de l'équipe de notre Centre de Recherches Thermiques, à l'évolution technique de nos équipements de chauffage et de climatisation automobile en étant chargé, après formation, de concevoir et de mettre au point les automatismes de commande et de régulation de ces appareils. Bon niveau en allemand souhaité. Poste à La Verrière (78) Réf. 38681/1

2. Ingénieur mécanicien, vous avez des connaissances en informatique. Au sein de ce Centre de Développement de produits mécaniques, vous serez chargé, sous la direction du responsable des Etudes, et après formation, de poursuivre notre programme d'automatisation d'études techniques (C.A.O, D.A.O, F.A.O) et vous serez en liaison étroite avec nos autres établissements concernés par ces développements.
Poste à Saint-Ouen (93) Réf. 38681/2

- **Contrôle de gestion**

Ingénieur + formation complémentaire en gestion. Au sein du service contrôlant la gestion de cette importante Division (2500 personnes, 3 établissements), vous mènerez dans un premier temps des études dans les différents domaines de la gestion, en relation avec les autres services de la Division. Vous vous préparerez ainsi à assurer ensuite des responsabilités opérationnelles dans le contrôle de gestion à La Verrière (78), où est situé le poste, ou en province Ouest. Réf. 38681/3

Notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités de carrière dans le Groupe à partir de tous ces postes.

Adresser CV, prétentions et photo en indiquant la référence du poste choisi à VALEO
Service Recrutement I. & C.
43, rue Bayen – 75017 PARIS

documentaliste secrétaire

Un important Groupe Français crée le poste de DOCUMENTALISTE-SECRÉTAIRE pour son siège à Paris (8e). Rattachée au Directeur du Développement du Groupe, cette spécialiste de la Documentation devra rechercher, collecter et classer l'information stratégique, en particulier dans le domaine de la biochimie. Elle devra établir d'excellentes relations avec les différentes Sociétés du Groupe ainsi qu'avec de nombreux Organismes de Recherche extérieurs.

Ce poste conviendrait à une excellente professionnelle pouvant justifier d'une formation et d'une solide expérience de documentaliste et de secrétaire.
Des qualités d'initiative, d'ordre et de contact sont indispensables ainsi qu'une bonne pratique de l'Anglais.
De son côté, elle appréciera un environnement, une rémunération et des avantages sociaux de bon niveau.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2104 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

directeur de l'administration des ventes
département éditions Rouen — 150 000 F +

Une SOCIÉTÉ de VENTE par CORRESPONDANCE recherche un DIRECTEUR de l'ADMINISTRATION des VENTES.
Directement rattaché au Directeur de Département, il aura pour missions :
- de diriger et animer les services INFORMATIQUE, ACHATS et MAGASINS d'une unité de 35 personnes ;
- d'assurer le contact avec l'équipe Marketing et les Imprimeries.

Ce poste conviendrait à un Cadre ayant – outre une FORMATION SUPÉRIEURE – une expérience de 5 ans au moins dans un cabinet d'organisation ou dans l'un des domaines d'application cité, et souhaitant accéder à des responsabilités hiérarchiques importantes.

Les dossiers de candidatures - C.V. + photo – sous réf. 2098 M à préciser sur l'enveloppe – seront traites confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

comptable de haut niveau ayant pratiqué la consolidation

Un IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS aux activités diversifiées recherche pour ses SERVICES FINANCIERS à PARIS un excellent comptable. Il devra prendre en charge progressivement l'établissement des comptes consolidés du Groupe et se verra confier par ailleurs des dossiers d'ordre comptables ou fiscaux.

Ce poste conviendrait à un DIPLÔMÉ d'ÉTUDES SUPÉRIEURES COMPTABLES, ayant de solides connaissances de la consolidation acquise soit dans un Groupe important, soit dans un Cabinet d'Expertise Comptable. Anglais souhaité.

Les dossiers de candidatures (avec photo et rémunération actuelle) sous réf. 2093 M a preciser sur l'enveloppe seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

MATRA

recherche pour sa Direction Essais Contrôle Qualité :

INGENIEURS ELECTRONICIENS

ENSI - INSA

- Ils participent à l'étude et à la conception d'équipements électroniques sous les aspects fiabilité-sécurité en collaboration étroite avec les B.E.
- Le profil recherché concerne des ingénieurs *débutants à quelques années d'expérience* industrielle.

Ecrire avec CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 762 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

Boîte Postale N° 1
MATRA 78146 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

MATRA

Développe ses activités et crée des postes au sein de la **DIVISION EQUIPEMENTS** :

INGENIEUR INFORMATICIEN

TEMPS REEL

Il est responsable d'un projet informatique, chargé de l'étude de systèmes temps réel à base de microprocesseurs ou mini-ordinateurs et du développement du software.

Ce poste convient à un ingénieur électronicien sorti d'une grande école, ayant une expérience industrielle de 3 - 5 ans, et connaissant si possible le mini PDP 11/34 et le micro 6800.

Une disponibilité rapide serait appréciée. **Réf. A**

INGENIEUR GRANDES ECOLES

SUP AERO - CENTRALE - ENSI - A et M

Il a une fonction d'ingénieur d'affaires, responsable au sein du B.E. de la conception et du développement d'équipements aéronautiques, et de la coordination des «affaires» avec le bureau des méthodes et les services fabrication prototypes.

Ce poste nécessite une expérience industrielle de 3 à 5 ans compte tenu de la responsabilité *d'encadrement du personnel, de l'autonomie* et du sens des relations impliqué par la fonction **Réf. B**

INGENIEUR MECANICIEN débutant

A et M - INSA - CESTI - ENI

Il assiste le responsable du service Méthodes Prototypes dans l'encadrement d'une équipe de préparateurs.

Il participe à l'élaboration des plannings et des devis du matériel aéronautique. **Réf. C**

Ecrire avec CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence du poste choisi sous N° NK 761 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA 78146 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

TONKA FRANCE

Filiale de Tonka Corporation, U.S.A., société internationale de jouets, fabriquant et distribuant ses produits dans plus de cent pays, leader sur son marché, recherche son

CONTROLLER

Chargé du service comptable, administratif et financier.

RESPONSABILITES :
Gestion comptabilité générale, clients, etc., trésorerie, suivi budgets, analyse résultats, tenue tableau de bord, reporting selon normes anglo-saxonnes, contrôle de gestion et informatique.

PROFIL :
- Formation comptable et financière (niveau D.E.C.S.) ;
- Expérience comptabilité anglo-saxonne ;
- Minimum deux à trois ans expérience réussie dans poste similaire, idéalement dans filiale P.M.E. d'un groupe américain ;
- Connaissance de l'anglais nécessaire ;
- Age indifférent.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions à TONKA FRANCE, Service du personnel, rue de Belloy, 95560 Montsoult.

PROTOTYPE DE PRÉHENSION DE MATÉRIEL NUCLÉAIRE

INGÉNIEUR

Importante Société travaillant pour l'industrie nucléaire, développant une technologie avancée, nous vous proposons, au sein d'une petite équipe de :
- conduire et développer des études de matériels prototypes dans le domaine de la manutention de haute fiabilité ;
- d'assurer la mise en oeuvre de ces études et le suivi des essais en usine et sur site.

Ce poste nécessite une expérience de cinq années en électro-mécanique et la maîtrise de l'anglais technique ; une connaissance de fonctionnement en milieu agressif serait appréciée.

Les dossiers de candidature, accompagnés d'un C.V. détaillé, sont à adresser, sous réf. 70641 M, à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

GROUPE DE PRESSE GRAND PUBLIC

recherche un

ATTACHÉ DE RELATIONS EXTÉRIEURES

Chargé de concevoir, mettre en œuvre et animer ses opérations de relations publiques, manifestations et promotions.

Expérience de plusieurs années dans ce domaine, devra disposer d'un capital de relations personnelles au sein des médias.
Qualités de contact et esprit d'organisation.

Envoyer dossier à M. VEYRIN FORRER, 5, rue de la Baume, 75008 Paris.

Importante société aérospatiale, située en Région Parisienne, recrute un

ingénieur ÉQUIPEMENT PILOTAGE

Le candidat retenu devra avoir une formation ENSAE, ENSICA, ENSMMB, ENSMA, en particulier dans les domaines suivants :

SERVOMÉCANISMES - ASSERVISSEMENTS - MÉCANIQUE DES FLUIDES.

Ses responsabilités techniques concernant les équipements de pilotage.

Des connaissances en électronique constitueraient un atout supplémentaire et sont donc souhaitées. *L'anglais est indispensable.*

Le poste, impliquant de nombreux contacts avec l'extérieur, le titulaire du poste devra avoir des prédispositions aux rapports humains.

Les lettres de candidatures, accompagnées d'un C.V. sont à adresser *sous la réf. 280/49741 à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann,* 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE CHIMIE FINE

POUR SON CENTRE DE RECHERCHES PARIS

INGÉNIEUR

ADJOINT DU CHEF DE SERVICE APPLICATIONS ORGANIQUES

- Formation souhaitée : E.S.P.C.I., E.N.S.C.P., E.N.S.I.C. ou équivalent.
- Ayant fait une thèse ou ayant une expérience de laboratoire dans le domaine de la corrosion,
- il assurera dans un premier temps la mise au point de produits contre la corrosion, puis de produits pour la flottation des minerais.
- Anglais courant indispensable.
- Quelques déplacements dans les pays producteurs de pétrole.
- Poste évolutif.

Adr. dossier de candid. précisant rémunération souhaitée sous référence 2.001 à GEM PUBLICITE, 142, rue Montmartre, 75002 Paris.

Importante Société exerçant ses activités dans le domaine de

L'INGENIERIE NUCLEAIRE

nous souhaitons confier à un

INGENIEUR

possédant une première expérience d'ingénierie et connaissant le code ASME :
- la définition technique de matériels (pompes, robinets, échangeurs...) ;
- le suivi de leur réalisation chez nos fournisseurs.

Ces activités rendent nécessaire de :
- nombreux contacts tant avec nos services internes qu'avec la clientèle et de :
- courts déplacements à l'étranger.

L'Anglais lui est indispensable.

Les dossiers de candidature, accompagnés d'un C.V. détaillé, sont à adresser, sous la réf. 70643 M, à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL AGRO-ALIMENTAIRE

recherche pour usine laitière

INGENIEUR QUALITE

Il assistera la Direction de l'Usine pour tous les aspects scientifiques et technologiques qui concourrent à la qualité des produits.

Ce poste conviendrait à un :

INGENIEUR AGRO-ALIMENTAIRE
OU UNIVERSITAIRE 3ème CYCLE BIOCHIMIE

ayant une expérience réussie d'environ 10 ans en production, contrôle ou développement de produits alimentaires.

Cette fonction peut préparer à un développement de carrière *intéressant, en particulier, au poste d'*

ASSISTANT DIRECTEUR D'USINE

Envoyer C.V. sous référence 83775 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Société Transformation matières plastiques

recherche pour son usine région parisienne

INGÉNIEUR CHIMISTE

pour occuper un poste de RESPONSABLE : Qualité/Fabrication

Nous souhaitons :
- Un diplôme d'études supérieures ;
- Un goût prononcé pour l'organisation ;
- Un haut niveau d'exigence personnelle ;
- Un âge de 30 ans environ.

Nous offrons :
- Une formation sur le terrain ;
- Un environnement.

Très dynamique
- Un niveau de rémunération et de responsabilité pouvant évoluer de façon particulièrement importante.

Adresser C.V. sous n° 3.663 à HAVAS 77007 MELUN Cedex qui transmettra.

L'AIR LIQUIDE

recherche des

INGÉNIEURS SYSTÈMES

GRANDES ECOLES

• AU SIEGE SOCIAL A PARIS,

ils auront pour mission de :
- mettre en application les logiciels de base,
- contribuer à améliorer l'utilisation des systèmes,
- participer à l'étude et au développement des produits *nouveaux, notamment en matière de réseaux* d'ordinateurs.

• L'INFORMATIQUE REPARTIE,

en cours de mise en place leur offrira un travail diversifié par :
- la taille et le modèle des équipements,
- les modalités d'interconnexion des systèmes,
- les logiciels de base (télétraitement, temps réel, bases de données),
- les langages (COBOL, FORTRAN, BASIC, APL).

Ils auront des possibilités d'évolution de carrière au sein du Groupe, en France ou à l'étranger.

La connaissance de l'Anglais est souhaitable.

Une première expérience "Système" sur IBM 370 ou sur miniordinateurs serait appréciée mais n'est pas indispensable.

Adresser C.V. + photo en rappelant la référence A224 à :

l'AIR LIQUIDE
Direction des Relations Humaines
75, Quai d'Orsay - 75321 PARIS CEDEX 07

SESA

Une des toutes premières sociétés françaises d'ingénierie informatique, premier constructeur européen de réseaux de transmissions de données, réalisateur de logiciels dans des domaines d'applications variées recherche

INGÉNIEURS LOGICIELS

2 ans d'expérience minimum, capables d'assurer le support logiciel de base (avant vente, après vente et formation) *pour systèmes conversationnels de moyenne et grande puissance.*
Ils participeront à la création en France d'un centre de compétences qui soutiendra ensuite également nos activités dans ce domaine à l'étranger.

Adresser C.V. sous réf. 09 LM à SESA, Direction du Personnel, 30, quai de Dion-Bouton, 92806 PUTEAUX.

Emplois et Carrières

GfE

SOCIETE FRANÇAISE DE CONTROLE DE FRAIS D'ENERGIE SARL

Nous sommes une Société de services spécialisée dans la gestion des énergies avec une expérience européenne, référencée dans toutes activités.

Vous avez une forte personnalité et la négociation à haut niveau est pour vous une passion.

Nous avons des postes à responsabilité à vous confier pour PARIS - ILE-DE-FRANCE et la RÉGION LYONNAISE.

— 30 ans minimum - voiture et téléphone personnels sont indispensables.

Téléphonez-nous pour fixer un rendez-vous :

GfE
80, avenue Victor-Hugo
75016 PARIS.
Tél. 704.62.95

HAVAS CONTACT

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	78,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS

MATRA OPTIQUE



développe ses activités et recherche :

RESPONSABLE de SYSTEMES

Il aura la responsabilité du développement et de la mise au point d'un ensemble d'équipements électro-optique et électronique embarqués sur avion.

Ce poste conviendrait à un ingénieur (ESE, ENST. . .) ayant 5 à 10 ans d'expérience en laboratoire électronique et gestion de projet.

Connaissances en optique souhaitées. Réf. A.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

(ESE, ENST, ISEM, ISEN, Grenoble, . . .)

Débutants ou ayant quelques années d'expérience pour étude et réalisation de matériels électroniques dans les domaines suivants :
— traitement et visualisation d'images
— instrumentation optronique.

Connaissances en électronique digitale rapide, microprocesseurs, télévision analogique et digitale souhaitées. Réf. B.

INGENIEURS MECANICIENS

Travaillant au sein de petites équipes ils seront responsables de pré-études et de mise au point de prototypes en relation avec les ingénieurs d'affaires.

Ces postes conviennent à des ingénieurs Grandes Ecoles (Arts et Métiers ou équivalent) débutants ou ayant acquis lors d'une 1ère expérience des connaissances en mécanique de précision et si possible en asservissements.

Anglais courant.
Allemand souhaité. Réf. C.

Adresser CV, rémunération actuelle et photo en indiquant la référence du poste choisi sous N° CR 752 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA 78146 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

MATRA AUTOMOBILE



crée au sein de la Division Après-Vente un poste de :

CONTROLEUR BUDGETAIRE

Responsable du système de contrôle de gestion de la Division, il participe à sa définition et est chargé de l'établissement du budget et de la mise en place du tableau de bord. Il contrôle les prix de revient et de vente des pièces de rechange.

Ce poste très autonome s'adresse à un jeune diplômé d'école supérieure de commerce (HEC - ESSEC - ESCP...) ayant acquis une première expérience dans une entreprise industrielle et désireux de faire valoir son esprit créatif au sein d'une équipe en pleine mutation.

Ecrire avec CV, rémunération actuelle et photo en indiquant la référence CR 758
au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA B.P. N° 1
78146 VELIZY
VILLACOUBLAY CEDEX

---

*Vous êtes **INGENIEUR de GRANDE ECOLE** (X, Mines, ECP, etc...).*
*Vous avez une **EXPERIENCE COMMERCIALE CONFIRMEE** en France et à l'exportation.*
Vous parlez l'anglais couramment et, si possible, l'allemand.
Vous pouvez devenir le

DIRECTEUR COMMERCIAL

pour des

PRODUITS HAUTE TECHNOLOGIE

d'une Société Industrielle (200 millions de C.A., fort pourcentage à l'exportation), filiale d'un grand Groupe International.
RATTACHÉ au DIRECTEUR GÉNÉRAL, vous animerez une équipe de vente composée d'ingénieurs de grande valeur, en collaboration étroite avec la production et la recherche. Vous serez en relation avec des spécialistes de haut niveau dans les milieux scientifiques et de la recherche industrielle du monde entier.

Résidence à PARIS.

Rémunération en rapport avec les responsabilités.

Veuillez adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, CV, photo, sous référence 1130
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

---

hutchinson-mapa

15.000 pers. - 35 Usines en Europe
2,5 Milliards de F/an
rech. pour Siège à PARIS (8)
et déplacements en Usine

JEUNE

CHARGÉ DE MISSIONS AU SEIN DE LA DIRECTION RELATIONS SOCIALES

pour ÉTUDES PERMANENTES (participation à la Gestion prévis. des Cadres et au Plan à 5 ans) ET PONCTUELLES pour la Direction des R.S.

POSTE TRÈS FORMATEUR
ÉVOLUTION PRÉVUE A MOYEN TERME VERS FONCTIONS R.S. en USINE

- École de Gestion + si possible spécialisation PERSONNEL & R.S.
- 1re EXPÉRIENCE en Sce Personnel d'une Usine ou DÉBUTANT fortement attiré par les R.S. en milieu INDUSTRIEL.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunération et photo ss réf. 4590 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

MATRA

Accroît régulièrement son potentiel d'Ingénieurs et Cadres, et prévoit de créer de nombreux emplois en 81 pour des :

INGENIEURS GRANDES ECOLES

- Aéronautique
- Electronique - Informatique
- Mécanique
- Télécommunication

Les postes à pourvoir concernent des candidats débutants à 5 ans d'expérience industrielle et sont implantés essentiellement à Vélizy et à Toulouse (activité spatiale).

L'éventail des emplois disponibles permet de proposer des fonctions très diversifiées :

- Etudes avant-Projet,
- Synthèse : étude et développement nouveaux projets,
- Bureau d'Etudes, Labo,
- Informatique temps réel,
- Essais,
- Contrôle, qualité, fiabilité,
- Industrialisation,
- Synthèse de fabrication.

Adresser CV, photo et prétentions en précisant le ou les types de fonction et l'implantation souhaitée sous référence NK 756
au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA B.P. N° 1
78146 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

CRÉER ET DÉVELOPPER UN RÉSEAU

Important établissement financier, disposant de nombreuses implantations nationales et internationales propose à un

INGÉNIEUR TÉLÉCOM.

débutant

de prendre en charge, dans sa totalité, la création d'un réseau.
Au sein du service d'Etudes Informatiques (basé à Paris), il sera responsable de la distribution de l'information interne, de l'évolution du réseau (notamment avec Transpac) et plus généralement de l'orientation à terme de la politique de l'entreprise en matière de réseaux.
Il aura dans ce cadre à gérer d'importants moyens en matériel et en assistance.
La rémunération prévue tiendra compte du niveau et du potentiel du cadre recruté.

GROUPE Les candidatures sont à adresser, sous réf. 70611 M, à
INFORMATIQUE ET ENTREPRISE
Conseil en recrutement -
Membre de Syntec Informatique.
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

INGENIEUR MECANICIEN TECHNICO-COMMERCIAL

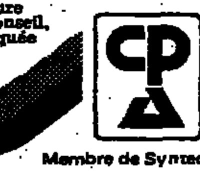


Notre filiale française distribue des outils coupants en carbure de tungstène.

Nous recherchons un jeune ingénieur (option mécanique ou électromécanique) pour prendre, après formation précise à nos produits, une fonction technico-commerciale auprès de nos clients de la région parisienne.

Nous offrons une rémunération proportionnelle au diplôme et au potentiel du candidat. Evolution possible au sein de notre groupe.

Adresser dossier de candidature sous réf. 30 M 236 à notre Conseil,
Centre de Psychologie Appliquée
69 rue de Monceau
75008 Paris.



Membre de Syntec

média-system

ELECTRONIQUE

Importante Société française, en expansion constante intervenant dans le domaine appareils d'équipement électroniques sur un marché concurrentiel, recherche le successeur de son actuel

RESPONSABLE BUREAU D'ETUDES

appelé à d'autres fonctions

Animateur d'une équipe d'une trentaine de personnes, il aura pour principales missions :
- d'orienter les travaux avec le souci primordial de la fiabilité des produits et de leur prix de revient
- planifier les activités dans un souci d'efficacité
- participer avec le commercial, la fabrication, l'après-vente aux réflexions sur les orientations à prendre.

Nous souhaitons rencontrer un homme de dialogue et de rigueur,

INGENIEUR ESE, ISEN, ISEP ou équivalent
ayant une solide expérience humaine technique et économique et une bonne connaissance des systèmes microprocesseurs.

Ce poste de **HAUT NIVEAU** est une fonction clé.

Il nécessite une personnalité dynamique souhaitant affirmer son rôle de leader.

Envoyer C.V. et salaire actuel sous réf. 84217 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Nous sommes spécialisés dans l'organisation de manifestations professionnelles réputées, à participation nationale et internationale, dans le domaine varié des biens d'équipement. Notre Département basé à Paris, chargé de

promouvoir et animer nos salons professionnels

a besoin d'une « cheville ouvrière » (Cadre bien entendu) pour assurer son développement. Vous avez l'expérience de la communication en milieu industriel et la preuve de la qualité de vos contacts à tous les niveaux (Organismes, Administrations, Médias). Vous savez prévoir, organiser, réaliser et n'hésitez pas à mettre la main à la pâte. Vous appréciez les responsabilités et l'autonomie. De plus vous êtes au minimum bilingue. Nous sommes prêts à vous accueillir.

IPPA
Nous avons confié la recherche à IPPA, 57, rue d'Amsterdam, 75008 PARIS à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement C.V., photo et rémunération sous réf. 5102/M.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS ROUTIERS
Pour développer la promotion de nos techniques auprès de nos grands clients
(état - départements - collectivités locales)
nous recherchons

3 INGENIEURS D'AFFAIRES

Ils ont une formation d'ingénieur et une solide expérience des produits routiers et spéciaux acquise par exemple à des postes de Direction dans des centres de profits ou au sein de grands laboratoires.
La connaissance des travaux et des produits leur permet d'apporter des solutions nouvelles.
Ce sont des hommes de contact :
— au sein de nos Directions Régionales, ils sont en position de conseil, tant au plan technique qu'au plan de la politique commerciale.
— A l'extérieur, ce sont des interlocuteurs de poids; leur technicité et leur personnalité font d'eux des correspondants priviligiés de nos clients.
— En liaison directe avec le Siège et les Directions de régions, ils sont appuyés par notre Laboratoire Central.

Les postes sont à pourvoir en Région Parisienne, Centre Auvergne, Méditerranée.
Nous attendons votre CV complet et garantissons le secret des candidatures.
Nous répondrons à tous les candidats.

Ecrire avec photo et prétentions sous référence 3538 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris
Cedex 02 - qui transmettra

Analyse technique de Brevets d'invention

Electricité

Nous concevons et réalisons de très grands ensembles industriels en France et à l'étranger. La haute technologie de nos activités nous amène à considérer de nombreux brevets notamment dans le domaine électrique.

Votre expérience en électricité et/ou électronique à un poste d'ingénieur, (ESE -ENSI...), doit vous permettre de procéder à une analyse technique en dialoguant avec les spécialistes le service juridique, sur l'ensemble des problèmes d'applications de ces brevets.

Vous n'avez pas de problème avec l'anglais et connaissez peut-être l'allemand; ce poste, sédentaire, est basé à Paris.

Les dossiers de candidature sont à adresser sous référence 6070 M à rscg carrières, 64 rue La Boétie 75008 PARIS qui transmettra.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

conçoit et réalise des systèmes de mesures pour rechercher, évaluer et exploiter les gisements d'hydrocarbures. Ces systèmes intègrent des technologies avancées en électronique, électromécanique, informatique, mécanique, physique, etc.

Nous désirons, pour renforcer notre potentiel de développement de nouveaux outils, recruter des :

INGÉNIEURS MÉCANICIENS

(Arts et Métiers ou équivalents)

études

Affecté dans un premier temps à des projets complexes intégrant des techniques variées, il est en charge de l'étude des ensembles mécaniques. Il assure donc la conception, les essais et la réalisation de ces systèmes. Il travaillera au sein d'une équipe pluridisciplinaire. Ces fonctions doivent permettre à un candidat débutant ou ayant jusqu'à 5 ans d'expérience d'acquérir une connaissance suffisante de l'entreprise pour élargir progressivement ses responsabilités et pour diriger un programme.

industrialisation

Responsable d'appareils dont il a suivi les études, la mise au point, les essais et l'utilisation sur le terrain, il est l'interlocuteur de la production, des sous-traitants et des Compagnies du Groupe Schlumberger, dans le cadre du passage des prototypes à la fabrication en série. Il conduit également des projets d'amélioration d'outils existants.
Ces fonctions s'adressent à un ingénieur ayant 1 à 4 ans d'expérience industrielle.

Les candidats maîtrisent la langue anglaise et sont prêts, dans le cadre de cette fonction comme dans celui de l'évolution professionnelle qu'elle ouvre, à d'éventuels déplacements partout dans le monde.

Adresser vos candidatures sous la référence M.T.U M à :

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER
26, rue de la Cavée
92142 CLAMART CEDEX.

Schlumberger

HAVAS CONTACT

SFENA

DIVISION TEST AUTOMATIQUE

ingénieurs électroniciens

- Un ingénieur de formation Grande Ecole ou équivalent *intéressé par l'électronique digitale rapide et la mini-informatique.*
  Il participera à la conception et au développement d'équipements de test automatique.
  Réf. I/061
- Des ingénieurs de formation type ISEP, ISEN, INSA, ayant une expérience d'au moins 2 ans en logiciel. Ils participeront *au développement de logiciel de base de systèmes* de test automatique (compilateurs, traducteurs, processeurs d'exécution et de diagnostic...).
  Réf. I/062
- Un ingénieur d'application. Après une période de formation sur le matériel de la division, il sera chargé du suivi technique d'affaires en relation avec les équipes de conception et le département commercial (propositions, études de faisabilité, formation et assistance en clientèle).
  Réf. I/063

Adresser CV, photo et prétentions sous la référence choisie à SFENA — Gestion des Cadres — B.P. 59, 78141 Vélizy-Villacoublay Cédex.

média-system

juriste d'affaires

LE GROUPE BSN-GERVAIS DANONE - 16,5 Md de F de C.A., 56000 personnes - a poursuivi son développement en 1980, notamment dans le secteur agro-alimentaire.
La Direction Générale des Affaires Financières a décidé d'étoffer sa Direction Juridique pour répondre aux projets de développement du Groupe. Ce juriste sera plus particulièrement chargé de participer à l'étude, à la négociation, à la réalisation et au suivi d'opérations telles que : contrats, constitutions de sociétés, fusions, absorptions, acquisitions.... Il collaborera étroitement avec les différents services du Groupe et des filiales concernés par ces opérations. Cette fonction, outre une solide formation juridique, Maîtrise de Droit Privé minimum, implique 4 à 5 ans d'expérience acquise dans le service juridique d'un Groupe ou d'une Société Industrielle importante, ou au sein d'un cabinet juridique spécialisé. Bonne pratique de l'anglais nécessaire.
Lieu du poste : Paris. **Réf. J 02 M**

pour un spécialiste des études consommateurs...

Vous avez acquis 3 ans d'expérience des études de marché (quantitatives de préférence) appliquées aux produits de grande consommation. Cependant, au sein par exemple d'une société d'études, vous ressentez certaines limites à votre action. Vous souhaiteriez :
— collaborer étroitement avec les chefs de produits concernés et suivre les applications de vos études ;
— *avoir la responsabilité de toutes les études, quantitatives et qualitatives, afférentes à une gamme de produits ;* élargir vos moyens d'action et travailler en profondeur avec un horizon à plus long terme.
KRONENBOURG - leader en France du marché de la bière, près de 2 Md de C.A., - propose, au sein de sa Direction des Études Commerciales, un poste de responsable d'études marketing qui répond à vos attentes. Rattachée à la Direction Générale, la Direction des Études Commerciales fournit des informations sur les marchés, les produits, les consommateurs et la distribution, qui permettent d'élaborer les politiques marketing et commerciale de l'entreprise. Elle met en œuvre des moyens informatiques développés pour gérer de multiples sources de données et simuler les modèles de comportement des consommateurs. Elle favorise les innovations méthodologiques qui accroissent la qualité de ses études. Le responsable recherché est l'interlocuteur privilégié de l'équipe marketing en charge d'un groupe de produits. Sa responsabilité s'étend de l'analyse des besoins et de la conception des études, au choix et au contrôle des sociétés d'enquêtes extérieures, jusqu'à la présentation des rapports.
Nous souhaitons étudier cette opportunité avec vous. **Réf. JC. 01 M**

documentaliste juridique

LE GROUPE BSN-GERVAIS DANONE recherche pour sa Direction Générale des Relations Humaines une documentaliste.
Au sein du service juridique social, elle sera d'abord chargée de constituer et de gérer la documentation sociale, d'assurer la diffusion régulière des informations et de répondre aux besoins de documentation. Elle participera à la recherche, à l'étude et à la sélection des systèmes de banques de données automatisées ayant trait au droit social, puis en assurera l'utilisation. Sa fonction pourra s'élargir par la suite à la réalisation d'études ponctuelles qui lui seront demandées.
La création de ce poste sera confiée à une documentaliste diplômée, ayant acquis une licence de Droit (option Droit Social de préférence), travaillant depuis 2 à 3 ans dans le service de documentation juridique d'une entreprise ou d'un cabinet spécialisé. De bonnes connaissances d'Anglais, lu et traduit, sont souhaitées. La candidature d'une *documentaliste diplômée, disposant d'une licence en Droit (option Droit Social), ayant effectué des stages dans des* services de documentation juridique pourra être envisagée. Lieu du poste : Paris 8e. **Réf. J 03 M**

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. correspondante, en précisant rémunérations actuelle et souhaitée à : BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone — bsn .gervais danone. bsn

HAVAS CONTACT

MERLIN GERIN

LE PLUS IMPORTANT CONSTRUCTEUR FRANCAIS D'APPAREILLAGES HAUTE ET BASSE TENSION POUR LE TRANSPORT ET LA DISTRIBUTION D'ENERGIE ELECTRIQUE recherche
POUR LA REALISATION DE CONTRATS CLES EN MAIN AU
MOYEN ORIENT

1 INGENIEUR RESIDANT

DE FORMATION INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN

Il sera responsable de la réalisation de contrats sur le terrain, en particulier en T.H.T. - génie civil, montage -, sous tous les aspects : qualité, planning, rentabilité, relations avec clients et partenaires locaux.

L'expérience de chantiers, si possible au Moyen-Orient, et la connaissance de l'anglais sont indispensables.

Ce poste est prévu pour une durée de 2 à 3 ans avec possibilités d'évolution ensuite dans le groupe en France ou à l'étranger.

Contrat de détachés.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence GDL117 à MERLIN GERIN
Développement et Formation des Cadres
38050 GRENOBLE Cedex.

juriste d'entreprise

Un important groupe industriel et commercial (chiffre d'affaires 1 milliard de F) crée le poste de juriste d'entreprise.

La fonction l'amènera à traiter tous les problèmes contentieux, commerciaux et sociaux en collaboration avec les directeurs régionaux.
L'homme que nous cherchons a une expérience professionnelle d'environ cinq ans, *comme collaborateur d'avocat par exemple.* Il maîtrise parfaitement les procédures contentieuses ; il effectuera de brefs déplacements dans les sociétés du groupe.

Merci d'adresser C.V. et photo sous référence 1777 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

1981 : année des progiciels

Sur un marché où les utilisateurs sont de plus en plus convaincus de l'intérêt des progiciels d'application,

PACHA de Sopra

est l'un des progiciels de paye et de gestion du personnel les plus vendus en France dans tous les secteurs économiques.

Pour tenir ses objectifs ambitieux en 1981 et face à une demande croissante, nous recherchons un

ingénieur

- *Connaissant la fonction Personnel et l'informatique, il saura être un conseiller écouté des Directeurs du Personnel et Informatique auxquels il s'adressera.*
- *Il saura être aussi un vendeur convaincant, face à des interlocuteurs désireux d'acquérir un produit efficace.*

Les perspectives d'évolution du produit garantissent une progression intéressante à un candidat de valeur.

Rémunération attrayante.

Ecrivez avec CV et photo sous référence 113/M à Sopra Recrutement, 90 rue de Flandre 75019 Paris.

SOPRA
ingénierie des systèmes d'information

média-system

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE
Grande Banlieue Nord de Paris
recherche
pour lui confier la responsabilité
de son laboratoire «surfaces mécaniques»

1 ingénieur électrochimiste

30 ans minimum

Ayant une bonne connaissance de la mécanique acquise par une formation complémentaire ou par l'expérience.
L'activité du laboratoire est axée sur le transfert vers l'industrie mécanique des résultats de ces travaux de recherche et d'assistance technique dans le domaine **des revêtements de surfaces** et de la corrosion.
Pour ce poste une expérience de plusieurs années en recherche et développement dans cette spécialité est indispensable.

Anglais technique nécessaire.
Allemand souhaité.

Adresser C.V. photo et prétentions à no 84003 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Ingénieurs Commerciaux

Une gamme complète et homogène de systèmes informatiques. *Une politique commerciale dynamique.* Un management efficace. Trois «plus» qui assurent à **ICL FRANCE** un taux de croissance de plus de 25 % par an sur le marché de l'informatique.

Pour faire face à notre développement et *garantir* à nos clients un service de qualité, nous renforçons nos équipes de vente sur Paris et la Région Parisienne.

Votre expérience de la vente acquise dans une S.S.C.I. ou chez un constructeur *vous permettra* de prendre en charge la commercialisation de notre gamme de terminaux, de minis et moyens systèmes.

Vous saurez vous montrer aptes à la négociation de contrats importants.
Une formation commerciale supérieure est souhaitable.

Nous vous proposons une rémunération motivante (fixe + commissions).

Merci d'adresser votre dossier, lettre manuscrite, photo, CV et prétentions, sous la référence 8062 à **ICL FRANCE**, Division des Ressources Humaines
15, cours Albert 1er - 75008 PARIS.

Communiqué

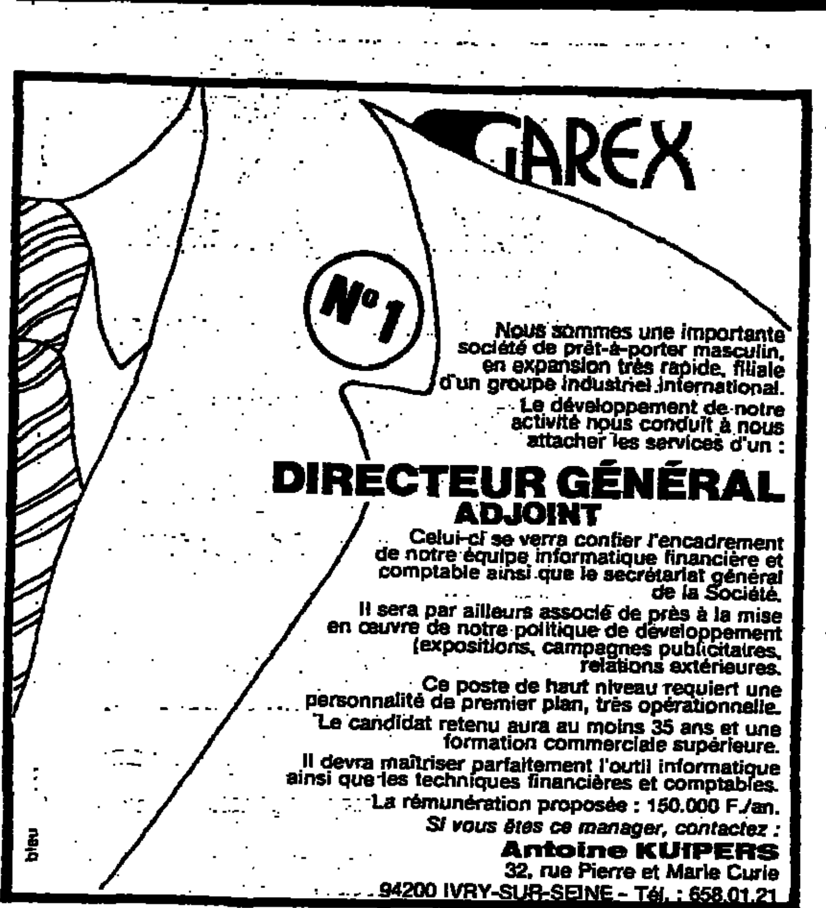
ICL — L'INFORMATIQUE *DANS TOUTES* SES DIMENSIONS.

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28 00	32.93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32.93

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



Au sein du Groupe SCHLUMBERGER, ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER conçoit et réalise des systèmes de mesure indispensables à la recherche et l'exploitation pétrolières.
Utilisés dans plus de 70 pays et dans des conditions diverses, ces systèmes intègrent des développements technologiques avancés dans de nombreux domaines.
La forte croissance de nos activités nous conduit à recruter deux

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

INDUSTRIALISATION

Il est chargé d'assurer le passage de prototype vers la fabrication de série, le suivi des systèmes de mesure existants et l'étude de leur évolution technique.
En relation étroite avec les différentes unités d'études, de production et l'organisation Schlumberger sur le terrain, il a pour mission de vérifier le respect des spécifications, de proposer les évolutions technologiques, de diriger la réalisation des dossiers techniques et de conduire les projets de mise au point, de test et d'amélioration de nos outils.
Il doit avoir un solide bagage dans les domaines de l'électronique analogique et digitale, des connaissances en hyperfréquence et informatique. Ce cadre est ingénieur, diplômé (ESE ou équivalent), pouvant justifier de 1 à 3 années d'expérience dans une entreprise industrielle.

TECHNOLOGUE

Dans le même département Industrialisation, il sera responsable d'une équipe d'ingénieurs/techniciens.
Il travaillera sur des problèmes de recherche et de qualification de composants électroniques destinés aux « outils » Schlumberger pour en définir les standards.
Il devra suivre l'évolution des techniques dans le domaine des composants et accroître ses compétences dans des domaines connexes (circuits hybrides par exemple) pouvant être à la source de développements internes.

Ayant un intérêt marqué pour la technologie des composants, cet électronicien a acquis une première expérience (1 à 3 ans) dans cette partie de l'électronique.

Les perspectives d'évolution sont très ouvertes pour ces postes dans l'entreprise ou le Groupe SCHLUMBERGER.
Elles impliquent une bonne maîtrise de l'anglais.
Les dossiers de candidatures sont à adresser, sous la réf. 8101, à

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER — Schlumberger — 26, rue de la Cavée 92142 CLAMART

HAVAS CONTACT

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE INDUSTRIEL 50 KM DE PARIS
recherche pour lui confier le poste de

RESPONSABLE DE SON DÉPARTEMENT
CALCUL DE STRUCTURES

Chargé de la réalisation d'études et développement dans le domaine de la
MÉCANIQUE

UN INGÉNIEUR
Grandes Ecoles
35 ans minimum.

Justifiant d'une expérience de plusieurs années dans des fonctions comportant une responsabilité similaire.
Il devra animer une équipe de 30 ingénieurs et techniciens et sa compétence technique devra lui permettre des contacts de haut niveau tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Adr. C.V. ph. et prét. s/n° 82.955, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1er.)

Chef de Service
Etudes Fiscales et Financières

Son expansion remarquable notre Société la doit certes, à l'importance de ses moyens de recherche, à la fiabilité de ses produits, mais aussi et surtout à la compétence de ses collaborateurs.

Nous recherchons pour notre Siège situé à PARIS, un **CHEF DE SERVICE ETUDES FISCALES ET FINANCIERES.** Nous souhaitons confier ce poste à un candidat de formation supérieure (HEC, ESSEC...), âgé de 28 ans minimum, possédant une excellente connaissance de l'**ANGLAIS** et une expérience de plusieurs années en fiscalité, de préférence au sein d'un cabinet d'audit.

Nous lui confierons la responsabilité de la préparation des déclarations fiscales et para-fiscales des sociétés du groupe ainsi qu'un important ensemble d'études financières et d'analyses prévisionnelles de rentabilité.

Nous saurons reconnaître ses compétences non seulement en termes de rémunération, mais aussi en termes d'évolution de carrière.

Si vous êtes prêt à rejoindre une société pharmaceutique de tout premier plan, filiale d'un groupe international et si vous correspondez au profil, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 504 à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées).

MEDIA PA

IMPORTANTE ENTREPRISE
PROCHE BANLIEUE NORD-OUEST

étudiant et réalisant des systèmes de télécommunications civils et militaires en France et à l'étranger, recherche

• UN INGÉNIEUR
E.S.E. ou EQUIVALENT

Il sera chargé de la conception et du calcul des équipements d'alimentation en énergie électrique des relais de télécommunications (Réf. 26)

• UN INGÉNIEUR
A.M. ou EQUIVALENT

Il sera chargé, dans le cadre du bureau d'études, de l'établissement des projets d'installation (Réf. 34)

Pour ces deux postes :
- de préférence, quelques années d'expérience,
- disponibles pour déplacement France et étranger,
- anglais parlé, écrit.

Ecr. avec C.V. détaillé, photo, prétent. (sous réf. 108) à TRENDANCES, 41, av. Friedland, 75008 Paris, qui tr.

SOCIÉTÉ LEADER DANS SA BRANCHE
(Première transformation des métaux) en expansion
recherche
pour son usine située dans l'OISE, et comprenant 550 personnes

CHEF DU PERSONNEL
DÉPENDANT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Dont le rôle consistera à prendre une part active pour la meilleure utilisation des ressources humaines dans l'entreprise, la formation, la politique de rémunération, etc.

NOUS NOUS ADRESSONS A
- Jeune cadre de 30 à 40 ans environ ;
- Opérant depuis quelques années soit dans une fonction similaire, soit dans un département du personnel ;
- Ayant une formation universitaire en droit et en sciences humaines (ou équivalent) ;
- Désireux de participer avec le directeur général au développement de la société et à l'épanouissement humain de son personnel.

La rémunération sera fonction de l'expérience

Adresser lettre de candidature, curriculum vitae, photo et prétentions sous référence AP 402.24.59 à
M. ETIENNE MOREAUX,
119, rue des Déportés, 60000 Beauvais,
qui transmettra.

Important Groupe Commercial Français
à vocation internationale

recherche
pour l'une de ses filiales
située en région parisienne

CHEF COMPTABLE
35 ans minimum - B.T.S. - Comptabilité

Une expérience d'une dizaine d'années en entreprise est indispensable pour assumer, en liaison directe avec le directeur de la filiale, la responsabilité de la comptabilité.

Lieu de travail : **Banlieue nord-ouest**

Adresser lettre manuscrite avec C.V. sous n° 84.228 à

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

SCHOTT FRANCE

Filiale française d'un groupe leader dans la fabrication de VERRES SPECIAUX pour l'INDUSTRIE recherche pour son département
APPLICATIONS DOMESTIQUES

délégué technico-commercial

chargé de promouvoir, de conseiller et de développer les applications de verres spéciaux auprès des fabricants français d'ELECTROMENAGER. Agés au minimum de 28 ans, les candidats devront posséder une première expérience technico-commerciale acquise dans la vente de composants, de préférence dans l'électroménager.
La connaissance de l'ALLEMAND est indispensable.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 833 M au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

ORGANISME CONSULAIRE
Nord de Paris

Pour son Service Traitement de l'Information :

- BAC + 3 – Anglais parlé et écrit - Pratique du matériel et de la fonction informatique - Grande disponibilité - Voiture - Dynamisme et efficacité - Contacts humains aisés.
- Responsable de la recherche et de la diffusion des informations collectives et personnalisées, économiques et commerciales, de la gestion des sources de documentation, d'actions collectives (rapprochement d'entreprises, journaux d'opportunités industrielles, etc.).

Ecr. lettre manusc. avec C.V. s/n° 7688 *le Monde* Pub. 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
recherche

COLLABORATEUR

Pour mission plein temps
ORGANISATION COMPTABLE
dans société cotée (proche banlieue ouest)

Expérience : 2 à 4 ans d'audit ou de définition de procédures en entreprise ou cabinet.
Formation : E.S.C. ou maîtrise, + D.E.C.S.
Salaire : selon expérience.

Envoyer C.V. sous référence
n° T 024746 M à Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris
qui transmettra.

Importante société spécialisée dans la fabrication de matériels électromécaniques et électroniques
pour l'industrie aéronautique
recherche

2 INGENIEURS

responsable laboratoire électromécanismes

Au sein du département études, il sera chargé de la supervision d'un laboratoire d'essais.
A ce titre, il assurera la gestion des moyens d'essais (bancs machines tournantes, instrumentation), il réalisera et coordonnera des programmes d'essais et dirigera une équipe de 8 personnes.
Le candidat recherché aura nécessairement de solides connaissances en électrotechnique, hydraulique et thermique et une expérience de 3 ans minimum dans un laboratoire d'essais électriques ou électrotechniques.

ingénieur de réalisation

pour prendre en charge le suivi de la conception, de la réalisation et des essais de machines tournantes en liaison avec les responsables de projets, les méthodes et la production.
Le candidat retenu sera obligatoirement un ingénieur type A.M., ayant de bonnes connaissances en construction électrique et en mécanique et des bases en hydraulique.
Une expérience de 2 ans minimum dans la construction électrique et électrotechnique de machines tournantes est nécessaire.
Anglais lu et écrit couramment impératif.

Ces postes sont basés en proche banlieue Nord.

Adresser C.V. détaillé et prétentions sous No 83806, CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

GRANDE BANQUE PRIVÉE
recherche

JEUNE INGÉNIEUR
ou diplômé d'une grande école de commerce

Pour développer les systèmes d'information de gestion.
Expérience de 2 à 3 ans et formation complémentaire en économie souhaitée.

Envoyer curriculum vitae + photo + prétentions
à HAVAS CONTACT,
156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS,
sous référence 36773.

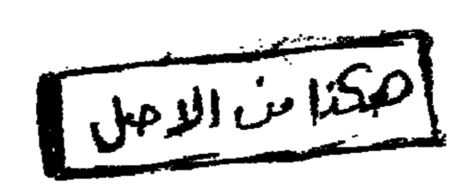
IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
Région parisienne, recherche

INGÉNIEUR de B.E. débutant

Aptitudes au dessin, conception au B.E. de matériel de manutention.
La fonction peut être confiée à débutant diplômé, INSA ou équivalent.

Pour ce poste la connaissance de l'anglais ou de l'allemand serait un atout et une évolution de carrière intéressante est offerte à des candidats de valeur.

Adresser C.V. détaillé, photo, prétentions à n° 83.639 CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q. tr.



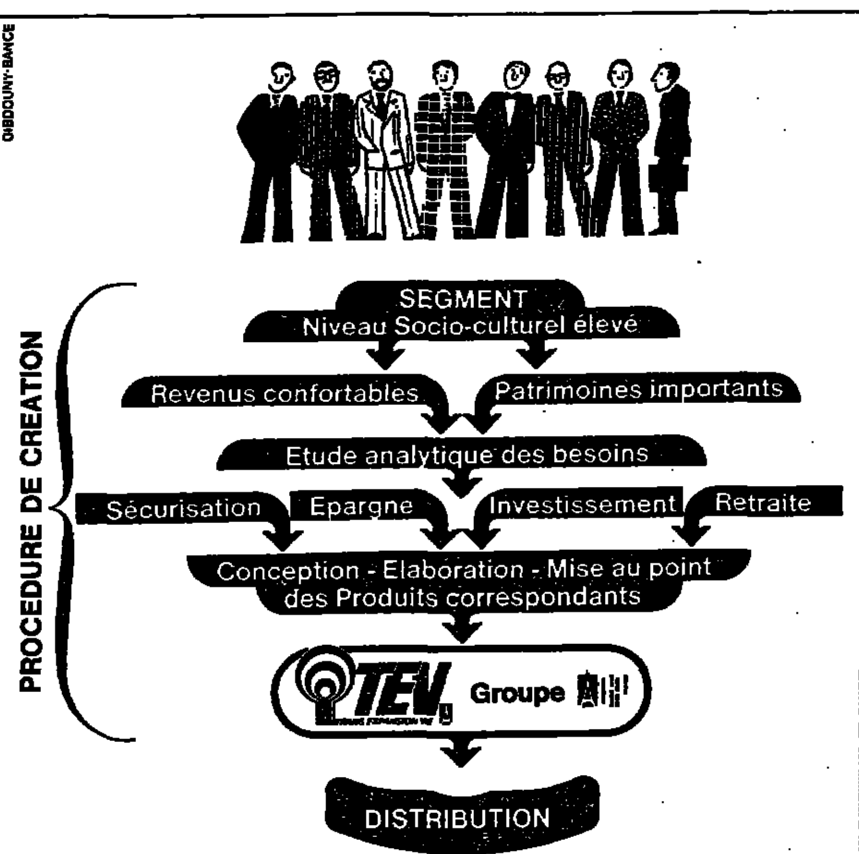
ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

GIBDOUNY-BANCE



Par un réseau de salariés bénéficiant d'une aide à la formation initiale (2 mois) et continue (5 mois) considérable.

Selon des méthodes d'approche et de négociation adaptées aux caractéristiques psycho-sociologiques du segment de clientèle potentielle retenu.

Avec des rémunérations mensuelles *moyennes* post-stage, liées à l'efficacité allant de 8000 F (première année) à 15000 F (3e année).

A l'intérieur d'un système promotionnel exclusivement articulé sur la promotion interne.

Il faut présenter des garanties contrôlées par tests successifs dans les domaines-clé de la volonté, de l'opiniâtreté, de l'ambition, de la persévérance, de l'humour, de l'ouverture intellectuelle et de la capacité à convaincre.

23 ans au moins et un niveau culturel Bac + ou *autodidacte*.

Écrire à BANCE Pub. 13, rue Marivaux 75002 Paris.
(Merci de : préciser sur l'enveloppe réf. 27500).

---

cadre commercial

130 000 F +

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ « PRESTATAIRE DE SERVICES » LEADER DANS L'HYGIÈNE, je cherche un cadre commercial.

Il a la responsabilité du suivi de la clientèle existante (grandes administrations, services techniques de collectivités) et du développement de la branche hygiène.

C'est un homme jeune, 30 ans environ, de formation supérieure, actif, méthodique, capable d'entretenir des relations suivies avec les prescripteurs : architectes, directeurs des services techniques, coordinateurs de travaux.

Il a une expérience de la vente, et si possible des services à une clientèle administrative.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 199 LM.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach . 75017 paris



membre de syntec

---

*annonce parlée**

Premier Groupe Français d'informations par téléphone au service des Entreprises renforce ses structures et recherche plusieurs

SVP

juristes

30 ans minimum *PARIS - H.F.*

d'une incontestable compétence dans l'une des disciplines suivantes :

• Droit civil • Droit du travail • Propriété industrielle

Diplômés d'études supérieures dans la spécialité concernée et ayant quelques années de pratique acquise en entreprise ou dans un cabinet spécialisé, ils auront pour mission de donner des consultations essentiellement par téléphone.

* Avant de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre conçu pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et notre rencontre s'en trouvera accélérée. Appelez le 763.11.15, référence 1026

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

CAISSE NATIONALE DE
CRÉDIT AGRICOLE

Le Centre chargé de mettre en œuvre la politique de développement du

Paiement Electronique

recherche

deux Technico-Commerciaux réf. SB1

chargés d'assister le réseau Crédit Agricole dans ses relations avec les commerçants distributeurs et industriels.
Formation supérieure à tendance économique et commerciale.
Un minimum de connaissances informatiques et si possible une expérience bancaire.

un Ingénieur en Organisation réf. SB2

chargé d'étudier les spécifications fonctionnelles du système de paiement électronique. Formation supérieure. Bonnes connaissances informatiques et 2 à 3 ans d'expérience professionnelle bancaire si possible.

Adress. CV, photo, sal. et prét. en précisant la réf. du poste à C.N.C.A. Service Recrutement Carrières - Cedex 26 - 75300 PARIS BRUNE

Les Tournay Pub

Notre client fait partie d'un groupe multinational scandinave, présent dans le domaine des matériels et composants électroniques de haute qualité. Une des sociétés du groupe, représentée en France depuis 1976, recherche pour son siège à Paris (12 personnes)

UN RESPONSABLE FILIALE

VENTES ET MARKETING / MATERIELS ELECTRONIQUES

LE POSTE
- exige un bon niveau de connaissances techniques et une expérience prouvée de la vente et de l'animation des ventes,
- dépend directement du Manager International en Scandinavie,
- vise au DEVELOPPEMENT RAPIDE des VENTES en France : études de marchés, budgets, plans d'action commerciale, encadrement et animation de la force de vente, contacts directs avec les clients importants,
- comporte les responsabilités administratives, comptables et financières liées à une direction de filiale,
- anglais indispensable.

IL EST PROPOSE
- la responsabilité complète de la direction d'une filiale à fort potentiel,
- une rémunération attractive, environ 180.000 F voiture, téléphone, etc...
- une assistance technique et administrative de premier ordre et un support réel de la maison mère en Scandinavie,
- un véritable CHALLENGE professionnel pour un Directeur Commercial désireux d'accéder à une responsabilité plus complète.

LES CANDIDATURES
- seront traitées avec rapidité et discrétion,
- devront comporter CV concis, photo et indication du niveau actuel de rémunération,
- seront adressées à MERCURI URVAL, 147 Avenue Paul Doumer, 92500 RUEIL MALMAISON, sous réf. 42.072, avant le 26/1/81 si possible,
- les premiers entretiens avec des représentants de la société mère et de M.U. auront lieu avant la fin Janvier à Paris.

Mercuri Urval
France

Fonction Personnel "Terrain"

Société industrielle française de renommée internationale (5000 personnes), nos activités s'étendent en France et à l'exportation et connaissent une croissance régulière.

Nous avons le souci constant de mettre en œuvre sur le terrain notre politique sociale et nous renforçons notre Direction des Relations Industrielles.

Nous recherchons pour l'une de nos Directions Techniques (500 personnes Ingénieurs et ETAM) un Responsable des relations du travail.

Il participera à l'élaboration de la politique sociale et sera chargé d'en suivre l'application dans les domaines du recrutement, de la formation, des conditions de travail, des rémunérations et des relations sociales.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (Sciences Po, Sup de Co ou Sciences Humaines) ayant acquis une expérience d'au moins 10 ans des différents aspects de la fonction personnel dans des entreprises industrielles.

Le poste est basé à Paris.

Les candidatures seront traitées avec une totale discrétion. Elles sont à adresser, sous réf. 874438 M, à Régie Presse - Le Monde - 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS, qui transmettra.

---

société industrielle d'automatismes

réputée (banlieue parisienne)
recrute

CHEF DES VENTES

HAUT NIVEAU, TRES EXPÉRIMENTÉ

minimum 40 ans, pour supervision réseau commercial et responsabilités administratives.
— Maîtrise de la vente de matériels techniques et de l'animation d'équipes de technico-commerciaux indispensables.
— Intéressement au C.A.
— Poste évolutif.

référence : L.M. 103

TECHNICO COMMERCIAUX

EXPÉRIMENTÉS

pour vente de produits techniques à l'industrie.
Très bonne formation technique exigée.
Rémunération comportant intéressement au C.A.
Indemnités sur véhicule personnel.

référence : L.M. 104

Envoyer c.v. + photo et prétentions en précisant bien la référence du poste choisi nº 25.013, PUBLICITÉ ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

P.R.B.

SOCIETE SPECIALISEE DANS L'ORGANISATION DE VOYAGES DE PROMOTION, STIMULATION, recherche son

responsable du service commercial HF

Il sera chargé :
- Animation et développement de l'activité
- Prospection intensive de clientèle
- Mise en place de l'équipe commerciale
- Organisation de campagnes de promotion auprès clientèle.

Expérience souhaitée dans ce domaine ou dans agence de promotion ou publicité.

Salaire motivant selon valeur du candidat.

Adresser C.V. sous référence 3786 à
P. LICHAU S.A., BP 220 - 75063 PARIS cédex 02
qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE T.P.
banlieue sud de Paris
recherche d'urgence

COMPTABLE

Niveau DECS.
Expérience T.P. souhaitée.
Adresser CV et prétentions sous réf. 3542 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75063 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

Nous sommes une importante société d'ingénierie
nous recherchons des

Ingénieurs Soudeurs

possédant 1 ou 2 années de pratique. réf. 5750 A

Techniciens Soudeurs

ayant 4 à 5 années d'expérience, spécialisés en contrôle par ultra-sons. réf. 5750 B

Dans le cadre de ces postes à pourvoir qui nécessitent des déplacements de courte et de longue durée sur chantier en France et à l'étranger, les candidats recrutés seront chargés d'assurer le suivi qualité-contrôle soudage de structures métalliques et tuyauteries.

Une bonne connaissance de l'anglais est exigée.

Adressez C.V. et photo en précisant la référence du poste choisi à SCS Jonction 9, rue des Halles 75001 PARIS qui transmettra.

Groupe français
de dimension internationale
recherche un

auditeur junior

Au sein d'une équipe de 8 auditeurs, vous effectuerez des missions, principalement à Paris, mais également en province et à l'étranger (2 mois par an environ).
Sorti d'une Grande Ecole, vous êtes titulaire de tout ou partie du DECS, vous pratiquez l'anglais et/ou l'espagnol, vous souhaitez acquérir une expérience constructive sur le plan de votre carrière future.

Ecrire sous réf. 12509 à Média System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

SOCIETE DE TELEMATIQUE
recherche pour son
LABORATOIRE D'ETUDES
(automatismes et transmissions numériques)

ingénieurs électroniciens

1 an d'expérience minimum

Adresser C.V. à A.E.T.A. 1, rue de Verdun 92140 CLAMART

chef de service achats

Un tremplin pour un Ingénieur à fort potentiel.

Notre société, mondialement connue, est leader sur son marché. En France, nous sommes fortement implantés depuis plus de 50 ans. Nous fabriquons et commercialisons des biens d'équipement lourds.

Nous recherchons, pour le département Achats d'un de nos centres de production (1800 personnes), situé à 1 heure de Paris, un jeune Ingénieur nécessairement diplômé (Arts et Métiers, H.E.I., INSA ou équivalent), qui aura si possible complété sa formation par un perfectionnement en gestion (ISA, IAE, etc). Il possède 5 à 8 années d'expérience industrielle acquise de préférence dans le secteur Achats.

Nous misons sur les potentiels, aussi sommes-nous prêts à intégrer un homme de méthode ou de contrôle qualité, ou encore un Ingénieur de fabrication ou de bureau d'études ayant une première expérience d'achat (1 à 2 années).

Il sera directement rattaché au responsable du département qui lui confiera un important portefeuille (+ de 100 millions de francs) dans les domaines du décolletage, de la sous-traitance mécanique et de l'hydraulique.

Il devra donc bien connaître la technologie de ces différents domaines pour diriger avec efficacité une solide équipe de 4 acheteurs. Responsable de la fiabilité des approvisionnements qui lui sont confiés, il conduira les études marketing achats nécessaires pour la recherche de nouveaux fournisseurs, il négociera personnellement avec les principaux fournisseurs, et participera au développement de modes de gestion efficace, s'appuyant notamment sur de puissants systèmes informatiques.

Une bonne pratique de la langue anglaise sera un atout supplémentaire, nous aiderons à le perfectionner.

Ce poste offre de très intéressantes possibilités d'évolution de carrière en France et à l'étranger.

Merci d'adresser CV détaillé et prétentions à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, sous référence 12467, qui transmettra.

média-system

---

telesystemes

recherche

INGENIEURS MINI ET MICRO INFORMATIQUE

expérience 0 à 2 ans H/F

Vous venez d'obtenir votre diplôme (ENSEEIHT, INSA, ENSIMAG, DEA Informatique, ...) ou vous avez déjà une première expérience mini ou micro-informatique.

Nous vous proposons de travailler sur des applications de types temps réel et/ou transactionnel, d'acquérir ainsi une compétence élevée et reconnue dans les techniques de pointe, en profitant de l'expérience d'équipes d'ingénieurs chevronnés.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous référence 81801 M ou téléphonez à Madame Claude FAVEREAU.

EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél : 285.15.53

WANG FRANCE

Notre société internationale commercialise des produits informatiques et de traitement de textes de grande performance.

Pour faire face à notre rapide développement, nous créons, pour Paris et la Région Parisienne, 15 postes d'

ingénieurs informaticiens

ANALYSTES - ANALYSTES/PROGRAMMEURS - CHEFS DE PROJET

pour leur confier des postes d'

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

- AVANT-VENTE
  Mission : Support technique du réseau commercial, en particulier analyse des besoins des clients, conseil, réponse au cahier des charges.
- APRES-VENTE
  Missions auprès de la clientèle : assistance, formation et conseil.

Vous êtes de formation supérieure (Ingénieur, MIAGE ou équivalent) et/ou vous avez une expérience de 3 à 5 ans ; vous maîtrisez bien l'anglais.

Vous voulez :
- sortir de la routine,
- donner du souffle à votre carrière,
- participer au développement d'une société leader (+ de 60% de progression en 1980).

Ecrivez-nous avec votre CV, votre salaire actuel et vos prétentions, Service du Personnel, Wang France - 78/80 av. Galliéni Tour Galliéni I, 93174 Bagnolet.

Marketing Téléinformatique et Télématique

débutant ou 1ère expérience H/F

Pour prendre en charge le développement marchés internationaux/produits téléinformatique de notre Société, nous créons à PARIS le poste : ASSISTANT MARKETING TÉLÉINFORMATIQUE ET TÉLÉMATIQUE.

Rattaché à la Direction Commerciale, il définit des opportunités de nouveaux marchés pour nos produits, participe aux événements internationaux où il aide au montage d'actions promotionnelles.

Ce poste évolutif intéresse un HEC, ESSEC, Sup. de Co, débutant ou ayant acquis une première expérience, avec des connaissances en Informatique.

La couverture internationale exige un anglais courant (la connaissance d'autres langues serait un atout). Le salaire est attractif.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 81401 M à Madame Claude FAVEREAU qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

DUO FAST FRANCE

Filiale d'un groupe américain
« Leader en clouage et agrafage »

recherche pour son siège social

LE RESPONSABLE DE SES SERVICES COMPTABLES

Le candidat sera âgé de 28 ans environ, de formation supérieure, complétée par le D.E.C.S. Une expérience de 3 à 4 ans de la comptabilité est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous la référence 524/181, à

EUDICO 1, rue Bourdaloue 75009 Paris.

---

directeur d'exploitation

260000F + voiture PARIS

Vous aurez la responsabilité totale de deux fonctions principales : l'hôtellerie et la restauration. Ceci concerne l'ensemble de notre chaîne.

Vous aurez également des responsabilités d'inspection, de formation et de gestion de personnel.

Vous veillerez donc à la qualité des prestations et vous contrôlerez la rentabilité de chaque établissement.

Vous avez au moins 35 ans, éventuellement un diplôme d'études supérieures et, surtout, une bonne connaissance de l'hôtellerie à tous les niveaux. Enfin, vous parlez anglais.

Bien introduits dans le métier de l'hôtellerie, nous vous garantissons la confidentialité de votre candidature et des entretiens.

Merci d'envoyer votre CV sous réf. 4890 à Philippe SAMETT,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
iBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR

média-system

---

responsable exportation

C'est à un homme de terrain, mobile et autonome, que nous souhaitons confier la responsabilité complète de nos ventes à l'export sur les pays méditerranéens.

Notre activité concerne la connexion électrique et électronique et nous sommes leader dans notre domaine.

C'est principalement votre expérience antérieure dans une fonction similaire au sein d'une entreprise internationale qui doit vous permettre de réussir à ce poste.

De plus, vous êtes diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce et l'anglais est la langue que vous pratiquez couramment dans vos affaires.

Rencontrons-nous rapidement pour développer le contenu de cette annonce.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 4877 à Philippe SAMETT,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
iBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

média-system

INGENIEUR METHODES DEBUTANT

Appareillage électrique Paris

Filiale d'un groupe français international, notre société construit des appareillages électriques en moyennes séries.

Dans le cadre de notre développement, et en raison des impératifs toujours plus aigüs de rationalisation, nous renforçons le Service Industrialisation et créons un nouveau poste d'Ingénieurs Méthodes.

En tant que débutant, vous consacrerez une première période à des missions d'observation et à des études ponctuelles puis, en tant qu'adjoint, vous prendrez progressivement en charge les missions suivantes :
- réorganisation de la section «Prix de Revient»,
- mise en place d'une analyse des coûts,
- développement de l'automatisation et implantation de l'informatique,
- mise en place d'unités à l'étranger,
- industrialisation de produits nouveaux.

Votre formation est de préférence A.M., ECAM...

Adresser dossier de candidature à Mr Koehrer sous réf. 40 M 112, à GKS Conseil, 69 rue de Monceau, 75008 Paris.



Membre de Syntec

média-system

110000 +

ATTACHE COMMERCIAL Paris

Biens d'équipements pour collectivités

Nous fabriquons et distribuons des biens d'équipements pour les cuisines des collectivités et pour les professionnels de l'alimentation.

Nous créons notre antenne parisienne et recherchons un jeune cadre commercial ayant quelques années d'expérience de vente. Il aura la responsabilité d'un chiffre d'affaires à réaliser avec les revendeurs, les administrations, etc.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Merci d'envoyer votre CV à notre Conseil en recrutement, sous référence 20 M 171, Centre de Psychologie Appliquée, 69 rue de Monceau 75008 Paris.

CP A

Membre de Syntec

CENTRE DE RECHERCHES D'UN LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL

recrute

CHIMISTE ORGANICIEN

DOCTEUR 3e cycle ou équivalent

Pour la synthèse de molécules nouvelles

Une expérience industrielle même courte sera un atout supplémentaire.

TECHNICIEN CHIMISTE ORGANICIEN

DUT - BTS ...

Lieu de travail : Banlieue Sud

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous no 84229 à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Pour promouvoir la vente de son procédé de construction en béton préfabriqué de logements individuels dans les pays en voie de développement, une société innovatrice recherche un

Responsable Export

En contact constant avec les différents organismes d'exportation, il déterminera les pays cibles et déclenchera les opérations publicitaires. Il travaillera en collaboration étroite avec le responsable technique. Il assurera le montage financier et négociera ces dossiers dans de fréquents voyages à l'étranger auprès des entreprises et organisations locales.

L'expérience de la vente à un niveau international, des qualités de dynamisme, d'adaptabilité, de contact et de négociateur sont requises. La maîtrise de l'anglais et de l'espagnol sont indispensables.

Envoyer CV détaillé et prétentions sous réf. CEM (à inscrire sur l'enveloppe) au

P.C.B.
11, Fg Poissonnière
75009 Paris
Discrétion assurée

cog hébert conseil

MEMBRE DE SYNTEC

Pour faire face à sa forte expansion à celle des Sociétés de son groupe

LOGIS FRANCE

recherche

CADRE ADMINISTRATIF

- 30 ans minimum.
- 4 ans d'expérience dans Société importante.
- Formation grandes écoles commerciales D.E.C.S. ou licence.

Le candidat devra être capable d'animer les services comptables, financiers et administratifs du groupe.

Possibilité d'évolution rapide pour candidat de valeur et ambitieux.

Envoyer C.V. et prétentions
14, RUE DE ROUEN, 75009 PARIS

---

acma cribier

Filiale du Groupe RENAULT
branche machines outils spéciales et robotique industrielle

recherche

le responsable

DE SON SERVICE QUALITE CONTROLE

Formation :
supérieure - AM - ICAM - ENI ou similaire.

Expérience professionnelle :
2 à 3 ans en atelier : contrôle, usinage, montage ou méthodes.

Définition du poste :
Assurer la gestion de la qualité, la mise en œuvre des méthodes et des moyens nécessaires au contrôle des produits.

Rattaché au Directeur Industriel, ce poste amène de fréquents contacts avec les différents secteurs de l'entreprise.

Responsabilité d'une quinzaine de personnes.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions à ACMA CRIBIER 3 à 15, rue Denis Papin 95250 BEAUCHAMP.

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
(PORTE DE PARIS)
recherche

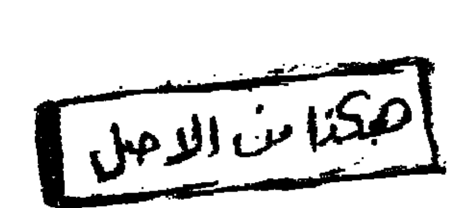
ASSISTANT

DU CHEF DU SERVICE CONTROLE - QUALITÉ (MATÉRIEL AÉRONAUTIQUE)

B.T.S. ou D.U.T. ou ÉQUIVALENT
LIBÉRÉ OBLIGATIONS MILITAIRES
EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE DANS L'INDUSTRIE EXIGÉE

Bonnes connaissances
ANALOGIQUES, DIGITAL (SOLIDES)
des PROBLÈMES DE CABLAGE
du BUREAU D'ÉTUDES et LABORATOIRE
EXCELLENTE PRÉSENTATION
DYNAMIQUE ET FONCEUR
CAPABLE D'INITIATIVE

Envoyer C.V., photo et prétentions sous nº RÉF. 3.909 à PRO MULTIS, 47, r. des Tournelles, 75003 PARIS q.tr.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

L'INFORMATIQUE DANS LES GRANDS PROJETS INDUSTRIELS

Les dimensions de CAP SOGETI LOGICIEL et sa participation à des grands projets nationaux et internationaux l'amènent à renforcer les équipes de réalisation de deux de ses divisions intervenant dans les techniques avancées : espace, télécommunications, énergie, environnement, télématique, micro-informatique... Elle souhaite pour cela recruter des

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

qui participeront à la réalisation du logiciel de très grands projets.

DIVISION «INFORMATIQUE ET INGÉNIERIE»

Ces ingénieurs possèdent des compétences, de préférence acquises chez un constructeur, dans le domaine des micro-processeurs (applications temps réel - développement d'équipements) ou des réseaux (commutation de messages et de circuits.)

Au sein de la division, ils travailleront dans le cadre d'équipes de réalisation de projets industriels nécessitant la mise en œuvre d'une haute technicité informatique.

DIVISION «TÉLÉMATIQUE»

Le très important développement des interventions de cette division dans des domaines tels que vidéotex, satellites, télécommunications... crée des opportunités intéressantes pour des ingénieurs de diverses qualifications :

- Spécialistes réseaux - 2 à 8 ans d'expérience acquise sur réseaux publics ou privés.
- Chefs de projets et Ingénieurs d'étude - logiciel temps réel, logiciel de base, traitement de texte.
- Chefs de projets gestion HB 66-DM 4.
- Ingénieurs gestion et statistiques sur CYBER et System 2000.
- Ingénieurs d'étude - logiciel de base sur SOLAR 16 et/ou VAX.

Les candidatures ou les demandes d'informations complémentaires sont à adresser à Y.-M. DUVAL.



CAP SOGETI LOGICIEL
5, rue Louis Lejeune
92128 MONTROUGE.

HAVAS CONTACT



41, rue Cantagrel - 75013 PARIS
recherche

ingénieurs électroniciens

- Débutants, formation souhaitée : E.S.E. - E.N.S.T. - E.N.S.E.R.B. - I.S.E.P. pour étude de développement dans le domaine des FAISCEAUX HERTZIENS. (Référence 01)
- De haut niveau, pour la conception et la mise au point de systèmes d'avant-garde dans les domaines ELECTRONIQUE et OPTRONIQUE INFRAROUGE. (Référence 02)

ingénieur

pour analyse de la valeur d'EQUIPEMENTS de TELECOMMUNICATIONS. (Référence 03)

Envoyer C.V. à l'adresse ci-dessus, en indiquant la référence du poste choisi.

JEUNES INGENIEURS BATIMENT ATTIRES PAR LE COMMERCIAL

Afin de renforcer les services commerciaux de notre branche HABITAT, nous recherchons deux Ingénieurs confirmés.
Sous l'autorité d'un Ingénieur principal, ils auront chacun la responsabilité d'un C.A. de 60 M.F. environ. Les INGÉNIEURS COMMERCIAUX sont solidairement responsables des études de prix, des réponses aux appels d'offres, de la mise au point technique des projets et des négociations de marchés, en liaison avec les maîtres d'ouvrage et les architectes.
Ingénieurs de formation, vous avez une expérience minimum de 2 à 3 ans du terrain, soit dans un service commercial, soit en milieu Travaux dans une entreprise importante de Bâtiment.
Vous avez, bien sûr, le sens de la négociation commerciale, de la ténacité, une volonté à toute épreuve et une compétence technique certaine.
Votre activité s'exercera en région parisienne, au sein d'un Groupe français de Bâtiment et Travaux Publics de premier plan. L'importance du Groupe permet d'envisager une évolution de carrière à la mesure de vos ambitions.

Nous vous remercions d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence 1956 à :



SCANIA FRANCE S.A.

membre du Groupe Suédois SAAB-SCANIA pour faire face à son développement recherche un

INGENIEUR MECANICIEN FUTUR CHEF DU SERVICE BUREAU D'ETUDES

Il sera chargé d'assurer l'adaptation optimale de notre matériel aux besoins des transporteurs.
En relation avec notre réseau et nos services commerciaux, il les assistera dans la définition de nos produits en fonction des besoins des clients et de la réglementation en vigueur (élaboration des fiches et assistance techniques auprès des carrossiers). Agé de 30 ans minimum, diplômé en mécanique automobile (ESTACA ou équivalent), il aura une expérience approfondie du marché poids lourds acquise à un poste similaire. La connaissance de l'Anglais et un bon sens des contacts humains sont nécessaires. B. PROUX, notre Chef du Personnel, étudiera avec intérêt votre candidature (C.V. + photo et prétentions). Faites lui part de vos aspirations et motivations.



SCANIA France S.A. (B.P. 499)
Z.I. des Béthunes
Saint-Ouen l'Aumône
95005 CERGY PONTOISE CEDEX

SMITHKLINE

Groupe International représenté par les Laboratoires GREMY-LONGUET et SMITH KLINE & FRENCH engage

ATTACHE (E) SCIENTIFIQUE

POSTE :

- Assister nos médecins dans l'organisation et le suivi des essais thérapeutiques, depuis la rédaction du protocole jusqu'au rapport final.
- Basé à Paris, il implique des déplacements fréquents de courte durée en province.

PROFIL :

- Formation scientifique si possible sanctionnée par un diplôme (biologie, physiologie, pharmacologie)
- Qualités d'organisation et de méthode
- Goût et sens des contacts
- ANGLAIS absolument INDISPENSABLE
- Connaissances en statistiques médicales appréciées.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et desiderata Direction du Personnel - Réf. JMP 15, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.
Réponse et discrétion assurées

KLÖCKNER INA
GROUPE INTERNATIONAL EXPORTATEUR D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

recherche

pour sa Société Française à Paris

UN

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

pour l'industrie chimique de base

Le candidat sera INGÉNIEUR expérimenté, ayant travaillé comme Chef de Projets dans l'ingénierie chimique pour des pays en voie de développement industriel.

La pratique professionnelle de l'Anglais et de l'Allemand est nécessaire.

Une formation complémentaire dans les domaines : finances et négociation de contrats, incluant des séminaires au Siège en Allemagne, est envisagée.

Adresser C.V., photo récente et prétentions à
KLÖCKNER INA
Installations Industrielles
31, rue Marbeuf - 75008 PARIS

Filiale informatique d'un important groupe de sociétés d'assurances recherche, pour son Département Exploitation, un

informaticien de haut niveau

Rattaché directement au Responsable du Département, il aura la responsabilité de promouvoir toutes les actions visant à améliorer le niveau de service de l'Exploitation et d'assurer, dans ce but, les liaisons avec le Département Etudes.



Il est demandé :

- une excellente formation d'ingénieur système,
- une bonne connaissance de la mise en œuvre de grands projets informatique sur matériel IBM de grande puissance.

Envoyer CV + photo sous référence 12379 à GIE, Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081 Paris La-Défense.

GIE

média-system

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE recherche

LE RESPONSABLE DE SON LABORATOIRE D'ANALYSES

Ce poste s'adresse à : pharmacien analyste ou ingénieur chimiste.

Ayant une expérience confirmée dans le domaine de l'analyse des matières premières pharmaceutiques et des médicaments.

Lieu de travail : SUD DE PARIS

Ecrire JCA 11, rue Cramail
92500 RUEIL MALMAISON

Chefs d'entreprise,

vous allez vous informatiser ou l'êtes déjà

La bonne intégration de l'outil informatique dans votre entreprise est une des clés de sa survie et de son développement.



VALENS CONSEIL

Vous propose un produit de formation unique en France adapté à ce problème :

Communication - Informatique

Nos ingénieurs conseil sont à votre disposition pour vous le présenter.
Pour tous renseignements ou rendez-vous écrire ou téléphoner:

VALENS CONSEIL
59, rue de Richelieu
75002 PARIS Tél.: 297.44.89/261.04.14

L'INFORMATIQUE...

AU PREMIER RANG EUROPEEN DES SOCIETES D'ETUDE ET DE REALISATION DE SYSTEMES *D'AUTOMATISATION «CLES EN MAIN»*

SODETEG T.A.I.
Groupe THOMSON

participe au developpement de la mini et micro-informatique appliquée à des activités industrielles avancées : • énergie (production, distribution) • transports terrestres • mecanisations • transmissions et commutations • bancs de tests automatiques...

L'expansion importante de ces activités en France et à l'Export nécessite de renforcer les équipes «logiciel» de ses projets en cours ou en démarrage.

Nous souhaitons recruter des

INGÉNIEURS ANALYSTES

confirmés et débutants ayant une solide formation informatique (Grande Ecole, Université) et soucieux d'assurer leur développement technique et personnel par une participation dynamique à un travail en petites équipes sur des projets importants concernant *des applications diverses et utilisant la plupart des* mini et micro-ordinateurs. Certaines affaires offrent l'opportunité de missions de courte ou longue durée à l'étranger. La connaissance de l'informatique industrielle en temps réel et au minimum d'un mini et/ou micro-ordinateur français, anglo-saxon est nécessaire. La pratique de l'anglais est exigée.

Merci d'adresser votre candidature (C.V. détaillé, prétentions et photo) à SODETEG T.A.I. - M.V.GUIU Route de la Minière - 78530 BUC - Tél. 956.80.60

...EN TEMPS REEL

analystes programmeurs

MINI-INFORMATIQUE DE GESTION

expérience professionnelle indispensable

ANSWARE

THOMSON-CSF INFORMATIQUE
RECRUTE

- pour la FRANCE,
- éventuellement pour les Émirats Arabes.

Tel. à Bénédicte DELAHAYE au 502.10.00 ou adressez-lui votre C.V. détaillé sous réf. DCA/101 à ANSWARE 135 rue de la Pompe - 75116 Paris.

Important groupe recherche, pour son Service Informatique

ingénieur système

ESE, ENSI, INSA, DEA...

Expérience CII - HB 66 TSS appréciée.

pour lui confier :
- le suivi du système d'exploitation,
- le conseil et l'assistance technique,
- des missions d'étude de nouveaux systèmes et procédés.

Le poste est situé en proche banlieue Sud-Ouest.

Adresser CV et prétentions, sous réf. 12378, à Média System 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

IMPORTANT CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE PARISIEN recherche

COLLABORATEUR

ayant au moins 2 ans d'expérience de cabinet, titulaire du certificat comptable du D.E.C.S., travaux formateurs assurés.

Envoyer C.V. à n° 83.959, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cédex 01.

Sté Etudes-Conseil en Marketing (membre de Syntec) recherche

CHARGÉ D'ÉTUDES SENIOR

- Formation supérieure ;
- Deux à dix ans d'expérience en société d'études ;
- Pratique des études de marchés Industriels ;
- Anglais indispensable ;
- Salaire en fonction expérience.

Env. C.V., photo et prétentions à S.U.M.S., B.P. 2, 94230 Cachan.

AIR INTER
LIGNES AERIENNES INTERIEURES

recherche pour sa
DIRECTION FINANCIERE

UN CONTROLEUR DE GESTION

Le candidat devra posséder :
— une solide formation économique (HEC, ESSEC...)
— une expérience dans le domaine du contrôle de gestion de 3 ans minimum
— des bonnes connaissances de l'utilisation de l'informatique.

Lieu de travail : ORLY.

Nombreux avantages sociaux.

Adressez CV, photo et prétentions au département Effectifs Recrutement Orientation
1 avenue du Maréchal Devaux
91550 PARAY VIEILLE POSTE

SOFINCO LA HÉNIN

Nous devons pour une grande part notre expansion au soin que nous avons mis à nous équiper en moyens informatiques et à la qualité des hommes qui en ont la charge.

Nos installations informatiques comportent, entre autres :

Des ordinateurs IBM 3033 et bi-processeurs 370/158 gérés sous MVS-SE, IMS, TSO, VSPC, etc.
Un réseau national de télétraitement comportant à ce jour 400 TERMINAUX IBM série 3600.
Un réseau RJE, des ordinateurs IBM 8100, Burroughs B 800 / B 1900.

Pour prendre la responsabilité d'un projet ambitieux, lié au développement de notre réseau, organiser et coordonner la mise en place d'applications sous T.P. et en batch, la DIRECTION INFORMATIQUE recrute un

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

C'est un candidat de grande compétence, excellent technicien, ayant déjà exercé des fonctions hiérarchiques et pouvant justifier d'une expérience des systèmes IBM/MVS et des connaissances en IMS, TP et DL1.

De réelles possibilités de promotion seront offertes au sein du Groupe à ce candidat de fort potentiel.

Pour permettre à nos collaborateurs d'exercer leurs talents dans les meilleures conditions possibles, nous avons choisi de nous installer dans un cadre agréable, calme, spacieux, humain et proche de Paris : ÉVRY.

Les lettres de candidature seront traitées dans la plus grande discrétion. Elles sont à adresser, accompagnées d'un C.V. et photo à Madame TANTURRI, SOFINCO LA HÉNIN, 91038 ÉVRY CEDEX.



HAVAS CONTACT

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCE
PARIS 15 éme

équipé de puissants moyens informatiques (Terminaux Lourds et Légers) recrute un

PROGRAMMEUR

- de formation supérieure I.U.T...
- bonnes connaissances du matériel IBM et des langages COBOL, ASSEMBLEUR-CICS sous OS/VS,
- expérience en réalisation d'applications d'au moins 2 années,
- esprit d'équipe, sens des contacts, dynamisme.

Merci d'adresser votre C.V. et prétentions à

steria

STERIA RECRUTEMENT
147, r. de Courcelles 75017 Paris
ou téléphoner pour premier contact à Madame FOSTIER au : 763.11.83.

DIEBOLD FRANCE

recherche pour son Département
CONSEIL EN TELECOMMUNICATIONS

ingénieurs et techniciens supérieurs

désireux de s'intégrer dans une équipe menant des actions d'organisation et de conseil dans le domaine des grandes entreprises (audit, réseaux, choix d'équipement).
Bonne connaissance courants faibles (téléphonie en particulier), électronique, commutation des messages, téléinformatique.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : DIEBOLD FRANCE - 63, rue la Boétie 75008 PARIS.

---

ingénieur développement

pour Centre de Recherche et Développement en cours de création et dépendant d'un des premiers Groupes industriels français.
Diplômé d'une Grande Ecole, ECP, A&M, CNAM ou équivalent, passionné par l'Automobile, mécanicien d'origine, il possède 5 à 10 ans d'expérience chez un constructeur de véhicules ou un sous-traitant, et sera familié des techniques de la LIAISON-SOL ou des problèmes de vibrations et d'aérodynamique.
Créant sa fonction, il sera chargé de missions allant de la prospective technologique concernant les véhicules routiers et ferroviaires à la conception de nouvelles formules de suspension, et négociations techniques avec la Profession.
Il parlera couramment l'anglais.
Lieu de travail : proche banlieue Ouest Paris.

Adresser candidature sous référence 1301
BAILLY CONSEIL 40, avenue Hoche 75008 PARIS

Emplois et Entreprises

EUROSOFT SYSTEMES

FILIALE DU GROUPE EUROSOFT, SOCIETE D'INGENIERIE INFORMATIQUE, recherche

ingénieurs en informatique

0 à 10 ans d'expérience dans les domaines :

- systèmes temps réel (process, automatisme)
- bases de données et logiciel de base
- transmissions de données et télématique
- systèmes sur microprocesseurs
- applications de gestion (expérience IBM souhaitée) pour concevoir et réaliser des systèmes informatiques de haute technicité.

Envoyer C.V. à Christian PERONNE - Directeur des Opérations - EUROSOFT SYSTEMES
38, Bd Henri Sellier 92150 SURESNES



recherche

Juriste d'entreprise Docteur en Droit

(droit privé ou droit des affaires)

- Formation complémentaire appréciée
- 35 ans environ
- Expérience professionnelle d'une dizaine d'années acquise dans le service juridique d'une grande entreprise ou dans un cabinet international.
- Parfaite maîtrise de l'anglais indispensable.

Adresser CV détaillé à
Monsieur REYNAUD - PALIGOT -
ESSO SAF - Cédex 2 -
92093 PARIS. LA DEFENSE.

P.M.I. (500 p.) spécialisée dans la fabrication d'appareils de mesure
recherche

UN CONTROLEUR DE GESTION

pour ses filiales étrangères.

Il assure le contrôle budgétaire et la trésorerie des filiales ainsi que le suivi des relations avec le siège et la tenue du tableau de bord : il participe à l'amélioration de leurs procédures comptables et administratives et à des études de développement.

Il est requis une formation supérieure en gestion et comptabilité (DECS apprécié), une expérience similaire ou d'audit, l'habitude des contacts avec l'étranger, la maîtrise de l'anglais parlé et rédigé (espagnol souhaité).

Le poste implique de nombreuses missions à l'étranger.

Envoyer C.V. et prétentions à N. 694
PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire 75011 Paris

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE
Grande Banlieue Nord de Paris
recherche
pour le service "FATIGUE"
de son Département métallurgie

1 INGENIEUR MECANICIEN

ENSAM, ECL, ENSI, ou équivalent

28 ans minimum, ayant une formation complementaire en metallurgie et quelques annees d'experience acquises de preference dans un laboratoire d'essais industriels ou de recherche appliquee.

Il sera charge au sein de l'equipe de la conduite d'une plateforme d'essais dans le cadre de travaux d'assistance technique et de recherche dans les domaines de la fatigue et de la mecanique de la rupture.

Lecture anglais et/ou allemand souhaitee.

Adresser C.V., photo et pret. a no 84007 CONTESSE Publicite 20, av. Opera 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOCIETE FRANCAISE
(C.A. 50 MF - 200 Personnes)
Filiale d'un important groupe international du secteur industriel
recherche dans le cadre de son expansion

INGENIEUR PROJET AEROREFRIGERANT

de formation ingénieur ou technicien supérieur. Une expérience de 3 ans minimum, de préférence chez un constructeur, lui permettra de maîtriser parfaitement les calculs, l'établissement des projets, et leur suivi dans le domaine des aéroréfrigérants process.

- Anglais nécessaire, allemand souhaitable,
- Rémunération : 90.000 F + (fonction de l'expérience),
- Lieu de travail : Paris 12ème,
- Poste à pourvoir au plus vite.

Adresser C.V. et photo s/réf. 7508 à P. LICHAU SA B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANT
GROUPE INDUSTRIEL
(7.300 personnes, 15 usines, C.A. 1,2 Milliard)
souhaitant faire face au développement de son département informatique situés à ST-QUENTIN-EN-YVELINES (78)
recherche

CHEF de PROJET INFORMATIQUE

De formation supérieure (de préférence économique), le candidat retenu aura une expérience professionnelle de 5 ans environ, dont 2 dans la conduite réelle de projets informatiques.

Sa mission sera de contribuer au développement des systèmes administratifs et comptables du Groupe. Il devra diriger une équipe de 5 personnes chargée de l'étude de ces problèmes.

Adresser C.V. détaillé et prétentions ss No 83428 CONTESSE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Important groupe recherche
dans le cadre de son service informatique

ingénieur mini~système

ESE, ENSI, INSA, DEA...

Expérience indispensable de mise en route d'applications techniques ou de gestion.

Il lui sera confié l'étude et le démarrage de mini-systèmes éventuellement connectés à l'ordinateur du groupe.

Lieu de travail : proche banlieue Sud-Ouest et déplacements de courte durée France et étranger.

Adresser CV et prétentions, sous réf. 12376, à Média System 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

Importante Société banlieue Nord-Est
recherche
JEUNES

TECHNICIENS EN ÉLECTRONIQUE

Possédant BTS, connaissant circuits numériques et analogiques pour assurer après formation l'installation et la maintenance de machines de photocomposition en clientèle. Connaissance anglais nécessaire. Nécessité posséder permis V.L. et pouvoir voyager. Semaine de 5 jours, avantages sociaux.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions nº 9153 M BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui transmettra.

Ville de CHILLY-MAZARIN (91380) recrute d'urgence Directrice crèche familiale (infirmière-puéricultrice 5 ans d'expérience ou médecin). C.V. et candidature à M. le Maire.

ÉQUIPE DE RÉPUTATION MONDIALE développant des machines tournantes de technologie avancée fabriquées sous licence par grands groupes industriels Europe, Amérique, Japon rech. collaborateur haut niveau

INGÉNIEUR DIPLOMÉ ou PHYSICIEN

35 ans environ
En vue d'assurer responsabilité conception, mise au point et promotion de nouvelles lignes de produits à fort potentiel.

Nous souhaitons expérience mécanique théorique (modélisation, dessin), pratique (ajustage, essais) et aptitude à l'utiliser dans un contexte international, notamment chez nos licenciés tous anglophones.
Poste pour personnalité ambitieuse passionnée de mécanique. C.V. manuscrit, photo et prétentions à OMPHALE S.A., 33, rue Godefroy, 92800 PUTEAUX.

Organisme 14e arrdt rech.

TECHNICIEN EN ÉQUIPEMENTS

pour centres de formation d'apprentis du bâtiment.
TACHE : recherche, sélection, suivi de l'outillage et du matériel pour tous les corps de métier du bâtiment ainsi que pour les mobiliers administratifs, d'enseignement technologique et d'hébergement...
Une expérience en gestion d'équipement est souhaitée.
Adr. C.V. prét. à nº 43981 P.A. SVP 37, r. Gal-Foy, 75008 Paris.

Centre chirurgical Marie-Lannelongue
133, av. de la Résistance
92350 Le Plessis-Robinson
rech. libre rapidement

ÉLECTRONICIEN

Titulaire B.T.S., pour maintenance matériel électronique médical. Tél. pour R.-V. 630-21-33 Poste 3800.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT

recherche pour son SIEGE A PARIS

UN JEUNE INGÉNIEUR

DIPLOME GRANDE ECOLE SCIENTIFIQUE

Activité dans le domaine des techniques de gros œuvre sous leurs aspects pratiques et théoriques.

Une expérience de quelques années dans le bâtiment serait appréciée.

ENVOYER C.V. AU C.S.T.B.
4, avenue du recteur Poincaré, 75016 PARIS.

BANQUE PRIVÉE

à vocation internationale
Quartier OPÉRA
recherche
pour compléter son équipe

COMPTABLE QUALIFIÉ

Niveau B.P. ou D.E.C.S.
2 à 3 ans expérience minimum.
Connaissance comptabilité anglo-saxonne et/ou bancaires appréciées.

Ecrire s/nº 7.493 FRANCACIP 17, rue de la Banque, Paris-2e.

Laboratoire Recherche Médicale INSERM Paris
recrute

INGÉNIEUR 2 A

Electronique - Informatique
Téléphone 344-16-90.

C.E.L.I.
(Montrouge)
jeune société de péri-informatique en expansion continue

recherche

INGÉNIEUR HARDWARE

- Cinq à sept ans d'expérience ;
- Pour étude et mise au point en laboratoire de prototypes et préséries ;
- Connaissances étendues en conversion A/N et traitement numérique indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à A. BERTHON, 14, av. Gambetta, 92120 Montrouge.

CONSEIL JURIDIQUE et FISC.
recherche
STAGIAIRE HOMME
Maîtrise Droit et Affaires, minimum D.E.A. ou DESS et niveau probatoire comptable souhaité.
Tél. 298-58-35.

SIEMEPHONE recherche

TECHNICIENS VIDÉO

niveau 5 formation BIS DUT ou équivalent pour mise au point et S.A.V. Ecrire 198, rue de Fontenay, 94300 Vincennes ou 368-20-70.

Société d'études informatiques rech. ANALYSTES PROGRAMMEURS début., diplômés maîtrise ou I.U.T. Tél. 222-26-39.

Association de prévention
recherche

ÉDUCATEUR DIPLOMÉ

Pour création nouveau secteur d'activités proche banlieue. Travail en équipe pluridisciplinaire. téléphon. au 736-91-83 entre 14 heures et 16 heures du mardi 13 janvier au vend. 16 inclus.

S.E.P.

PONT DE NEUILLY
recherche pour son Service Comptabilité Analytique

COMPTABLE

Formation B.P., B.T.S. ou D.U.T ayant si possible une expérience de la centralisation analytique dans l'industrie.

Envoyer C.V. et photo au Service du Personnel, S.E.P. Tour Roussel-Nobel Cédex nº 3 92080 PARIS-LA DÉFENSE

URGENT recherche plusieurs SPECIALISTES de la réparation du préjudice corporel sachant dactylographier. Tél. : 504-01-38.

P.M.E recherche

COMPTABLE

Expérimenté pour prise en charge comptabilité générale (bilan inclus), paies, déclarations soc. et fisc. Disponible. Ecrire avec C.V. et prétent. à SONETEC, 21, av. du Fort - 92120 MONTROUGE.

I.T.E.

SOCIÉTÉ COMMERCIALE
recherche

COMMERCIAUX

produits destinés aux bâtiments
Rémunérations motivantes
Téléphoner heures de bureau au 328-83-41.

L'UNION FINANCIÈRE DE FRANCE recherche pour région parisienne NORD

DEUX COMMERCIAUX

DYNAMIQUES
Après formation, ils pourront :
- Diffuser une gamme complète de produits d'investissement ;
- Prétendre à des rémunérations élevées ;
- Postuler à des fonctions d'encadrement.

Adresser C.V. + photo à Union Financière de France, 5, rue de Tilsitt, 75008 Paris (réf. J.C.L.).

Société de sélection et délégation de personnel
recherche

TECHNICO-CCIAL

Dynamique, souhaitant se valoriser. Salaire 130/190.000 F/an. Références exigées.
Ecrire à nº 673
Publicités Réunies,
112, bd Voltaire, 75011 Paris.

---

formation professionnelle

ELECTRONIQUE MICRO-INFORMATIQUE TECHNICO-COMMERCIAL CONFIRME

pour délégation de personnel



Centre International de Traitement Informatique

---

enseignement

Recherchons pour durée trois semaines, lieu de travail LANGUEDOC-ROUSSILLON

ENSEIGNANT (E)

Cours langue ANGLAISE milieu hotellerie.
Adresser C.V. à S.I.E.I.
5, bd Magenta, 75010 Paris

---

secrétaires

IMPORTANTE SOCIÉTÉ GESTION IMMOBILIÈRE
quartier Opéra, recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

- 35-40 ans.
- Excellente présentation.
- Bonne culture générale.
- Connaissant parfaitement la sténodactylo.

QUALITÉS REQUISES :
- Discrétion, disponibilité.

Elle devra assurer la préparation et le suivi des dossiers. Expérience similaire antérieure souhaitée. Salaire en rapport avec compétences.
Adr. C.V. et photo s/nº 706
PUBLICITÉS RÉUNIES
112, bd Voltaire, Paris (11e).

M.J.C. Centre socio-culturel et sportif de Créteil
recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Niveau B.T.S., ayant expérience en gestion du personnel et suivi comptable, goût des rel. humaines. Adr. C.V. à M.J.C. Club de Créteil, rue Charpy, 94000 Créteil.

---

cours et leçons

J.H. anglais 2 ans enseignement en France donne cours d'anglais 259-67-37 de 18 h à 20 h

---

travail à domicile

SECRETAIRE DE DIRECTION confirmée frappe tous textes et manuscr. sur I.B.M. 051-44-49.

Je frappe sur IBM THESES manuscrits, travail rapide et soigné. Tél. 535-28-85

هكذا من الاصل

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 35 ans, sciences Po + psycho
SPÉCIALISTE domaine MÉDICAL
Information + formation + relations - communications
10 ans d'expérience : industrie pharmaceutique, milieu hospitalier, presse médicale.
Etudie toutes propositions.
Ecrire s/n° 024754 M, à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

TENNISMAN ACCROCHEUR
Sup. de Co. (37 ans). Rompu contacts et ventes haut niveau mat. T.P. (direction agence).
Recherche
BOSS. SPORTIF OU ASSOCIATION
pour
- poste similaire France ou Afrique ;
- export ;
- représentation exclusive ou franchising dans Sud-Est.
Ecr. s/n° 279 M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉS TRAITANT EN ARABIE
vous voulez créer et faire diriger une représentation technique, un service d'étude ou d'après-vente, un atelier ou toute autre base permanente en Arabie.
INGÉNIEUR SUISSE (DIPLOMÉ ÉLECTRICITÉ)
cherche une nouvelle position de direction technique.
Offre : flair technique, initiative, jugement, planning et organisation, français, anglais, allemand, 5 ans en Arabie.
CONTACTEZ O PETERMANN PO, BOX 593, RIYADH SAUDI ARABIA.
(PAR AVION) TELEX 201033SJ. TEL. RIYADH 4769722.

J.F. 32 ans, avocat, 7 ans exp., cab. doct. en droit (d'Etat) D.E.S. droit privé et droit pénal, aff. anglais jurid. courant, étudie toutes propositions, urgent. Tél. : 266-14-93 (le matin).

Femme cadre, 51 ans, plusieurs années expérience personnelle, relations humaines, formation, très sérieuses références, rech. de préférence poste assistante chef personnel ou responsable gestion administrative personnel mais étudierait toutes propositions poste à responsabilité (administratif ou commercial dans P.M.E.).
Ecrire à n° 84.064, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

CADRE F. 46 ans, responsable service achats import export, sérieuses réf., parfaitement bilingue anglais avec sténo français/anglais, notions allemand et grec, cherche poste respons. Paris. Tél. : 266-92-92, poste 311.

DIRECTEUR ADMINIST. ET FINANCIER
51 a., énergique, organisateur, gestion fin. et trésor., audit et contrôle gestion reporting. Bilan, déclarations, analyse coûts et prix de revient. Utilisation informatique comme outil de gestion et production. Etablissem. procédures administratives, production et stocks. Parle anglais. Tél. : 533-89-63.

Architecte U.S.A., Hme 40 ans, rech. poste chez archit. ou autre. Paris. Tél. 805-12-42, apr.-midi.

J.H. ESC + DECS cherche stage d'expert comptable, étudie toutes propositions.
Ecrire s/n° 3.035 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Dame soixantaine
Excellente présentation
Très bonne orthographe
Sachant rédiger, bonne dactylo
Habitude téléphone
rech. emploi mi-temps, de préfér. Colombes ou envir. ou proxim. gare Saint-Lazare.
Ecr. s/n° 260 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 23 ans, anglais courant
MAITRISE DE PHYSIQUE
désireuse faire carrière dans L'INFORMATIQUE
recherche emploi dans entreprise pouvant lui assurer une formation avec débouchés sur perspectives d'avenir
Libre de suite
Excellentes références morales
Ecrire Mlle LEROY, 52, rue Vavin, Paris-6e - Tél. 329-81-63

JEUNE DIPLOMÉ
ÉCOLE DES CADRES DU COMMERCE ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
(option Commerce internat.) 23 ans, libre O.M. - Langues : *anglais, américain courant*, solides notions allemand, désireux faire carrière dans organisme bancaire à caractère international, recherche situation dans société susceptible offrir des perspectives d'avenir
Ecr. n° 84.318, Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris-cedex 01 qui transmettra

HOMME 33 ANS, formation de directeur de M.J.C. corresponsable équipe de prévention toxico 10 ans expérience cherche emploi libre de suite.
Ecrire s/n° 3047 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 33 ans, lic. lettres, dipl. secrét. bilingue anglais, expér. correction, cherche poste collab. presse, édition ou public., à Paris.
Ecr. s/n° 6.058 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Assistante sociale D.E., 5 ans 1/2 d'expérience + DEUG psycho., cherche temps partiel à Paris. Tél. 201-40-17.

Direct. administr. et financier P.M.E., 43 ans, enseign. commercial + diplôme ICH et DIUUP, sérieuses références, recherche poste toutes régions.
Ecr. s/n° T024752M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. HOMME 27 ans cherche poste
ASSISTANT RELATIONS PUBLIQUES
3 a. expér. ds la communication 579-92-28 (10 h à 12 h 30).

Secrétaire, 38 ans, B.E.C., sténo (dactylo française-anglais) aiment les chiffres, télex, excell. présentation, cherche poste de direction stable Paris. Libre de suite, 78.000 F/an. Tél. 352-65-93.

Secrétaire direction cherche place stable Paris, 5.500-6.000 F. D. BRUNE, 8, rue de Turenne, 75004 Paris.

Hme 35 ans, formation CNAM, organisation du travail, droit du travail, prix de revient, études de temps, cherche poste à responsabilité, région parisienne. Ecrire n° 024759M, R.-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Traductrice interprète, allemand, anglais, français, espagnol, étudie toutes propos., membre SFT. Tél. 093-02-86 ou 439-52-55.

RESPONSABLE
en gestion administ. du pers.
Homme 30 ans, 4 ans pratique en gestion administ. du personnel au sein d'un groupe important, rech. poste similaire banlieue est ou Paris.
Ecr. s/n° T024766 M à R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR MINES 40 ans, manager diplômé et homme de terrain ayant de solides références dans le domaine de l'industrialisation, développement de produit, d'activité, France et étranger, travaillant essentiellement sur contrat à durée déterminée recherche société, entreprise ou projets à mettre sur pied, développer ou relancer.
Ecrire n° T 024771 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ingénieur chimiste 25 ans
Spécialisation en corps gras ch. poste région indifférente. T. 678-92-60 ou 671-92-60.

PSYCHOLOGUE 35 ans, D.E.S.S. psycho-pédagogie, 5 ans expérience animation socioculturelle, 2 ans expérience pédagogique en Afrique, 2 ans expérience des pré-délinquants, étudierait toutes propositions.
Ecrire s/n° 7662 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre 31 ans, formation maîtrise mat. appl. + licence, écon. appl. recherche poste serv. financ. analyse FF, analyse écon.
Ecrire s/n° 3.029 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

F. 25 a., maîtrise droit privé, dess. droit social, stages en entrepr., anglais cour., ch. poste
JURISTE
ou cadre admin. Tél. 628-40-49.

P.-D.G. 50 ans, grande expérience des hommes, commerciale, financière, gestion, rech. situation (suite à fusion) offre des compétences à chef d'entreprise (P.M.E. - P.M.I.), étudierait toutes propositions.
Ecrire n° 83.846, Contesse, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

CHEF DE FILE convoyeur, 10 ans, sér. réf., ch. sit. région 92-94.
Ecrire s/n° 6.052 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Recherche direction ou poste à responsabilités dans petit magasin prêt-à-porter. Appeler au 969-18-29, Mme Gougeasian tous les lundis.

J.H. 24 ans, bac + dipl. I.N.F.A.C., tourisme + stages pratiques, ch. emploi agence de voyages, T.O., compagnies aériennes, comp. maritimes. Tél. 16 (58) 70-90-87.

Jeune h. 17 ans, cherche place
APPRENTI DIESEL
(1 an de stage, certificat de travail de 4 mois) OU APPRENTI ÉLECTRICITÉ.
Ecrire s/n° 6.053 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE EXPORT
32 ans, 10 ans d'exp. de société multinat. France et étr., anglais, allemand, not. d'espagnol, form. sup., rech. poste resp. export. commerciale ou banque sur Paris.
Ecr. s/n° 3.036 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CHEFS D'ENTREPRISE !
RECHERCHE + SÉLECTION RIGOUREUSE DE VOS
CADRES
PAR SPÉCIALISTES
GARANTIE 1 AN
SOFFOP 376-07-73.

J.H. 28 ans, ingénieur agronome, doctorat 3e cycle en cytologie et morphogénèse connaissant l'anglais, recherche emploi. Iskander, 75, av. P.-V.-Couturier, 94250 GENTILLY

J.F. 23 ans, dynam., B.T.S. secrétariat direction, anglais, allemand, exp. 1 an, ch. poste à responsabilités.
Ecrire s/n° 6055 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 29 ans, maîtrise sciences éco., D.E.S.S., banque, finance. Etudierait toutes propositions emploi. Ecrire J.-P. Guezennec, 26, rue Coriolis, 75012 Paris.

Responsable dép. informatique conseils, services, formation, expérience 13 ans, 35 ans, formation ingénieur C.N.A.M., recherche Poste de confiance direction en mini-micro-télé ou péri-informatique.
Libre immédiatement. Anglais. Tél. après 19 h. : 767-01-18.
Ecrire s/n° 3040 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Comptable homme B.P., bilans, déclarations, rech. emploi à temps partiel. Tél. 063-01-32.

GESTION IMMOBILIERE PRINCIPAL DE GERANCE
31 ans, 5 ans réf., ch. poste, connais. baux comm., loi 53 et habitat loi 48. Contentieux, paie concierge, compt., codification informatique, sachant très bien rédiger. Syndic copropr., possib. dactylo.
M. Martin, 90, bd Barbès, (18e) Tél. 264-90-11.

INGÉNIEUR STATISTICIEN ENSAE (INSEE) + DEA de sciences économiques (33 a.), grande expér. informatique : banques de données, langages Fortran, Basic, Cobol, mini-ordinateurs, télétraitement. Expér. modélisation économétrique, recherche opérationnelle, statistique appliquée, recherche poste responsable service statistique informatique, aide à la décision. Ecr. : 0282M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, Paris.

J.H. 31 ans dip. documentaliste + licence histoire étudierait toutes propositions. D. Noaillon, 68, rue de la Cité-Moderne, 92160 Antony.

SECRÉTAIRE MÉDICALE BAC F8. Croix-Rouge, expérience + références, cherche emploi stable, social ou médical. Paris ou banlieue sud. Téléphone : 889-46-33.

Secrétaire, 38 ans, B.E.C., sténo (dactylo française-anglais) aiment les chiffres, télex, excell. présentation, cherche poste de direction stable Paris. Libre de suite, 78.000 F/an. Tél. 352-65-93.

capitaux propositions commerciales

P.M.E. Import-Export spécialisée distribution produits alimentaires, recherche dans le cadre de son expansion, capitaux particuliers.
Rétribution intéressante avec garantie
Ecr. s/r. 6086 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Dispose bureau + secrétariat près d'Aix-en-Provence. Recherche représentation entreprise sur 13/84/83/06/30. Tél. 16 (42) 28-31-69.

information divers

POUR
TROUVER
UN
EMPLOI
LE CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
Extraits du sommaire :
3 types de curriculum vitae : rédac., exemples, erreurs à évit.
- La graphologie et ses pièces.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Réussite entretiens, interv.
- Les bnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.

Pour informations, écrire CIDEM, 5, sq. Mondovy, 78 Le Chesnay.

propositions diverses

Emplois Outre-Mer étranger MIGRATIONS chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue

Pour bien choisir votre métier FRANCE-CARRIÈRES chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue

C.V. ?
LE GUIDE DU CURRICULUM VITAE
320 pages : 73 modèles
En LIBRAIRIE ou 75 F à A. BADEN, 91830 Le Coudray.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Collaborateur Talbot vend Solara G.L. option Pack bleu et revan. 6.000 km. — Tél. apr. 20 heures et week-ends : 958-68-63

1307 S Simca Chrysler, juil. 78 59.500 km, T.O., peint. métal., 19.500 F. Tél. 876-89-95 Très bon état, 1re main.

divers

BMW OCCASIONS
316-320-323-520-525-528-728
Ex. tt 80/81 peu roulé garantie Auto Paris-XV. Tél. 533.69.95 63, r. Desnouettes Paris-XVe

achats

CONCESSIONNAIRE
B.M.W
63, Bd J. Jaurès
92 CLICHY. Tél. 731-05-05

ACHETER ou LOUER VOTRE BMW
PRÉSENTATION et ESSAIS de
TOUTE LA GAMME
NEUVES, DISPONIBLES
Nombreuses occasions
GARANTIES BMW

occasions

A vendre LB.M. direction électrique parfait état 2.000 F Tél. 508-54-41

L'immobilier

appartements ventes

2e arrdt

OPÉRA-MONSIGNY
Studios, 2 et 3 pièces aménagés dans bel immeuble restauré. Calme, soleil, asc. 261-27-46.

Près Grands Boulevards direct. plact pied-à-terre intéress., Studio tout confort - 555-92-72.

RUE DES JEUNEURS
Particulier vend appartement 60 m² tout confort : 2 pces, cuis., s. de b., téléphone, cave, 3e étage. 380.000 F. Tél. : 742-72-38, pour rend.-vous.

4e arrdt

ILE SAINT-LOUIS S/SEINE dans hôtel 17e siècle classé. Elég. appt 175 m², boiserie, piscine sauna privés. 2.500.000 F. BURON. 296-58-88.

BEAUBOURG QUINCAMPOIX dans très belle rénovation pptaire vends studio, s. de bains, w.-c., 41 m², 4e ét. Asc. 757-84-50.

LE MARAIS
IMMEUBLES CLASSÉS PAR BEAUX-ARTS
Parties communes rénovées rez-de-chauss. s/gde cour jardin
SURFACE DE 91 m²
environ. En partie s/2 NIVEAUX. Entièrement à aménager. Possib. récept. + 2 chbres cuis., bains.
PRIX 550.000 F
Tél. hres bureau 723-96-05.

MARAIS rue Beautreillis bel appt. 3 P., 110 m², 3,80 m sous plafond. Tél. 272-40-19.

5e arrdt

PANTHEON neuf, standing QUALITÉ
reste : un studio 40 m², un 3 P. 68 m² + parking. 2 % frais notaire, 535-86-37.

LUXEMBOURG 3 p. tt cft immeuble classé 480.000 F - 325-97-16.

PLACE DU PANTHÉON, grand **6 P.** *Très bon plan + appt de service.* 329-84-59.

VUE CLOITRE SAINT-SÉVERIN
Charmant appart. de caractère LIV. + CHBRE calme. Tt cft soleil. Serge KAYSER Tél. : 329-60-60.

6e arrdt

Prox. St-PLACIDE-354-42-70 96 m². Luxe, soleil, ascens., box
VUE 2 TERRASSES TOUT PARIS

MONTPARNASSE
7.750 F le mètre carré.
6e ét., asc. imm. pierre de taille. Agréable studio coin cuis. équipée s. d'eau, w.-c. Etat impeccable. Idéal pour location.
Voir propriétaire mardi, mercredi, 15-19 h., 7, rue d'Alençon (6e).

SUR PETIT LUXEMBOURG
Duplex 320 m², exceptionnel, boiseries, cheminées, profession libérale possible. Tél. 633-47-23.

7e arrdt

PAVILLON XVIIIe 4 PIECES 150 m², R. PRESTIGIEUSE EXCEPTIONNEL 705-61-91

PRESTIGIEUX HOTEL du XVIIIe entre cour d'honneur et parc. 6P. 220 m² + dépend. DORESSAY - 548-43-94

38, RUE VANEAU
2/3 pièces 64 m² + mezzanine.

IMMEUBLE DIRECTOIRE
stand. S/pl. 11-19 h. ts les jrs
NEVEU 550-21-26, 743-96-86.

GRENELLE, pr. r. BOURGOGNE
6 P. *Beau volume* 190 m². 2.400.000 F travx 633-29-17 — 577-38-38.

8e arrdt

Près Elysées, beau 7 P., 260 m², sur rues et jardins, soleil. Bon plan pour profes. libérale. 2.600.000 - Tél. 622-22-56.

MONCEAU PRÈS 6e étage
Triple réception + 2 chambres. 170 m². Inondé de soleil. FRANK ARTHUR - 562-01-69.

MIROMESNIL
Luxueux 5/6 pièces. Moderne, 6e étage. Grand confort. Sur parc. Etat impeccable, parking. Michel & Reyl S.A. 265-90-05.

9e arrdt

MARCHÉ DES NOTAIRES
3 P. 44, rue Lamartine 68 m². 4e étage. Vis. 14, et 17 janv., de 10 à 14 h. S. Pascault, not. 233-44-41.

9e. Bel imm. P. de T. liv. + 2 chb. ref. nf très gd cft matér. 1er choix à la carte. Pptaire : 555-92-72.

10e arrdt

GARE DU NORD
Dans immeuble pierre de taille
APPARTEMENTS OCCUPÉS

2 PCES en 1er ét.	103.000 F
3 PCES en 3e ét.	140.000 F
3 PCES en 1er ét.	144.000 F

TEL. : 281-27-59

MARCHÉ DES NOTAIRES
80, quai Jemmapes
STUDIO 20 m², rez-de-chaussée. Vis. 14, 17, 20 janv. de 10 à 14 h. Pascault, notaire : 233-44-41.

11e arrdt

Imm. stand. récent. SUPERBE
5 P., 115 m² tout s/parc + jdin privatif 1.075.000 F. VERNEL. Téléphone : 526-01-50.

12e arrdt

Limite VINCENNES près RER Direct., tr. belle rénovat. s/Montreuil Studios et 2 P. gd cft. Plact et rentab. except. Loc. assur. Net d'impôts 5 a. 555-92-72.

Près Bastille (imm. XVIIe) imm. restauré duplex de caract. tout confort. Le prop. 555-92-72.

13e arrdt

GOBELINS récent standing
Liv. + 3 chbres, 107 m², balcons, belle vue dégagée, soleil, box, s/sol. Tél. : 535-86-37.

MASSÉNA, rare pavillon 4 P., poss. 6 P., cft, jard., 650.000 F propriétaire Tél. : 543-81-47.

LES HALLES Prox. FORUM et CHATELET
Dernier étage Bel appt. de caractère en DUPLEX. Séjour + 3 chbres tout cft. Cheminée, poutres apparentes. Serge KAYSER. Tél. : 329-60-60.

14e arrdt

SAINT-JACQUES
DUPLEX-RECENT
Living double + 3 chambres 2 bains, étage élevé s/verdure, calme, box

TERRASSE ET BALCON
PLEIN SUD
EXCLUSIVITÉ MEL. 325-60-90.

MONTPARNASSE
ATELIER en Duplex 100 m²
AMÉNAGEMENT RAFFINÉ
Prix justifié. Tél. 527-46-88.

15e arrdt

MOTTE-PICQUET (près)
Bel immeuble studio tout confort, calme, 120.000 F. 577-74-38.

15e Bel immeuble pierre de taille, 1er ét., quelques travx à prév. 1.100.000 F. 548-76-25

MOTTE-PIQUET - SUFFREN
5 P. Etage élevé, soleil 135 m². Bon plan. 633-29-17 — 577-38-38.

16e arrdt

6 P. av. Malakoff 160 m², premier étage. Parfait état. Tél. : 526-92-13.

Mo Eglise-d'Auteuil/Mirabeau
2, rue Narcisse-Diaz
IMMEUBLE BOURGEOIS
5 P. 150 M2 3e étage Sur place de 14 à 18 h., mardi, mercredi. SERIMA - Téléph. 562-35-05.

Mo PASSY 3 P. 58 m² TT CONFT 2e étg. S/RUE 766-50-45.

Près Avec **FOCH - 180 M2**
2.400.000 F. Tél. : 575-23-75.

« PENTHOUSE »
Super terrasse sur Seine
DORESSAY Tél. : 548-43-94.

17e arrdt

AVENUE DE VILLIERS
VUE SUR PLACE **PEREIRE**
83 m², dble liv. + ch. VERNEL 526-01-50.

TERNES (voie privée)
splendide rez-de-chaussée 340 m² avec terrasse. GARBI. Tél. 567-22-88.

STUDIOS ET 2 PIÈCES
de 130.000 F à 290.000 F. C.C.F.I. - Tél. 227-96-84.

18e arrdt

MONTMARTRE, dans site classé, calme, soleil, atelier d'artiste + loggia. 630.000 F. Téléphone : 264.03-64.

STUDIO, cuis., salle d'eau, w.-c., refait neuf, 2e étage. 95.000 F, crédit propriétaire. 260-82-15.

19e arrdt

Mo Crimée excell. rapport. Studio tt cft gestion garantie. Px intéress. Pptaire : 555-92-72.

20e arrdt

MARCHÉ DES NOTAIRES
97, rue des Haies
Studio 20 m², r.-de-ch. Vis 14, 17, 20 janvier, de 10 à 14 h. Pascault, notaire : 233-44-41.

78 - Yvelines

VERSAILLES dans hôtel part., appt grande classe, élégante réception, 3 chambres, 2 bains, dépend., garage, terrain 800 m². Tél. 953-75-27.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY
Face à grand parc
Résidence Victor-Hugo - St-Paul
Petit immeuble pierre de taille
Grand standing - 4 apparts :
127 m² + jardin + terrasse
92 m² + balcons 2e et 3e étages
95 m² + terrasse 70 m²
COGEP - 551-75-99

NEUILLY-BINEAU - 125 m² environ. Living + 3 chambres. - TRÈS CALMES. Sur jardin paysagé - Soleil 1.250.000 F + parkings et caves. 227-83-30

NEUILLY BAGATELLE immeuble récent
vaste séjour, balcon, 3 chambres, 2 bains, soleil, calme, verdure, park., belle chambre de service. *S.A. LE CLAIR 359-89-36.*

LEVALLOIS PORTE DE COURCELLES
Récent, standing, beau 3 pièces, 85 m² + parking, exceptionnel. 600.000 F. Tél. : 763-92-45.

NEUILLY INKERMANN TRÈS BEL IMM.
stand., s/jard. paysag., 185 m², réception + 3 chbres, garage. VERNEL Tél. : 526-01-50.

SÈVRES, magnifique R.-d.-C., 110 m², séjour dble, 2/3 chbres, 2 bains, jardin privatif 240 m². Immeuble récent. GARBI. Tél. 567-22-88.

PUTEAUX « LE FRANCE »
Part. 68 m², 2 P. Vue superbe PARIS et SEINE. Park., cave., 9.500 F/m². Tél. 308-16-63 av. 8 h. et ap. 20 h., agence s'abst.

94 Val-de-Marne

VINCENNES Mo Château bois à 2 mn
3 p. cft. 372.000 F 336-17-36.

chalets

PROPRIÉTAIRE VEND DIRECTEMENT
CHALET A LA CLUSAZ
210 m² habitables avec grand garage et terrasses couvertures sur terrain de 1.500 m²; construction 75, traditionnelle. Tél. (50) 02-40-22.

appartements achats

Recherche appart. 2 à 4 pièces, Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, av. ou sans trav. Paiement compt. chez notaire. Tél. 873-23-55, même le soir.

Jean FEUILLADE
54, av. la Motte-Picquet-15e, 566-00-75, rech. Paris 15e et 7e pr bons clients, apprs ttes surf. et imm. Paiement compt.

Recherche pour placement de la chambre au 5 p., bon quartier. 526-82-13 le matin ou 256-14-06 après 18 heures.

URGENT, paie cpt chez notaire, 2 à 3 p., Paris, avec ou ss trav. Mme LEULIER. Tél. 261-68-81 ou le soir, tél. 900-84-25.

locations non meublées offres

Paris

SAINT-MARCEL - P. de taille. Dble liv. + 3 ch. 125 m² envir. 3e ét., asc. 5.000 net. 337-88-15.

Location directe studio 2.440 F et 5 pièces. 9130 net. 11, avenue de Breteuil, Paris-7e. Sur place ou 622-58-47.

Location directe studio 1.230 F, 4 p. 6.316 F, 6 p. duplex avec tél. 11.560 F net, 38, bd Flandrin, Paris (16e). Sur place ou tél. : 622-58-47.

TOLBIAC 3e ét. sans ascenseur immeuble pierre de t. Living 2 chbres 65 m² envir. Bon état 1.650 F + charges, 727-34-80.

Région parisienne

MASSY (Essonne)
APPARTEMENTS A LOUER SANS COMMISSION.
4 PIÈCES 90 m² + 13 m² loggia. Loyer 1.658 F, charges 603 F.
5 PIÈCES 105 m² + 13 m² loggia. Loyer 1.926 F, charges 723 F.
S'adresser au gardien 1, rue Nationale 920-48-90 - 920-48-92 ou au gérant, 920-48-91 de 14 heures à 16 heures.

Location directe, 3 p. 3.102 F. charges comp., 3, rue A.-Coypel. VERSAILLES. Sur place ou téléphone 622-58-47.

Prop. loue direct. ds imm. neuf, stand., appt 4 p., 140 m². Prox. RER sta. Parc de Saint-Maur. 3.800 F + ch. 766-52-24 p. 588.

locations non meublées demandes

Paris

URGENT. Couple ch. 2 pièces, cuisine, s. de b., 6e, 14e, 15e arr. Loyer modéré.
Ecrire s/n° 6.054 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PPTAIRES Louez vos appts sous 24 heures. Nous garantissons vos loyers, services gratuits. 272-02-62.

Peintre cherche local pour vivre et travailler.
Ecrire s/n° 6.049 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Région parisienne

Pr sociétés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. T. 283-57-02.

locations meublées offres

Région parisienne

NEUILLY central, calme, STUDIO, 50 m², luxueusement meublé, résidence grand standing. 334-73-41, apr. 18 h 747-17-31.

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL HOUSE
LOYERS GARANTIS
rech. 1 à 6 P. pour banques et ambassades. - Tél. 705-54-78.

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux appts de standing, 4 pièces et plus. - 285-11-08.

Région parisienne

Pour diplomates, rech. apparts Paris et villas Ouest résidentiels pour LOCATION ou ACHAT. Embassy-Service - 562-78-99 8, aven. de Messine. Paris-8e.

immeubles

PARIS-10e, imm. constr. 1974, à usage de bureaux ou ciel. 1.150 m², 5 étages asc., 14 park. Libre en partie ou occupé. Loyer : 675.000 F. Prix avec 2.450.000 F. compt., le surplus 4.800.000 le 15 juillet 1982, sans intérêt, sans indexation. EXCLUSIVITÉ TREVAL, GÉRANT D'IMMEUBLES. Téléphone : 277-62-23.

hôtels particuliers

MEUDON Ravissante maison 6/8 P. + grand atelier et dépend. 320.73.57.

échanges

CANET-PLAGE (66140), échange F2 et local contre F2 A Paris. Tél. (68) 84-02-27.

boutiques

Près BASTILLE, propriétaire vd murs de boutique + box. état exceptionnel. Tél. : 555-92-72.

6e Rue J.-F.-GERBILLON dans bon immeuble. Murs de boutique vde, 50 m². Prix 320.000 F. Téléphone : 551-29-38.

constructions neuves

l'animation de la Nation, le calme du bois de Vincennes et entre les deux
45
Avenue du Dr. Netter
Paris 12e
Du studio au 5 pièces.
Habitable immédiatement.
Visite sur place tous les jours sauf mercredi de 14 h à 19 h et le week end de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.
Tél. 345.10.02
GEFIC
RÉALISATION STIM
723.78.78
© EFFIVENTE

bureaux bureaux

VOTRE SIÈGE A PARIS
de 60 à 250 F par mois
CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS
G.E.L.C.A. Tél. : 296-41-12 + 56 bis, rue du Louvre, Paris-2e.

A PARIS, 2e ET 8e ARRONDT
bureaux meublés, sièges sociétés, secrétariat, téléphone, télex, etc. ACTE S.A. Téléphone : 261-80-88.

8e PROPRIÉTAIRE
loue 1 ou plusieurs bureaux dans imm. bon standing. 563-17-27.

VOTRE SIÈGE SOCIÉTÉ
Domiciliation et secrétariat, constitution de sociétés. Téléphone : 228-42-40.

Location directe bureaux 42 m² environ. Loyer principal 2.310 F. 3, rue A.-Coypel, VERSAILLES. Sur place ou 622-58-47.

DOMICILIATION 8e
Constitution délais rapides
AGECO - 294-95-28.

CONSTITUTION de SOCIÉTÉS — télex-secrétariat tous services
ASPAC PARIS 8e 293.88.59 +
votre SIÈGE SOCIAL délais rapides - prix compétitifs

Bureau Montpellier
Domiciliation siège social, permanence téléphonique, secrétariat, Télex (67) 60-72-95.

ESPACES DE BUREAUX
FLORIDE (U.S.A.)
GESTION GARANTIE.
RENDEMENT 9 % ET PLUS.
Grande plus-value inévitable.
DOSSIER CONFIDENTIEL.
PROJET LOTISSEMENT.
Floride, mise 600.000 dollars.
PROFITS EXCEPTIONNELS.
M. ANDRÉ DUCHESNAY
est à Paris du 15 au 17 janv., hôtel Château Frontenac, 54, rue Pierre-Charron, Paris. Tél. : (1) 723-55-85.
Pour rendez-vous confidentiel.

BAC, bail précaire, 40 m², bureaux meublés, 3 lignes. Tél. 261-58-26 •

locaux commerciaux

MAISONS-ALFORT
Murs station-service + appt. Construct. récente, s/927 m². INVESTISSEMENT SÉRIEUX
Grosse révision prochaine
Prix : 600.000 F - 285-18-30.

Local ccial, 1.600 m² environ, 24, av. de Wagram, Paris (8e). Location directe, loyer principal mensuel 125.000 F. Tél. : 622-58-47.

fonds de commerce

A VENDRE
PAS-DE-PORTE
à 77400 LAGNY (Marne-la-Vallée)
TRÈS BIEN PLACÉ
CENTRE VILLE
1 BOUTIQUE 40 m², 2 GDES VITRINES, 1 APPT au 1er ÉTAGE, 3 PCES, CAVE, GRENIER, W.-C.
TÉL.: 430-19-00
Bail nf. Loyer min. 1.000 F/ms.

propriétés

TOURAINE
Particulier vend sans intermédiaire très belle ferme restaurée. 2 h 30 Paris, par autoroute Aquitaine. Surface habitable 350 m², séjour exceptionnel 100 m², avec loggia et cheminée XVe, 4 chambres, 2 salles de bains, tout confort. Possibilité aménager 3 chambres sup. Nombreuses dépendances, le tout sur 5.000 m², avec pièce d'eau. Prix : 750.000 F. Tél. (47) 67-01-81.

VILLENNES-SUR-SEINE
Propriété sur 4.000 m² terrain, gd séjour, 6 chbres, maison gardien, dépendances, état impeccable, 2.550.000 F. - 626-64-50.

LOIRET
135 km PARIS
Joli manoir 12 pièces, tout confort, dépendances sur 27 ha dont étang 6 ha, possibilité augmenter superficie.
SBS VILLEMURLIN 45600 Sully-sur-Loire.

90 KM PARIS
par autoroute du Sud.
Propriétaire vend maison de campagne tt confort, terrain arborisé 1.700 m² bordé par rivière. - Prix : 600.000 F. Tél. h.b. 306-98-27, poste 27, *ou le soir apr. 20 h., 575-75-06*

viagers

Etude Lodel, 35, bd Voltaire, Paris (11e). Tél. 355-61-58. Spécialiste viager, expérience, discrétion, conseils.

FONCIAL VIAGERS
19, bd Malesherbes (8e), 266-32-35. Spécialiste, 41 ans d'expérience, étude gratuite, rente indexée.

AVENUE JUNOT, luxueux studio, 5e ét., ascenseur, 1 tête 70 ans. Cpt. 120.000 F, rente 1.000 F.
VIAGER 130, rue Rivoli 233-05-75

Société spécialiste viagers
F. CRUZ 8, rue La Boétie 266-19-00
Prix indexation et garantie. Etude gratuite et discrète.

maisons de campagne

45 km DEAUVILLE, maison style normand, 4 pièces principales, 100 m² habitab., toiture neuve, grenier aménageabl. Av. 2.000 m² de terrain clos. Prix 280.000 F, avec possibilité de crédit. Tél. 037-01-07. — M. BLECOT.

(04) SISTERON 5 km
vends grange avec bergerie dans hameau. Visibilité, vue dégagée, calme absolu. 50.000 F. T. (92) 65-03-88.

pavillons

ORSAY
à vendre résidentiel, pavillon 85 m², 500 m² terrain. Prix 550.000 F. Téléphone : 522-98-30, le matin.

MAUREPAS-LE-BOIS : entrée, cuisine aménagée, séjour dble, cheminée, 3 chambres, salle de bains, w.-c. gar. s/300 m², jard. 550.000 F + 30.000 CF. I.N. 045-29-09.

12 KM EST
10' GARE R.E.R., résidentiel. VILLA meulière, séjour double, 3 chambres, cuisine, sous-sol, jardin 380 m². Prix 600.000 F à débattre. REGNIER, 254, av. Pierre-Brossolette, LE PERREUX. Tél. : 324-17-63.

villas

GOLFE SAINT-TROPEZ
30 m mer - Près golf Beauvallon Belle résidence, séj. 60 m², 5 ch., 5 bains, garage, dépendances, grande piscine, jardin 3.500 m². Prix : 3.500.000 F
MICHEL DUMONT
Tél. (94) 95-43-43 St-Raphaël.

SAINT-CYR-L'ÉCOLE, 5 km Versailles, sur 500 m², villa meulière, 6 pièces, sous-sol aménagé. Tél. : 953-75-27.

VÉSINET RÉSIDENTIEL
DEMEURE de caractère
Récept. 2 salons, s. à manger, bur., cuis. équipée, 5 chambres, *dépendance, beau jard. boisé 1.600 m² clos murs.*
Agence de la Terrasse, Le Vésinet - 976-05-90.

domaines

Suis acheteur
VASTE DOMAINE
Bois et plaine 250 km maximum sud Paris.
Ecrire s/n° 200.230 à ORLET. 136, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

LOIRET
135 km de Paris,
bon territoire de chasse de 51 hectares de plaine et de bois, possibilité étang.
S.B.S. VILLEMURLIN 45600 SULLY-SUR-LOIRE.

SOLOGNE GIENNOISE
joli territoire de chasse de 97 hectares de bois et de terres, dont un étang de 5 hectares, bâtiments de ferme à restaurer.
S.B.S. VILLEMURLIN 45600 SULLY-SUR-LOIRE.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MODE

Un tailleur pour le printemps

Achat sérieux, souvent cher, le tailleur de printemps doit être choisi pour durer, selon les critères de qualité de tissu, en bonne finition et couleur seyante. Si les modèles à jupes droites se retrouvent le plus souvent, les nouveautés souples se renouvellent par la forme des pantalons. Le classique du genre, c'est le *Chanel*, que Philippe Guibourgé taille en jean de soie, à boutons « gripper » masqués de métal doré siglé.

Cerruti 1881 utilise une stricte toile de laine grise, rayée de blanc comme les pantalons d'habits de cérémonie, à grande veste masculine, ceinturée sur une jupe à poches. Parmi les fantaisies, *Gaston Jaunet* sortira bientôt son tailleur à bermuda, droit, à revers, sous une veste longue, croisée et ceinturée, en toile madras. Anne Dupuy pour *Bercher* coupe au carré les épaules d'une veste en gabardine de coton et lin, enrichie d'un passepoil doré.

Dejac préfère la gabardine de laine mastic ou la soie écrue pour ses vestes évasées à poches plaquées sur culottes au genou. *H. Lans, Georges Rech* et *Infinitif* jouent le même thème, tandis que *Spécifique* resserre en knickers une toile de laine Prince de Galles noir et blanc.

NATHALIE MONT-SERVAN.



(Dessin de MARCQ.)

DEJAC : le tailleur à bermuda en soie écrue à veste déstructurée sur culotte à pinces s'arrêtant au genou. 1 150 F, 39, rue du Four, et dans les stands de la marque aux Galeries Lafayette et au Printemps. A porter avec un pull-over noir à manches longues et un collant opaque assorti, à trouver dans les soldes.

ADIGE : indispensables pour ce genre de tenue, des souliers à talons bas, comme ce lacé de cycliste en chèvre métallisée turquoise, à contrefort montant, bord anglais, et, sur l'empeigne, découpe triangulaire dorée. 500 F, 6, rue Royale.

JEAN-LOUIS DAVID : coupe au rasoir à mèches courtes sur le dessus de la tête, encadrant le visage, à nuque plus longue. 218 F, 47, rue Pierre-Charron.

Les soldes plus que jamais...

Au gré des quartiers et des rues, tout Paris est « en soldes », à grands renforts de panneaux et de slogans publicitaires, aussi bien pour la confection que pour l'ameublement. Mis à part quelques astuces destinées à attirer le chaland en fin de semaine, les taux de démarque oscillent entre 20 et 50 %.

Ainsi au *Forum des Halles*, jusqu'au 17 janvier, cent soixante détaillants dans le domaine de la mode affichent-ils 20 % de réduction sur les nouveautés et 40 % sur les tenues classiques, reflétant les desiderata d'une clientèle jeune et d'avant-garde.

Non loin, à la *Samaritaine*, au détriment de l'habillement, les achats se portent surtout sur les couvertures, les séries de casseroles et les gros paquets de laine à tricoter : 21,50 F 500 grammes de fil *Pingouin*, permettant la réalisation de deux chandails d'enfant. Le couscoussier est à 59 F, le 8 litres, la cocotte de Cousances ovale à 37 F et le nécessaire de bricolage pour peintre ou tapissier à 59 F. A signaler le rouleau d'aluminium ménager : 12 F les 40 mètres.

Au Bon Marché, la « grande braderie de la mode », on note entre 30 à 50 % de démarque, avec en vedette les chemisiers de soie à 89 F, mais aussi la fourrure, dont un manteau d'agneau loutré à 2 700 F, un blazer masculin en pure laine à 175 F, et, dans les marques, 30 % de réduction sur *Ted Lapidus, Frank Olivier et Infinitif*.

Aux *Galeries Lafayette*, on constate des réductions aux mêmes taux dans tous les rayons, notamment ceux des créateurs de mode féminine. Le tiercé comprend la confection féminine en petites pièces, suivi de *Galla Club* pour hommes, enfin les bagages. En plus, au premier étage, est organisé, jusqu'au 29 janvier, la sélection « affaires de janvier », achats spéciaux d'articles de consommation courante en second choix.

Le *Printemps* solde aussi à tous les rayons et toujours aux mêmes taux. Le volume d'affaires s'annonce plus important qu'en 1979, avec là aussi les jupes, chemisiers, chandails et pantalons dans les premiers prix pour femmes. A l'inverse, chez *Brummel*, les achats se portent plus sur les costumes, ainsi que les vestes et pantalons séparables. « La foire au blanc » se prépare ici pour le 21 janvier, toujours en achats spéciaux.

Il y a de bonnes affaires à réaliser partout, notamment chez les couturiers et les grands tailleurs masculins, qui ont attendu la mi-janvier pour se lancer. *Givenchy* (3, avenue George-V) propose ses collections de prêt-à-porter d'hiver, après inventaire, à 50 % de réduction, du 12 au 14 janvier : capes en loden (925 F), robes en soie façonnée et imprimée (1 750 F), et tailleurs (1 800 F).

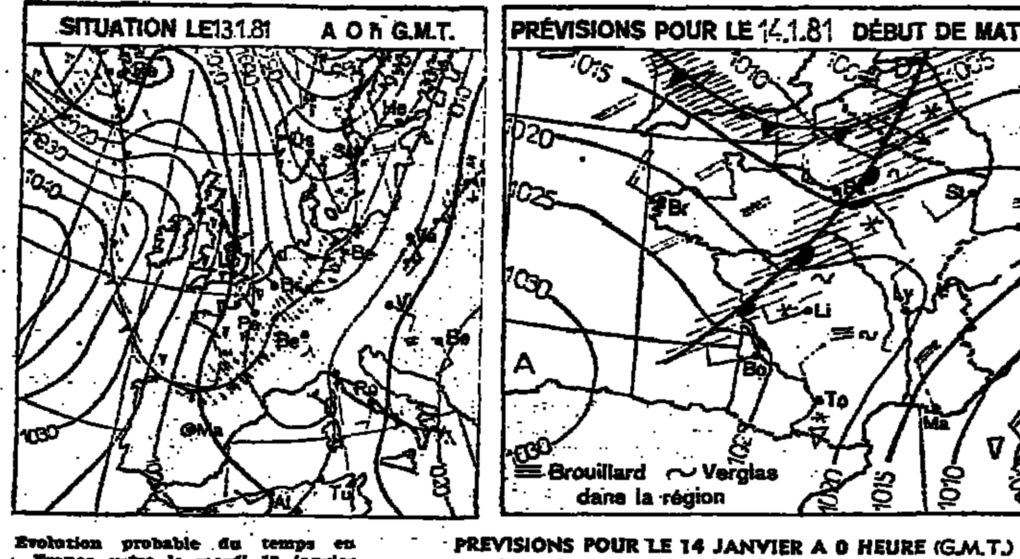
Lola Prusac (93, faubourg Saint-Honoré) offre ses tuniques élaborées à partir de 900 F, les robes à 500 F, vestes et gilets à partir de 300 F.

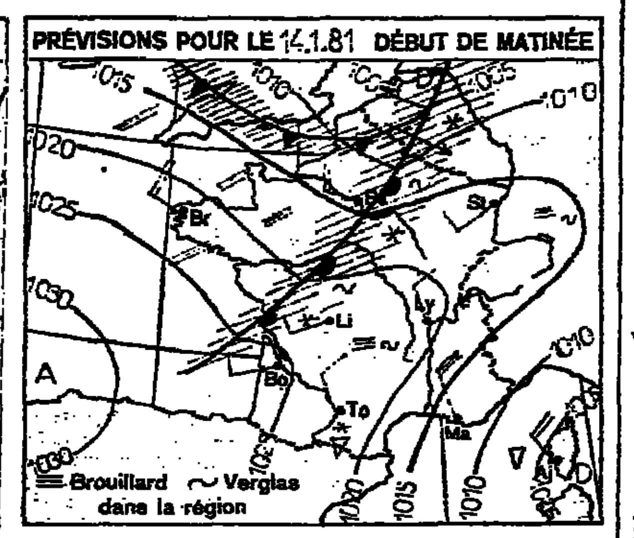
Charvet (8, place Vendôme) démarque à 50 % ses chemises, cravates, robes de chambre et carrés, ainsi que les modèles féminins à partir du 15 janvier.

Francesco Smalto solde à l'anglaise (44, rue François-Ier et 5, place Victor-Hugo) : chemises à 150 F, vestes à 900 F, pantalons à 190 F et manteaux de bébé alpaga à 2 900 F : du 15 au 17 janvier, le premier jour, nocturne jusqu'à 23 heures.

N. M.-S.

MÉTÉOROLOGIE





PRÉVISIONS POUR LE 14 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le mardi 13 janvier à 0 heure et le mercredi 14 janvier à 24 heures :

Circulant autour de l'anticyclone centré sur l'Atlantique, au nord des Açores, une nouvelle perturbation océanique atteindra l'Europe occidentale. Son front chaud traversera la plus grande partie de la France.

Mercredi 14 janvier, sur le sud des Alpes et les régions méditerranéennes, le temps demeurera assez ensoleillé, à l'exception de quelques averses en Corse, tandis que le mistral et la tramontane faibliront. Ailleurs, après des éclaircies nocturnes et matinales entraînant des gelées assez fortes de l'Aquitaine aux régions de l'Est, le temps se couvrira. Il pleuvra dès le lever du jour sur la Bretagne, la Normandie et les Flandres. Ces pluies, souvent précédées de neige et de verglas, gagneront ensuite les autres régions. Elles seront accompagnées de vents de secteur ouest assez forts à forts, atteignant localement la tempête sur la mer du Nord et la Manche orientale. Les températures seront en hausse surtout sensible dans la moitié ouest du pays. Dans les Pyrénées et les Alpes du Nord, ces nouvelles chutes de neige, accompagnées de vents forts, accentueront le risque d'avalanches.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 13 janvier, à 7 heures, de 1 015,4 millibars, soit 761,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 12 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 12 au 13) : Ajaccio, 13 et 5 degrés ; Biarritz, 8 et 3 ; Bordeaux, 8 et 1 ; Bourges, 2 et —1 ; Brest, 9 et 2 ; Caen, 4 et 1 ; Cherbourg, 7 et 0 ; Clermont-Ferrand, 3 et —2 ; Dijon, 0 et 0 ; Grenoble, 3 et 0 ; Lille, 1 et —1 ; Lyon, —2 et 0 ; Marseille, 12 et 4 ; Nancy, 0 et —1 ; Nantes, 5 et 1 ; Nice, 10 et 4 ; Paris-Le Bourget, 1 et —1 ; Pau, 1 et 1 ; Perpignan, 3 et 3 ; Rennes, 5 et 1 ; Strasbourg, 1 et —1 ; Tours, 3 et 0 ; Toulouse, 2 et 0 ; Pointe-à-Pitre, 25 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 11 et 0 degré ; Amsterdam, 4 et 0 ; Athènes, 13 et 8 ; Berlin, —1 et —2 ; Bonn, 0 et —2 ; Bruxelles, 0 et —2 ; Le Caire, 17 et 8 ; îles Canaries, 18 et 13 ; Copenhague, 1 et —6 ; Genève, 1 et 0 ; Lisbonne, 12 et 7 ; Londres, 6 et —1 ; Madrid, 3 et —1 ; Moscou, —5 et 0 ; Nairobi, 28 et 13 ; New-York, —10 et —14 ; Palma-de-Majorque, 10 et —2 ; Rome, 7 et 8 ; Stockholm, 2 et —3.

TEMPS PROBABLE JUSQU'AU DIMANCHE 18 JANVIER

Jeudi 15 janvier. — Temps médiocre, très nuageux avec pluies, neige sur les massifs montagneux. Redevenant frais, variable et venteux de la Bretagne aux Flandres. Vent d'ouest, fort avec rafales tournant à nord-ouest. Baisse des températures, maximales de 2 à 4 degrés dans l'intérieur, de 5 à 6 degrés sur les côtes, de 8 à 10 degrés en Méditerranée.

Vendredi 16 janvier. — Temps froid, instable sur tout le pays, avec averses de pluie ou neige dans l'est et sur les massifs montagneux. Eclaircies plus larges près de l'Atlantique avec vent faiblissant. Ailleurs vents forts, nuages avec mistral. Faibles gelées le matin. Maximales stationnaires ou en légère hausse sur l'ouest.

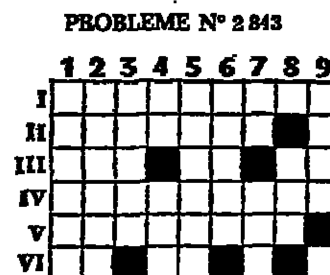
Samedi 17 janvier. — Après des éclaircies et de faibles gelées dans l'extrême est, ciel se couvrant rapidement avec adoucissement des températures. Pluies intermittentes, neige en moyenne et haute montagne le soir. Vent d'ouest assez fort à fort.

Dimanche 18 janvier. — Persistance du temps doux et passagèrement pluvieux sur toute la moitié sud du pays. Eclaircies sur le nord-est, vents d'ouest assez forts et irréguliers dans l'intérieur à fort sur les côtes.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 843



HORIZONTALEMENT

I. — Affection d'une mère. — II. Transforme un fruit en une fleur blanche. — III. On parle souvent de son or, mais un jour il est fauché; Symbole chimique; N'est jamais rond au café. — IV. Envers de vestes. — V. Ils ont devant eux des demis sans faux cols. — VI. Sert à échafauder ; Sur un calendrier. — VII. Mesure; Absorbé. — VIII. Attaché à un ministère. — IX. Le poudrier de la rose. — X. Pronom ; Pauvre ou riche. — XI. Bien tanné ; Sa pluie calme une soif ardente.

VERTICALEMENT

1. Son arrivée annonce la bise. — 2. Donne des plats de côtes à des végétariens ; Préfixe. — 3. Petit jour ; Dépôt. — 4. Mesure ; S'applique au tableau noir. — 5. Le lavabo y a sa place ; Juge ou mauvais garçon. — 6. Partir ; Entre dans des chaussons. — 7. Service discret ; Est excellent à la coque ; Assomme et vole. — 8. Sont utilisés pour bâtir ; Ne se lève plus. — 9. S'en vont quand les marrons vont tomber ; Se fait remarquer par une jolie tête.

Solution du problème n° 2 842

Horizontalement

I. Charançon. — II. Ravaleurs. — III. Omelette. — IV. Cane ; Tien. — V. Ecu ; Io ; Si. — VI. Envie. — VII. Jus ; Repas. — VIII. An ; Démon (cf « choléra »). — IX. Mise ; Ente. — X. Boulanger. — XI. Encartées.

Verticalement

1. Croc-en-jambe. — 2. Hamac; Union. — 3. Avenues ; Suc. — 4. Râle ; Delà. — 5. Ale (cf « fleurs ») ; Ivre ; A.R. — 6. Nettoiement. — 7. Cuti ; Eponge. — 8. Orées ; Antée. — 9. N.S. ; Nids ; Ers (Esaü).

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 14 JANVIER

« Hôtel de Sully », 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Bouquet des Chaux.

« Notre-Dame », 15 h., façade, portail central, Mme Hulot.

« Village de la Chapelle », 15 h., 16, rue de la Chapelle, Mme Pennec.

« Architecture et civilisation », 16 h. 30, 62, rue Saint-Antoine, Mme Guillier.

« Paris », 19 h. 30, 62, rue Saint-Antoine, Mme Mayniel (Caisse nationale des monuments historiques).

« Les vases grecs », 15 h., Musée du Louvre, salle du Manège (Mme Angot).

« De l'hôtel de Jacques-Samuel Bernard à la demeure de Chateaubriand », 15 h. 15, 46, rue du Bac (Mme Barbier).

« Le Sénat », 15 h., 20, rue de Tournon (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les compagnons du devoir », 15 h., 4, place Saint-Gervais (Mme Hager).

« Le quartier Mouffetard », 15 h., métro Monge (P.-Y. Jaslet).

« Hôtel Libéral Bruant », 14 h. 30, métro Saint-Paul (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels du Marais », 15 h., métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Crypte de Notre-Dame », 15 h. 30, entrée (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

15 h. et 17 h., 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme C. Thibaut : « Toulouse-Lautrec ».

18 h. 15, 35, rue de Sèvres, M. R. Cohen : « La prière dans les psaumes » (Fraternité d'Abraham).

19 h. 30, 26, rue Bergère, Père Humbert Biondi : « Parapsychologie face à la science et à la foi » (L'Homme et la Connaissance).

19 h. 30, amphithéâtre Bachelard, .. rue Victor-Cousin, M. F. Lionel : « Science et métaphysique » (Université populaire de Paris).

20 h. 30, 60, boulevard Latour-Maubourg, M. Y Diénal : « Exposé et séance de psychanalyse. Extraversion Introversion » (Psycho-santé).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des 12 et 13 janvier 1981 :

DES DECRETS

● Relatif à la mission interministérielle pour l'aménagement touristique du littoral du Languedoc-Roussillon ;

● Portant publication de la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne additionnelle à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959, signée à Bonn le 24 octobre 1974.

UN ARRETE

● Fixant la valeur du coupon de l'emprunt d'Etat 7 % 1973 détachable le 16 janvier 1981 ;

● Fixant les conditions d'organisation de l'Ecole nationale des sciences géographiques.

UNE LISTE

● Des élèves de l'Ecole polytechnique féminine ayant obtenu en 1980 le diplôme d'ingénieur de cet établissement.

BREF

FORMATION PERMANENTE

EXPRESSION. — L'université de Paris-VIII organise, du 16 janvier au 20 mars, un stage sur l'expression orale et écrite. Aucun niveau exigé.

★ Université de Paris-VIII (Vincennes-Saint-Denis), 2, rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis Cedex 02. Tél. 821-63-64, poste 1357.

EDUCATION

MAITRES AUXILIAIRES A VERSAILLES ET CRÉTEIL. — Les rectorats de Versailles et de Créteil recrutent des maîtres auxiliaires pour enseigner dans les disciplines suivantes :

— Pour Versailles : musique, physique, électrotechnique, employé technique de collectivités, économie sociale et familiale, mécanique auto, espagnol et mathématiques ;

— Pour Créteil : électrotechnique, menuiserie, comptabilité, industrie-habillement, enseignement social, employées techniques de collectivités, peinture-vitrerie.

★ Rectorat de Versailles : téléphone 953-92-39, postes 31-18 ou 30-53.

★ Rectorat de Créteil, 4, rue Georges-Enesco, 94010 Créteil. Tél. 377-12-71, postes 377 ou 372.

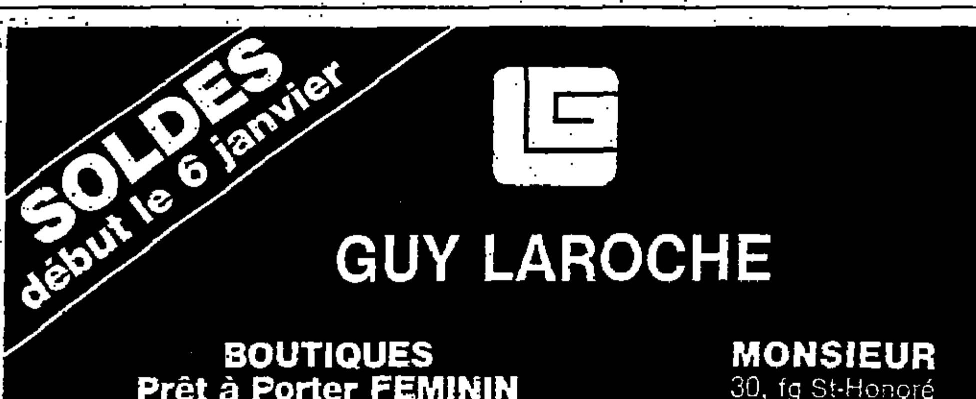
VIVRE A PARIS

FERMÉ LE SAMEDI...

Un de nos lecteurs, vieux parisien retiré en province, M. Jean Chitry, nous écrit :

Je me suis rendu, samedi 3 janvier, à l'Hôtel de Ville, rue de Rivoli, pour visiter l'exposition consacrée au plan du vieux Paris (*le Monde* du 27 décembre 1980). La porte était malheureusement close. Hormis deux mâts avec des oriflammes bleu et rouge, rien. Pas une pancarte, pas un avis, rien... Une telle exposition mérite pourtant d'être ouverte pour ceux qui travaillent et n'hésitent pas à y consacrer leurs heures de loisirs.

[Renseignements pris le jeudi 1er, le vendredi 2 et le samedi 3 janvier : le personnel de la ville faisait le « pont » à l'occasion des fêtes de la nouvelle année. Seuls les touristes n'avaient pas été prévenus.]



Le Monde

régions

RETOUR EN POITOU-CHARENTES

Du lundi 15 décembre (nos éditions datées 16) au samedi 20 décembre (nos éditions datées dimanche 21-lundi 22), « le Monde » a passé une semaine avec le Poitou-Charentes. Nous retournons aujourd'hui dans cette région.

UNE CERTAINE IDÉE DE LA CULTURE

Tout un pays dans une même troupe

On s'était dit qu'on n'oublierait pas les Compagnons de La Clairefontaine, ces ballets folkloriques de l'Ouest, ni le centre culturel de Gençay...

On était parti avec le dessein d'évoquer surtout l'action de l'U.P.C.P., cette fameuse Union Poitou-Charentes pour la culture populaire, qui, dans une encyclopédie de la décentralisation en France, figurerait — à l'article des belles aventures autogérées — parmi les plus originales. Oui, les plus significatives de ce militantisme de la démocratisation du savoir, issu, à la libération, des réflexions de quelques-uns. Héritiers des instituteurs de la IIIe République, ceux-là furent, à leur manière, modeste, mais persuasive, les pères de toute une idée aujourd'hui menacée par la parcimonie de l'Etat.

En fondant l'U.P.C.P., au beau milieu des années 60, André Pacher défendait cette même idée, que M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, récemment, déclarait dépassée : la décentralisation culturelle. A l'époque, également dans le Poitou, Michel Philippe, animateur du ministère *de la jeunesse et des sports*, mettait au point sa technique du « livre vivant » : il entraînait des amateurs, et des villages entiers mettaient en scène *Ivanhoé*.

Tout cela est désormais de l'histoire. Michel Philippe est parti s'installer à Fougères. André Pacher a confié à un autre, plus jeune, la charge de présider à son tour sa peu conventionnelle fédération d'associations. Cependant, il reste la « figure » de l'aventure, tant l'histoire compte.

Car tous, dans le Poitou au moins, savent ce qu'U.P.C.P. veut dire : ils mentionnent tels stages de formation, se rappellent telles aides ou collaborations, ou se souviennent de spectacles comme cette *Geste paysanne* qui, en 1974, puis en 1976, attira dans les Deux-Sèvres des milliers et des milliers de spectateurs, venus de toute la région. Nous avions assisté à la deuxième geste, qui fut grandiose grâce à quelques crédits octroyés par le Fonds d'intervention culturelle. Cette année-là, en l'honneur de l'Année romane, on en eut, des sous, en Poitou-Charentes. Et on en fit des choses en invoquant le nom de M. Gérard Montassier alors directeur de cabinet au secrétariat d'Etat à la culture. Ce dernier se présenterait ensuite aux élections législatives. Mais c'est une autre anecdote.

« Antigone » avec les gens de Bressuire

En 1976, donc, pour neuf représentations autour du lac de Verruyes, et sur une aire de 12 hectares, les habitants de plusieurs communes s'étaient transformés en costumières, en comédiens, en cavaliers, en chanteurs pour monter leur histoire. Ce fut très beau. Très professionnel. Des vaches, des moutons, des chèvres et des porcs assuraient à point donné leurs rôles de figuration. Ensuite, les tracteurs arrivaient dans la nuit, regardés soudain comme autant d'insolites accessoires de théâtre. Tout se terminait par un ballet sur toits de moissonneuses-batteuses.

Du passé. Bien passé, nous dira-t-on. Presque un mythe. Mais qui, avec son label U.P.C.P., a laissé des traces : n'y a-t-il pas eu depuis *les Misérables* joués par la population de Parthenay, puis cet *Antigone* donné en 1979 à Bressuire avec aussi la participation d'habitants invités à se joindre au Théâtre du Bocage (une troupe réduite à trois comédiens, qui, envers et contre toutes misères, en pleine campagne, font autre chose que du travail amateur) ? Il y a eu encore, l'été passé, ce spectacle donné par les « Piboulous » de Pamproux, *les Pesans*, où étaient contées les tristesses d'André (Dédé), jeune agriculteur poitevin qui, obligé à la fuite en avant de l'endettement pour modernisation, se suicide.

Il y a eu... il y a eu et il y a surtout tout ce travail de collecte systématique des vieilles histoires locales, encouragé par les associations de l'U.P.C.P. Autant de contes — et de récits véridiques — « mis en mémoire », qui ont été recueillis auprès des plus anciens. De Gatine en Saintonge, ceux qui se souviennent encore ont été questionnés par les leurs et non par des commandos d'ethnosociologues ou des réalisateurs de radio friands de « rétro locale ». Et voilà pourquoi, par là, « culture populaire » signifie quelque chose.

On peut aussi *se* rendre au musée Sainte-Croix, à Poitiers, pour voir les objets, outils, meubles et parures déposés dans la toute nouvelle salle des arts et traditions populaires : il fallait bien que ceux qui ont ainsi déposé leurs trésors aient été d'une manière ou d'une autres « sensibilisés ». (Entre parenthèses : on peut, dans tous les cas..., se rendre au musée Sainte-Croix. Son architecture de béton — qui intègre un champ de fouilles — est esthétique. Il accueille, outre des expositions temporaires, des concerts, dans un auditorium vraiment joli.).

Mais ce sont là bien des digressions : quand nous ne cherchions qu'à justifier notre choix — ce parti pris — *de ne pas parler* au présent de l'U.P.C.P., mais plutôt de ce qui est en train de se mettre en place à Poitiers et à Angoulême. On quitte là les zones rurales, on entre en ville. Villes avec des quartiers nouveaux, des habitants nouveaux qui sont peut-être ceux qui ont élu des équipes municipales d'opposition. Mairies socialistes dans les deux cas. L'ambition de transformer la culture en priorité. Dans les deux cas, le recours à des professionnels.

Où — présentant Denis Garnier, conseiller technique culturel de la ville de Poitiers, et Jean Pierre Pottier, directeur du comité d'action culturelle (CAC) d'Angoulême et de la Charente — l'on revient d'une certaine façon à l'« esprit » de l'U.P.C.P.

Garnier et Pottier, qui n'ont pas quarante ans, sont des enfants du pays. Ils ont fait leurs débuts, ensemble, au Théâtre universitaire de Poitiers et, dans les années 60 encore, tous deux ont plus ou moins travaillé aux « livres vivants », ou aux spectacles U.P.C.P. Pottier plus longtemps que Garnier, pour être beaucoup plus vite revenu dans le coin après avoir tenté de faire vivre un peu la ville nouvelle d'Evry. Cet animateur « jeunesse et sports » n'est autre, en effet, que le metteur en scène de *la Geste* et des *Misérables* précités. Le séjour professionnel fut de plus longue durée. Nul doute que le centre culturel de Corbeil-Essonnes *lui doit* sa vitalité, un renom : la direction artistique qu'il y assurait jusqu'à l'an passé a donné lieu à d'excellentes programmations.

On devrait arrêter là le parallèle : les deux hommes ne se ressemblent guère — ce pour quoi, peut-être, ils se sont toujours entendus sans partager exactement certaines opinions. Le premier, plus « politique », a sur le second un enthousiasme invétéré, l'avantage d'une plus longue pratique du casse-tête administratif.

C'est en fait Pottier qui se retrouve face aux délices de la gestion d'un budget, à la tête d'une équipe constituée avant son arrivée, et chargé avant tout d'établir la liste des spectacles que le théâtre d'Angoulême — siège du CAC — est susceptible d'accueillir. Garnier, lui, n'a pour tout bureau qu'une vague table, entre trois plantes vertes et deux paravents, dans le hall d'accueil de l'hôtel de ville. Ce qui ne l'empêche guère de connaître par cœur chaque dossier. Et celui du théâtre municipal n'est pas le plus mauvais. Deux ans seulement pourtant qu'il n'est plus en concession privée et que l'AGAT (Association de gestion et d'animation du théâtre) a été créée regroupant, outre les représentants des usagers, adhérents ou abonnés, ceux d'associations comme les Amis du théâtre populaire, le Printemps musical ou l'Oreille est hardie, association qui, organisant des concerts depuis quatre ans, a fait connaître notamment le jazz et le rock de qualité.

Une nouvelle information

A sa deuxième saison, le théâtre de Poitiers a changé d'image, et, offrant par ailleurs une bonne programmation de cinéma art et essai, il voit le nombre de ses abonnés augmenter. La responsabilité de ce succès et du rôle croissant de l'AGAT dans l'animation de la ville revient à Bernard Fleury, ancien collaborateur de Jack Lang, nommé à la direction de cette structure dont les statuts juridiques et la définition sont proches de celle d'un CAC. Bernard Fleury croit aux techniques d'information industrielle. « *Pas de raison*, dit-il, *pour que la culture ne figure pas sur les murs de Poitiers au même titre que les publicités de Rallye.* » L'AGAT s'est donné un slogan : « Oui, avec plaisir », faisant appel à des graphistes efficaces. « *Une réponse au « manger-boire-dormir » du Club Méditerranée* », dit encore Bernard Fleury expliquant comment entre autres spectacles de qualité, Poitiers a pu accueillir celui de l'ensemble Hauser Orkater, ou de Paolo Bortoluzzi.

Cette politique d'accueil est facilitée par la bonne entente avec le CAC d'Angoulême, voire la M.C. de La Rochelle : plus facile d'obtenir la venue d'une vedette si on lui organise une tournée dans la région.

Ici, l'amorce d'une collaboration entre les villes présage bien de l'avenir, même si, en arrière fond, face à l'Etat, les municipalités acharnées à extirper subventions et symboles de reconnaissance « nationale », sont concurrentes.

Exemple récent de coopération possible, de concertation, l'opération *Histoire du soldat* (Stravinsky-Ramuz), montée par le tout nouveau C.R.C. (Collectif régional de création en Poitou-Charentes) a permis à diverses villes de la région de réunir sur leur scène des comédiens de Bressuire et Chatellerault, l'orchestre de chambre d'Angoulême, une équipe technique de Saintes, etc. La bonne idée peut avoir ses revers. Elle se présente comme une solution possible... quand les ressources font défaut.

De production théâtrale maison on n'en envisage pas au théâtre de Poitiers où l'on préfère établir des liens privilégiés avec quelques troupes d'envergure nationale...

A Angoulême, il est sûr que Pottier qui désire « monter quelque chose dans un bel endroit » ronge son frein, encourage et aide l'équipe du festival de jazz et celle du salon de la B.D., entre autres. Il rêve aussi à ce que pourra être un centre de l'audiovisuel au centre Saint-Martial quand les associations qui y sont actuellement logées pourront disposer du « Nil », cette usine désaffectée rénovée.

Voilà. Les affiches à Angoulême, dans un tout autre style que celles de l'AGAT, provoquent également le client : « Prenez parti pour le CAC », disent-elles.

Garnier, qui surveille les travaux en cours dans les quartiers où vont être bâties de bonnes salles d'accueil, et Pottier déplorant que la Charente n'ait pas comme sa voisine la Charente-Maritime, quarante-trois animateurs cantonaux rétribués par le Conseil général, ces deux copains sont plutôt... des bons partis.

MATHILDE LA BARDONNIE.

FAITS ET GESTES D'UN DÉPARTEMENT.

Ceux qui, intéressés par le caractère, l'histoire, les chances du département de la Charente *voudraient approfondir leurs connaissances* politiques, économiques, culturelles de cette région n'ont qu'à se plonger dans la lecture d'un petit livre écrit par M. Michel Bélanger, maître-assistant de droit public à l'université de Bordeaux-I, et intitulé *le Pouvoir dans un département français : la Charente, 1970-1973.*

Cet ouvrage n'est pas une analyse théorique du système politique dans un département, mais une tranche de vie départementale, racontée de manière alerte et émaillée d'anecdotes et de connotations qui révèlent la parfaite connaissance par l'auteur, qui est maire de Champagne-de-Blanzac, non seulement des faits, mais des lieux et des gens.

★ *Le Pouvoir dans un département français : la Charente, 1970-1973*, par Michel Bélanger, Le Hameau du Roy, 9, allée du Moulin-de-Descian, 33170 Gradignan, 203 p.

CORRESPONDANCE

Les « gratuits » du groupe Hersant

M. Jacques Chastrusse, directeur de la Vie corrézienne, *qualifie de* « trop idyllique » *la situation de la presse en Poitou-Charentes, telle qu'elle ressortait des propos tenus par M. Henri Pierre (le* Monde *du 16 décembre), notamment au sujet de* la Gazette de Tulle et d'Uzel. *Il écrit :*

Sous couvert d'une « Gazette » qui dissimule mal sous une jaquette une véritable opération commerciale, sans rapport avec l'information, le groupe Hersant cherche tout simplement à constituer un nouveau monopole bâti sur les « gratuits », au détriment de la presse d'information (...).

Quelle est la réalité en Corrèze ?

Le groupe Hersant possède dans ce département une édition en perte de vitesse de son quotidien *Centre-Presse*. Il lance voici quelques années un « gratuit », *Presse Service*, et le fait distribuer par ses propres moyens dans les principales villes du département.

Mais ce « gratuit » ne peut parvenir à tous les foyers en raison des coûts de distribution : salaires, charges sociales et frais de déplacements considérables à travers une campagne corrézienne constituée d'une multitude de petites communes isolées. Le groupe Hersant décide donc d'utiliser les services postaux pour la diffusion de son « gratuit », en bénéficiant des tarifs préférentiels consentis aux seuls véritables journaux d'information. Pour *ce faire, il lance au mois de* mars 1980 un bi-hebdomadaire qui deviendra rapidement un hebdomadaire, constitué par les informations de ses correspondants et surtout par les articles déjà parus dans son quotidien, sans d'ailleurs demander leur accord ni même leur avis aux journalistes du quotidien. Dans cet hebdomadaire on intègre le « gratuit », *Presse Service*, et le tour est joué.

Il suffit alors de demander aux lecteurs intéressés par le « gratuit » une participation symbolique de 50 francs par an, et les P.T.T. vont véhiculer et distribuer au tarif des quotidiens et des véritables hebdomadaires d'information, un « bulletin » de 48 à 52 pages *tabloïd* (avec du papier bénéficiant des prix de péréquation) dont l'intérêt réside essentiellement dans le « gratuit » (...)

Voilà la réalité, et cette réalité devrait inciter les responsables de la presse d'information à une plus grande vigilance. Quant aux pouvoirs publics, si prompts, dans leurs déclarations, à défendre la presse, ils devraient, pour leur part, faire preuve de plus de circonspection. En encourageant ou ne décourageant pas les feuilles gratuites, au détriment de la véritable presse d'information, ces pouvoirs publics portent eux-mêmes atteinte au pluralisme de la presse qu'ils prétendent défendre. Dans cet esprit on peut logiquement se demander ce que sont devenues les conclusions du rapport Mottin ?

Une seule Charente

Il n'y a qu'une seule Charente (à la différence des Sèvres) et l'appellation « Charentes » est indiscutablement erronée.

Ici, nous achetons souvent du pineau « charentais » mais jamais celui marqué « des Charentes », comme le beurre.

La région est « Aunis-Saintonge et Angoumois », pourquoi allier le Poitou, région bien délimitée, et « les Charentes » ? Pourquoi pas Saintonge-Poitou ou le contraire ?

Vous viendrait-il à l'idée de baptiser l'Alsace « les Rhins » ? Ne pensez-vous pas qu'il est aussi déplacé de parler de Champagne-Ardenne alors qu'il s'agit du massif des Ardennes et que la Champagne n'est pas « une » avec la pouilleuse et la crayeuse ?

R. MULLER
(Royan).

● *Rectificatif.* — Dans l'article consacré à la restauration de La Corderie de Rochefort (*le Monde* du 20 décembre), nous faisions dire à M. H. Dumas, promoteur immobilier : « *L'architecture de La Corderie est incontestable* ». Il fallait lire : « *contestable* ».

AU CENTRE ÉQUESTRE DE POITIERS

Le cheval souverain

La réputation du centre équestre municipal de Poitiers (inauguré en 1969) ne s'arrête pas au Poitou-Charentes. Toute la France cavalière a les yeux tournés vers lui et, depuis quelques années, l'extraordinaire succès de ses ventes de chevaux de selle ayant franchi allègrement les frontières, nous voyons se presser autour de son ring de présentation un nombre toujours plus impressionnant d'acheteurs étrangers venus rafler quelques-uns des meilleurs produits de notre élevage dispersés quatre fois l'an au feu des enchères.

Le choix porté sur l'ancienne cité des troubadours pour ce genre de transactions n'est nullement dû au hasard. Il s'est fait en raison de la situation géographique de la ville placée aux confins des régions d'élevage et des régions à plus forte densité de population d'acheteurs avant même que, depuis 1975, les étrangers ne viennent grossir considérablement leur nombre.

D'autre part, les commodités dont dispose sur place la clientèle correspondent exactement au besoin des opérations. Concentration en un seul lieu de boxes, espace de travail, locaux administratifs, hébergement du personnel et naturellement des chevaux, vaste manège couvert pour la présentation, jouxté par un petit manège de détente. Car les ventes ne sont pas du type foires classiques où chacun, tel jour, amène et propose son lot, mais elles sont précédées par un stage de trois semaines imposé tout à la fois au personnel d'organisation et aux chevaux. M. Jean de Laurière, patron des adjudications et lui-même éleveur respecté, note, pendant ce laps de temps, soigneusement les sujets au fur et à mesure de leur passage dans le couloir d'entraînement. Ce travail a — le mot n'est pas trop ambitieux — la perfection pour but et corrélativement l'équité au profit de l'acheteur et, bien sûr, de la réputation de l'éleveur. Un exemple de prospérité de ces manifestations. Lors de la vacation du 9 novembre dernier, sur les soixante-dix-neuf jeunes animaux offerts à la convoitise de l'amateur, soixante-huit ont trouvé preneur au prix moyen de 23 000 francs, ce qui est cher payé des poulains dont il n'est pas certain, malgré d'excellents papiers, qu'ils feront, à l'âge adulte, une carrière de champion. Au nombre des pays qui se sont entrebattus et ingéniés à faire grimper les enchères figuraient le Portugal, l'Espagne, l'Italie, la Suisse et la Belgique.

Mais sur le plan strictement sportif, les gros sous oubliés, c'est évidemment l'instruction équestre qui demeure la vocation première du centre à la création duquel restera toujours attaché le nom de M. Jean Zlatiev, doyen de la faculté des sciences économiques de Poitiers et adjoint au maire, à l'époque où cet établissement, sous son impulsion, fut construit sur un terrain couvrant 5 hectares à quelques encablures du campus universitaire.

Là, les enfants des écoles, seize classes au total, apprennent à monter gratuitement à cheval à raison d'une fois la semaine. Peu de localités en France, soit dit en passant, peuvent se targuer de servir d'une façon aussi désintéressée la cause de l'équitation populaire, laquelle figure beaucoup plus dans les discours que dans la réalité. Paris et la région parisienne en témoignent tristement. L'ambiance à Poitiers est nettement à la décontraction. Tout y contribue à commencer par les directives données par M. Richard Claveau, instructeur « maison » à ses collaborateurs. En gros, les élèves sont invités à se prendre en charge, à rectifier eux-mêmes leur position, à développer leur aptitude à percevoir leur cheval, à sentir ses réactions et à s'y adapter, étant bien entendu que l'enseignant est là pour répondre aux questions. Que ces jeunes maîtres pleins d'enthousiasme soient remerciés pour avoir, dans l'arène, refusé le droit d'asile à l'équitation d'ennui, l'équitation d'Eglise telle qu'elle est encore en faveur dans maints établissements, d'où un nombre regrettable d'abandons. On aimerait sur ce point avoir des statistiques.

Du haut de la tribune édifiée pour recevoir plusieurs centaines de spectateurs, nous avons vu évoluer une dizaine de débutants. La voix du moniteur de service véhiculait, à travers l'isthme du gosier, une autorité douce, apaisante et d'autant plus efficace qu'elle s'appuyait sur la constance. Les dix petits bonshommes pris en charge enfilaient la piste en galopant de tout leur cœur. Nous avons noté avec un plaisir sans mélange l'absence de toute chambrière au manège, le moniteur s'appliquant à faire tourner les chevaux en s'interdisant le recours éventuel au châtiment. La chambrière, voilà bien l'instrument à proscrire systématiquement de toute initiation équestre. Son emploi ne peut que provoquer chez l'animal de redoutables défenses au niveau de la tête notamment et altérer jusqu'au ridicule l'ampleur naturellement élégante de son geste.

Un dernier mot. Outre les ventes et l'enseignement de base, le centre prépare les candidats aux diplômes d'Etat, organise des stages de perfectionnement à l'intention des purs amateurs, des concours hippiques à l'échelle nationale, enfin il ouvre ses carrières aux jeux équestres, l'équitation de loisir n'étant pas oubliée au programme de ses activités multiples.

Le Poitiers cavalier, tel que nous l'avons une fois de plus découvert, ne s'est jamais aussi bien porté.

ROLAND MERLIN.

P.-S. — Deux adresses à noter soigneusement à Cognac (Charente), où nous avons effectué une visite trop brève, mais combien édifiante : le Centre équestre du Bois d'Angeac, directeur-instituteur M. Philippe-Maurice d'Iscret, et le Club hippique de Cognac, président M. François de Gasenove.

Le Monde

économie

AUTOMOBILE

Renault a conforté en 1980 sa première place européenne

« La Régie Renault s'est bien débrouillée en 1980, et rien de grave ne peut arriver à Renault en 1981, compte tenu de ses résultats », a déclaré M. Bernard Vernier-Palliez, P.-D.G. de la Régie Renault, en sortant de l'Elysée, lundi 12 janvier, après un entretien d'une heure avec M. Giscard d'Estaing.

M. Vernier-Palliez a pronostiqué pour 1981 « *des risques certains* » dus à la baisse du pouvoir d'achat. Ce qui amène à surveiller les stocks qui, « *pour le moment, sont normaux* », a précisé le président de la Régie, lequel explique encore le succès de sa firme par l'étendue de sa gamme de modèles économiques (7,6 litres de carburant aux 100 kilomètres-heure en moyenne), par « *l'excellence de l'outil industriel, qui utilise largement les robots, et de bons réseaux commerciaux partout dans le monde* ».

Pour la première fois de son histoire, la production mondiale de la Régie a dépassé les deux millions de véhicules : 2 055 000 exactement, avec 1 713 000 véhicules produits en France, soit 52 % de la production totale française, et 339 000 à l'étranger. Ces chiffres représentent une progression globale de 10 % de la production. Ils incluent les véhicules industriels mais excluent ceux d'American Motors, que Renault contrôle désormais avec 46 % du capital. En 1979 déjà, la progression avait été de 10,5 %.

Le chiffre d'affaires de la branche automobile sera de l'ordre de 50 milliards de francs, en hausse de 18 % par rapport à 1979. La Régie aura investi dans ce secteur 4,7 milliards de francs (+ 60 %). Quant au chiffre d'affaires consolidé du groupe, il dépassera, selon la Régie, les 80 milliards de francs (+ 17 %), avec 6 milliards d'investissements (+ 40 %) tandis que les « ressources internes » permettront de couvrir 80 % des investissements réalisés.

Les activités de la branche entreprises industrielles sont moins florissantes que le secteur automobile, à l'exception des machines-outils, dont « *les résultats sont en amélioration* ». Selon la Régie, les sociétés fabriquant des produits de sidérurgie, forges, fonderies, machinisme agricole « *ont subi les effets de la crise* ».

Pour en revenir à l'automobile, le succès de Renault sur le marché français est dû surtout à la R 5, lequel modèle s'est assuré une pénétration du marché de 16 %, et un accroissement de 42 % de ses ventes par rapport à 1979. Cinq modèles Renault figurent parmi les neuf premiers modèles du marché.

Renault Véhicules industriels améliore globalement ses positions : le chiffre d'affaires atteint 10,6 milliards (+ 15 %), la production 54 000 véhicules (+ 18 %), dont 23 200 sont exportés (+ 25 %). La part de marché des camions de plus de 5 tonnes progresse en France (42,5 % contre 41,2 %).

En fait, la Régie a exporté en 1980 1 102 000 véhicules (+ 7,2 %), soit 54 % de sa production. Renault conforte ainsi sa première place en Europe, avec 14,2 % des immatriculations de la C.E.E. (contre 12,9 % en 1979) et une augmentation des ventes de 5 %.

La Régie est encore satisfaite de la progression de ses ventes sur l'ensemble des marchés mondiaux, où, « *grâce au développement des accords conclus avec A.M.C., Mack, Volvo, le Portugal et le Mexique* », avec aussi « *la lettre d'intention signée avec Volkswagen, Renault a confirmé en 1980 sa vocation internationale* ».

Dernier satisfecit que se décerne la firme : au chapitre social, Renault a pu, grâce aux progrès réalisés en « *présentéisme et productivité* », accorder à l'ensemble des salariés deux jours de congé supplémentaires en 1980 et quatre jours en 1981.

Le nombre des immatriculations a baissé en France de plus de 5 %

Les immatriculations de voitures en France, qui avaient frôlé la barre des deux millions en 1979, ne passeront pas ce cap en 1980 : 1 873 185 voitures particulières auront donc été vendues l'année passée (contre 1 976 391). Le recul est sensible, de 5,2 % mais, se réjouissent les constructeurs de la Chambre syndicale de l'automobile, il est nettement inférieur à celui qu'ont enregistré la plupart des autres grands marchés européens, à l'exception de l'Italie toutefois, où les immatriculations ont curieusement progressé de 20 %. Ce succès est toutefois plus que relatif, parce que les exportations des constructeurs français sont aussi touchées par le recul des ventes sur les marchés européens.

En décembre 1980, par rapport à décembre 1979, le marché français de l'automobile se redresse légèrement (+ 2,3 %), redressement essentiellement dû aux marques étrangères (+ 12,7 %), alors que les voitures françaises accusent une baisse de 0,9 %. L'année 1980 se caractérise par le succès de Renault (voir ci-dessous) qui, dans un marché en baisse, fait progresser sa part de vente de plus de 5 % et qui devient le leader en France devant le groupe Peugeot S.A.

Celui-ci — c'est le second enseignement — s'effondre : premier devant Renault en 1979 avec 43,4 % du marché, il a vendu sous ses trois marques, en 1980 (Peugeot, Citroën et Talbot), environ 170 000 véhicules de moins qu'en 1979 et ne détient plus globalement que 36,6 % du marché.

Par contraste avec ce retournement de situation, les marques étrangères sont stables, avec toutefois une légère progression de leurs parts de marché (de 21,7 % à 22,9 %).

LES VENTES EN FRANCE

(parts de marché en %)

	1979	1980	1979-1980
Ventes totales	1 976 391	1 873 185	(— 5,2 %)
Renault	691 544 (34,9 %)	760 318 (40,5 %)	(+ 9,7 %)
Peugeot S.A.	856 890 (43,4 %)	686 471 (36,6 %)	(— 18,1 %)
dont Peugeot	358 698 (18,1 %)	294 650 (15,7 %)	(— 16,7 %)
Citroën	325 399 (16,5 %)	271 164 (14,5 %)	(— 16,7 %)
Talbot	171 993 (8,7 %)	120 657 (6,4 %)	(— 29,8 %)
Marques étrangères	428 798 (21,7 %)	429 115 (22,9 %)	(+ 0,1 %)

CHOMAGE PARTIEL EN JANVIER ET EN FÉVRIER CHEZ FORD-FRANCE

Bordeaux. — L'usine Ford de Blanquefort, en Gironde (3 600 salariés), connaîtra une nouvelle période de chômage partiel, fin janvier : du 19 au 31, dans l'unité de transmission automatique ; du 26 au 31, dans celle des transmissions mécaniques. Mais avant même que celle-ci ait commencé, la direction a annoncé, lundi 12 janvier, devant le comité d'établissement, qu'une autre période de chômage partiel aurait lieu en février : quinze jours ouvrés, entre le 9 et le 28, pour l'usine de transmission, et deux jours, du 26 au 28, dans celle de l'avant bloc moteur.

Cette situation s'explique par le marasme du marché américain vers lequel l'unité de transmission automatique bordelaise exporte plus de 75 % de sa production.

(Correspondance.)

● *B.T.P. - Finances*, société financière et de participation pour le développement des entreprises de bâtiment et de transports publics, a été créée par la Fédération nationale du bâtiment, la Fédération nationale des travaux publics et le Comptoir central de matériel d'entreprise. Cette société, au capital de 18 millions de francs, constituée en holding, « *a pour vocation d'apporter son concours sous quelque forme aux organismes et aux entreprises des professions du bâtiment et des travaux publics* ».

Objectif : 4 litres aux 100 kilomètres

L'Agence pour les économies d'énergie a annoncé, le 12 janvier, les trois axes de sa politique pour 1981 : conception de nouveaux modèles de voitures moins voraces, respect des 19 degrés dans les administrations, diagnostic gratuit de consommation d'énergie pour les P.M.E. Ces actions permettront, a précisé M. Poulit, le directeur de l'Agence, d'accroître des économies qui représentent déjà 24 millions de tonnes d'équivalent pétrole (TEP).

Chacun de son côté, Peugeot et Renault vont donc s'efforcer de mettre au point, d'ici cinq ans, des prototypes de voitures de milieu de gamme (comparables pour la Régie à la R 18 et pour Peugeot à la 305), capables de ne consommer en moyenne que 4 litres au 100 kilomètres. Après Eve et Véra, voici venu le temps d'Eve et Véra Plus.

Il n'y a rien de bien neuf dans cette nouvelle, sinon qu'elle rappelle — mais avec des objectifs de plus en plus ambitieux — que les constructeurs français, encouragés par toutes les instances de l'Etat, poursuivent leurs recherches sur la voiture économique de l'avenir. Il fut une époque où l'essentiel de la recherche portait sur la sécurité. De nos jours, les priorités ont nom consommation et réponses à l'offensive venue d'Asie. Car il ne faut pas s'y tromper, dans cette course à la sous-consommation, il faut voir aussi de bien beaux arguments commerciaux qui ne laisseront sûrement pas indifférents aussi bien les futurs propriétaires de voitures que les constructeurs concurrents.

Il reste que, après avoir fait porter les études sur quatre axes principaux (résistance au roulement, lutte contre le poids, résistance de l'air, rendement des moteurs), on va confier un rôle de plus en plus important à l'électronique, dont la tâche sera de suppléer aux errements mécaniques ou humains (le Monde du 25 mai 1979). Il sera plus difficile de modifier le coûteux comportement des utilisateurs de ces futures voitures. L'image que donne le centre surencombré des grandes métropoles à heures fixes donne une idée du chemin à parcourir dans ce domaine.

Enfin, on est en droit de s'inquiéter sur le prix du litre de carburant quand la consommation des voitures aura atteint son niveau le plus bas. Car l'Etat devra de toute façon y trouver son compte. — C. L.

TEXTILE

PRÈS DE DEUX MILLE EMPLOIS MENACÉS

L'année 1981 commence bien mal pour le secteur textile-habillement. Coup sur coup, en dix jours, sept entreprises ont « craqué », menaçant 1 931 emplois. Deux jours après que deux firmes de confection des Deux-Sèvres, les sociétés Joubert et Gilbert (292 emplois) ont fermé leurs portes, la Confection industrielle de l'Atlantique (260 salariés), de La Rochelle était mise en règlement judiciaire, bien vite suivie de la Sylco (confection) de Béthune, qui licenciait ses 64 salariés ; le 5 janvier, c'était au tour de la société Gérard-Fortier, spécialisée dans la maille, qui emploie 820 salariés dans l'Aube et l'Aisne, d'être mise en règlement judiciaire. Le 9, la société de confection Maniglier à Lille (430 salariés) déposait son bilan. Elle avait déjà licencié en septembre 90 salariés. Enfin, à Meythet (Haute-Savoie), l'entreprise Faramaz, enfin, vient d'être mise en règlement judiciaire (65 départs sont envisagés).

A cette liste il faut ajouter les réductions d'emplois : 114 aux Etablissements Roquette, de Lille; 40 chez Vannove et Gheart, à Lille encore ; 61 avec la fermeture d'un atelier à Liévin par la société Danchin-Linflor. Restent encore en suspens les 170 emplois de l'usine Fusalp, de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), dont la direction a annoncé la fermeture probable. Au total donc, rien que pour ce début d'année, 2 316 emplois supprimés ou menacés.

ÉNERGIE

LA FRANCE A IMPORTÉ 32,2 MILLIONS DE TONNES DE CHARBON EN 1980

La France a importé 32,2 millions de tonnes de combustibles minéraux solides en 1980, soit 2,2 millions de tonnes de plus qu'en 1979, précise l'Association technique de l'importation charbonnière (ATIC). Rappelons que la production nationale, avec 19,17 millions de tonnes, est en baisse de 2 %.

L'Afrique du Sud, avec 9,2 millions de tonnes, ravit à l'Allemagne fédérale la place de premier fournisseur de la France avec 28,6 % de nos importations. La part de la Communauté dans les approvisionnements régresse (9,8 millions de tonnes contre 10,4 millions). Et si les importations en provenance de la Pologne ont baissé (3,4 millions de tonnes contre 4,4 millions en 1979), celles en provenance des Etats-Unis ont plus que doublé (7,2 millions contre 3,4 millions).

● *Douze découvertes de pétrole en Egypte en 1980.* — Les réserves pétrolières prouvées de l'Egypte ont augmenté de plus d'un milliard de barils en 1980, a annoncé, le 12 janvier, le ministre du pétrole, M. Helal. Douze nouvelles découvertes prometteuses ont été faites au cours de l'année 1980. La plus importante a été effectuée par Mobil offshore, à l'est de Hourgada. La production égyptienne d'hydrocarbures a atteint 700 000 barils par jour, soit 33 millions de tonnes en 1980. Elle devrait être de 50 millions de tonnes en 1983 ou 1984. Actuellement, l'Egypte exporte la moitié de sa production, notamment vers Israël. — *(A.F.P.)*

CONJONCTURE

EN 1981

Les entreprises bénéficieront de 4,7 milliards de francs de prêts bonifiés

L'enveloppe des prêts bonifiés à long terme accordés aux entreprises par l'Etat s'élèvera en 1981 à 4,7 milliards de francs, contre 5,7 milliards de francs en 1980, a annoncé lundi 12 janvier M. Monory, ministre de l'économie, la bonification atteignant 2 % sur le taux normal des prêts à long terme de même nature (14,75 % pour le Crédit national).

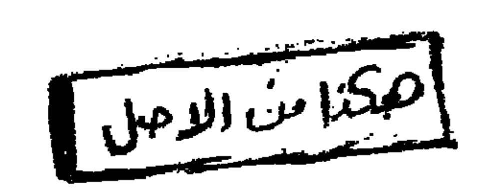
La diminution d'une année sur l'autre provient en premier lieu de celle du « *financement des investissements créateurs d'emplois* », ramené de 2 milliards de francs à 1,1 milliard de francs et réservé en priorité aux P.M.E., le montant des prêts ne pouvant, dorénavant, dépasser 1,5 million de francs. Les pouvoirs publics ont constaté, en effet, que les grandes sociétés « *logeaient* » dans cette procédure le financement d'investissements déjà programmés, et ont donc décidé de favoriser davantage les P.M.E.

Autre suppression de taille : celle de l'enveloppe pour les investissements générateurs d'économies d'énergie (1,5 milliard de francs en 1980). Les pouvoirs publics estiment en effet que, en raison de la hausse du coût de l'énergie, les investissements en question, de plus en plus rentables, peuvent être financés par le marché financier. Les entreprises vont pouvoir prochainement faire appel à des établissements de crédit-bail spécialisés dans ces financements (SOFERGIE), dotés d'un statut de SICOMI (Société immobilière pour le commerce et l'industrie), avec transparence fiscale qu'un décret vient de leur attribuer : ces établissements sont en voie de création par les principaux groupes bancaires. En remplacement partiel, une petite enveloppe de 400 millions de francs est réservée aux investissements permettant d'économiser les matières premières et de substituer le charbon aux autres formes d'énergie.

En revanche, l'enveloppe pour les accroissements de production destinés à l'exportation (prêts Ségard) est reconduite à 2 milliards de francs, avec une simplification des critères d'octroi pour les prêts inférieurs à 1,5 million de francs, toujours en faveur des P.M.E.

Mais la principale novation est l'octroi de 1 milliard de francs de prêts pour les investissements dans la robotique, attribués aussi bien aux utilisateurs de robots qu'aux constructeurs.

Rappelons que ces prêts bonifiés sont distribués par le Crédit national, le nouveau Crédit d'équipement des P.M.E., les sociétés de développement régional et le Crédit coopératif.



هكذا من الاصل

CONJONCTURE

Un droit acquis : l'inflation

(Suite de la première page.)

L'abus de la réglementation, en enlevant toute souplesse aux mécanismes économiques, est un autre facteur d'inflation engendré par l'Etat. Il y a beau temps que les libéraux dénoncent cette tendance. M. Hayek, que l'on redécouvre aujourd'hui (2) a insisté notamment sur les effets pervers des interventions publiques qui en entraînent une succession d'autres pour corriger les conséquences inattendues des réglementations précédentes.

Les Etats-Unis se sont avisés, il y a quelque deux ans, de ce phénomène et le « mouvement de déréglementation » enregistré depuis a essentiellement pour but d'élargir les possibilités de concurrence. Ainsi a-t-on taillé dans la jungle des textes concernant les télécommunications (3). De même le Congrès a voté l'Airline Deregulation Act qui rend plus aisée l'apparition de nouveaux prestataires sur certaines lignes aériennes et donne plus de latitude aux compagnies dans la fixation des tarifs. D'autres mesures sont à l'étude dans le domaine des transports routiers et le secteur bancaire. Nul doute qu'avec M. Reagan, le processus s'accélère.

Dans un premier temps, cette croisade contre certaines rigidités est une arme anti-inflationniste efficace. Mais elle a aussi des « effets pervers » (4). Ainsi, un renforcement de la concentration dans certaines des industries concernées par la « déréglementation » a-t-il pu être observé. Elle nécessitera à moyen terme un recours à la loi antitrust.

De même il ne faut pas oublier que la réglementation a aussi souvent pour but de protéger la sécurité du consommateur et M. Nader ne s'est pas fait faute de le rappeler.

Au pays des rigidités

En France, le mouvement de libération des prix qui devait en principe favoriser la compétition et peser sur le coût de la vie n'a pratiquement joué aucun rôle en ce sens. Il aurait fallu tailler d'abord dans la jungle des ententes, condamner l'action des syndicats professionnels, pourchasser les « rentes de situation » qui forment le terreau de la société française. C'était là une action politique au-dessus des forces du pouvoir en place. Quand on n'a pas le courage de son libéralisme, ne vaudrait-il pas mieux rester dans les zones tièdes du dirigisme ?...

Le cas des boulangers a été vraiment exemplaire : à peine le carcan administratif des prix du pain était-il levé qu'une autre emprise, celle des professionnels, était mise en place. Il aura fallu, longtemps après, qu'un franc-tireur de La Ciotat brise cette confortable « assurance » pour que quelques grandes surfaces et des isolés sortent à leur tour du rang, à la fureur des syndicats de la boulangerie, dont l'un d'eux n'hésitait pas à parler de « prostitution commerciale ».

Toutes les « rigidités » ne sont sans doute pas à mettre sur le même plan, et les politiques de transferts, qu'il s'agisse de la Sécurité sociale, du coup de pouce aux rémunérations des plus défavorisés ou aux pensions des personnes âgées, des versements aux agriculteurs dont le pouvoir d'achat a baissé, etc., constituent un formidable rempart contre la dépression. Mais il est évident qu'elles ne facilitent pas la propagation dans le pays de l'idée que l'inflation est une calamité puisque on s'ingénie presque partout — ce qui est socialement indispensable — à en atténuer les effets. Vraies victimes, les petits épargnants n'ont pas eu, eux, la force de pression nécessaire pour trouver un parapluie.

Et puis, comme l'écrit Milton Friedman (5), « *Nous aimerions naturellement voir baisser les prix des choses que nous* achetons, *ou en tout cas les voir cesser d'augmenter. Mais nous sommes encore plus heureux de voir monter les prix des choses que nous* vendons, *qu'il s'agisse de biens que nous produisons, de notre travail, des maisons ou d'autres articles qui nous appartiennent.* »

Comme il est évident que la plupart des citoyens français préfèrent la sécurité économique à la liberté, la lutte contre l'inflation est particulièrement pénible. Ainsi, la remise en cause des indexations tacites ou institutionnelles apparaîtrait comme une sorte de rupture du « pacte social ».

La chaîne des « droits acquis » est de plus en plus longue et de plus en plus intouchable. Lorsqu'il s'agit de réelles conquêtes sociales, on comprend qu'ils soient défendus avec bec et ongles. Lorsqu'ils sont devenus des protections artificielles, des survivances, qu'ils arrangent les spéculateurs et broient les petits épargnants, cela ne va plus du tout. En France, c'est l'inflation elle-même qui est du coup devenue une sorte de « droit acquis ». Là est le scandale.

Il faut lever le voile de l'inflation, pour faire apparaître sa vraie face de maladie purulente, qui peut conduire si l'on n'y prend garde aux sociétés totalitaires, à la prise de pouvoir par les militaires comme au Brésil, au Chili ou en Argentine. Keynes, si contesté aujourd'hui, l'avait fort bien vu, écrivant, au lendemain de la première guerre mondiale : « *Il n'existe pas de moyen plus subtil et plus sûr de renverser les bases existantes d'une société que de débaucher sa monnaie.* »

PIERRE DROUIN.

(2) Les Presses universitaires de France viennent d'entreprendre la traduction de son ouvrage de 1973 : *Droit, législation et liberté*, et Henri Lepage lui consacre une partie de son dernier livre, *Demain le libéralisme* (Le livre de poche).

(3) Voir les articles d'Yves Stourdzé dans *le Monde* des 13 au 15 décembre 1978.

(4) Voir l'article de Michèle Ruffat dans la *Revue française de science politique*, août 1980

(5) *La Liberté du choix*. Ecrit avec sa femme Rose et traduit en français pour les éditions Pierre Belfond (1980).

● *Les ventes du grand commerce en décembre.* — L'évolution du chiffre d'affaires du grand commerce en décembre est en augmentation de 14 %, indique le Centre d'observation économique de la chambre de commerce et d'industrie de Paris. Cette augmentation est, respectivement, de 14,5 % pour les hypermarchés, de 12,5 % pour les magasins populaires et de 7,5 % pour les grands magasins. Pour l'ensemble de l'année 1980, le volume des ventes du grand commerce est resté sensiblement au niveau observé en 1979 (— 0,2 %).

MONNAIES

VIVE REMONTÉE DU DOLLAR : 4,63 FRANCS

Après un bref fléchissement en début de semaine, attribué à l'annonce d'une diminution de la masse monétaire aux Etats-Unis, le dollar a amorcé lundi 12 janvier, dans l'après-midi, une remontée, qui s'est accélérée mardi 13 janvier. A Paris, le cours de la monnaie américaine est passé de 4,54 F à 4,57 F, puis près de 4,64 F mardi en fin de matinée, tandis qu'à Francfort elle passait, en vingt-quatre heures, de 1,96 DM à 2,50 DM.

Ce nouvel accès de fermeté est dû, pour une bonne part, au raffermissement des taux d'intérêt outre-Atlantique, où M. Volcker, président de la Réserve fédérale, a réaffirmé sa volonté de poursuivre une politique restrictive, ce qui implique donc des taux d'intérêt élevés. Pour une autre part, la montée du dollar est en liaison avec un regain de confiance dans l'économie des Etats-Unis, qui incite les détenteurs de capitaux internationaux à abandonner les monnaies anciennement fortes (DM notamment) pour se porter sur le dollar.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep + ou Dép		Rep + ou Dép		Rep + ou Dép -	
$ E.-U.	4,6215	4,6250	— 385	— 365	— 610	— 58?	—1060	— 950
$ can.	3,8830	3,8875	— 280	— 240	— 445	— 406	— 720	— 595
Yen (100)	2,2610	2,2650	+ 35	+ 60	+ 60	+ 95	+ 310	+ 430
DM	2,3110	2,3145	+ 25	+ 45	+ 60	+ 85	+ 335	+ 410
Florin	2,1240	2,1270	+ 25	+ 40	+ 50	+ 70	+ 255	+ 328
F.B. (100)	14,3625	14,3770	— 130	+ 20	— 270	— 30	— 310	+ 220
F.S.	2,5505	2,5545	+ 110	+ 140	+ 215	+ 250	+ 760	+ 860
L. (1 000)	4,8645	4,8725	— 320	— 240	— 555	— 470	—1390	—1175
£	11,0265	11,0400	— 395	— 295	— 615	— 490	— 905	— 565

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 9/16	8 11/16	9	9 1/8	9	9 1/8	9	9 1/8
$ E.-U.	20 1/4	20 1/2	19 5/8	19 3/4	18 13/16	18 15/16	16 13/16	17 1/16
Florin	8 7/8	9 1/8	9 3/16	9 3/8	9 1/4	9 7/16	9 9/16	9 3/4
F.B. (100)	7	8	11 7/8	12 1/8	12 1/4	12 1/2	12 11/16	12 15/16
F.S.	3 5/8	3 7/8	5 1/4	5 3/8	5 3/8	5 1/2	5 5/8	5 3/4
L. (1 000)	14 1/2	15 1/2	16 1/2	17 1/2	17	18	18	19
£	13 3/8	13 7/8	14 7/16	14 9/16	14 7/16	14 9/16	13 15/16	14 1/16
Fr. franç.	10 5/8	10 7/8	10 1/2	10 3/4	11 1/4	11 3/4	11 7/8	12 1/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉTRANGER

LA SURENCHÈRE SUR LES CRÉDITS A L'EXPORTATION

Le Canada va accorder des subventions indirectes à ses industriels

De notre correspondant

Montréal. — Au moment où il enregistre un excédent commercial record (7,4 milliards de dollars pour les onze premiers mois de 1980), le Canada annonce qu'il va recourir au crédit « mixte ». Le ministre d'Etat au commerce, M. Edward Lumley, a indiqué cette semaine que son gouvernement avait décidé « à contrecœur » de subventionner indirectement les exportateurs canadiens pour leur permettre d'affronter la concurrence « déloyale » des entreprises françaises, japonaises et allemandes qui bénéficient depuis longtemps d'une aide publique à l'exportation.

Le Canada, comme les Etats-Unis d'ailleurs, s'est toujours opposé à la pratique du crédit « mixte » qui permet à un gouvernement de baisser artificiellement les taux d'intérêt sur les prêts accordés à un pays afin de faciliter la vente de biens ou de services. Le taux d'intérêt de ces prêts subventionnés est calculé en général en faisant la moyenne du taux bancaire ordinaire et du taux pratiqué par les organisations d'aide internationales. Ainsi, par l'intermédiaire de la Société nationale pour l'expansion des exportations (S.E.E.), le Canada offrait jusqu'à présent des crédits portant intérêt à 10 %, tandis que la France et le Japon favorisaient très nettement leurs propres entreprises avec des prêts de 4 % ou 6 %.

L'introduction du crédit mixte permettra de rétablir l'équilibre, mais, ajoute M. Lumley, le Canada « *poursuivra ses efforts en vue de trouver un terrain d'entente* » avec les autres pays exportateurs afin de supprimer d'un commun accord cette pratique. En attendant, le gouvernement canadien a autorisé la S.E.E., qui prête déjà aux pays importateurs environ 1 milliard de dollars par an au taux commercial, à accorder 300 millions de dollars supplémentaires annuellement en crédit mixte. Cette « *expérience* » durera trois ans et coûtera environ 20 millions de dollars par an au gouvernement canadien, qui financera la différence entre le taux commercial pratiqué par la S.E.E. et le taux réellement consenti aux pays importateurs.

« *Le crédit mixte*, affirme M. Lumley, *sera utilisé dans des cas précis pour être à égalité avec nos concurrents, lorsque ces derniers feront effectivement appel à cette forme de subvention à l'exportation.* »

La décision d'Ottawa intervient à un moment particulièrement favorable pour les exportateurs canadiens, qui bénéficient de la dépréciation de leur devise (84 % de la valeur du dollar américain). L'important excédent commercial enregistré en 1980 ne doit cependant pas faire illusion, car il est en partie dû à une baisse des importations, ce qui correspond à un ralentissement général de l'activité économique.

Le Canada a en outre besoin d'un excédent commercial substantiel pour équilibrer son important déficit traditionnel dans le domaine des mouvements de capitaux. Malgré les performances du commerce extérieur, la balance des paiements aura enregistré en 1980 un déficit de plus de 1 milliard de dollars. Enfin, la dépendance à l'égard des Etats-Unis, qui absorbent 70 % des exportations canadiennes, incite Ottawa à chercher de nouveaux partenaires commerciaux pour ne pas subir trop durement les soubresauts de l'économie américaine.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Les États-Unis décident des mesures de représailles essentiellement dirigées contre la France

Washington (A.F.P.). — *Les Etats-Unis relancent la « guerre » des crédits à l'exportation, dirigée essentiellement contre la France qu'ils rendent responsable de l'échec récent des négociations en vue d'une meilleure harmonisation des politiques gouvernementales en ce domaine. L'organisme fédéral, l'Export-Import Bank (Exim Bank), vient, à titre de « représailles », a-t-on appris le 12 janvier de source américaine autorisée, d'offrir trois crédits remboursables en plus de dix ans, c'est-à-dire au-delà du maximum prévu par l'accord international en la matière.*

Il s'agit de crédits destinés à favoriser l'obtention de contrats importants par des firmes américaines concurrentes de firmes françaises ou européennes en Côte-d'Ivoire et en Argentine. L'Exim Bank a ainsi offert, précise-t-on, des crédits sur vingt ans pour aider des firmes américaines à remporter deux contrats de fournitures à la Côte-d'Ivoire d'équipement hydro-électrique évalués à 125 millions de dollars. La banque a aussi accordé un crédit à plus de dix ans pour la fourniture par des sociétés américaines de matériel roulant, estimé à 200 millions de dollars, aux transports urbains argentins.

L'attitude de la C.E.E.

A la mi-novembre, le secrétaire adjoint au Trésor, M. Bergsten, avait annoncé que, si les négociations en vue d'harmoniser les politiques de crédits à l'exportation, selon les directives du sommet de Venise de juin 1980 n'aboutissaient pas favorablement avant la fin de l'année, les Etats-Unis prendraient des mesures de rétorsion (*le Monde* du 22 novembre). Ces négociations, qui ont eu lieu fin novembre, puis en décembre à Paris dans le cadre de l'O.C.D.E., n'ont pas donné les résultats recherchés par les Etats-Unis, ces derniers considérant que les propositions faites par les pays de la C.E.E. en vue d'un léger relèvement des taux d'intérêt pratiqués demeuraient « très insuffisantes ».

Pendant ce même mois de novembre, M. Bersgten avait accusé la France d'être à l'origine de la position « négative » de la C.E.E., laissant entendre qu'elle avait été pratiquement le seul pays membre à opposer son veto à une meilleure harmonisation des politiques de crédits à l'exportation. Il avait ajouté que, si la situation restait bloquée, le gouvernement américain autoriserait l'Export-Import Bank à contrer la politique française en offrant d'une manière « sélective » des prêts d'une durée supérieure à celle prévue par l'accord actuellement en vigueur. En décembre, à Paris, le chef de la délégation américaine, M. Robert Cornell, avait déclaré que ces mesures de rétorsion allaient être mises en application (*le Monde* daté 21-22 décembre).

● *Le président de l'Export-Import Bank*, M. John L. Moore, a annoncé le 12 janvier sa décision de donner sa démission dès que M. Reagan lui aura trouvé un successeur, au plus tard le 31 mars. Avocat de profession, M. Moore avait été nommé, en mai 1977, par M. Carter, à la tête de cet organisme gouvernemental spécialisé dans le crédit aux exportations. — (A.F.P.)

LA GRANDE BATAILLE DES COMMUNICATIONS

II. — *Publicis, Hachette, R.T.L. et les autres...*

par JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Dans un premier article, Jean-Michel Quatrepoint a analysé les relations étroites et complexes qui se sont établies entre le pouvoir et le groupe Matra (« le Monde » du 13 janvier). Dans un second article, il relate les grandes manœuvres qui se déroulent dans le monde de la communication.

Voilà déjà quelques temps que l'on évoquait, à mots couverts, la possibilité de constituer *« deux grands champions »* de la communication. En regroupant autour d'eux une part importante du potentiel français en matière de radio-télévision privée, de publicité, de presse et d'édition, de production cinématographique. Un schéma déjà appliqué dans d'autres secteurs de l'activité industrielle (téléphone, automobile, par exemple), qui permet, selon ses promoteurs, de maintenir une certaine concurrence sur le marché intérieur et de constituer des ensembles de taille internationale.

L'idée était de nature à séduire deux hommes ambitieux, installés dans la place et disposant de surcroît de l'aval des pouvoirs publics, M. Yves Cannac, ancien secrétaire général de l'Elysée, P.-D. G. du groupe Havas — contrôlé par l'Etat — et M. Lagardère, patron de Matra-Europe 1.

Au fil des mois vont donc se multiplier accords, coopérations rachats, permettant aux deux groupes d'accroître leurs moyens. Dans ce *kriegspiel* qui vit parfois s'affronter les deux « champions », il restait cependant quelques pièces maîtresses à prendre d'assaut : Hachette allait tomber la première.

Le troisième canal

Les satellites comportent trois grands marchés distincts. La plate-forme proprement dite, la « charge utile » et les stations de réception au sol. Matra est spécialisée sur les plates-formes et a pour concurrent en France la SNIAS, une société d'Etat. La charge utile relève des compétences de Thomson, ainsi que les stations terriennes (en association avec la C.G.E.), qui est, de loin, la partie la plus « juteuse ». Un système de satellites de télécommunications vaut 100 millions de dollars, et le marché des stations terriennes quatre fois plus.

Or, depuis quelque temps, Matra donne l'impression de vouloir tout faire. D'une part, la firme rêve d'absorber des activités satellites de la SNIAS. D'autre part, la charge utile et les stations terriennes l'intéressent. Quitte à trouver aux Etats-Unis — auprès de Harris, par exemple — un soutien technologique.

Le groupe de M. Lagardère est aussi concerné par l'utilisation des satellites. Il espère obtenir pour Europe 1-Monte-Carlo le troisième canal de télévision directe du futur satellite franco-allemand, T.D.F. 1, les deux premiers canaux étant réservés à T.F. 1 et Antenne 2 (« le Monde » du 18 décembre 1980). On murmure qu'il aurait obtenu des assurances en ce sens à l'occasion de l'opération Hachette.

L'attribution à Matra de ce troisième canal obligerait R.T.L. à lancer son propre satellite. A moins que le poids de Havas dans la station soit devenu suffisant pour qu'à Paris on envisage la création d'un consortium Matra-Havas pour l'exploitation de ce troisième canal !

L'assaut

L'idée que *« quelque chose est possible chez Hachette »* naît à l'automne 1979. Elle s'appuie sur une double analyse.

D'une part, l'avenir de la Librairie se présente sous de meilleurs auspices. Son secteur presse connaît un certain redressement après la vente de *France-Soir*, et l'hémorragie de la Néogravure est en voie d'être arrêtée, après que le groupe eut injecté 160 millions de francs dans l'affaire, à la demande des pouvoirs publics ! Or les cours de Bourse ne prennent pas encore en compte ces éléments. Bref, l'action Hachette n'est pas chère.

D'autre part, son capital n'est pas « tenu ». Le principal actionnaire, Paribas, n'en détient que 5 %. Or, contre toute attente, la première banque d'affaires française ne va pas chercher à accroître cette participation. Plusieurs raisons sont avancées pour expliquer cette passivité. Traditionnellement proche des milieux radicaux, puis gaullistes — à la différence du tandem Suez-Indochine, de sensibilité plus « libérale », — Paribas n'a plus les mêmes relations avec l'Elysée. Son P.-D. G., M. Moussa, a pu penser qu'un renforcement de son pouvoir sur Hachette se heurterait à une vive opposition en haut lieu. Sans doute ne tenait-il pas, non plus, à mélanger les genres. A se voir reprocher, par exemple, tel article d'un hebdomadaire lorsqu'il venait parler industrie et finance aux pouvoirs publics. Enfin, au sein même de Paribas, on aurait « rechigné » à investir plus avant dans une affaire dont la rentabilité restait encore faible.

Conscients cependant de la fragilité du « tour de table », les dirigeants de la Librairie et ceux de Paribas vont tenter de renforcer le contrôle du conseil d'administration en y faisant entrer des « amis ». On se tourne ainsi vers la Compagnie financière de M. Edmond de Rothschild, avec qui une collaboration existe déjà depuis la reprise conjointe, en 1976, des affaires de M. Prouvost (1). La Compagnie financière, jugeant ses moyens trop limités pour faire de grandes opérations financières ou industrielles, estime que le tertiaire, la communication — où les mises de fonds sont moins importantes — constituent son principal axe d'investissement pour le futur.

A l'automne 1979, elle accepte, à la demande de Paribas, d'acquérir 5 % du capital de Hachette et d'entrer au conseil d'administration. Les achats en Bourse seront étalés sur trois mois. Mais, dès les premiers jours de 1980, la Compagnie financière acquiert la conviction que quelqu'un d'autre ramasse systématiquement des titres Hachette. Prévenue, Paribas n'organisera pas, pour les raisons avancées plus haut, de contre-attaque.

Cette « main » mystérieuse qui avait *« fait la bonne analyse sur Hachette, les vues du pouvoir et l'attitude de Paribas »* était celle de M. Gendry, le P.-D. G. de la Banque privée de gestion financière, un établissement financier qui a connu — comme Matra — une spectaculaire, quoique plus discrète, ascension depuis 1975. Homme dynamique ayant, semble-t-il, de solides amitiés dans les milieux centristes et giscardiens, M. Gendry passe pour être « très bien informé ». La communication ? Il connaît déjà, à travers quelques opérations menées conjointement avec Havas. Sa banque détient 10 % de la Compagnie européenne de publication et 10 % d'Eurocom.

Pendant des mois, la B.P.G.F. va ramasser des actions Hachette avec l'aide, semble-t-il, de M. Mentzelopoulos, patron de Félix Potin, aujourd'hui décédé, et de M. Marcel Fournier, président de Carrefour (tous deux avaient déjà fait l'opération de *l'Aurore*). Deux hommes se seraient joints au trio : M. Vaturi, des Editions Montsouris, et M. Jacques Douce, le numéro deux d'Havas, qui règne sur son secteur presse. Hachette et Paribas ne réagissent toujours pas. Certes, M. Jean Riboud entre au conseil d'administration, mais à titre personnel, car il ne veut pas mêler son groupe — Schlumberger qui aurait pourtant les moyens financiers de prendre une forte participation — à cette affaire, bien que les compteurs Schlumberger soient présents dans la communication avec 12 % du capital de la Compagnie luxembourgeoise de télévision (C.L.T.) qui contrôle R.T.L.

Eclate alors l'affaire du *Journal du Dimanche*. Ayant acquis la certitude que l'Elysée n'aurait pas apprécié la cession de l'hebdomadaire au jeune P.-D. G. du *Progrès de Lyon*, M. Jean-Charles Lignel, « fragilisé » par les mouvements autour du capital d'Hachette, M. Marchandise, son P.-D. G., est contraint de désavouer son directeur général, M. Gérard Worms, ce qui n'arrange pas l'image de marque du groupe.

Dans les milieux d'affaires, certains — dont les dirigeants de Matra — savent maintenant que quelque chose se passe sur Hachette. Et on s'y prépare. Cependant, tout porte à croire que le « syndicat » animé par M. Gendry avait l'intention de recéder, tout ou partie, des titres Hachette à Havas. Un veto serait intervenu de l'Elysée dans la seconde quinzaine de novembre : *« Pas question de donner des armes à ceux qui crieraient à l'étatisation de Hachette et des N.M.P.P. qui distribuent la presse. Trouvez quelqu'un d'autre. M. Goldsmith ou plutôt... Matra. »*

Pendant les derniers jours de novembre, les achats cessent. Le temps pour M. Gendry de se retourner et de contacter, le 2 décembre, M. Lagardère, qui n'a pas dû être, outre mesure, surpris de la proposition qui lui est faite. Il ne reste plus qu'à boucler l'opération et à y faire entrer, à la demande de M. Floirat, M. Filippachi qui s'est constitué, lui aussi, un petit empire autour de *Paris-Match*. Le rideau tombe sur le premier acte d'une pièce commencée voilà près de deux ans. L'assaut contre Publicis va se révéler infiniment plus délicat.

Un « os »

Les grandes manœuvres autour de Publicis ont également commencé il y a dix-huit mois. Une vieille amitié lie son fondateur et principal actionnaire, M. Marcel Bleustein-Blanchet, à M. Floirat. Publicis et Europe 1 ont des compétences complémentaires et une filiale commune, Régie n° 1. Des conversations informelles s'engagent donc pour *« voir si on ne peut pas aller plus loin »*. Mais Jean-Luc Lagardère *« demande beaucoup »* et le président de Publicis ne veut pas *« lâcher les rênes »*.

Dans le même temps, Havas et Publicis, tout en poursuivant leur traditionnelle compétition en province, vont faire un bout de chemin ensemble. Une tentative de rapprochement s'ébauche sur les activités internationales et les petites annonces. Les choses avancent lentement. Si lentement, que M. Cannac s'énerve.

Quelques jours plus tard, en mai 1980, Havas annonce avoir acquis en Bourse 10 % du capital de Publicis. En fait, les achats avaient commencé, en catimini, quelques mois auparavant. Sans doute, Havas espérait-il avoir ainsi un moyen de pression et être présent à la table du conseil d'administration de Publicis le jour où la succession de M. Bleustein-Blanchet interviendrait.

C'était compter sans la réaction des dirigeants de Publicis. Faisant jouer toutes leurs relations, ils obtiennent de Matignon et même de l'Elysée une intervention directe. Le passage de Publicis dans l'orbite d'Havas ne reviendrait-il pas à une nationalisation du tiers du marché publicitaire français ? L'argument porte. Ordre est donné à Havas de céder « immédiatement » les titres Publicis à la Banque Worms, qui se propose de les racheter, avec l'accord de M. Bleustein-Blanchet. L'Elysée demande simplement à ce dernier de reprendre ses conversations avec... Matra.

Ce sera fait mollement en septembre 1980. Publicis pourra-t-il résister plus longtemps à l'*« attraction »* des deux champions ? La volonté d'indépendance de ses dirigeants est encore plus grande depuis l'opération Hachette. Mais M. Bleustein-Blanchet sait qu'une agence de publicité est vulnérable, et qu'une bonne alliance vaut parfois mieux qu'un mauvais combat...

On en est là. Comme le reconnaît M. Lagardère, *« le dernier acte est loin d'être joué »*. Nul doute que l'on va assister au cours des prochains mois à des rectifications de frontières entre Havas et Matra-Europe n° 1-Hachette. Des maisons d'édition, des journaux (de province par exemple) risquent de s'agréger aux deux pôles. Mais c'est surtout autour de l'audiovisuel et des nouveaux moyens de transmissions (satellites) et d'expression (télématique) que vont s'ordonner les prochaines grandes manœuvres.

Fabricant de matériels télématiques (terminaux, annuaire électronique, visiophone), Matra va disposer maintenant du *« gisement intellectuel »* de Hachette en matière de banques de données, films, expérience de journaux sur écran, etc. Avec l'appui des P.T.T., Matra, mais aussi Havas (2), peuvent espérer régner sur une part non négligeable des futurs programmes télématiques (avec la publicité qui s'y rattachera) qui seront distribués dans chaque foyer à l'horizon 1985-1990.

Le marché des satellites

Pour l'heure, R.T.L. est au centre des meneurs. La volonté d'indépendance de cette station, qui *« se veut européenne »* n'est pas très bien vue, à Paris comme à Bonn. La Compagnie luxembourgeoise de télévision (C.L.T.), qui contrôle R.T.L., a été, dans le passé, l'objet de sourdes batailles.

Havas a déjà un pied dans la maison. A travers une participation de 28,5 % dans une holding (Audiofina) qui détient 54,6 % de la C.L.T. Elle a également un droit de veto sur la nomination de l'administrateur délégué. Apparemment, M. Cannac, encouragé en cela par les pouvoirs publics français, veut plus. Ainsi, de curieux et discrets mouvements ont eu lieu sur les actions d'Audiofina ces derniers mois. Aujourd'hui l'occasion se présente pour lui de prendre une participation directe de 8 % dans la C.L.T. Celle qu'y détenait Hachette et que M. Lagardère a l'intention de vendre. Mais ces 8 % intéressent beaucoup de monde. Même si le prix — on parle de 120 millions de francs — en est élevé. Les dirigeants de Paribas ne sont pas de ceux qui oublient. Certes, ils ont dû accepter l'arrivée de Matra dans Hachette, mais ils gardent un pied dans la Librairie, et une augmentation de leur participation (10,3 % actuellement) dans la C.L.T. ne devrait pas être pour leur déplaire. M. Edmond de Rothschild devait, quant à lui, vendre ses 5 % de Hachette et aimerait bien réemployer son argent... peut-être dans la C.L.T., dont il est déjà administrateur. On dit que le groupe Dassault serait également intéressé : de même que les groupes C.G.E. et Thomson. Car derrière la bataille pour R.T.L. se profilent de nouveaux marchés, à commencer par celui des satellites de télécommunications et de télévision directe.

« L'affaire Hachette a rompu un certain équilibre qui existait entre les groupes industriels et financiers et les médias » constate un de ces industriels. *« Peut-on laisser Havas et Matra* (3) *dominer avec l'Etat — ou pour son compte — l'ensemble des moyens d'expression audiovisuels ; se partager — pourquoi pas ? — le futur troisième canal de télévision directe, Matra devenant de surcroît le fournisseur attitré de ces satellites et de tout ce qui s'y rattache ? »*

En mélangeant le contenant et le contenu sur une aussi grande échelle, en donnant l'impression de *« coller »* par trop au pouvoir en place, en touchant aux intérêts vitaux de plusieurs institutions financières et industrielles, M. Lagardère a pris un risque : celui de se voir attaquer sur le terrain politique, au nom de la nécessaire indépendance de l'information, aussi bien que sur le terrain industriel. Un risque dont certains, au sein même de Matra, commencent à prendre conscience. La contre-attaque pourrait être rude, et la fin du « rififi » dans la communication n'est pas pour demain.

FIN

(1) Cette coopération s'exerce à travers Pressinter, qui contrôle *Télé-7 jours*. La Compagnie financière en détient 10 % du capital et Hachette 56 %.

(2) Havas a le monopole des annonces qui seront diffusées à l'occasion des expériences sur l'annuaire électronique.

(3) La Sofirad, contrôlée par l'Etat, possède, rappelons-le, plus de 37 % du capital d'Europe n° 1.

SOCIAL

Le P.C. accuse les élus de la majorité de « refuser le débat » sur le logement des travailleurs immigrés du Val-de-Marne

La réunion extraordinaire du conseil général du Val-de-Marne, prévue lundi après-midi 12 janvier, sur « le logement des travailleurs immigrés », a été annulée parce que le quorum de participation n'a pas été atteint.

Sur les trente-neuf conseillers généraux (seize P.C.F., seize de l'intergroupe R.P.R., U.D.F. et C.N.I., et sept socialistes), dix-neuf seulement (seize communistes et trois socialistes) étaient présents. L'intergroupe avait annoncé dans un communiqué (*le Monde* du 13 janvier) qu'il ne participerait pas à cette session extraordinaire.

Le groupe communiste a accusé l'intergroupe de la majorité de *« se dérober et refuser le débat sur les travailleurs immigrés »*.

Pour sa part, le groupe socialiste, tout en *« condamnant avec force ce qui s'est passé à Vitry »*, n'entend pas *« transformer le conseil général en assemblée chargée de cautionner ce que les socialistes désapprouvent »*.

La séance extraordinaire du conseil général a été reportée, comme le veut la loi, à quarante-huit heures, soit à mercredi 14 janvier.

Le FASTI (Front des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés) a critiqué, lundi, M. Marchais et les dirigeants du parti communiste, dont les déclarations sur l'immigration, tout comme celles de la droite, *« développent le racisme »*.

Le FASTI rappelle, dans un communiqué, qu'il *« a souvent dénoncé les déclarations issues du gouvernement ou de l'extrême-droite liant le chômage à la présence des travailleurs immigrés. En effet, ces déclarations trompent les Français et développent le racisme ».*

« Que Georges Marchais se laisse aller, sans doute pour des raisons électorales, à tenir les mêmes propos, comme il l'a fait à Vitry le 10 janvier dernier, est indigne du dirigeant d'un parti qui prétend représenter les travailleurs.

» Le FASTI ne peut croire que l'ensemble des militants communistes partagent la position de leur direction et leur demande de continuer, comme par le passé, à lutter contre le racisme, donc pour l'unité des travailleurs », conclut le communiqué.

Enfin, les élus P.S.U. de la région parisienne ont réclamé la reconnaissance du droit de vote des immigrés dans les municipalités et protesté contre le comportement *« raciste »* des élus communistes.

● *Les élus municipaux P.S.U. de la Seine-Saint-Denis* ont annoncé, lundi 12 janvier, au cours d'une conférence de presse, leur intention de nas pas voter les budgets primitifs des communes à direction communiste si les maires de ces communes maintiennent leur demande d'arrêt de l'immigration sur le territoire qu'ils administrent.

L'accord sur les pré-retraites devrait être provisoirement renouvelé

Les réticences manifestées par le C.N.P.F. à propos du renouvellement de l'accord sur les pré-retraites — ou garanties de ressources à partir de soixante ans — devraient finalement s'estomper et permettre la reconduction temporaire, et même améliorée, de cette formule.

Ce système a été en place en 1972 pour les travailleurs licenciés à partir de soixante ans, leur accordant 70 % de leur ancien salaire brut, soit un peu plus de 80 % du salaire net. En 1977, cette garantie a été étendue aux salariés de plus de soixante ans démissionnaires, c'est-à-dire à tous ceux qui souhaitent abandonner volontairement leur emploi. Cet accord a été renouvelé en 1979, mais le protocole de sa reconduction doit se poser à la fin de mars, *notamment en ce qui concerne le financement.*

Toutes les organisations syndicales se sont adressées au C.N.P.F. pour demander l'ouverture de discussions sur son renouvellement. Depuis cinq ans, le nombre de bénéficiaires a augmenté de 120 %, passant de 90 000 bénéficiaires fin 1976 à quelque 170 000 fin 1979 et à plus de 200 000 fin 1980, soit une augmentation de 25 % d'une année sur l'autre. En octobre 1980, sur 203 000 personnes concernées, 112 000 avaient été licenciées tandis que 90 000 avaient donné leur démission.

Le problème qui se pose au C.N.P.F. est surtout celui du financement : le coût des pré-retraites a doublé en cinq ans et représente environ 800 millions de francs par mois, sur les 3 milliards de francs consacrés mensuellement par l'UNEDIC aux chômeurs et pré-retraités.

Mais, à court terme, le nombre des pré-retraités devrait augmenter moins rapidement que par le passé, pour des raisons démographiques : l'arrivée des classes creuses à l'âge de la pré-retraite, celles nées durant la première guerre mondiale. Cette moindre progression devrait amener le C.N.P.F. à accepter un renouvellement temporaire, jusqu'en 1982-1983, de l'accord sur les pré-retraités. Il pourrait même être envisagé, durant cette période, d'améliorer l'accord en abaissant l'âge ouvrant droit à cette garantie de ressources. Une telle évolution serait facilitée si l'Etat acceptait de financer l'amélioration d'un autre système : celui de l'indemnisation des chômeurs arrivant en fin de droit.

J.-P. D.

MARCHÉ COMMUN

Des solutions politiques doivent être trouvées

déclare M. Gaston Thorn, président de la Commission

Strasbourg. — Le conflit qui, depuis décembre, oppose le conseil des ministres de la C.E.E. à l'Assemblée européenne à propos du budget de la Communauté pourra-t-il être réglé à moindres frais ? Il a pour le moins été constaté, le 12 janvier, dès l'ouverture de la *session de Strasbourg*, que l'*Assemblée et sur*tout la nouvelle Commission, présidée par M. Thorn, étaient décidées à jouer la modération.

Le gouvernement français, dont les critiques à l'égard du comportement de l'Assemblée dans cette affaire sont les plus vives, est implicitement invité à accepter de composer. Cette façon de réagir — ce qui constitue sans doute une des caractéristiques les plus originales de *la situation* — est partagée par les parlementaires français appartenant à la majorité : giscardiens et gaullistes appellent de leurs vœux un compromis politique.

De notre envoyé spécial

Pour M. Thorn, il n'appartient pas à la nouvelle Commission de se prononcer sur la manière dont la procédure budgétaire s'est déroulée, de porter notamment un jugement sur l'accusation de détournement de procédure exprimée par plusieurs Etats membres à l'encontre de l'Assemblée. Les budgets ayant été arrêtés par Mme Veil, *« nous considérons,* a-t-il déclaré, *que, tant le budget supplémentaire pour 1980 que le budget pour 1981 ont une existence légale et sont de ce fait exécutoires. »*

Pour l'avenir, M. Thorn distingue les aspects légaux et les aspects politiques. Sur le plan légal, *« la Commission estime que la situation devra être régularisée »*, autrement dit que les Etats membres récalcitrants, au premier rang desquels figure la France, devront verser leur quote-part du budget 1981 et du budget supplémentaire 1980 tels que ceux-ci ont été adoptés. Soucieux de ne pas dramatiser, M. Thorn a préféré ne pas trop préciser. Il s'est abstenu ainsi de prononcer la phrase la plus menaçante qui figurait dans son texte écrit : *« Si les Etats membres ne régularisent pas la situation volontairement... alors la Commission, en tant que gardienne des traités, n'aura pas d'autre alternative que de prendre les mesures légales prévues. »* Pourtant, même si l'allusion explicite à la saisie de la cour de justice de Luxembourg n'a pas été exprimée, telle est sur le fond la position de la Commission.

Sur le plan politique, M. Thorn a, dans son discours, indiqué comment pourrait s'orienter le débat et se forger un compromis : *« La Commission considère que les problèmes budgétaires actuels doivent être discutés par les institutions et que des solutions politiques doivent être trouvées... Il faudra surtout que les deux branches de l'autorité budgétaire fassent des efforts pour éviter que ne se reproduisent à l'avenir les difficultés que nous connaissons depuis trois ans. A ce propos, il faut que la procédure de conciliation fonctionne réellement. »*

« J'ai amorcé certains rendez-vous », convenait M. Thorn en privé, *mais il ne semble pas, au moins au stade actuel, que ces premiers contacts, notamment ceux avec Paris, aient été très fructueux ».*

L'Assemblée, pour sa part, a été très sobre. Tout de suite après l'intervention de M. Thorn, le président du groupe socialiste, M. Glinne (Belgique), s'exprimant au nom de tous les groupes de l'Assemblée, à l'exception des communistes français et du groupe de coordination technique (où siègent en particulier les radicaux italiens), a lu une courte déclaration approuvant la décision prise par Mme Veil, le 23 décembre, d'adopter le budget supplémentaire 1980 et le budget 1981.

Dans cette déclaration commune, l'Assemblée, *« rappelant ses décisions du 18 décembre 1980 concernant le projet de budget supplémentaire 1980 et le projet de budget de la Communauté pour 1981 ; rappelant qu'aux termes des traités ces décisions ne pouvaient être renversées que par un acte du Conseil statuant à la majorité qualifiée ; rappelant l'absence d'un tel acte, constate que, dans ces conditions, le président du Parlement européen avait le clair devoir d'appliquer les traités et de déclarer adoptés les budgets concernés, et approuve la décision ainsi prise par le président du Parlement ».*

Au cours de cette session, l'Assemblée devrait avoir d'autres occasions de manifester son point de vue sur le conflit budgétaire qui l'oppose au conseil des ministres des Dix. Lundi, en début de séance, Mme Veil a accueilli les vingt-quatre députés qui sont délégués par le Parlement hellénique, en attendant d'être élus au suffrage universel direct. Quatorze d'entre eux, qui appartiennent à la Démocratie nouvelle, le parti de M. Caramanlis, n'ont pas encore choisi le groupe auquel ils se joindront, ce qui est également le cas de deux députés du centre. Les sept députés du PASOK (Mouvement socialiste panhellénique) ont eux rejoint le groupe socialiste, et le député communiste, le groupe communiste.

PHILIPPE LEMAITRE.

Discordances

(Suite de la première page.)

« Les gaullistes de Paris ne comprennent pas grand-chose à cette procédure. De toute façon, nous ne sommes pas ici les représentants d'un parti politique », a-t-il dit.

Dans ces conditions, les élus giscardiens ont beau jeu d'ironiser, à leur tour, sur *« l'incohérence de certains comportements »* que stigmatisait récemment... M. Claude Labbé, en évoquant, lui, l'appui apporté par M. Barre à la liste de Mme Veil lors des élections européennes de juin 1979.

Au nom de ces giscardiens, Mme Christiane Scrivener a rappelé que le groupe libéral auquel elle appartient n'avait pas voté, pour sa part, les amendements contestés. L'Assemblée s'étant prononcée, les giscardiens, comme les autres libéraux, affirment leur solidarité avec Mme Veil, *« qui ne pouvait pas agir autrement »*. Pour Mme Scrivener, *« l'essentiel est maintenant de tirer la leçon de cette affaire en établissant un véritable dialogue entre les institutions européennes afin de parvenir, dans le respect des traités, à une interprétation commune des dispositions budgétaires »*. L'ancien secrétaire d'Etat a déposé une résolution en ce sens approuvée par son groupe.

Comme les gaullistes, les élus de la liste patronnée par l'U.D.F. estiment au demeurant que le gouvernement français a manqué d'attention, notamment en ne s'opposant pas à la décision de l'Assemblée européenne avant que Mme Veil n'arrête les budgets litigieux. Aucun d'eux n'exprime son soutien à la position très ferme de M. Barre.

Chez les socialistes, les membres du CERES ont réaffirmé leur désaccord avec la décision de l'Assemblée, mais ils se refusent *« à choisir entre M. Barre et Mme Veil »*. De toute façon, leur point de vue demeure minoritaire au sein du groupe.

En désaccord une nouvelle fois avec leurs collègues italiens, les communistes français mettent tous les autres représentants de la France dans le même sac : *« Tous les groupes politiques, à l'exception des communistes français, viennent d'apporter leur soutien et leur approbation à Mme Veil qui, une nouvelle fois, a couvert de son autorité le dépassement illégal par l'Assemblée de ses pouvoirs budgétaires,* a déclaré M. Louis Baillot. *Cette attitude s'inspire de la volonté de la grande majorité de l'Assemblée d'accroître ses compétences en matière budgétaire afin d'avancer dans la voie de l'intégration européenne. »*

C'est de bonne guerre. L'attitude strasbourgeoise des gaullistes, des giscardiens et de la majeure partie des socialistes affecte quelque peu, en effet, la crédibilité des positions, quelquefois très nationalistes, défendues à Paris

ALAIN ROLLAT.

LOGEMENT

UNE ENQUÊTE DE L'INSEE CONFIRME LE GOUT ACCRU DES MÉNAGES POUR LA LOCATION EN CENTRE-VILLE

De 1973 à 1978, la proportion *de locataires a augmenté* dans les centres-villes (de 56,8 % à 57,4 % dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants, de 57,7 % à 58,8 % à Paris) et diminué dans les banlieues (de 49,3 % à 47,8 % dans le premier cas, de 52,7 % à 52,6 % dans le second). Ce regain d'attrait du centre des *villes est confirmé par l'étude* menée par M. François Fabre sur *les Locataires et leur logement*, à partir de l'enquête INSEE de 1978 (1). Simultanément, les logements locatifs, qui restent plus petits que la moyenne des logements (65 m² contre 77 m²), se sont beaucoup améliorés : 76 % *d'entre eux ont* w.-c. et baignoire ou douche (contre 64 % en 1973) et 58 % bénéficient aussi d'un chauffage central (contre 47 % en 1973). Cette amélioration touche aussi le parc ancien (construit avant 1948), où la proportion de logements dotés à la fois de w.-c. et d'installations sanitaires *est passée de 32 % à 48 %.*

Le montant des loyers est d'une très grande diversité et, très naturellement, s'accroît à la fois, non seulement lorsque le confort augmente mais avec la taille de l'agglomération et à mesure que l'on s'éloigne de la périphérie : on passe ainsi de 165 francs mensuel en moyenne dans un logement sans confort d'une commune rurale, à 1 044 francs à Paris dans un logement confortable. Encore ces chiffres eux-mêmes ne sont-ils que des moyennes.

Grâce à l'allocation logement, dont bénéficie un locataire sur quatre, la part du revenu consacrée au loyer (sans les charges) est de 9,1 % en moyenne (7,7 % dans les zones rurales et 13,1 % à Paris). Cependant, ce taux est fortement accru, pour les ménages qui usent d'un chauffage collectif, si l'on tient compte des charges de chauffage, dont le *montant a doublé depuis 1973* et représentent plus de 40 % du loyer.

---

(1) *Economie et Statistique*, n° 128, décembre 1980, 22 F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

legrand

+ 18 %

L'exercice 1980 s'est terminé par un bon mois de décembre qui a porté le chiffre d'affaires provisoire consolidé de Legrand à 2,1 milliards de francs, soit une progression de plus de 40 %.

A structure comparable, c'est-à-dire notamment sans tenir compte des ventes de *Arnould-F.A.E.*, la progression est de 18 %.

Legrand a, par ailleurs, pris le contrôle de la société S.R.T.E. à Lille, spécialiste français des prises et conjoncteurs téléphoniques qui, en 1980, a réalisé un chiffre d'affaires de 10 millions de francs, avec soixante personnes.

GARANTIE FINANCIÈRE

Loi 70-9, du 2 janvier 1970.
Décret 72-678, du 20 juillet 1972.

La BANQUE DE *L'INDOCHINE* ET DE SUEZ, 96, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, informe qu'elle dénonce le contrat de caution de 50 000 F, établi le 28 février 1979, garantissant les activités de transactions sur immeubles et fonds de commerce de la société S.I.R.I.M. (Société d'investissements et de réalisations immobilières), S.A.R.L. au capital de 20 000 F, dont le siège social est à NEAUPHLE-LE-CHATEAU (78640), 19, Grand-Rue.

La garantie de la BANQUE DE *L'INDOCHINE ET DE SUEZ* cessera à l'expiration d'un délai de trois jours francs, à dater de la présente publication.

Les éventuelles créances, à condition qu'elles soient nées antérieurement à la cessation de la garantie, peuvent être produites au siège de la banque pendant un délai de trois mois à partir du présent avis.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ELECTRICITE DE FRANCE — Obligations 9 % (ex-5 %) 1963

Les intérêts courus du 10 février 1980 au 9 février 1981 sur les obligations Electricité de France 9 % (ex-5 %) 1963 seront payables, à partir du 10 février 1981, à raison de 24,30 F par titre de 270 F nominal, contre détachement du coupon n° 18 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 2,92 F (montant global : 27,22 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 3,88 F, soit un net de 20,42 F

A partir de la même date, les obligations appartenant à la série désignée par la lettre « D », sortie au tirage du 2 décembre 1980, et non déposées pour être remboursées par anticipation le 10 février 1981, cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 280 F, coupon n° 19 au 10 février 1982 attaché.

Il est rappelé que les titres des séries désignées par les lettres « E » et « A » sont respectivement remboursables depuis le 10 février 1969 et 1973.

ELECTRICITE DE FRANCE — Obligation 5,75 % 1966

Les intérêts courus du 25 février 1980 au 24 février 1981 sur les obligations Electricité de France 5,75 % 1966 seront payables, à partir du 25 février 1981, à raison de 20,70 F par titre de 400 F nominal, contre détachement du coupon n° 15 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 2,30 F (montant global : 23 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 3,44 F, soit un net de 17,26 F.

Il est rappelé que les titres de la série désignée par la lettre « C » sont remboursables depuis le 25 février 1976.

ELECTRICITE DE FRANCE — *Obligations 6,25 % février 1967*

Les intérêts courus du 20 février 1980 au 19 février 1981 sur les obligations Electricité de France 6,25 % février 1967 seront payables, à *partir du 20 février 1981, à raison de 22,50 F par titre de 400 F nominal,* contre détachement du coupon n° 14 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 2,50 F (montant global : 25 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 3,74 F, soit un net de 18,76 F.

Il est rappelé que les titres des séries désignées par les lettres « D » et « C » sont respectivement remboursables depuis les 20 février 1972 et 1977.

ELECTRICITE DE FRANCE — *Obligations 8,50 % février 1971*

Les intérêts courus du 1er février 1980 au 31 janvier 1981 sur les obligations Electricité de France 8,50 % février 1971 seront payables, à partir du 1er février 1981, à raison de 34,42 F par titre de 450 F nominal, contre détachement du coupon n° 10 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 3,83 F (montant global : 38,25 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 5,73 F, soit un net de 28,70 F.

ELECTRICITE DE FRANCE — *Obligations 8,50 % janvier 1972*

Les intérêts courus du 3 février 1980 au 2 février 1981 sur les obligations Electricité de France 8,50 % janvier 1972 seront payables, à partir du 3 février 1981, à raison de 38,25 F par titre de 500 F nominal, contre détachement du coupon n° 9 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 4,25 F (montant global : 42,50 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 6,37 F soit un net de 31,88 F.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais aux Caisses des comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 17, rue Caumartin, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des Etablissements bancaires désignés ci-après :

Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit du Nord, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial et Banques affiliées, Société générale alsacienne de banque, Société marseillaise de crédit, Banque de l'Union européenne, Banque de l'Indochine et de Suez, Caisse centrale des Banques populaires, et toute les Banques populaires de France, Société centrale de Banque.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

13 JANVIER

Effritement

Le marché se cherche. L'indicateur de tendance termine en très léger retrait (— 0,05 %).

Les investisseurs sont toujours très indécis et le volume des échanges reste limité. Même les transactions « hors bourse » réalisées par les investisseurs institutionnels sont peu nombreuses.

Les hésitations de Wall Street, qui doute maintenant d'une baisse significative des taux d'intérêt, ne sont pas pour rien dans la prudence du marché. Au plan politique intérieur, les interrogations demeurent. La sensibilité de la Bourse est telle dans ce domaine que certains opérateurs en viennent à redouter les effets d'une éventuelle victoire du candidat communiste, dimanche prochain, à l'élection législative partielle de l'Eure.

Malgré ce climat d'expectative, on note quelques hausses significatives. Les Papeteries de Gascogne gagnent 8,9 %, Maritime de chargeurs 6,6 %, Presse de la cité 5,5 %, Bail-Investissement 3,8 %, Navigation mixte 3,7 %, Europe 1 3,6 %, Docks de France 3,2 %, Avions Dassault 2,9 %, Sommer-Allibert 2,4 %, Moët-Hennessy 2,4 %.

Les écarts les plus sensibles à la baisse sont enregistrés sur Générale d'Entreprise (— 4,9 %), Saupiquet (— 4,5 %), Pompey (— 3,4 %), Simco (— 3,2 %), Moulinex (— 3 %), Chiers-Châtillon (— 2,9 %), Nord-Est (— 2,3 %) Paris-France (— 2,5 %), Manurhin (— 2,3 %).

Les pétroles suivent le mouvement. Sogerap perd 5 %, Pétroles B.P. 4,7 %, Compagnie française des pétroles 1,9 %, Elf 0,8 %.

Aux étrangères, Zambia Copper gagne 5,2 %.

Quant au marché de l'or, il ne bouge pratiquement pas. A Londres, le premier fixing indique 566 dollars (contre 562 dollars). A Paris, le lingot perd 45 F à 89 950 F et le napoléon 14,40 F à 925,50 F. La prime passe de 79,87 % à 77,20 %.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

LA BANQUE HERVET porte son capital de 119 millions de francs à 140 millions de francs par élévation du nominal des actions de 85 F à 100 F. Cette opération a été réalisée par voie d'incorporation de réserves.

LE COUPON DE L'EMPRUNT 7 % 1973, mis en paiement à partir du 16 janvier 1981, est fixé à 609,03 F (contre 392,96 F en 1980).

COMPAGNIE FRANÇAISE D'ENTREPRISES METALLIQUES. — La société enregistre pour 1980 un chiffre d'affaires situé entre 900 millions de francs et 1 milliard de francs. La perte devrait être nettement moins importante qu'en 1979 (160 millions de francs). L'exercice 1981 pourrait marquer un retour à l'équilibre.

ELF-AQUITAINE enregistre pour les trois premiers trimestres de l'exercice 1980 une marge brute d'autofinancement consolidée de 9,899 milliards de francs (contre 11,935 milliards de francs pour l'ensemble de l'exercice 1979). Le bénéfice net s'élève à 4,298 milliards de francs (contre 5,571 milliards de francs pour l'exercice complet précédent), soit 237 francs par action. La comparaison avec les trois premiers trimestres 1979 n'est pas possible, la société publiant pour la première fois de tels résultats intérimaires.

Le troisième trimestre a été marqué par une nouvelle et forte dégradation des résultats du secteur de la distribution et du raffinage.

ESSO REP, filiale d'Esso SAF, a accru en 1980 sa production de 20 %. Les investissements d'exploration et de développement ont doublé par rapport à 1979.

SAMAG. — Cette société du groupe C.G.E. a réalisé pour l'exercice clos au 30 juin 1980 un bénéfice de 67,03 millions de francs (contre (46,88 millions).

2,84 milliards de dollars.

PHILLIPS PETROLEUM, dont le dividende passe de 0,45 dollar à 0,55 dollar par action, gagne, lundi, 7/8 à 58 1/8.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

	9 janv.	12 janv.
Valeurs françaises ..	95,9	95,5
Valeurs étrangères ..	99,9	99,7

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	104,8	104,8

Taux du marché monétaire

Effets privés du 13/1 ...... 10 7/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	12/1	13/1
1 dollar (en yens)...	202 30	203 20

NEW-YORK

Hésitant

Wall Street a commencé la semaine comme elle avait terminé vendredi dernier : dans l'hésitation. Après plusieurs séances de baisse sévère, le marché cherche sa voie. Lundi, l'indice Dow Jones enregistrait finalement une très légère hausse de 0,08 point (à 968,77), après avoir, en cours de journée, gagné jusqu'à 11 points.

Les investisseurs sont de plus en plus indécis quant à l'évolution future des taux d'intérêt. Après avoir cru à un recul rapide des taux, ils semblent désormais convaincus que la Réserve fédérale fera tout pour éviter un reflux trop sensible. Ils en veulent pour preuve la hausse des taux de rendement des bons du Trésor. Les bons à trois mois ont été, en effet, placés lundi au taux de 15,318 % (contre 13,601 % lors de la dernière adjudication du 5 janvier), les bons à six mois étant adjugés à 14,228 % (contre 13,182 %).

Le marché s'interroge également sur le futur programme économique de M. Reagan. Les réductions d'impôts, promises au moment de la campagne électorale, ne seraient finalement accordées que très progressivement et s'étaleraient sur une période de trois à cinq ans.

Au total, les valeurs en hausse (920) ont été plus nombreuses que les valeurs en baisse (639).

Le titre le plus actif a été Warner Lambert, dans un marché où les transactions se sont légèrement contractées (48,76 millions contre 50,19 millions de titres).

VALEURS	COURS 9/1	COURS 12/1
Alcoa	61	61 ...
A.T.T.	48 3/4	50
Boeing	40 1/2	41 3/8
Chase Manhattan Bank ..	47 3/8	47 1/2
Du Pont de Nemours ..	42 3/8	42 1/4
Eastman Kodak	72 1/8	71 1/2
Exxon	77 1/4	77 5/8
Ford	28 5/8	28 1/4
General Electric	63 1/4	63 3/8
General Foods	31 1/8	30 1/2
General Motors	45 7/8	46 1/8
Goodyear	17 1/2	17 3/4
I.B.M.	67 1/2	66 5/8
I.T.T.	30 1/2	31 ...
Kennecott	26 1/8	26 1/8
Mobil Oil	78 ...	78 ..
Pfizer	52 3/4	52 1/4
Schlumberger	117 7/8	109 3/4
Texaco	45 5/8	46
U.A.L. Inc. ....X....	18 5/8	18 1/2
Union Carbide	54 7/8	55 5/8
U.S. Steel	24 7/8	24 1/2
Westinghouse	29 3/8	29 1/2
Xerox	61 7/8	60 3/4

BOURSE DE PARIS - 13 JANVIER - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
3 %	29 30	8 863	S.P.E.G.	195	196 .	Interinvest	155	153 .	Locafinil Immob.	355	356
5 %	71 .	4 754	U.A.P.	569	569 ..	Cie Lyon. Imm. ..	140	140 .	Loca-Expansion ..	137	138 50
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Ch. France 3 % ..	186 90	189
A.G.F. (Sté Cent.)	772	775
Ass. G. Paris-Vie.	2080	2080
Concorde	341	341
Epargne France ..	380	380
Financ. Victoire .	337	337
France I.A.R.D. ..	145	145
GAN (Sté) Centr. ..	735	735

[illegible]

HORS COTE

Compartiment spécial

Entrepose	160	...
Intertechnique ..	958	955
Sicomut	179	179
Sofibus	236	...
Rodamco	237	..

Autres valeurs hors cote

Alser	131 50	
Cellulose Fin. ..	40 60	38 50
Coparex	690	695
Iéna Industrie ..	18	
La Mure	85	
Métall. Minière ..	155	154 .
Océanic	14 90	14 90
Pétrofigaz	439	...
Promotia	283	...
Sab. Mor. Corr. ..	120	.
Total C.F.N.	93	.
Ufinex	220	... ..
Voyer S.A.	2 10	. .
Sorento NV	248 .	248 50

SICAV

[illegible]

* Absorbe par Sogintar.

Cours précédent.

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
276	4,5 % 1973.	2875	2852	2853	2850
3400	C.N.E. 3 % ..	3116	3151	3168	3181
1320	Elf-Aquitaine	1189	1188	1178	1175 .
41	Nobel-Bozel.	39 40	39 85	39 85	38 50
180	Tél. Electr. .	1890	1878	117.	1 53
104	Dancer	95 50	94	94	95
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

e : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 13/1	COURS des BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 574	4 628	4 510	4 730
Allemagne (100 DM) ..	231 330	231 670	225	237
Belgique (100 F) ...	14 396	14 390	13 950	14 850
Pays-Bas (100 fl.)	212 980	213 020	206	217
Danemark (100 krd) ...	76 280	76 380	72 500	77 500
Norvège (100 k)	88 750	89 ...	86	91
Grande-Bretagne (£ 1).	10 990	11 061	10 700	11
Grèce (100 drachmes)	9 750	9 780		
Italie (1 000 lires) ..	4 876	4 867	4 580	4 980
Suisse (100 fr.)	256 110	255 400	248	261
Suède (100 krs)	104 .70	104 280	101	106 500
Autriche (100 sch.)	32 692	32 725	32 900	33 800
Espagne (100 pes.) ..	5 723	5 733	5 500	5 900
Portugal (100 esc.)	8 560	8 665	7 840	8 700
Canada ($ can. 1)	4 ...	3 881	3 750	3 980
Japon (100 yens)	2 226	2 274	2 160	2 280

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 13/1
Or fin (kilo en barre)	90000	89990
Or fin (en lingot)	89995	89950
Pièce française (20 fr.).	939 90	925 50
Pièce française (10 fr.)	492	498 90
Pièce suisse (20 fr.)	659	658
Pièce latine (20 fr.) ..	643	642
Souverain	816	8...
Pièce de 20 dollars	3480	3408
Pièce de 10 dollars ..	1680	1780
Pièce de 5 dollars ..		
Pièce de 50 pesos ..	3708	3722
Pièce de 10 florins .	655	660.

[illegible]

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Les rapports entre les caisses d'assurance-maladie et les médecins

Les négociations sur un relèvement du tarif de la visite pourraient aboutir rapidement

Les négociations engagées entre la Fédération des médecins de France (F.M.F.) et la Caisse nationale d'assurance-maladie sur la revalorisation des honoraires pourraient rapidement déboucher sur un accord et faciliter indirectement le retour au bercail conventionnel de la *Confédération des syndicats médicaux français* (C.S.M.F.) qui, hostile à la convention, doit se prononcer les 24 et 25 janvier sur une signature « combative ».

Les signataires de la convention — F.M.F. et Caisse d'assurance-maladie — se sont réunis, lundi 12 janvier, pour faire le point sur la mise en place de cette convention et examiner les nouvelles échéances tarifaires.

Très lentement, les instances de concertation et de contrôle de l'activité médicale commencent à fonctionner. Selon le docteur Belot, président de la F.M.F., sur les 121 caisses d'assurance-maladie, 69 ont procédé à la nomination des membres des commissions départementales et des commissions médicales, ce qui ne signifie pas que toutes fonctionnent déjà ; 41 commissions sont en cours d'installation, et 11 sont bloquées complètement en raison du refus des signataires d'y faire entrer des représentants de la C.S.M.F., qui appliquent pour la visite du généraliste un « tarif syndical » (65 F) supérieur au tarif conventionnel (60 F).

Ce problème pourrait cependant être résolu par un accord tarifaire. La caisse et la F.M.F. ont tout d'abord décidé d'activer les travaux sur la revalorisation des lettres Z (électroradiologie) et K (chirurgie). Sur ce dernier dossier, un groupe de travail se réunit vendredi, et des mesures sont envisagées pour améliorer la situation financière des chirurgiens, pratiquant en hospitalisation privée, à la fois par une majoration des prix de journée et une « mise au point » des actes de chirurgie remboursés directement par le « tiers payant », le malade n'ayant rien à verser. Pour le Z, un effort serait fait en tenant compte des investissements que supportent ces spécialistes.

Quant à la visite, sa revalorisation doit faire l'objet d'une nouvelle réunion, le 20 janvier. La F.M.F., qui réclame un coup de pouce — comme la C.S.M.F. — souhaite que la décision, prise lors de la signature de la convention l'été dernier, de porter la visite de l'omnipraticien de 60 F depuis janvier 1981 à 63 F au 30 mars soit complétée par une nouvelle mesure. Une décision en ce sens pourrait être prise le 20 janvier. Il s'agirait de fixer en mai ou en avril un nouveau tarif de la visite, environ 65 ou 66 F, c'est-à-dire à un niveau supérieur au tarif syndical de la C.S.M.F. Le 20 janvier aussi, les signataires pourraient adopter un compromis sur l'augmentation des avantages vieillesse des médecins, la F.M.F. réclamant une majoration de 30 % et les caisses n'étant disposées qu'à accepter un relèvement maximum de 20 %.

Un tel accord aurait alors le double avantage de démontrer le dynamisme de la F.M.F., seul syndicat signataire, dans sa défense des intérêts des généralistes, et d'ouvrir la voie à un retour de la C.S.M.F. dans le giron conventionnel. Secouée par les divisions internes et notamment l'opposition des irréductibles à toute signature de la convention, la C.S.M.F. doit en effet prendre, les 24 et 25 janvier, la décision définitive de parapher ou non la convention.

JEAN-PIERRE DUMONT.

Air France négocie de nouveaux tarifs sur les lignes européennes

La présentation du bilan d'Air France pour 1980 devait être l'occasion, ce mardi 13 janvier pour son président, M. Pierre Giraudet, de revenir sur les grandes lignes de la politique de la compagnie qu'il avait définies pour nous au cours de l'entretien (*le Monde* du 19 décembre 1980) qu'il nous a accordé. Il avait annoncé, malgré une année difficile, un résultat d'exploitation équilibré et une marge d'autofinancement suffisante pour faire face aux investissements programmés, résultat qui ne sera guère dépassé, en Europe, que par la compagnie allemande Lufthansa.

Cette politique, rappelons-le, repose sur cinq données essentielles : une amélioration de la productivité du personnel (déjà sensible surtout parmi les agents au sol), l'optimisation de la flotte autour de trois avions (Boeing-747, Airbus, Boeing-727), une structuration du réseau autour des axes les plus « porteurs » d'échanges entre la France et l'étranger, une doctrine commerciale consistant à offrir des tarifs conformes aux règles de la rentabilité, et l'introduction de nouveaux « produits ».

Ces dernières innovations intéressent avant tout l'Europe où doivent être proposés quatre tarifs : le tarif « affaires » généralisé (en moyenne 15 % plus cher que l'actuel tarif économique), un nouveau tarif économique (inférieur de 10 % à l'actuel), un tarif du genre « Air France-Vacances », et enfin — sur certains vols seulement — un tarif très bon marché.

Pour entrer en vigueur, de telles dispositions — que la compagnie anglaise British Airways entend elle aussi adopter à compter du 1er avril — doivent être cependant acceptées, dans les pays desservis, par les autorités ou les compagnies aériennes locales assurant les mêmes liaisons. Or les conversations avec l'Espagne et le Portugal n'ont toujours pas abouti, et Air France comme British Airways rencontrent de sérieuses réserves auprès de plus d'un de leurs interlocuteurs européens, notait le 12 janvier le chroniqueur aéronautique du *Financial Times*.

LES CONSÉQUENCES DU MAUVAIS TEMPS

Vingt et une lignes à haute tension sont coupées dans le Languedoc-Roussillon

Les abondantes chutes de neige qui ont eu lieu dimanche 11 janvier dans le Languedoc-Roussillon, notamment dans les départements de l'Ariège et de l'Aude, ont eu des conséquences très graves, principalement sur l'alimentation en électricité de cette région.

Ce mardi 13 janvier, en fin de matinée, plusieurs villes — Limoux, Lézignan et Port-la-Nouvelle — et de nombreux villages n'étaient toujours pas alimentés en électricité. En revanche, Carcassonne, Narbonne et Perpignan ont pu l'être à nouveau depuis la nuit de lundi à mardi. Toutefois, les banlieues de ces villes et les campagnes environnantes sont toujours sans électricité.

Si un léger redoux a favorisé un début de fonte des neiges qui, par endroit, a atteint 60 centimètres, et permis d'améliorer les conditions de circulation sur les routes, E.D.F. n'était pas en mesure d'indiquer quand l'électricité serait partout rétablie.

Pour E.D.F., le bilan est très lourd. Ce mardi matin, vingt et une lignes à haute tension étaient encore hors d'usage (deux lignes de 400 000 volts, une ligne de 320 000 volts, une de 150 000 volts et dix-sept de 63 000 volts). On explique à E.D.F. que les lignes de cette région, conçues pour résister au vent, ne l'ont pas été pour des chutes de neige collante.

Sur place, la population s'habitue tant bien que mal à l'absence d'électricité. Le pain est devenu introuvable dans certaines localités. A Carcassonne, nous signale notre correspondant, la couverture d'une usine de caoutchouc (la Someca) s'est effondrée. Les deux cent cinquante ouvriers ont été mis en chômage technique. A Limoux, la cave coopérative de la célèbre blanquette a subi de graves dégâts. Deux cent mille bouteilles ont été détruites.

Ce mardi matin, la circulation sur les routes était difficile sur une grande partie du territoire. Une dizaine de « nationales » sont fermées : la 21 en Dordogne, la 24 en Ille-et-Vilaine, la 20 en Haute-Vienne, la 161 dans la Nièvre, la 76 en Indre-et-Loire, la 14 dans le Val-d'Oise et la 112 entre Béziers et Mazamet, etc. Des dizaines de véhicules sont toujours bloqués près de Carcassonne. La circulation a été rétablie sur certaines portions de l'autoroute A-61.

Nouvelles brèves

● *Grève chez Caillard, au Havre.* — La majorité du personnel s'est mise en grève le 12 janvier. Elle occupe plusieurs points stratégiques pour s'opposer au licenciement de cent quatre-vingt-sept personnes sur les mille qu'emploie l'entreprise de levage et de réparation navale.

● *Véhicule piégé.* — Une voiture appartenant à l'ambassade de Turquie à Paris, stationnant devant un immeuble de la rue Pierre-Grenier, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), a été pratiquement détruite, mardi matin 13 janvier, vers 9 h. 25, par une explosion. L'attentat, qui n'a fait aucune victime, a été revendiqué par un coup de téléphone à l'A.F.P. et à l'Associated Press, par un commando de l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie (ASALA). Il semble que le véhicule était piégé par une grenade.

● *La Suissesse Erika Hess* a remporté, le 13 janvier, le slalom féminin de Schruns, en Autriche, comptant pour la Coupe du monde féminine de ski. — *(Reuter.)*

Le numéro du « Monde » *daté 13 janvier 1981 a été tiré* à 599 328 exemplaires.

Dans les conseils régionaux

RÉÉLECTION DE M. GIRAUD EN ILE-DE-FRANCE ET DE M. CHANDERNAGOR DANS LE LIMOUSIN

M. Michel Giraud, maire du Perreux, sénateur R.P.R. du Val-de-Marne, a été réélu, mardi 13 janvier, président du conseil régional d'Ile-de-France, par 100 voix contre 57 à M. José Alvarez, maire de Montereau (P.C.). Les socialistes et les communistes n'ont pu obtenir une place au bureau, qui a été reconduit dans son ensemble.

M. André Chandernagor, député socialiste de la Creuse, a été réélu, le même jour, président du conseil régional du Limousin, par 18 voix et une abstention sur 19 votants. Le conseil comprend trente membres, mais certains d'entre ceux-ci n'avaient pu se déplacer à cause du mauvais temps. Deux des quatre vice-présidents appartiennent au groupe socialiste, un au groupe communiste, et un à la majorité présidentielle.

LA RADIOTECHNIQUE VA LICENCIER 1 474 SALARIÉS

La Radiotechnique, filiale du groupe néerlandais Philips, est sur le point de licencier 1 474 personnes, indique le syndicat C.F.D.T. de l'entreprise. Les raisons et les modalités de ces licenciements seront annoncées au comité central d'entreprise lundi 19 janvier.

Sur les 5 669 salariés que compte la Radiotechnique, 574 quitteraient l'usine de Caen, 664 celle de Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire) qui doit fermer, 100 celle de Dreux, 56 celle de Saint-Malo, dont la fermeture est également annoncée, 50 celle de Suresnes et 30 celle d'Evreux. Toutes les catégories de personnel seront affectées par ces mesures.

A la direction de la Radiotechnique, on se refuse à commenter cette information avant qu'elle n'ait été communiquée au comité central d'entreprise.

Vice-président de la Commission européenne

M. FINN OLAV GUNDELACH EST MORT

(De notre envoyé spécial)

Strasbourg. — M. Finn Olav Gundelach, vice-président de la Commission européenne, est mort ce mardi matin 13 janvier, à Strasbourg, d'une crise cardiaque.

[Agé de cinquante-cinq ans, membre danois de la Commission depuis 1973, il était, depuis 1977, chargé des questions agricoles ainsi que des négociations sur la pêche. Il avait participé, lundi après-midi 12 janvier, à la séance au cours de laquelle M. Thorn avait présenté à l'Assemblée la nouvelle Commission européenne.

Avant d'appartenir au collège européen, M. Gundelach avait été directeur général adjoint du GATT, puis représentant permanent du Danemark auprès de la C.E.E. Très apprécié à Bruxelles pour son sérieux et sa connaissance des dossiers, il s'apprêtait à mener de manière active les négociations en vue de la réforme de la politique agricole commune et avait transmis récemment un rapport au conseil des ministres sur les orientations à suivre.

C'est le deuxième commissaire européen qui meurt ainsi à Strasbourg pendant l'exercice de sa charge. Voici plusieurs années, M. Albert Borschette, alors chargé *de la politique de la concurrence*, avait été frappé d'une hémorragie cérébrale. — Ph. L.]

A Cherbourg

DES MANIFESTANTS RÉCLAMENT « TOUTE LA VÉRITÉ » SUR L'ACCIDENT DE LA HAGUE

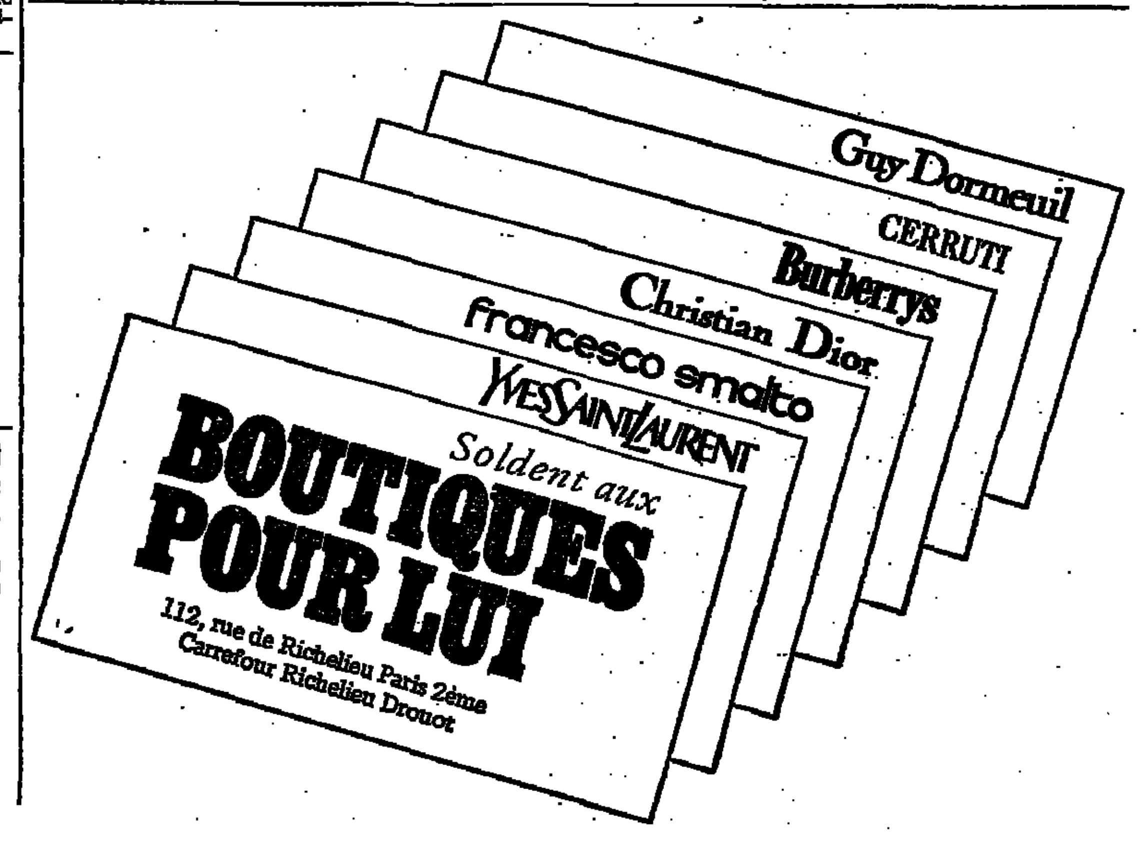
Trois milles personnes, selon les organisateurs anti-nucléaires, quinze cents seulement, selon la police, ont manifesté, lundi 12 janvier, devant la sous-préfecture de Cherbourg (Manche), pour protester contre le manque d'information relative à l'incendie survenu au centre nucléaire de La Hague (*le Monde* du 8 janvier).

Les manifestants, regroupés notamment à l'appel de la C.F.D.T., du P.S. et de la FEN, entendaient exiger « *des mesures de sécurité appropriées pour les travailleurs et la population* ». M. Bernard Cauvin, prenant la parole au nom de la C.F.D.T., a réclamé « *la vérité, toute la vérité sur l'accident* » ainsi que « *des mesures pour la gestion des déchets, pour la sécurité et pour un réexamen du programme électro-nucléaire* » français. Mais, a précisé M. Jean-Pierre Lhermitte, membre, lui aussi, de la C.F.D.T., « *nous ne sommes pas demandeurs d'une tête, car il est trop facile de changer un homme sans remettre en cause une politique.* »

Les autres syndicats, C.G.T. et F.O., notamment, n'ont pas jugé bon de s'associer à la marche de protestation de lundi. Dans un communiqué, l'Union nationale C.G.T. des syndicats de l'énergie atomique de La Hague protestait contre « *l'exploitation alarmiste d'un accident relativement limité, mais en définitive maîtrisé, bien que regrettable et évitable* ». Pour sa part, l'union départementale F.O. déclarait qu'elle « *ne se prêterait pas à une vaste entreprise de récupération électoraliste par syndicats interposés à laquelle donne lieu l'incident de La Hague* ».

Dans le même temps, M. Brice Lalonde, candidat écologiste à l'élection présidentielle, a occupé dans la soirée de lundi un local du ministère de l'industrie, pendant une heure, en réclamant la communication du rapport de sûreté de l'usine de La Hague. Il n'a pas obtenu sur-le-champ satisfaction mais a reçu, a-t-il dit, l'assurance que le ministre de l'industrie répondrait personnellement à une demande écrite.





A B C D E F G